

L'Evolution des Salaires en France depuis la Guerre

(Etude statistique)

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 30 Juin 1939, à 14 h. 30

PAR

Pierre-Jean LAVIROTTE

Lauréat de la Faculté de Droit de Dijon

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. ANDRÉ MARCHAL, *Professeur*
ASSESSEURS { M. HENRI GUITTON, *Agrégé*
 { M. OLIVIER WORMSER, *Chargé de Cours*

LANGRES

IMPRIMERIE MODERNE

11, Rue du Grand-Cloître

—
1939

**L'Evolution des Salaires
en France
depuis la Guerre**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'Evolution des Salaires en France depuis la Guerre

(Etude statistique)

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 30 Juin 1939, à 14 h. 30

PAR

Pierre-Jean LAVIROTTE

Lauréat de la Faculté de Droit de Dijon

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. ANDRÉ MARCHAL, *Professeur*
ASSESEURS { M. HENRI GUITTON, *Agrégé*
 { M. OLIVIER WORMSER, *Chargé de Cours*

LANGRES

IMPRIMERIE MODERNE

11, Rue du Grand-Cloître

1939

Liste des Membres de la Faculté

- MM. P. LOUIS-LUCAS, *Doyen*, Professeur de Droit civil.
M. DESSERTAUX, *Assesseur*, Professeur de Droit civil.
R. JAPIOT, Professeur de Droit commercial.
A. GUILLOIS, Professeur de Droit administratif.
P. HUGUENEY, Professeur de Droit criminel.
F. DUMONT, Professeur de Droit romain.
G. CHEVRIER, Professeur d'Histoire du Droit.
A. BLONDEL, Professeur de Droit international public.
J. PAOLI, Professeur de Droit romain.
G. BURDEAU, Professeur de Droit public.
A. MARCHAL, Professeur d'Economie politique.
A. GROUBER, Professeur de Droit privé.
J. FLOUR, Agrégé de Droit privé.
H. GUITTON, Agrégé d'Economie politique.
O. WORMSER, Chargé de Cours d'Economie Politique.
P. GIGOUT, Chargé de Cours de capacité.

PROFESSEURS ET DOYENS HONORAIRES

M. DESLANDRES, M. VIGNES.

DOYEN HONORAIRE

M. A. GUILLOIS

Secrétaire : M. H. VIAN.



La Faculté n'entend donner ni approbation, ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Toutes les personnes qui travaillent pour le compte d'une entreprise privée ou publique sans avoir elles-mêmes la qualité d'entrepreneurs ou qui sont au service d'une personne, comme les domestiques, sont des salariés. La rémunération qu'ils reçoivent sous des noms divers : salaires, traitements, appointements, gages, etc., est en réalité un salaire.

Elles forment une classe importante dans la vie nationale. C'est la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. Si on avait pu penser un instant relâcher l'attention sur son sort, les développements récents de la politique sociale française auraient suffi à jeter un lustre nouveau sur les études ouvrières. Le problème du salaire est un problème d'actualité constante.

La guerre a été, autant qu'un bouleversement politique, un bouleversement économique et social. Si le monde apparaît aujourd'hui comme dérégulé par rapport aux périodes passées, si on y découvre difficilement le jeu des lois traditionnelles, c'est peut-être parce que c'est un monde nouveau qui naît.

Des années ont passé, chacune apportant à la classe ouvrière son tribut d'espoir en des temps difficiles où la vie reste rude. Les rapports du capital et du travail ont été profondément modifiés. Le salaire n'est plus fixé unilatéralement, selon la volonté d'un patron tout puissant. Les ouvriers se sont groupés pour être forts, et discutent collectivement avec leurs employeurs le montant de leur salaire et les conditions de leur travail. L'Etat est intervenu en leur faveur en étendant le champ des conventions collectives.

Le progrès est sensible et pourtant il est permis de se demander si la condition humaine s'est améliorée pour autant, si elle ne subsiste pas dans toute sa précarité. Sans doute le salaire tient compte plus suffisamment des nécessités de la famille du travailleur qu'au temps où pourtant la femme française

était la gardienne courageuse d'un foyer sans alarme. En ce temps-là, avant-guerre, sous le régime du franc germinal, il n'y avait pas d'indemnité de cherté de vie, pas d'allocations familiales, mais les prix étaient relativement stables ; seuls les paresseux ne trouvaient pas de travail, et l'enfant était accepté gaillardement parce que les bras ne chômaient pas et que la production était abondante.

Notre but est précisément de suivre quelle a été au cours de cette période troublée de l'après-guerre, la marche des salaires des travailleurs de France. C'est là un problème vaste qu'il est nécessaire d'étudier en profondeur. Il n'y a pas un travailleur, qu'on pourrait appeler le Travailleur Moyen, comme on parle du Français Moyen. Il en existe des catégories multiples, comme il existe dans l'activité économique des branches diverses, chacune étant appelée à des travaux spéciaux. Notre tâche sera donc l'examen des variations propres des différents salaires et de les coordonner.

Ce serait cependant là une vue bien incomplète qui nous donnerait une idée fausse de l'évolution du sort de l'ouvrier. Le coût de la vie lui aussi a beaucoup varié depuis la guerre. Le travailleur a-t-il gagné ou perdu au jeu des fluctuations des salaires et des prix ? Qu'est devenu son pouvoir d'achat, autrement dit son salaire réel ?

Ce n'est pas encore suffisant. Il faut songer que le salaire réel ainsi établi est celui de l'ouvrier qui travaille. Or que devient le revenu de la classe ouvrière prise dans son ensemble, compte tenu du chômage. Et que devient le pouvoir d'achat de cette masse de salaires. C'est une question que posait M. Altalion en 1913 et à laquelle il regrettait de ne pouvoir apporter de réponse très précise faute de données statistiques appropriées (1). Mais il avait le mérite de poser la question. Que devient le salaire global de la classe ouvrière prise dans son ensemble, son salaire global durant la dépression. Ce que les uns perdent par le chômage est-il compensé par ce que les autres gagnent à l'abaissement du prix des subsistances ?

Pour toute cette étude nous nous appuyons sur la statistique, la méthode scientifique étant nécessaire en matière économique. Nous ne voulons pas au cours de ces recherches sortir du do-

(1) AFTALION Albert : *Crises périodiques de surproduction*, 1913, Tome I, page 165.

maine de la réalité, et nous nous gardons des systèmes d'abstraction de littérateurs, échaffaudés sur un cœur largement ouvert aux misères ouvrières, mais qui ne tiennent aucunement compte des données positives et cherchent les remèdes dans une imagination trop fertile.

L'observation statistique a été grandement développée depuis une vingtaine d'années. Mais il reste encore beaucoup à faire en France dans notre domaine. Nous mentionnons dans notre travail aussi minutieusement que possible les sources et la confiance qu'il y a lieu de leur témoigner.

Il n'est pas besoin d'insister sur l'intérêt de la présente étude.

Des données précises de l'évolution des différents salaires et traitements permettront certaines conclusions sur leur évolution générale et particulière.

Le mouvement du pouvoir d'achat de l'ouvrier et de la classe ouvrière toute entière nous indiquera le sens de l'évolution du bien-être des masses laborieuses. L'intérêt de l'étude de l'incidence du chômage n'est pas douteux, et il est tout à fait inutile d'indiquer ici quelles répercussions comportent pour le milieu économique et social l'extension du chômage. Les maux, les drames, provoqués par le manque involontaire de travail sont présents à toutes les mémoires, peut-être même à tous les yeux.

Une remarque très importante doit être enfin faite. Cette étude ne porte que sur le salaire proprement dit et non sur les allocations familiales et autres accessoires du salaire. Avant guerre, les allocations familiales n'existaient pas, ou seulement chez quelques rares patrons philanthropes. C'est un gain supplémentaire qui est venu grandement améliorer le sort de la classe ouvrière en soutenant la famille des travailleurs.

A côté, se sont développées les garanties contre les accidents du travail et l'assurance sociale.

De plus, et cela particulièrement dans la grande industrie, des œuvres patronales magnifiques ont reçu une impulsion nouvelle. Des logements sains avec jardins sont construits et profitent à un nombre de plus en plus grand d'ouvriers moyennant une redevance très modérée. Des hôpitaux, des dispensaires, des gouttes de lait, des garderies d'enfants, des consultations de nourrissons, des ouvroirs, des écoles ont été organisés en grand nombre. Des terrains de sports, des colonies de vacances sont ouverts aux ouvriers et aux enfants d'ouvriers. C'est là un immense effort du patronat français, soucieux de l'amélioration

du sort de ses ouvriers, toujours préoccupé de rendre moins pénible aux travailleurs l'effort qui est attendu d'eux. Les patrons se sont imposé pour cela de très gros sacrifices. Il est dommage que tous ne rendent pas hommage à leur large esprit humanitaire.

La protection de l'ouvrier dans tous les domaines se réalise donc peu à peu, et ce sont là des avantages immenses que nous n'avons pas à mesurer avec l'évolution du salaire. Nous devons néanmoins les signaler.

Il convient de faire effort pour être aussi objectif que possible. Il n'est pas de sujet aussi brûlant que les questions ouvrières, aussi propre à enflammer les passions politiques qui nous divisent. Observateur de bonne foi, nous obéirons plus à la raison qu'à la passion, nous efforçant de rester juste. Nous disons bien : nous efforçant, car nous pouvons être abusé nous aussi par des préjugés, tout comme les critiques les plus véhéments. Dans notre époque de fronts contre fronts, de blocs contre blocs, il n'est pas facile de s'abstraire de la lutte et de se placer, comme disait Renan, au point de vue de Sirius.

PLAN

PREMIERE PARTIE : ETUDE STATISTIQUE DU MOUVEMENT DES SALAIRES EN FRANCE DEPUIS LA GUERRE.

CHAPITRE 1. *Les salaires dans les principales branches de l'activité économique.*

CHAPITRE 2. *Les variations des salaires suivant les qualités professionnelles et la personne des travailleurs.*

CHAPITRE 3. *Les variations régionales des salaires.*

DEUXIEME PARTIE : L'ÉVOLUTION DU NIVEAU DE VIE DU SALARIÉ ET DE LA CLASSE OUVRIÈRE EN FRANCE DEPUIS LA GUERRE.

CHAPITRE 1. *L'évolution du pouvoir d'achat du travailleur salarié.*

CHAPITRE 2. *Le salaire de la classe ouvrière.*

LES ENSEIGNEMENTS.

PREMIÈRE PARTIE

Etude statistique du mouvement des salaires en France depuis la guerre

PREMIÈRE PARTIE

Etude statistique du mouvement des salaires en France depuis la guerre

En France, l'observation statistique officielle du mouvement économique, malgré des améliorations récentes, marque un retard certain sur les progrès que cette science a réalisés dans les grands états étrangers, particulièrement aux Etats-Unis, en Allemagne et en Grande-Bretagne.

Or, en ce qui concerne les salaires, il existe notamment bien des lacunes.

Selon M. Léopold Dugé de Bernonville, un des éminents spécialistes de cette matière, rédacteur habituel de la chronique du mouvement des salaires dans le numéro « France Economique » de la Revue d'Economie Politique, des statistiques de salaires bien organisées exigeraient deux catégories principales de renseignements (1).

1° Des résultats fournis par des enquêtes générales, très étendues, très fouillées, par de véritables recensements des salaires, effectuées périodiquement, à des intervalles assez éloignés (5 à 10 ans). Les salaires seraient ainsi relevés par industries, par professions, par catégories professionnelles. Les séries donneraient lieu à l'établissement de courbes et il serait ainsi possible, en possession de tous les détails désirables, de connaître la physionomie exacte de la répartition des salaires à chaque

(1) L. DUGÉ DE BERNONVILLE, *Revue d'Economie Politique*, mai-juin 1929, N° 3.

recensement et de comparer, sans crainte d'erreurs et de façon pleinement significative, les salaires dans l'espace et dans le temps, c'est-à-dire les salaires des différents travailleurs à une même époque et les salaires dans une même catégorie professionnelle à des dates successives.

2° Des renseignements moins complets, mais établis beaucoup plus fréquemment, chaque trimestre par exemple, peut-être chaque mois, de manière à suivre l'évolution au cours des intervalles assez longs des précédentes enquêtes, et à permettre d'après l'examen du mouvement des indices récents, des pronostics sur la conjoncture à venir, si tant est qu'il soit possible de se livrer avec quelque certitude au petit jeu des prophéties dans le domaine de l'économie.

Or, en France, il n'est pas procédé normalement et par conséquent utilement aux recensements de la première catégorie. On a bien effectué une grande enquête industrielle en 1860 et l'Office du Travail a fait de 1891 à 1893 une enquête sur la petite industrie. Mais ce sont là des manifestations de bonne volonté qui sont restées malheureusement sans lendemain. Des projets nombreux et répétés ont été élaborés à l'effet de joindre aux recensements de la population une enquête générale sur la production et les salaires. Les dossiers sont allés en rejoindre d'autres, beaucoup d'autres, contenant eux aussi des initiatives heureuses, pour se couvrir de poussière et constituer ce que l'on appelle des archives.

Quant aux statistiques officielles de la seconde classe, elles sont non pas inexistantes, mais d'une « insuffisance notoire ». La Direction de la Statistique Générale de la France adresse un questionnaire aux Conseils de prud'hommes sur les salaires courants dans une cinquantaine des professions les plus communes, appartenant surtout à la petite industrie. Au total l'enquête porte sur environ 200 localités. D'abord quinquennale, elle est devenue annuelle depuis 1924 et l'on ne saurait trop s'en féliciter.

La Statistique Générale de la France opère également auprès des mêmes autorités et des maires des villes de plus de 10.000 habitants des enquêtes sur les gages payés aux domestiques et gens de maison à des intervalles assez réguliers, mais encore trop longs.

Le Contrôle des Assurances privées publie tous les deux ans au « Journal Officiel » des tableaux des salaires agricoles fixés pour l'application de la jurisprudence des accidents du travail.

La Direction des Mines rattachée au Ministère des Travaux Publics donne des renseignements sur la rémunération des ouvriers des diverses mines françaises.

Les services du Ministère des Finances relèvent les salaires payés dans les manufactures de tabacs et d'allumettes ou dans certaines industries contrôlées comme les sucreries.

Et c'est à peu près tout des statistiques effectuées sur l'initiative de l'état.

Aussi de grands groupements industriels privés ont jugé utile, tant pour les propres besoins de leurs adhérents que pour fournir aux pouvoirs publics les éléments d'information nécessaires à l'élaboration de justes mesures, de publier des renseignements sur les salaires courants dans les diverses branches de l'économie. Statistiques et indices de salaires sont ainsi établis par le Comité Central des Houillères de France, le Groupe des Industries Métallurgiques, Mécaniques et connexes de la Région Parisienne, l'Union des Industries Métallurgiques et Minières de la Construction Mécanique Electrique et Métallique et des Industries qui s'y rattachent, le Consortium de l'Industrie Textile Roubaix-Tourcoing, le Comité Central des Armateurs de France, le Syndicat Général de la Construction Electrique, le Syndicat des entrepreneurs des réseaux et de centrales électriques, etc.

S'appliquant aux entreprises très concentrées de la grande industrie, ces enquêtes qui portent sur un important personnel donnent de grandes garanties de sincérité.

Ainsi, les renseignements relatifs au prix du travail semblent être abondants. Mais il présentent un inconvénient sérieux, la multiplicité des sources. Il en résulte de grosses difficultés pour comparer les unes aux autres les différentes données. Evidemment chaque série considérée en elle même présente un caractère propre, et malgré les cas où les évaluations ne peuvent être que grossières, l'identité dans la forme, l'identité dans la périodicité des relevés autorisent des appréciations assez sûres du mouvement des salaires d'une époque à l'autre. Des erreurs d'égale portée auront des chances de se glisser dans toutes les enquêtes. Or ce qui présente le plus d'intérêt, ce ne sont pas tant les chiffres du montant nominal des salaires pris isolément que les rapports entre ces chiffres. La répétition d'erreurs dans les évaluations se trouve pour ainsi dire neutralisée.

Par contre dès qu'il s'agit de faire un rapprochement entre deux séries différentes, la diversité de leur établissement cause

une gêne profonde. S'agit-il de taux nominaux de salaire à l'embauche, s'agit-il de gains effectifs tenant compte à la fois du taux du salaire et de la durée du travail ? s'agit-il de salaires horaires, journaliers, mensuels, annuels ? les relevés statistiques se rapportent-ils à des périodes variées ? les indices s'appuyent-ils sur des bases dissemblables ? autant de différences, autant de difficultés. Les comparaisons issues de telles évaluations peuvent aisément tromper, d'où la nécessité de faire preuve en ce qui les concerne de la plus grande attention.

Il est certain qu'en cette matière un gros et urgent effort de coordination est à faire de façon à établir des statistiques de salaires qui répondent au plus haut point aux caractères suivants absolument indispensables : l'homogénéité de terminologie et la précision, la continuité et la régularité, la faculté de comparaison.

L'utilisation des données ainsi recueillies en sera rendue plus scientifique, ce qui permettra des constatations sûres et par là-même intéressantes.

La réforme, pour être heureuse, devrait se réaliser par la collaboration des pouvoirs publics et des grands groupements industriels privés. Ces derniers, après de longues et minutieuses recherches, perfectionnent leurs indices existants, en rendent l'établissement et la publication plus fréquents, en étendent le champ, pour les rendre plus conformes à la réalité des faits, en créent de nouveaux, aussi bien d'ailleurs dans le domaine de la production que dans celui des salaires.

C'est que l'étude précise de toute l'activité économique se révèle d'une impérieuse nécessité. A juste titre, certain industriel développant récemment les efforts du Syndicat Général de la Construction Electrique sur le plan de l'organisation professionnelle pouvait dire : « De même que bien des erreurs industrielles sont sans doute imputables à une insuffisance d'information sur la production et les marchés, l'ignorance des réalités économiques, en laissant le champ libre aux idéologies, nous paraît dans une large mesure, responsable des lourdes fautes accumulées depuis deux ans et dont l'économie française paie aujourd'hui le prix. Car s'il est déjà audacieux de prétendre diriger l'économie, s'y risquer sans phare ni boussole devient une folie.

Renseigner la profession sur les conditions dans lesquelles elle s'exerce ; fournir aux pouvoirs publics des éléments d'appréciation, faute desquels leur fonction d'arbitrage s'exerce

dans la nuit, sous la pression des intérêts et des mystiques, ces deux buts se confondent. C'est parce que nous croyons à la vertu des chiffres scrupuleusement établis et à la force persuasive de la documentation objective que nous comptons persévérer dans cette voie » (1).

Le rôle de l'Etat, loin d'exercer un contrôle inquisiteur, de s'ingérer dans des affaires privées qui ne le regardent pas et d'usurper des fonctions qui ne sont pas siennes, est d'utiliser au mieux ces bonnes volontés, de les guider, de donner aux organismes particuliers des directives de manière à uniformiser la documentation et à créer la comparabilité.

Le vœu que nous pouvons formuler, c'est que la France dispose de statistiques de salaires comparables à celles du *Statistische Amt*, qui est l'Office de statistique du Reich. Le gros intérêt de la documentation allemande est de réunir tous les renseignements avec une uniformité complète par groupes industriels : mines de houille, travail des métaux, industrie chimique, bâtiment, fabrication du papier, imprimerie, industrie du bois, industrie du textile, brasserie, industries alimentaires, chemins de fer, mines de lignite, industrie céramique, industrie du vêtement, industrie de la chaussure, postes, ces cinq dernières catégories ayant été ajoutées en 1931. Dans chaque groupe professionnel sont étudiés les salaires des spécialistes (*Facharbeiter*), des ouvriers simplement qualifiés (*ungelehrnte Arbeiter*) et des ouvriers auxiliaires ou manœuvres (*Hilfsarbeiter*). Avant 1931 la statistique ne portait que sur les ouvriers qualifiés et les ouvriers non qualifiés. Le salaire des femmes est pareillement étudié (2).

Mais ce n'est là qu'un vœu.

Remarquons que dans un proche avenir nous disposerons d'une abondante documentation sur les salaires tirée des conventions collectives de travail actuellement régies par la loi du 26 juin 1936, modifiant et complétant celle du 25 mars 1919. La loi de 1919 n'avait pas amené un développement durable des contrats collectifs. Sans jamais avoir pris beaucoup d'extension leur nombre ne cessait de décroître.

(1) Rapport présenté à l'Assemblée générale du Syndicat Général de la Construction électrique le 1^{er} juillet 1938, p. 13.

(2) J. LHOMME : « L'évolution des salaires en Allemagne », *Revue Politique et Parlementaire* du 10 août 1933, p. 238.

Les conventions fixant obligatoirement des taux minima des salaires constitueront donc, par leur rassemblement, une documentation précieuse, sur les salaires en vigueur dans les différentes régions, non seulement pour les ouvriers, mais encore pour des catégories de travailleurs sur les conditions de rémunération desquels on est jusqu'à maintenant mal renseignés, les employés de banque, d'assurances, les vendeurs dans les grands magasins, magasins à prix uniques, en général le personnel du commerce. Elles fourniront le moyen de suivre les variations des salaires, car un grand nombre d'entre elles prévoient leur révision lorsque le coût de la vie sera l'objet de fluctuations notables.

Pour le présent, nous n'en tenterons pas moins d'utiliser au mieux le copieux échantillonnage d'observations statistiques, que l'on peut trouver ici et là, dans les recueils et revues spécialisées, ou que nous avons pu nous procurer auprès de sources privées, pour décéler le mouvement des salaires en France depuis la guerre.

Pour apporter un peu de clarté dans cette étude, nous envisagerons successivement certaines grandes catégories de salaires :

1° Les salaires dans les principales branches de l'activité économique : salaires industriels, salaires commerciaux, salaires agricoles et salaires publics.

2° Les salaires suivant les personnes et les fonctions professionnelles : salaires des femmes d'une part, salaires des manœuvres, des ouvriers qualifiés, d'autre part.

3° Les variations régionales des salaires.

Nous le ferons en trois chapitres.

CHAPITRE PREMIER

Les salaires dans les principales branches de l'activité économique

SALAIRES INDUSTRIELS
SALAIRES COMMERCIAUX
SALAIRES AGRICOLES
SALAIRES PUBLICS

Section 1. — SALAIRES INDUSTRIELS

L'Industrie, distinguée du Commerce, de l'Agriculture ou des Services Publics, reste encore un champ trop vaste où nos données risqueraient d'être confuses si dès maintenant nous ne cherchions à mettre quelque ordre dans nos développements futurs.

Il nous est tout d'abord possible de distinguer entre la grande et la petite industrie.

Pour des raisons techniques, financières et économiques, certaines activités fonctionnent dans un cadre très étendu. Les nécessités de la production moderne (production en série et production standard) conduisent à grouper dans des entreprises disposant d'abondants capitaux des armées d'ouvriers utilisant un outillage considérable, compliqué et coûteux. Il en est ainsi particulièrement dans l'industrie minérale, l'industrie métallurgique et mécanique, la construction électrique, les textiles. Nous les passerons successivement en revue sous l'angle du salaire.

Cependant, si la production en grand, concentrée et intégrée, a fait d'immenses progrès au point de devenir la marque dis-

inctive de l'organisation économique actuelle, elle n'a pas éliminé les autres formes d'entreprises.

Parce que les causes de son extraordinaire développement n'existent pas pour certaines exploitations, la petite industrie artisanale et l'industrie à domicile salariée conservent des possibilités d'action et le personnel qu'elles occupent est important.

Nous étudierons les salaires dans la petite industrie dans un second paragraphe.

§ 1) Le salaires dans la grande industrie

A. LES SALAIRES DANS L'INDUSTRIE MINÉRALE

Le *Bureau de Documentation Minière* du Ministère des Travaux Publics établit des statistiques précises des salaires effectivement payés aux ouvriers de l'industrie minière française.

Les données du Bureau sont obtenues par la division du montant annuel des salaires payés par le nombre de journées de travail effectuées dans l'année.

Elles concernent les mines de houille, les mines de fer et minières et une foule d'industries extractives très diverses, qui ne présentent généralement pas, considérées isolément, une importance primordiale pour le marché français, et qui sont réunies sous le qualificatif « autres mines » (1).

De plus la Statistique de l'Industrie Minérale opère un total général pour l'ensemble des mines métropolitaines (2).

(1) Il s'agit d'entreprises d'extraction de minerais métallifères divers (plomb et argent, zinc, cuivre, manganèse, antimoine, tungstène wolfram, pyrites de fer, minerais aurifères) ou de différentes substances (asphaltes, schistes bitumeux et boghead, graphite, pétrole, minerai de soufre — marnes —, potasse, minerai d'arsenic — réalgar —, sel gemme et sources salées, sel marin).

(2) A ces statistiques il est permis d'attacher une valeur variable.

Celles des houillères et des mines de fer présentent des garanties absolues. Elles portent sur un personnel important (plusieurs dizaines ou centaines de milliers d'ouvriers) réuni en des entreprises peu nombreuses, ce qui permet un contrôle facile.

Par contre en ce qui concerne les autres mines, des réserves sont à faire. Il n'y a guère que l'extraction des pyrites de fer, de la potasse, du sel et peut-être du pétrole dont l'importance ne soit pas trop négligeable. Les autres entreprises n'apportent que leur nom au répertoire des industries françaises. Leur production est insignifiante. Certaines n'occupent pas 50 ouvriers et versent annuellement une somme globale de salaires inférieure à 50.000 frs. Aussi la statistique les ignore une année, les reconnaît une autre, selon qu'elles arrivent à dépasser ces chif-

Nous reproduisons ci-dessous les moyennes du salaire journalier dans les houillères, dans les mines de fer, dans les autres mines et dans l'ensemble des mines, qui nous ont été communiquées par le Bureau de Documentation Minière.

Salaire journalier moyen dans les mines

SN : salaire journalier en francs.

I : indice du salaire journalier, base 100 en 1913.

	Mines de combustibles minéraux		Mines de fer et minières		Autres mines		Ensemble des mines	
	SN	I	SN	I	SN	I	SN	I
1913	5,16	100	7,31	100	4,96	100	5,27	100
1920	19,10	370	18,98	260	15,59	314	18,80	357
1921	19,36	375	19,41	266	16,72	337	19,20	364
1922	17,17	333	18,07	247	17,04	344	17,22	327
1923	20,05	389	20,25	277	16,20	327	19,67	373
1924	23,24	450	21,66	296	21,21	428	22,86	434
1925	24,07	466	23,97	328	21,36	431	23,85	453
1926	28,61	554	28,53	390	25,27	509	28,49	541
1927	31,50	610	31,51	432	27,62	557	31,31	594
1928	31,16	604	32,98	451	28,49	574	31,22	592
1929	34,28	664	35,08	480	31,09	627	34,18	649
1930	36,96	716	36,19	495	33,05	666	36,72	697
1931	35,79	694	36,15	495	33,30	671	35,69	677
1932	33,11	642	33,40	457	33,19	669	33,14	629
1933	32,77	635	32,28	442	32,69	659	32,73	621
1934	32,60	632	32,52	445	31,37	632	32,58	618
1935	32,49	630	32,03	438	32,71	660	32,51	617
1936	36,21	702	36,32	497	35,01	706	36,17	686
1937	50,24	974	53,33	730	48,95	987	50,53	959

De l'examen de ces statistiques apparaît clairement le synchronisme du mouvement des salaires dans les différentes mines.

fres limites. C'est là une cause d'erreur. On aurait tort cependant d'en exagérer la portée.

Quant à la statistique de l'ensemble des mines, les quelques incertitudes qui s'attachent à la statistique précédente comptent bien peu dans une balance où le poids presque entier est constitué par les données relatives aux houillères.

La rémunération dans les houillères et dans les mines de fer est maintenant sensiblement égale. De 1913 à 1920, la progression des salaires avait été moins rapide dans les mines de fer : la hausse est de 160 % contre 270 %. C'est que leur niveau avant la guerre était supérieur de près de 42 % à celui de l'industrie charbonnière. En 1920, ils sont à égalité, et depuis, ils l'ont approximativement conservée. On aperçoit la tendance à l'égalisation interprofessionnelle des salaires, que nous aurons l'occasion de rencontrer.

En ce qui concerne les autres mines, la rémunération semble inférieure, cette infériorité étant moins forte depuis quelques années qu'elle ne l'était au lendemain de la guerre, et jusqu'en 1930. Il est d'ailleurs possible que ce soit là l'incidence de la composition qualitative différente du personnel des entreprises envisagées. La main-d'œuvre se répartit également entre le fond et le jour, alors que dans les houillères et les mines de fer il y a près d'un ouvrier du jour pour 2 du fond. Or la rémunération est moins forte au jour qu'au fond.

Mais ces derniers renseignements visent un nombre trop restreint de travailleurs pour que nous nous y intéressions plus longtemps.

Nous considérerons donc le salaire dans les mines de houille comme représentatif de la rémunération ouvrière dans l'industrie minière française. Cette assimilation n'a rien qui puisse nous étonner, en raison de la part absolument prépondérante prise par les houillères dans la statistique générale de l'industrie extractive métropolitaine (1).

(1) *Importance des houillères dans l'ensemble des mines françaises en 1937* : (Statistiques de l'Industrie Minérale).

		Nombre d'ouvriers	Nombre de journées de travail	Montant des salaires (en francs)
MINES DE HOUILLES	Fond	154.200	36.551.770	1.979.048.000
	Jour	73.140	18.112.860	767.347.000
	<i>Total</i>	227.340	54.664.630	2.746.395.000
ENSEMBLE DES MINES	Fond	184.110	43.872.385	2.387.291.000
	Jour	86.890	21.644.540	923.152.000
	<i>Total</i>	271.000	65.516.925	3.310.443.000
PART PRISE PAR LES HOUILLÈRES..... DANS L'ENSEMBLE DES MINES	Fond	83,7 %	83,3 %	82,9 %
	Jour	84,2 %	83,7 %	83,1 %
	<i>Total</i>	83,9 %	83,4 %	83,0 %

*
* *

Les salaires dans les mines de houille

Si la part de la France dans la production mondiale des combustibles minéraux est bien mince, elle est loin d'être négligeable, et notre pays n'en vient pas moins au cinquième rang des nations productrices après les Etats-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S. (1). Cette industrie occupe une place importante dans sa richesse totale, tant parce qu'elle subvient dans une mesure considérable à ses besoins, que parce qu'elle procure du travail à plus de 200.000 ouvriers.

Le personnel d'une mine est très complexe, réparti entre des spécialités variées. Il est cependant possible d'opérer une division nette entre deux grandes catégories de travailleurs, ceux du fond et ceux du jour.

Les ouvriers du fond travaillent à l'intérieur de la mine, comme leur nom l'indique, et comptent pour 70 % environ du personnel total. Employés à des tâches diverses, les dénominations sont multiples : mineurs proprement dits ou ouvriers à la veine, piqueurs, haveurs, chargés de l'abattage du charbon ou du percement des galeries, boqueteurs ou ouvriers au rocher, raucheurs chargés de l'agrandissement des voies, remblayeurs, boiseurs, cantonniers, boute-feux, ouvriers d'about, chargeurs d'accrochage, etc., dont le travail exige une certaine formation professionnelle et constitue par conséquent un travail qualifié. Il y a encore les manœuvres, aides-mineurs, herscheurs, rouleurs, conducteurs de chevaux, hommes ou garçons occupés aux travaux accessoires de la mine, manutentions et transports à l'intérieur de la mine.

Les ouvriers du jour travaillent à la surface du sol, ce sont surtout des wagonniers, des porteurs de bois et d'outils, des

(1) *Production des combustibles minéraux* (houille et lignite) en 1936. (en milliers de tonnes métriques) A.S.F. 53^e Vol., p. 335^e.

<i>Production mondiale</i>	1.430.000	
Etats-Unis	443.000	
Allemagne (frontières de 1936)	319.000	
Royaume-Uni	232.000	
U. R. S. S.	127.500	78 % production mondiale.
	1.122.200	
FRANCE	46.150	3,23 %

lampistes — hommes ou filles — des manœuvres de toutes sortes. Il y a cependant quelques spécialistes employés à des travaux de réparation et d'entretien, ajusteurs, forgerons, charpentiers, etc.

Il est bien évident que tous ces travailleurs, chargés de tâches aussi diverses, qui exigent plus ou moins d'aptitudes, qui sont plus ou moins pénibles, ne sont pas rémunérés pareillement.

D'une façon générale, et c'est en cela que la distinction bipartite que nous avons signalée plus haut nous intéresse, les ouvriers du fond reçoivent un salaire largement supérieur à celui de leurs camarades de la surface, leur travail étant plus spécialisé et plus rude.

Quant au mode même de rémunération il n'est pas identique pour tous. Les mineurs, les boqueteurs et leurs aides sont payés à la tâche, par équipes, la répartition ayant lieu par la suite, les premiers proportionnellement au nombre de berlines ou de wagonnets de charbon extrait, les seconds proportionnellement au nombre de mètres d'avancement de la galerie. Le prix unitaire de la tonne extraite ou du mètre d'avancement de la galerie est d'ailleurs essentiellement variable, en dépendance étroite avec la difficulté à vaincre dans l'abattage et le percement, c'est-à-dire en fonction de l'épaisseur, de la position, de la qualité de la veine, de la dureté et de la consistance de la roche. Il est souvent révisé par accord entre l'ingénieur et le chef porion.

La généralité des autres ouvriers sont payés à la journée.

Nous nous proposons de tirer des remarques générales sur l'évolution du salaire dans les houillères françaises, il n'est pas dans notre intention, bien entendu, d'envisager par le détail chaque catégorie de mineur. A moins de se perdre dans une complexité indéfinie, dont peut-être rien d'utile ne ressortirait, l'observation qui veut atteindre des ensembles doit rechercher une expression simple et globale des phénomènes. C'est donc tout naturellement que nous utiliserons, en ce qui concerne les salaires la distinction bipartite qui domine toute cette industrie.

Nous possédons les statistiques de l'Industrie Minérale. Nous utiliserons celles du Comité Central des Houillères de France, étroitement corroborées par les premières. Elles présentent l'avantage d'être plus complètes et leur publication plus régulière et plus fréquente.

Le Comité établit des statistiques de la moyenne des salaires journaliers effectivement payés aux ouvriers du fond et à ceux

du jour dans les différents bassins français, et une moyenne générale pour l'ensemble des ouvriers. Il est également calculé par les soins du Comité une moyenne pour la France entière, pour le fond, pour le jour et pour l'ensemble.

Ces statistiques trimestrielles, et les moyennes annuelles sont régulièrement publiées dans les circulaires du Comité et reprises en partie par la Statistique Générale de la France, qui les fait paraître dans son Bulletin et dans son Annuaire (1).

Un indice, reprenant toutes ces données est calculé sur la base de 100 en 1913.

Nous reproduisons ci-dessous les données annuelles des salaires journaliers moyens pour la France entière et leurs nombres-indices.

*Salaires journaliers moyens des ouvriers occupés
dans les mines de houille*

SN : salaire nominal journalier en francs.

IJ : indice du salaire journalier sur la base 100 en 1913.

IH : indice du salaire hebdomadaire, différent du précédent depuis 1936 la semaine ne comportant plus que 5 jours de travail effectif au lieu de 6.

ANNÉES	FOND		JOUR		ENSEMBLE	
	SN	IJ	SN	IJ	SN	IJ
1913	5,96	100	4,02	100	5,40	100
1920	20,84	350	16,25	404	19,20	355
1921	21,16	355	16,28	405	19,71	365
1922	18,81	316	14,05	354	17,18	318
1923	21,55	362	16,75	433	20,05	371
1924	24,67	414	18,23	453	22,80	422
1925	25,60	430	18,57	462	23,72	439
1926	30,66	514	22,50	560	28,40	526
1927	34,33	576	25,02	622	31,39	581
1928	33,53	563	24,90	619	31,00	574
1929	37,18	624	27,47	683	34,30	635

(1) Bulletin de la Statistique Générale de la France, numéro annuel de janvier-mars (fascicule N° 2), sous le titre « Salaires en 19.. ».

Annuaire Statistique de la France, 1^{re} partie, section 4 C. Salaires, Tableau I.

1930	40,07	672		29,76	740		36,99	685
1931	38,71	649		29,01	722		35,72	661
1932	35,72	599		26,83	667		32,87	609
1933	35,37	594		26,68	664		32,54	602
1934	35,57	597	IH	26,81	667	IH	32,61	604 IH
1935	35,47	595	—	26,81	667	—	32,47	601 —
1936	39,20	658	638	30,20	751	730	36,11	669 650
1937	54,15	909	758	42,08	1047	873	50,19	929 775
1938	62,16	1043	870	48,57	1208	1007	57,75	1069 892

Nous pouvons distinguer trois grandes phases sans l'évolution du salaire dans les houillères depuis la guerre : une période de hausse, de 1920 au 3^e trimestre 1930, encore qu'elle soit marquée par la crise cyclique de 1921-22 et la crise particulière aux mines de houille de 1927 ; une période de baisse, de 1931 à 1936 ; une période de forte hausse depuis 1936. Cette évolution apparaît clairement à l'œil dans la courbe que nous avons tracée (1).

1°) De 1920 au 3^e trimestre 1930

a) Durant la guerre, pour de nombreuses raisons que nous n'avons pas à rechercher ici mais surtout du fait de la hausse générale et importante des prix, les salaires ont pour la plupart fait l'objet de fortes augmentations. Dans les houillères la moyenne annuelle du salaire journalier pour l'ensemble des ouvriers passe de 5 fr. 40 en 1914 à 10 fr. 12 en 1918, soit de l'indice 100 à l'indice 187. La hausse se poursuit par la suite, l'indice se fixant successivement à 269 en 1919, 356 en 1920 ; l'année 1921 marque encore un certain redressement à 365, en dépit de la crise qui commence à gagner certains bassins, notamment ceux du Gard, de la Loire, du Dauphiné, où des réductions de salaires sont opérées dès avril.

Ces augmentations basées sur la hausse du coût de la vie — nous verrons par la suite dans quelle mesure les prix se sont élevés, — ont été concédées aux travailleurs du sous-sol par accords entre leurs syndicats et les dirigeants des compagnies houillères, ou, si aucun accord n'avait pu se réaliser directement entre les intéressés, par sentence arbitrale émanant des ministres du Travail et de la Reconstitution Industrielle.

(1) V. Graphique N° 1 et 2 « Houillères », Annexe.

Ces hausses de salaires répétées et massives formaient pour les houillères des charges d'autant plus considérables que la durée du travail se trouvant raccourcie (1), le rendement diminuait d'une façon inquiétante, malgré les perfectionnements techniques incessants apportés dans l'exploitation des mines. Il est vrai — et c'est là une remarque d'ordre général — que l'ouvrier considère que l'outillage mécanique moderne et les machines qu'on lui donne ont plutôt pour effet de diminuer l'effort qu'il doit fournir, que de l'aider, en fournissant le même effort, à accroître la production.

b) Hausses des salaires, diminution de la durée du travail, c'est un coup très dur porté aux houillères françaises, en partie privée des bassins les plus riches, ceux de Douai et d'Arras dévastés par la guerre. La concurrence étrangère se fait aussi plus âpre et pour lutter contre elle il était nécessaire d'abaisser les prix des charbons.

La situation difficile des Compagnies dont les stocks s'accumulaient de plus en plus sur les carreaux des fosses dans l'année de crise 1921 menaçait de devenir critique et de contraindre de nombreux ouvriers au chômage si une baisse des salaires n'intervenait pas. En effet seule la baisse des salaires, dont le montant est un des principaux éléments du prix de revient du charbon, peut permettre une diminution suffisante des prix de vente. Les compagnies avaient déjà réduit leurs profits, abais-

(1) En 1913 la durée du travail des mineurs employés à l'abatage était de 8 heures, cela depuis le 1^{er} janvier 1910, après l'application graduelle de la loi du 29 juin 1905. Les huit heures étaient calculées depuis l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendants jusqu'à l'arrivée au jour des premiers ouvriers montant, non inclus le temps de repos prévu par le règlement de la mine.

Mais les autres ouvriers de plus de 18 ans travaillaient 12 heures (décret du 9 septembre 1848). Les garçons de 16 à 18 ans travaillaient 10 heures et les enfants de 12 à 16 ans 8 heures. (Lois du 2 novembre et du 30 mars 1900, décret du 3 mai et du 15 juillet 1893).

La loi du 31 décembre 1913 étendit à tous les ouvriers du fond les 8 heures que la loi de 1905 n'avait prévu — et par étapes — que pour les mineurs travaillant à l'abatage.

Au lendemain de la guerre, alors que les esprits étaient tout imprégnés du mythe chimérique de la réconciliation générale des peuples et pensaient que cette réconciliation se trouverait hâtée par l'adoption commune d'un même idéal de progrès social, fut votée la loi du 23 avril 1919 instituant la journée de 8 heures, par mesure générale.

Mais la loi du 24 juin 1919, dite loi Durafour, devait définir restrictivement la durée du travail pour les ouvriers du fond, en raison de son caractère pénible et dangereux, et réduit le travail effectif entre 6 h. 30 et 7 heures.

sant les prix de vente alors que le coût de production restait inchangé. Il n'y avait plus de profits à comprimer, c'était au tour des salaires. Il était d'ailleurs difficile aux ouvriers eux-mêmes de s'y refuser étant donné la chute générale des prix de détail ; ne basaient-ils pas avant la crise leurs demandes d'augmentations sur la hausse du coût de la vie ? Cependant économiquement leur position était forte, en raison des salaires très élevés payés par les entreprises de la reconstitution ; ces hauts salaires pesaient lourdement sur les industries des régions sinistrées par la menace de débauchage du personnel ouvrier qu'ils faisaient courir.

C'est ainsi que l'indice du salaire moyen journalier pour l'ensemble des mineurs descend de 365 en 1921 à 318 en 1922, soit de 13 %, la baisse étant de 12 % dès le premier trimestre 1922.

c) Mais fin 1922, début 1923 la reprise industrielle s'est suffisamment dessinée, la concurrence étrangère s'est atténuée, l'élévation des changes ayant eu pour résultat de créer entre les charbons anglais et français une différence de prix assurant à ces derniers un écoulement meilleur : il est possible de relever les salaires, et l'ouvrier sera le premier à bénéficier de l'assainissement du marché qu'aura rendu possible son sacrifice.

L'année 1923 est marquée par une hausse continue des salaires qui reviennent au 3^e trimestre au niveau maximum antérieur à la crise c'est-à-dire à celui de 1921.

Au 4^e trimestre l'indice du salaire journalier est à 395 ; il passe au 1^{er} trimestre 1924 à 425 et se stabilise à peu près à ce niveau pendant toute l'année 1924. Nouvelle et légère hausse à 437 au début de 1925, le relèvement se poursuivant régulièrement à partir du 3^e trimestre jusqu'en mars 1927 par bonds plus ou moins forts, l'indice atteignant 610, l'augmentation ressortant entre ces deux dates à plus de 39,1 %. La progression a été particulièrement importante au 2^e semestre 1926.

d) La mine française était en effet favorisée par l'absence de la concurrence anglaise — absence toute provisoire d'ailleurs, — le marché charbonnier britannique était paralysé par une grève générale de longue durée. C'était là un facteur quelque peu exceptionnel de hausse rapide des prix des charbons dont bénéficièrent largement les mineurs français. Aussi le renversement de la situation commerciale devait susciter au second trimestre 1927 une baisse des salaires de l'ordre de 5,5 %, baisse qui devait s'accroître encore le trimestre suivant (7,1 % par rapport au 1^{er} trimestre 1927). La faible activité industrielle

rendait difficile la situation du marché charbonnier, obligeant les entreprises à consentir des réductions notables sur les prix de vente. L'indice faiblit à 565 et se stabilise aux environs de ce niveau jusqu'à la fin de 1928, qui amorce cependant la reprise.

e) Le salaire maximum de 1927 n'est de nouveau atteint qu'au second trimestre 1929. La hausse continue jusqu'à la fin de l'année 1930, le salaire se trouvant porté à 37 fr. 16 (indice 688) accusant une plus-value de 21,8 % sur le taux du 3^e trimestre 1927 et de 78,3 % sur le taux de 1920.

2°) *De 1931 à 1936*

Dès le début de 1931 le mouvement est renversé : la baisse atteint 5,2 % dans l'année ; elle se poursuit pendant les deux premiers trimestres 1932 et touche à son maximum : le salaire est à 32 fr. 35, l'indice à 599. L'écart par rapport au plus haut salaire de 1930 est inférieur à 13 %.

Le salaire moyen reste alors à ce niveau, à quelques centimes près, pendant 4 ans, du 2^e trimestre 1932 inclus au 2^e trimestre 1936 exclus. C'est une ère de calme absolu, de crise, de salaires malgré tout raisonnables d'autant plus que l'on assiste à une chute presque catastrophique des prix, catastrophique même pour les produits agricoles, une ère de progrès pour l'ouvrier qui travaille. C'est malheureusement une ère de chômage et ce chômage jette une ombre sur la situation de la classe ouvrière prise dans son ensemble.

3°) *Depuis 1936*

Dès le second trimestre 1936 la statistique enregistre une faible hausse ; au troisième le relèvement du salaire moyen pour l'ensemble des ouvriers mineurs atteint 13,6 % du minimum de crise situé au début de cette année sociale, à 36 fr. 71 contre 32 fr. 33. C'est la conséquence des accords Matignon du 6 juin 1936 conclus sous l'égide du 1^{er} gouvernement de Front Populaire à direction socialiste entre la Confédération Générale de la Production Française et la Confédération Générale du Travail.

La hausse des salaires ne fait que commencer. Le prix de la vie montant dans d'effrayantes proportions — pour des raisons que nous verrons en leur temps, — une course folle s'engage entre celui-ci et le salaire. Fin 36, l'augmentation ressort à plus

de 28,1 % par rapport au début de l'année. Dans cette hausse ne s'incorpore qu'une partie des 20 % d'augmentation résultant de l'introduction le 1^{er} novembre de la semaine de 40 heures répartie sur 5 journées de 8 heures, L'incidence dans la statistique du 3^e trimestre 1936 n'apparaît pas entière ; un tiers est reporté au 1^{er} trimestre 1937. Remarquons que si la majoration de 20 % rémunère le second jour de repos hebdomadaire, avec la semaine de 5 jours, il n'en résulte pas pour l'ouvrier un accroissement de son gain effectif ; son bénéfice est de gagner autant en travaillant moins. Il est vrai que certains — professionnels du chômage — préfèrent gagner moins et ne pas travailler du tout !

La hausse s'est poursuivie en 1937 (1), le salaire moyen dans les mines atteignant 54,34 contre 41,63 fin 36. En 1938, quoique plus modérée, elle ressort tout de même à 11,6 % d'un salaire qui s'est beaucoup élevé déjà depuis 1936 (2).

Le salaire journalier se chiffre, au dernier trimestre 1938 à 60 fr. 16 contre 32 fr. 33 en mai 1936. La hausse est donc de 86 % et l'indice passe de 599 à 1114.

Cependant l'ouvrier ne travaille plus que 5 jours au lieu de 6 de sorte que son gain effectif n'a pas augmenté dans une aussi forte proportion. Dans le même temps, il passe en effet de 194 frs à 300 fr. 80. La hausse est de 55 % seulement. L'indice au salaire hebdomadaire passe de 599 à 929.

(1) Au cours de l'année 1937 les salaires des mineurs ont fait l'objet de trois majorations successives. La première de 5 % au 1^{er} février à la suite d'une décision du Président du Conseil, a été portée à 10 % au 1^{er} mai par un accord national. Une troisième majoration de 7 % est intervenue au 1^{er} octobre, également par accord national.

(2) L'accord du 3 février 1938 a comporté à partir du 16 du même mois un relèvement total de 6 % des salaires antérieurs, réparti entre un minimum de 4 % pour une majoration générale et un complément de 2 % correspondant à la majoration des allocations familiales et à certains reclassements jugés nécessaires pour quelques catégories d'ouvriers. Le 1^{er} septembre une majoration forfaitaire de 2 % est inscrite au titre des journées supplémentaires.

Cette majoration se trouve désormais incorporée au salaire normal en vertu de la sentence arbitrale de M. de Monzie, Ministre des Travaux Publics, du 27 février 1939, rendue sur la demande du Comité Central des Houillères de France et de la Fédération Nationale des Travailleurs du Sous-Sol, qui n'avaient pu arriver à un accord direct. D'un autre côté, les salaires dans les mines de combustibles minéraux sont supérieurs de 5 % au moins sur leur niveau de mars 1938, depuis le 1^{er} mars 1939.

*
* *

Telle est l'évolution générale, au seuil de l'année 1939, du salaire moyen dans les houillères françaises, qu'il est possible de dégager de la documentation fournie par le Comité Central des Houillères.

Par rapport à 1913, l'augmentation de la rémunération journalière ressort à 1014 % pour l'ensemble des travailleurs des charbonnages : 985 % pour les ouvriers du fond, 1161 pour ceux du jour. Pendant la même période la dépréciation de la monnaie nationale a atteint 900 %. En francs-or, les salaires sont ainsi à un niveau très voisin de celui auquel ils se trouvaient avant la guerre.

Par rapport à 1920 l'augmentation ressort à 210 % environ dans chaque catégorie.

Cependant le véritable gain, compte tenu de la réduction de la durée du travail à cinq jours utiles dans la semaine, est notablement moindre. Il faut se méfier des apparences de hausse. Elle n'est plus en effet que de 828 % pour l'ensemble (804 % pour les ouvriers du fond et 951 % pour ceux de la surface), par rapport à l'avant-guerre et de 160 % par rapport à 1921.

*
* *

Nous étudierons par ailleurs le mouvement des salaires respectifs des ouvriers du fond et des ouvriers du jour, les premiers étant considérés comme la rémunération de travailleurs principalement qualifiés, les seconds comme celle de travailleurs principalement manœuvres.

Nous examinerons brièvement aussi les différences rencontrées entre les divers bassins miniers dans un aperçu des variations interrégionales des salaires.

B. LES SALAIRES, DANS LES INDUSTRIES DES METAUX

La métallurgie (production des fers, fontes et aciers) et la construction mécanique sont largement développées en France. Ces industries font vivre un nombre considérable de personnes. Au recensement de 1931 on comptait 1.071.344 ouvriers et 105.295 ouvrières dans cette branche de l'activité productrice nationale.

Or, nous avons la chance de disposer, relativement aux sa-

lares pratiqués dans l'industrie du métal de la région parisienne, d'une documentation remarquable en tout point établie avec, infiniment de soins par le Groupe des Industries Métallurgiques, Mécaniques et Connexes de la Région Parisienne.

Cet important organisme procède à des enquêtes régulières et étendues sur les salaires payés dans les établissements qui ont adhéré. Il est procédé annuellement, en janvier-février, à une enquête extrêmement détaillée faisant connaître, par profession et pour chaque branche industrielle, les moyennes des salaires horaires, en distinguant les salaires au temps et les salaires aux pièces. Sont ainsi étudiés les salaires des très nombreuses spécialités qu'a fait naître un machinisme super-développé, dans la mécanique générale, dans la construction automobile, dans la construction électrique, dans la construction métallique, dans les forges et l'estampage, dans l'étrépage et la fabrication de tubes, dans les fonderies de fer et d'acier.

Dans cette étude générale du mouvement des salaires, il est évident que nous ne pouvons examiner par le menu tous les résultats de cette enquête si complète qui fait honneur à leurs auteurs.

Mais justement la même source établit des statistiques qui répondent pleinement à notre désir : elle calcule et publie chaque trimestre des moyennes pondérées des salaires des professionnels, des manœuvres spécialisés et des manœuvres ordinaires, en tenant compte des effectifs des ouvriers. Les chiffres comprennent toutes primes et bonifications, à l'exception des allocations familiales.

De plus, est calculé le salaire horaire moyen de l'ensemble des ouvriers du métal (1).

Afin de suivre avec plus d'aisance le mouvement de ces salaires, d'en tracer la courbe et de conserver à cette étude particulière la symétrie qui préside à nos autres développements, nous avons établi les nombres indices de ces salaires sur la base de 100 en 1914.

(1) Le mode de calcul a été modifié depuis le 3^e trimestre 1933, pour être plus en harmonie avec la division du travail moderne. Depuis cette date, on suppose que les ouvriers se répartissent comme suit : 55 % de professionnels, 30 % de manœuvres spécialisés, 15 % de manœuvres ordinaires. Les anciennes proportions étaient respectivement de 50 %, 30 % et 20 %. Cependant le Groupe continue de publier les moyennes calculées sur les anciennes bases, dans un souci de continuité et de comparaison, et ce sont ces moyennes que nous utiliserons. Elles ne présentent d'ailleurs pas une différence bien sensible avec les nouvelles.

D'un autre côté, comme il s'agit de taux de salaires horaires et que le salaire journalier est plus intéressant en ce qui concerne l'ouvrier, nous avons établi un indice du taux du salaire journalier, sur la même base de 100 en 1914, par réduction du premier qui correspond, en 1914, à une journée de travail de dix heures. Nous avons appliqué pour l'après-guerre la durée du travail journalier en application de la réglementation légale à chaque moment. La réduction de l'indice est donc de 20 % par application de la journée de huit heures, et de 33,3 % par application de la semaine de quarante heures (en raisonnant sur la répartition en six journées de 6 h. 40 m.).

Ce sont tous ces renseignements que nous indiquons dans le tableau qui suit (page 34).

Comme pour les salaires dans l'industrie charbonnière, nous pouvons distinguer trois phases dans l'évolution du salaire dans les industries métallurgiques et mécaniques : de 1920 à fin 1930, de 1931 à 1936, depuis 1936, c'est-à-dire une période de hausse, une période de baisse et une nouvelle période de hausse (1).

1° De 1920 à 1930

Durant la guerre le taux nominal du salaire horaire a considérablement augmenté. La hausse générale des prix, l'intense activité industrielle toute entière tournée vers les besoins de la guerre, l'Etat seul client achetant au prix fort les marchandises dont il avait besoin, forment un faisceau de raisons qui concourent à l'élévation du salaire.

Ce coup de fouet donné à l'industrie des métaux devait produire ses effets jusqu'au début de l'année 1921. Le refus par les pays anglo-saxons de continuer à consentir à la France les crédits dont nous avons bénéficié pendant les hostilités pour la reconstruction économique du pays devait provoquer la crise assez grave mais de courte durée de 1921. Le salaire moyen pour l'ensemble des ouvriers du métal, qui était passé de 0 fr. 70 en 1914 à 3 fr. 43 fin 1920, accusant ainsi une plus value de 330 %, baisse pendant l'année 1921 de 15,6 %.

La crise passée, la hausse reprend et continue jusqu'au dernier trimestre de 1927. Ce n'est d'ailleurs guère que sur la fin de 1923 que sont effacées les conséquences de la crise de 1921. La hausse est de 6,8 % en 1924, 12,5 % en 1925, 16,6 % en 1926.

(1) V. le graphique des salaires dans la métallurgie et la construction métallique en annexe : *Graphique* N° 2.

Taux des salaires dans les industries des métaux de la région parisienne

(salaires moyens, allocations familiales non comprises)

SNH : valeur nominale du salaire horaire en francs.

IH : indice du salaire horaire ; base 100 en 1914.

IJ : indice du salaire journalier ; base 100 en 1914.

	PROFSSIONNELS			MANŒUVRES SPÉCIALISÉS			MANŒUVRES ORDINAIRES			ENSEMBLE		
	SNH	SH	SI	SNH	SH	SI	SNH	SH	SI	SNH	SH	SI
1914	0.85	100	100	0.60	100	100	0.45	100	100	0.70	100	100
1920	3.39	399	319	2.67	445	357	2.26	502	402	2.95	422	337
1921	3.12	367	294	2.30	384	307	1.85	410	328	2.62	370	296
1922	3.22	379	303	2.35	392	314	1.99	442	354	2.68	383	306
1923	3.49	411	329	2.51	418	334	2.01	447	358	2.90	414	331
1924	3.73	439	351	2.91	485	388	2.36	524	419	3.21	459	367
1925	3.92	461	369	3.27	545	436	2.49	553	442	3.43	490	392
1926	4.78	562	450	3.99	665	532	2.98	662	530	4.18	597	478
1927	5.09	599	479	4.32	694	555	3.20	712	569	4.44	634	507
1928	5.43	639	512	4.56	760	608	3.43	763	605	4.74	678	542
1929	6.22	732	586	5.14	856	685	3.97	882	706	5.45	777	622
1930	6.65	782	626	5.40	900	720	4.28	949	759	5.78	827	662
1931	6.59	775	620	5.34	889	712	4.23	940	752	5.75	822	658
1932	6.24	733	589	5.15	858	686	4.10	912	729	5.48	784	627
1933	6.43	756	605	5.15	858	686	4.10	911	729	5.58	797	638
1934	6.42	756	604	5.10	849	679	3.99	887	709	5.54	791	633
1935	6.36	749	599	5.05	842	674	3.99	887	710	5.48	783	626
1936	7.09	834	657	6.04	1006	792	4.82	1072	850	6.33	904	711
1937	10.49	1234	822	9.01	1502	1001	7.29	1620	1079	9.41	1345	895
1938	11.59	1364	908	10.05	1675	1115	8.21	1824	1215	10.46	1494	995

Le mouvement subit un temps d'arrêt en 1927, par suite de la faible activité industrielle. Le salaire horaire subit même une légère régression. Mais bientôt, le réveil des affaires aidant, la progression reprend : 9 % en 1928, 17,4 % en 1929, 3,4 % encore en 1930.

Le 4^e trimestre 1930 marque le maximum : 5 fr. 86, en augmentation de 737 % par rapport à 1914 et de 95 % par rapport à 1920.

2° De 1931 à 1936

De 1931 à 1936 il y a lieu de noter une baisse du salaire, qui, si elle n'est pas très profonde n'en est pas moins de longue durée. La chute de 7 % du salaire horaire se produit sur la fin de 1931, début 1932, presque verticalement. Le salaire horaire est de 5 fr. 46. Légère et insensible reprise de trimestre en trimestre jusqu'au 4^e trimestre 1933. Et puis nouvelle baisse continue et insignifiante jusqu'à la fin de l'année 1935 qui ramène le salaire au niveau minimum de 1932.

3° Depuis 1936

Dès les premiers mois de 1936 s'opère un léger relèvement. Au second trimestre, les réductions de salaires enregistrées depuis 1930 sont annihilées.

Les chiffres de novembre 1936 accusent une majoration de 22,3 % par rapport à mars. C'est la conséquence des accords Matignon du 6 juin 1936 conclus entre la Confédération Générale de la Production Française et la Confédération Générale du Travail sous l'égide du Gouvernement de Front Populaire présidé par M. Blum (1).

De novembre 1936 à mars 1937 ressort une hausse de 30.8 % du salaire horaire, dans laquelle s'incorpore l'application de la semaine de 40 heures et la sentence Oualid du 7 février 1937. En effet, les industries dans lesquelles la loi de 40 heures est

(1) En vertu de ces accords a été signé la Convention collective du 12 juin 1936 entre le Groupe des Industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Région Parisienne et la Société André Citroën d'une part et l'Union Syndicale des Travailleurs de la Métallurgie, voiture, aviation, maréchalerie et similaires de la Région Parisienne, la Fédération des Ouvriers des Métaux et similaires de France et l'Union des Syndicats de la Région Parisienne, d'autre part. Cette convention établissait des salaires minima très relevés pour chaque profession et catégories professionnelles des diverses branches de cette industrie.

appliquée paient l'ouvrier pour 40 heures de travail le même prix qu'elles le payaient pour 48, de sorte que l'heure de travail revient 20 % plus cher. La sentence arbitrale rendue par M. Oualid consacre une majoration de 8,5 %.

Trois augmentations nouvelles de salaire sont les conséquences de trois nouveaux arbitrages : arbitrage Vilette du 15 mars 1937, sentence Brin des 1^{er} novembre et 24 décembre 1937, portant la hausse de mars à décembre à 13,4 %.

En 1938 le mouvement est très ralenti, mais n'est pas brisé.

Fin 1938 le taux du salaire horaire moyen atteint 10 fr. 61 contre 5 fr. 51 en mars 1936, en hausse de plus de 92,6 %. Par rapport à 1914, le salaire doit être multiplié par 15, et par rapport à 1920 la hausse se chiffre à 250 %.

*
* *

Le salaire journalier n'a pas suivi une marche aussi ascendante. Comme nous l'avons indiqué plus haut, il nous a paru utile de calculer approximativement le mouvement du salaire journalier par déduction de celui du salaire horaire.

La réduction de 10 heures à 8 heures de la journée de travail par la loi du 23 avril 1919 augmente de 20 % le salaire horaire. Le gain effectif de l'ouvrier reste par contre inchangé. Il s'en suit qu'en 1920, alors que le salaire horaire a quadruplé sa valeur de 1914, le salaire journalier n'a fait que tripler.

En appliquant brutalement la loi de 8 heures par la suite, les variations du salaire horaire se répercutent identiquement sur le salaire journalier. Il en est ainsi jusqu'en 1936.

Le décret du 27 octobre, pris en application de la loi du 21 juin 1936, introduit les 40 heures dans l'industrie des métaux à partir du 24 novembre de la même année. Il en résulte que, par rapport à 1914, la réduction de l'indice du salaire horaire atteint 24,5 % pour le 4^e trimestre 1936, et 33,3 % à partir de janvier 1937, alors que l'incidence est complète.

On s'aperçoit ainsi que relativement à l'avant-guerre le gain effectif de l'ouvrier a considérablement moins augmenté que le taux de son salaire.

Au 4^e trimestre 1938, la hausse du salaire journalier, pour l'ensemble des ouvriers du métal, atteint 910 % par rapport à 1914, 200 % par rapport à 1920 et 60,3 % par rapport à mars 1936, alors que celle du salaire horaire — salaire coût de production — a été respectivement de 1416 %, 259 % et 92,7 % comme nous venons de le voir un peu plus haut.

C. LES SALAIRES DANS LA CONSTRUCTION ELECTRIQUE

1° *Construction électrique dans la région parisienne*

Le Syndicat Général de la Construction électrique établit depuis 1925 un index de la variation des salaires horaires, la base de 100 se rapportant à la moyenne du 1^{er} trimestre 1920. Cet index correspond à la moyenne brute des feuilles de paie des établissements participant à l'enquête.

Désireux de donner une plus large extension à sa documentation statistique, encouragé d'ailleurs dans cette voie par la confiance et l'esprit professionnel des organisations adhérentes, qui témoignent d'une bonne volonté certaine dans leurs réponses naux nombreuses enquêtes du Syndicat Général, celui-ci, à côté de cet index de base, et cela depuis juin 1936, établit en particulier un très intéressant index de la variation du salaire horaire avec incorporation de l'incidence des charges annexées au salaire : congés payés, cotisations patronales aux assurances sociales et aux allocations familiales, primes d'assurance contre les accidents du travail, taxe d'apprentissage. Cet indice à caractère plus économique que le précédent a l'avantage de montrer dans quelle mesure la variation directe du salaire influe sur le coût de la production. On souhaiterait voir se développer ailleurs de si louables initiatives. L'index du taux horaire moyen des salaires payés, hebdomadaire de mars 1926 à février 1930 est depuis bi-mensuel et paraît régulièrement dans la « Revue Générale d'Electricité ».

Notons que le Syndicat Général de la Construction Electrique groupe la plupart des industries des diverses branches de la construction électrique, employant environ 60.000 ouvriers : gros matériel électro-mécanique, moyennes et petites machines (moteurs, transformateurs), petit et moyen appareillage (appareils électro-domestiques).

Pour cette étude générale de la variation des salaires, nous avons calculé les moyennes trimestrielles et annuelles qui sont suffisantes et créent plus d'harmonie avec les autres statistiques de salaires dans la grande industrie dont nous faisons état.

Index statistique de la main-d'œuvre des industries électriques de la Région Parisienne

Salaire horaire — Base 100 au 1^{er} trimestre 1920

	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	MOYENNE
1920	100				
1926	139	143	152	159	151

1927	163	165	165	168	165
1928	169	171	175	178	173
1929	183	190	198	206	195
1930	214	218	221	223	219
1931	225	227	229	230	228
1932	229	228	227	227	228
1933	226	227	226	224	226
1934	222	222	222	222	222
1935	221	222	222	221	221
1936	220	225	259	272	242
1937	333	353	355	371	353
1938	386	396	398	406	398

Du 1^{er} trimestre 1920 au 1^{er} trimestre 1926 la hausse ressort à près de 40 %. Elle continue avec un taux de progression plus ou moins régulier jusqu'au début de 1932.

La majoration des salaires est particulièrement sensible en 1926, l'indice passant de 139 le 27 mars à 162 le 31 décembre accusant une plus-value de 17 %. En 1927 le salaire reste stationnaire ; il se relève ensuite de 9 % en 1928 (Indice 167 au 31 décembre 1927, 182 au 29 décembre 1928), de 14,8 % en 1929 (indice 209 au 28 décembre 1929), de 7,8 % en 1930 (indice 224 au 27 décembre 1930), de 4 % encore en 1931. Le maximum antérieur à la crise est atteint pour la période du 28 novembre au 12 décembre 1931, en augmentation de 131 % par rapport à 1920.

Durant la crise, les salaires font preuve d'une fermeté remarquable. Le minimum se situe pendant la quinzaine du 25 avril au 9 mai 1936, l'indice accusant une baisse de 14 points (217 contre 231), c'est-à-dire de 6 %, bien que le salaire se soit maintenu pendant les années 1934 et 1935 aux environs de l'indice 222, soit avec une réduction de 4 % seulement.

La baisse des salaires a donc été extrêmement modérée. Or chacun sait que celle des prix a été profonde — nous verrons plus loin dans quelle mesure exacte. — Le pouvoir d'achat de l'ouvrier qui travaille semble donc avoir augmenté pendant la crise. C'est une constatation qu'il est déjà permis de faire.

L'indice fait un sérieux bond en avant dans la deuxième quinzaine de juin 1936, passant de 219 à 258. Cette majoration de 18 % est dûe aux accords Matignon du 6 juin. En décembre nou-

velle majoration du salaire horaire de 8,8 % résultant de l'introduction de la semaine de 40 heures le 1^{er} décembre : l'indice monte de 268 à 292. Remarquons que cette hausse du salaire horaire n'entraîne aucun bénéfice pour l'ouvrier puisqu'il travaille moins et ainsi n'accroît pas son gain effectif, c'est-à-dire son pouvoir d'achat. Elle constitue une charge nouvelle à la production, charge d'ailleurs qui pèse moins sur les industries de la construction électrique que sur certaines autres industries puisque l'horaire de travail en vigueur au moment de l'application de la loi était en effet d'environ 45 heures.

Majoration de 10 % par arbitrage à dater du 15 décembre : l'indice atteint 311. Le relèvement moyen du salaire ressort ainsi à 42 % depuis l'avènement du premier cabinet Blum. 42 % en 6 mois ! C'était imposer en un aussi court laps de temps une lourde augmentation du poste « main-d'œuvre ». Les salaires avaient fait à peine le même bond de 1920 à janvier 1926.

En 1937 la hausse du salaire moyen ressort à 22,4 %. En 1938, le salaire reçoit dans sa marche en avant un coup de barre et la hausse se limite à 6,3 %.

*
* *

A l'heure actuelle le salaire horaire a quadruplé depuis 1920 et par rapport à mai 1936, la hausse dans la construction électrique atteint le chiffre formidable de 85,4 % (indice 406 contre 219). C'est qu'en effet les augmentations successives ne s'additionnent pas, elles se multiplient (1).

Cependant en raison de la diminution de la durée du travail le gain effectif de l'ouvrier ne s'est pas relevé dans une aussi forte proportion. Or cette majoration du pouvoir d'achat des masses constituait une des idées maîtresses du plan économique de M. Blum. Nous verrons pourquoi elle devait se heurter à une impossibilité pratique et s'écroule dans les faits.

(1) Trois hausses successives de 42 %, 22,8 %, 6,3 % ne constituent pas une hausse de $42 + 22,8 + 6,3 = 71,1$ % du salaire initial.

Si la 1^{re} est de 42 %, la seconde est en réalité de $\frac{22,8 \times 142}{100} = 32,37$,
la 3^e de $\frac{6,3 \times 174,4}{100} = 11$ % soit au total $42 + 32,4 + 11 = 85,4$ %.

Après deux ans de paresse la France, qui se faisait distancer dans tous les domaines par la plupart des autres nations, a pensé qu'il serait peut-être bon de « se remettre au travail ». Des heures supplémentaires ont été permises à un tarif plus raisonnable. C'est de cette manière, et de cette manière seule, qu'on accroît le gain de l'ouvrier, car ce supplément correspond à de la production. Il est donc possible que dans les derniers mois de 1938 la rémunération effective de l'ouvrier ait augmenté plus fortement en raison de ces heures supplémentaires.

Il est évidemment regrettable que nous ne possédions aucun chiffre se référant à l'avant-guerre, nous permettant des comparaisons comme celles que nous avons précédemment faites. Cet inconvénient est peut-être moins grand qu'on pourrait le penser car les conditions générales de l'industrie électrique, industrie moderne entre toutes ont fortement changé. Le développement de toutes les entreprises qui s'y rattachent a subi une impulsion considérable dans l'après-guerre, leur imprimant dans la vie économique une place de premier plan.

D'un autre côté nous ne connaissons pas la valeur nominale des salaires, et c'est dommage.

De toute façon il ne faut pas perdre de vue que les industries de la construction électrique se trouvent englobées, pour la quasi totalité de leurs fabrications, dans le cadre général de la métallurgie.

*
* *

Réseaux et Centrales électriques

Le *Syndicat des Entrepreneurs de Réseaux et de Centrales électriques* établit un indice mensuel publié par la « *Revue Générale d'Electricité* » des salaires effectivement payés aux ouvriers de cette industrie, la base de calcul étant la rémunération moyenne des manœuvres non spécialisés.

Cet indice présente l'avantage de se rapporter à différentes régions formées de centres dont les conditions de vie sont rapprochées. Malheureusement il n'existe que depuis 1925 avec base de 100 en 1923.

Nous indiquons ci-dessous la moyenne pour la France entière du mois d'octobre de chaque année.

1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932
100		118	141	154	155	180	192	185	171
	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939		
	171	162	159	220	286	303			

Nous retrouvons toujours nos trois périodes : hausse jusqu'en 1930 inclus, baisse de 1931 à 1935, nouvelle hausse depuis 1936.

La hausse atteint en 1930 92 % par rapport à 1923. (En 1923 les salaires devaient d'ailleurs être sensiblement au même niveau qu'en 1920). Le mouvement a été particulièrement accentué en 1926 (20 % et en 1929 (16 %).

La baisse survenue dans les salaires après 1931 atteint 17 % en 1935. C'est l'une des chutes les plus importantes que nous ayons constatées.

De mai à octobre 1936 le relèvement des salaires consécutifs aux accords Matignon et aux premières conventions collectives ressort à 39 %. L'indice général de mars 1937 qui révèle l'incidence de toutes les lois sociales et en particulier de la loi des 40 heures accuse une majoration de 75 %, par rapport à la même base.

En octobre 1938, la hausse atteint 203 % depuis 1923 et plus de 90 % depuis octobre 1935. Le salaire est supérieur de 58 % au maximum qu'il avait atteint en 1930 avant le déclenchement de la crise économique en France.

Il est vrai qu'il s'agit là de salaires horaires, intéressants pour les prix de revient, et que, par suite de la réduction à 40 heures de la durée du travail, le gain réel de l'ouvrier n'a pas suivi la même marche ascendante. C'est ainsi qu'en octobre 1938, l'augmentation du salaire journalier ne ressort plus qu'à 153 % depuis 1923 et 59 % seulement depuis 1935.

Nous aurons l'occasion de revenir sur les conséquences capitales de cette disparité du salaire-prix de revient et du salaire-revenu ouvrier.

D. — LES SALAIRES DANS LES TEXTILES

L'industrie textile (coton, laine, soie et rayonne, lin, chanvre, jute) constitue l'une des plus importantes industries françaises, puisqu'elle représente près du quart de la production industrielle nationale. Elle occupe une population salariée de plus de 800.000 personnes — 475.000 femmes et 340.000 hommes. — De plus, industrie ancienne, elle est répandue sur tout le territoire et participe étroitement à la vie du pays tout entier dont elle reflète fidèlement l'activité générale. Plus que toute autre, l'industrie textile a été sensible à la perpétuelle instabilité qui n'a permis à nos gouvernements successifs d'élaborer des plans d'action que pour les remplacer aussitôt par d'autres.

Malheureusement nous ne possédons, en ce qui concerne les salaires payés, que des données très fragmentaires. Nous serons par conséquent très brefs.

Dans l'industrie cotonnière, avant les conventions collectives de 1936, les salaires variaient sensiblement d'une région à l'autre et souvent entre les firmes d'une même région. Actuellement l'unification s'est réalisée sur le plan régional entre les divers centres de fabrication.

Cette réserve faite, nous donnons ci-après (p. 43), pour une région cotonnière importante, l'Est, et pour quelques catégories d'ouvriers, les salaires en 1914, 1920 et actuellement, qui nous ont été communiqués par le Syndicat Général de l'Industrie Cotonnière Française. Précisons toutefois que les taux de salaires de l'Est, s'ils sont à peu près équivalents à ceux pratiqués dans l'industrie cotonnière de Normandie ou du Centre, sont nettement inférieurs à ceux du Nord et dans une plus faible mesure d'Alsace.

D'après cette documentation assez fragmentaire pour une industrie qui distribue actuellement une somme globale de salaires de 1.300 millions pour un effectif ouvrier d'environ 148.000 personnes, il semble que l'évolution s'est faite en analogie avec les autres branches de la grande industrie. Toutefois les salaires sont d'un montant absolu inférieur. C'est que les textiles emploient une proportion importante de jeunes ouvriers et ouvrières et de femmes.

Les augmentations considérables et récentes des salaires résultant de l'accord Matignon, des conventions collectives, de l'application des 40 heures et des arbitrages consécutifs à l'augmentation du coût de la vie, ajoutées à la diminution de la durée du travail et du rendement sont venues accroître à un tel point les charges de la production textile française que les débouchés extérieurs se ferment à elle au moment même où la demande intérieure décroît à cause de la cherté des produits. La fabrication textile est d'ailleurs une de celles où les frais de main-d'œuvre ont une incidence particulièrement importante sur le prix de revient. La dévaluation monétaire par surcroît augmentait de 30 à 40 % le prix des matières premières qui nous viennent en grande partie de l'étranger.

Cette folle politique a entraîné la régression catastrophique de notre position sur le marché extérieur. Nous ne citerons qu'un chiffre : nos exportations de tissus de coton atteignaient

Salaires dans l'industrie cotonnière de l'Est

SH : valeur en francs du salaire horaire.

IH : indice du salaire horaire : base 100 en 1914.

SJ : valeur du salaire journalier.

IJ : indice du salaire journalier : base 100 en 1914.

CATÉGORIES D'OUVRIERS :	1914				1920				1939			
	SH	IH	SH	IH	SH	IH	SH	IJ	SH	IH	SJ	IJ
Fileurs au renvideur	0.35	100	3.50	100	1.66	474	13.30	379	5.31	1517	35.40	1011
Premiers rattachés	0.28	100	2.80	100	1.30	464	10.40	371	4.24	1514	28.25	1010
Fileurs au continu	0.30	100	3.00	100	1.25	416	10.00	333	4.74	1580	31.60	1053
Ourdisseuses	0.30	100	3.00	100	1.25	416	10.00	333	4.24	1413	28.25	942
Encolleurs	0.40	100	4.00	100	1.72	430	13.80	345	5.31	1328	35.40	885
Tisserands 4 métiers ordinaires.	0.36	100	3.60	100	1.50	417	12.00	333	4.40	1222	29.55	821
Tisserands 12 métiers automat.	0.39	100	3.90	100	1.56	400	12.50	321	4.83	1238	32.20	826
Manœuvres	0.29	100	2.90	100	1.58	545	12.65	436	4.32	1490	28.80	993

en 1937 7 % de leur niveau de 1929, représentant 1 % de notre production ! -

La recherche de l'amélioration sociale peut être parfois en opposition avec les nécessités économiques.

§ 2) Les salaires dans la petite industrie

La Statistique Générale de la France continue une enquête déjà ancienne sur les salaires couramment payés aux ouvriers de petites industries dans environ 250 localités. De quinquennale elle est devenu annuelle depuis 1924 et est effectuée au mois d'octobre.

Recueillies autrefois auprès des maires d'un certain nombre de villes les évaluations le sont aujourd'hui — et cela depuis 1896 — de préférence auprès des Conseils de prud'hommes. Les magistrats communaux ou plus souvent les secrétaires de maires n'ont pas la compétence suffisante pour fournir de telles appréciations. Il est évident que là où ils existent les Conseils de prud'hommes, appelés journellement à trancher des différends entre patrons et ouvriers portant en majorité sur des questions de salaires, sont les mieux qualifiés pour fournir des estimations dignes de foi.

Sont-ils mieux qualifiés que les maires, cela ne veut pas dire que le procédé soit parfait. Un grand nombre de questionnaires sont retournés remplis seulement en partie. C'est que l'établissement complet des réponses exige, pour ne pas tourner à la fantaisie, des recherches entraînant des pertes de temps. Et les prud'hommes, s'ils peuvent avoir le désir de fournir des renseignements précis et complets, ce que nous voulons bien croire, n'ont souvent pas les moyens de se livrer aux investigations nécessaires. Certains ont envisagé avec intérêt l'octroi de modestes subventions à ces collaborateurs bénévoles, qui seraient ainsi mieux à même de remplir la tâche qu'on attend d'eux.

Le questionnaire porte sur une cinquantaine de professions courantes, qui, par conséquent, sont susceptibles de se rencontrer dans toutes les localités et de donner des bases uniformes de comparaison. Les résultats régulièrement publiés par le Bulletin de la Statistique Générale de la France font connaître le salaire horaire, le salaire journalier dans chacune des professions considérées, de sorte que la durée de la journée du travail, si elle n'est pas indiquée séparément, peut être évaluée pour une

catégorie quelconque d'ouvrier en calculant le quotient du salaire journalier par le salaire horaire.

Les services de la Statistique Générale calculent une moyenne pour un ensemble de professions masculines (43 au lieu de 38 depuis 1932 par l'adjonction de l'ajusteur, du monteur électricien, du conducteur de tramway, du receveur de tramway et du chauffeur de camion), et une autre moyenne pour 7 professions féminines.

Pour la région parisienne l'enquête se borne aux professions masculines et la moyenne est calculée pour un ensemble de 22 de ces professions.

Des indices sont établis sur la base de 100 en 1911.

Par salaire courant, on doit entendre une évaluation approximative du taux le plus fréquemment appliqué dans chaque profession, et non une moyenne calculée d'après les relevés précis de salaires effectivement payés. Il est donc bien entendu que les tendances personnelles des autorités appelées à fournir des estimations ne sont pas sans influencer ces statistiques, qui de ce fait revêtent une assez large part d'incertitude.

Cependant les enquêtes effectuées auprès des Conseils de prud'hommes et accessoirement auprès des maires, répétées chaque année dans les mêmes conditions, donnant lieu aux mêmes erreurs, rendent suffisamment compte du mouvement d'ensemble des salaires et l'on aura soin d'attacher une valeur significative moindre aux données individuelles qu'aux moyennes établies par la combinaison de ces données, le calcul des moyennes éliminant dans une certaine mesure, par le jeu des compensations, l'action des écarts accidentels.

Il semble donc qu'on puisse accepter ces moyennes comme bases de comparaison dans le temps, car ces évaluations offrent l'avantage particulier d'être recueillies aux époques successives dans les conditions identiques (1).

(1) En plus des réserves que nous venons de formuler, il faut noter pour 1936 une difficulté plus grande d'évaluation en raison des importants changements survenus dans la législation sociale, dont la portée des répercussions échappe souvent.

C'est là une remarque que nous préférons faire dès maintenant d'une façon générale, car elle devrait être répétée en maints endroits. La valeur significative des chiffres de 1936 est troublée par le fait qu'ils s'appliquent à 2 semestres dont la situation a été notablement différente. Le second en effet a été affecté par l'incidence des lois sociales de juin et par la dévaluation de notre monnaie du mois de septembre.

Les chiffres d'octobre 1936 représentent les taux horaires couramment pratiqués après l'exécution des accords Matignon, mais avant l'appli-

C'est sous le bénéfice de toutes ces réserves que nous indiquons dans le tableau qui suit (p. 47) les moyennes pour Paris et pour l'ensemble des autres villes des salaires horaires et journaliers de l'ensemble des catégories d'ouvriers qui font l'objet de l'enquête (1). Nous n'envisageons que les salaires des ouvriers du sexe masculin, nous réservant d'étudier dans une division spéciale la question du salaire des femmes.

*
* *

Salaire horaire dans la Région Parisienne

Dans la Région Parisienne, en 1921, année où a été effectuée la première enquête de l'après-guerre, la moyenne du salaire horaire est de 3 fr. 53 contre 0 fr. 88 en 1911. L'indice passe de 100 à 401, en augmentation de 300 %.

Les effets de la crise de 1920-1921 ne peuvent être examinés puisque l'enquête postérieure à celle de 1921 date d'octobre 1924. C'est d'ailleurs à partir de cette dernière année qu'elle devient annuelle, ce qui est un incontestable progrès.

De 1924 à 1930 la hausse du salaire est continue, sans qu'il y ait toutefois régularité dans le rythme. La progression qui ressortait en effet à 9,6 % de 1921 à 1924 est de plus de 7 % de 1924 à 1925 et de 23 % de 1925 à octobre 1926. On retrouve donc ici l'important mouvement de hausse qui affecte les salaires et les prix. L'indice atteint 580, le salaire horaire 6 fr. 10. C'est à ce niveau que s'opère une stabilisation relative jusqu'en 1928, le relèvement n'étant que de 3 % pendant ces deux années. Ensuite, brusque accroissement de 16,2 % de 1928 à 1929 et de 9 % encore de 1929 à 1930. A cette date le salaire horaire touche à son maximum : 6 fr. 64, indice 755.

La courbe se renverse alors. La baisse se fait sentir très lé-

cation de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de 40 heures et avant toute révision en fonction de la hausse du coût de la vie par application de la clause prévue dans la loi monétaire du 29 septembre 1936 et des arbitrages subséquents.

D'un autre côté des retards ont été enregistrés dans quelques régions pour l'élaboration des conventions collectives, de sorte que les réajustements prévus par les accords Matignon n'étaient pas partout acquis entièrement à la date de l'enquête. Il en résulterait que les chiffres seraient encore au-dessous de la réalité.

(1) V. le *Graphique* N° 4 sur les salaires dans la petite industrie, en annexe. Il s'agit des salaires journaliers à Paris et en province.

gèrement d'ailleurs en 1931 : elle atteint 4,5 % en 1932, le salaire se stabilisant à ce niveau en 1933 et 1934. Mais en 1935, la crise sévit plus durement et l'écart entre le maximum et le minimum de la rémunération moyenne de l'ouvrier de la petite industrie est porté à 6,2 %, ce qui n'est pas énorme.

*Moyenne des salaires horaires et journaliers pour l'ensemble
des ouvriers des petites industries
de la Région Parisienne et de Province*

Région parisienne : moyenne de 22 professions.
Villes de plus de 10.000 habitants : moyenne de 38 professions
et 43 depuis 1932.

SN : valeur absolue du salaire en francs.

I : indice du salaire sur la base de 100 en 1911.

SALAIRE HORAIRE				ANNÉE des enquêtes de la S. G. F.	SALAIRE JOURNALIER			
Région Parisienne		Ensemble des villes de plus 100.000 hab.			Région Parisienne		Ensemble des villes de plus 10.000 hab.	
SN	I	SN	I		SN	I	SN	I
0,88	100	0,46	100	1911	8,12	100	4,61	100
3,53	401	2,31	502	1921	27,52	338	18,92	410
3,87	440	2,59	563	1924	30,95	381	22,00	477
4,15	472	2,79	607	1925	33,35	411	23,25	504
5,10	580	3,22	700	1926	41,45	510	26,93	584
5,12	582	3,31	720	1927	41,70	513	27,34	593
5,25	597	3,45	750	1928	42,75	526	28,44	619
6,10	693	3,83	833	1929	49,34	624	31,34	695
6,64	755	4,08	883	1930	53,76	668	33,66	732
6,61	751	4,08	883	1931	53,83	663	33,60	729
6,34	725	3,99	868	1932	50,72	625	32,54	706
6,34	725	3,89	846	1933	50,72	625	31,70	688
6,34	725	3,89	846	1934	50,72	625	31,60	685
6,23	711	3,80	826	1935	49,75	613	30,72	666
7,06	807	4,42	961	1936	56,50	696	35,54	771
10,06	1150	5,60	1217	1937	67,10 (a)	826	37,33 (a)	810
10,50	1200	6,19	1346	1938	70,00 (a)	862	41,37 (a)	897

a) L'enquête ne donnant plus la moyenne journalière, nous l'avons calculée en admettant l'application intégrale de la semaine de 40 heures.

Le taux minimum de 1935 se trouve encore de 2 % supérieur à celui de 1929.

En 1936, le mouvement est renversé : hausse de 13,8 %. Le salaire horaire est de 7 fr. 06 contre 3 fr. 53 en 1921. Il a donc exactement doublé. La baisse survenue depuis 1930 est plus que compensée par les premiers ajustements consécutifs à l'application des accords de juin : la plus-value se chiffre en effet à 6,3 %.

D'octobre 1936 à octobre 1937, la hausse est massive : 42,5 % ce qui fait plus de 61 % depuis 1935. Dans cette augmentation s'incorpore l'incidence de l'introduction de la semaine de 40 heures, dont l'effet a été de relever généralement de 20 % les tarifs acquis, et les révisions effectuées en raison de l'élévation du coût de la vie, soit à la suite d'accords directs, soit à la suite d'arbitrages.

Le même mouvement s'est poursuivi en 1938 mais avec bien moins de vigueur.

*
* *

Salaire horaire dans l'ensemble des villes de plus de 10.000 habitants

Dans l'ensemble des villes enquêtées par la Statistique Générale de la France, le mouvement de la moyenne du salaire horaire pour le groupe de professions envisagées a été le suivant.

En 1921 cette moyenne est de 2 fr. 31 contre 0 fr. 46 en 1911, accusant une augmentation de 400 % (indice 502 contre 100). Lors de l'enquête de 1924 la hausse ressort à plus de 12 % sans qu'il soit possible de connaître les fluctuations à l'intérieur de ces deux dates. L'accroissement du taux horaire du salaire se continue jusqu'en 1930, réalisant d'année en année des bonds plus ou moins importants : 7,7 % de 1924 à 1925, 15,4 % de 1925 à 1926, 2,8 % de 1926 à 1927, 4,2 % de 1927 à 1928, 11 % de 1928 à 1929 et 6,5 % de 1929 à 1930.

C'est au taux de 1930, 4 fr. 08 et indice 883 que s'opère une stabilisation l'année suivante. La baisse, là encore, est faible pendant la crise, le minimum atteint en 1935 avec 3 fr. 80 marquant une réduction inférieure à 6,9 % par rapport à 1930-31, et ramenant le salaire au niveau de 1929.

En octobre 1936, la statistique accuse une reprise très nette : 16,3 % portant l'indice de 826 à 961. A cette date les salaires

n'ont pas tout à fait doublé depuis 1921 ; la progression se chiffre à 91,4 %. D'octobre 1936 à octobre 1937 le salaire horaire s'est élevé de 26,7 %, soit de près de 47,3 % relativement à 1935.

Plus modérée la hausse n'en a pas moins continué en 1938 : 10,5 % d'un salaire plus élevé ce qui porte la hausse à 63 % depuis 1935.

*
* *

Salaire journalier

Si nous envisageons maintenant le salaire journalier, le plus intéressant au point de vue social, puisqu'il constitue le gain effectif de l'ouvrier, il faut mettre en relief l'incidence de deux lois capitales, celle du 23 avril 1919 instituant la journée de 8 heures, et celle du 21 juin 1936 instituant la semaine de 40 heures.

Nous ne discuterons pas l'opportunité politique, économique et sociale de ces lois. Nous ne ferons que des constatations mathématiques.

La durée du travail avant la guerre dans la petite industrie était généralement de 10 heures, dans certains cas de 9 heures, mais elle était parfois plus longue.

Il s'en suit donc qu'en vertu de la réduction de la durée journalière du travail le salaire journalier a proportionnellement moins augmenté que le salaire horaire. Il serait d'ailleurs plus juste de dire que le salaire horaire s'est plus redressé que le salaire journalier.

En effet, comme on pouvait craindre que la diminution de la journée de travail entraînant une diminution du salaire à raison même de la baisse de la productivité de l'ouvrier, les lois de 1919 et de 1936 ont décidé que la réduction des heures de travail ne pourrait en aucun cas être une cause déterminante de la baisse des salaires. Ainsi, la rémunération totale restant la même en dépit de la réduction de la durée du travail, le salaire horaire s'élève sans qu'il en résulte un bénéfice pour le travailleur.

La journée de 8 heures, en diminuant de 20 % la durée du travail, augmente de 25 % le salaire horaire.

La semaine de 40 heures, réduisant à 6 heures 40 minutes la durée journalière du travail, c'est-à-dire de 16,66 %, augmente le salaire horaire de 20 %.

Par rapport à 1911, la semaine de 40 heures, en réduisant la durée du travail de 33,33 %, augmente le salaire horaire de 50 %.

Il existe ainsi deux cassures dans le synchronisme du mouvement de la rémunération horaire et journalière, en 1921 et en 1937, conséquences des lois de 1919 et de 1936.

Nous indiquons dans le tableau suivant (p. 51) les pourcentages de hausse ou de baisse du salaire horaire et du salaire journalier d'enquête à enquête, en faisant figurer au regard la durée de la journée de travail.

A Paris le pourcentage d'augmentation du salaire journalier de 1911 à 1921 s'élève 236,5 contre 301,1 pour le salaire horaire, ce qui montre très clairement l'incidence de la loi de 1919. Par la suite, jusqu'en 1936 inclus, le pourcentage d'augmentation reste sensiblement le même pour les deux catégories de salaires. Enfin les conséquences de la loi du 21 juin 1936 apparaissent dans les hausses différentes enregistrées en 1937.

En Province l'examen des chiffres conduit aux mêmes conclusions. L'application de la loi de 8 heures semble toutefois avoir été moins rigide qu'à Paris. C'est que dans la région parisienne la population ouvrière, encadrée dans des syndicats dont les chefs sont relativement bien éclairés sur ses droits sinon toujours conscients de ses devoirs, est assez forte pour imposer le respect par les patrons des lois sociales.

En province l'organisation ouvrière est moins poussée, surtout dans les petites villes, moins forte pour faire triompher ses revendications, fussent-elles seulement l'intégrale application des textes légaux. La coalition naturelle que constitue le patron a plus de possibilité pour jouer et pour gagner.

*
* *

LES DIFFERENCES DE SALAIRE SUIVANT LES PROFESSIONS DANS LA PETITE INDUSTRIE

Il est bien évident que les diverses professions ou spécialités que l'on rencontre dans la petite industrie ne sont pas rémunérées pareillement. En dehors de considérations techniques comme la plus ou moins grande qualification du travail, bien d'autres facteurs interviennent pour donner au marché de chaque travail un caractère propre. Ce sont ces différences que nous nous proposons tout d'abord de déceler, pour en rechercher ensuite les raisons.

Région Parisienne

SALAIRE HORAIRE		Dates des ENQUÊTES	SALAIRE JOURNALIER		Horaire journalier
SN en francs	% de hausse ou baisse		SN en francs	% de hausse ou baisse	
0,88		1911	8,12		9 h. 14 m.
3,53	+ 301,1 %	1921	27,52	+ 236,5 %	7 h. 48 m.
3,87	+ 9,6 %	1924	30,95	+ 12,5 %	8 h.
4,15	+ 7,3 %	1925	33,35	+ 7,8 %	8 h. 2 m.
5,10	+ 23,0 %	1926	41,45	+ 24,3 %	8 h. 8 m.
5,12	+ 0,4 %	1927	41,70	+ 0,6 %	8 h. 8 m.
5,25	+ 2,5 %	1928	42,75	+ 2,5 %	8 h. 8 m.
6,10	+ 16,2 %	1929	49,34	+ 15,4 %	8 h. 5 m.
6,64	+ 8,9 %	1930	53,76	+ 8,96 %	8 h. 6 m.
6,61	— 0,5 %	1931	53,83	+ 0,1 %	8 h. 8 m.
6,34	— 4,1 %	1932	50,72	— 5,8 %	8 h.
6,34	0	1933	50,72	0	8 h.
6,34	0	1934	50,72	0	8 h.
6,23	— 1,7 %	1935	49,75	— 1,9 %	8 h.
7,06	+ 13,3 %	1936	56,50	+ 13,6 %	8 h.
10,06	+ 42,5 %	1937	67,10	+ 18,8 %	6 h. 40 m.
10,50	+ 4,4 %	1938	70,00	+ 4,4 %	6 h. 40 m.

Villes de plus de 10.000 habitants

SALAIRE HORAIRE		Dates des ENQUÊTES	SALAIRE JOURNALIER		Horaire journalier
SN en francs	% de hausse ou baisse		SN en francs	% de hausse ou baisse	
0,46		1911	4,61		10 h.
2,31	+ 402,1 %	1921	18,92	+ 310,4 %	8 h. 11 m.
2,59	+ 12,1 %	1924	22,00	+ 16,2 %	8 h. 29 m.
2,79	+ 7,7 %	1925	23,25	+ 5,7 %	8 h. 20 m.
3,22	+ 15,4 %	1926	26,93	+ 15,8 %	8 h. 22 m.
3,31	+ 2,8 %	1927	27,34	+ 1,5 %	8 h. 16 m.
3,45	+ 4,2 %	1928	28,44	+ 4,0 %	8 h. 15 m.
3,83	+ 11,0 %	1929	31,34	+ 10,2 %	8 h. 11 m.
4,08	+ 6,5 %	1930	33,66	+ 7,4 %	8 h. 15 m.
4,08	0	1931	33,60	— 0,2 %	8 h. 14 m.
3,99	— 2,2 %	1932	32,54	— 3,2 %	8 h. 9 m.
3,89	— 2,5 %	1933	31,70	— 2,6 %	8 h. 9 m.
3,89	0	1934	31,60	— 0,3 %	8 h. 7 m.
3,80	— 2,4 %	1935	30,72	— 2,8 %	8 h. 6 m.
4,42	+ 16,3 %	1936	35,54	+ 15,7 %	8 h. 2 m.
5,60	+ 26,7 %	1937	37,35	+ 5,1 %	6 h. 40 m.
6,19	+ 10,5 %	1938	41,37	+ 10,5 %	6 h. 40 m.

Nous avons indiqué que la Statistique Générale de la France fournissait des moyennes de salaires pour 22 professions dans la Région parisienne et pour 43 dans des villes de province assez nombreuses.

Ces statistiques officielles présentent l'inconvénient de conduire celui qui veut les interpréter en les utilisant brutalement à une complexité indéfinie où il risque de se perdre, ou bien à une généralisation trop hâtive s'il ne consulte que les moyennes d'ensemble.

A cet égard nous signalerons le progrès tout récent réalisé par la Statistique Générale de la France en rassemblant certaines des professions qui font l'objet de son enquête par groupes professionnels, dont elle calcule une moyenne pondérée des salaires. Elle a ainsi établi 7 groupes : industries polygraphiques, industries textiles, cuirs et peaux, industries du bois, métaux ordinaires, terrassement-construction en pierre, journalier-manœuvre.

Nous avons donc pensé qu'il serait utile de s'inspirer de cette répartition et de calculer le pourcentage de hausse ou de baisse des salaires dans ces groupes, entre certaines enquêtes qui marquent les étapes principales du mouvement. Ces résultats, consignés aux tableaux suivants (p. 53 et p. 54) permettent plus facilement de tirer des conclusions.

*
* *

Dans la *Région Parisienne*, en 1921, les salaires qui ont le plus augmenté depuis 1911, sont ceux qui étaient les plus bas, soit en valeur absolue, soit eu égard à l'aptitude professionnelle exigée : relieur, imprimeur-compositeur, tourneur en bois, menuisier, ébéniste, tailleur d'habits. Par contre ceux dont les salaires étaient élevés avant la guerre n'ont pas participé aussi largement au mouvement de hausse et le pourcentage d'augmentation est inférieur au pourcentage moyen de l'ensemble des professions envisagées. C'est le cas des métaux (plombier, forgeron, serrurier), du bâtiment (maçon, couvreur). Le fait est caractéristique pour le sculpteur-ornementiste qui gagnait 1 fr. 20 de l'heure avant la guerre, contre 0 fr. 88 en moyenne, et dont le relèvement est de 233 % seulement contre 301 % pour l'ensemble.

Ainsi les différences de rémunération entre salariés sont moins fortes en 1921 qu'elles ne l'étaient en 1911 et cette ten-

Salaires comparés suivant les professions et les groupes professionnels dans la Région Parisienne

	1911-1921			1921-1926			1926-1930			1930-1935			1935-1938			1938
	SH 1911	% hausse baisse	SH 1921	% hausse baisse	SH 1926	% hausse baisse	SH 1926	% hausse baisse	SH 1930	% hausse baisse	SH 1935	% hausse baisse	SH 1935	% hausse baisse	SH	SH
<i>Industries polygraphiques</i>																
Imprimeur-compositeur ..	0.70	+ 376 %	3.33	+ 59 %	5.30	+ 18 %	6.28	+ 11 %	5.60	— 15 %	6.15	+ 113 %	5.60	+ 113 %	11.90	11.90
Relieur	0.80	+ 331 %	3.45	+ 74 %	6.00	+ 20 %	7.20	+ 20 %	6.15	— 6 %	5.05	+ 136 %	6.25	+ 136 %	11.90	11.90
	0.60	+ 433 %	3.20	+ 44 %	4.60	+ 16 %	5.35	+ 29 %	5.05	— 7 %	5.97	+ 66 %	6.75	+ 66 %	9.90	9.90
<i>Industries du bois</i>	0.86	+ 324 %	3.65	+ 38 %	5.05	+ 35 %	6.45	+ 23 %	6.75	— 13 %	5.87	+ 57 %	6.25	+ 57 %	9.80	9.80
Tourneur en bois	0.75	+ 366 %	3.50	+ 43 %	5.00	+ 25 %	6.25	+ 32 %	6.48	— 6 %	5.87	+ 68 %	6.10	+ 68 %	10.10	10.10
Ebeniste	0.90	+ 344 %	4.00	+ 38 %	5.50	+ 40 %	4.99	+ 30 %	6.50	— 4 %	6.25	+ 80 %	6.25	+ 80 %	10.45	10.45
Scieur de long			3.50	+ 43 %	5.00	+ 50 %	6.00	+ 44 %	6.45	— 5 %	6.10	+ 92 %	6.10	+ 92 %	11.70	11.70
Charpentier	1.00	+ 250 %	3.50	+ 38 %	4.50	+ 30 %	4.95	+ 30 %	6.45	— 8 %	6.00	+ 64 %	6.05	+ 64 %	9.85	9.85
Menuisier	0.80	+ 369 %	3.75	+ 27 %	4.75	+ 41 %	4.95	+ 30 %	6.45	— 6 %	6.05	+ 87 %	6.05	+ 87 %	11.90	11.90
<i>Métaux ordinaires</i>	0.92	+ 287 %	3.56	+ 40 %	4.99	+ 44 %	4.90	+ 32 %	6.45	— 4 %	6.22	+ 61 %	6.22	+ 61 %	10.10	10.10
Plombier	0.95	+ 268 %	3.50	+ 29 %	4.50	+ 43 %	5.00	+ 30 %	6.50	— 2 %	6.37	+ 59 %	6.37	+ 59 %	10.15	10.15
Forgeron	1.00	+ 300 %	4.00	+ 50 %	6.00	+ 62 %	5.25	+ 19 %	6.25	0	6.25	+ 53 %	6.25	+ 53 %	9.55	9.55
Serrurier			3.25	+ 38 %	4.50	+ 29 %	4.50	+ 44 %	6.50	— 4 %	6.25	+ 67 %	6.25	+ 67 %	10.45	10.45
Tourneur en métaux	0.83	+ 322 %	3.50	+ 41 %	4.95	+ 53 %	4.75	+ 30 %	6.50	— 8 %	6.00	+ 64 %	6.00	+ 64 %	9.85	9.85
<i>Bâtiment</i>	0.89	+ 282 %	3.40	+ 44 %	4.90	+ 54 %	5.00	+ 30 %	6.50	—						
Maçon	0.95	+ 268 %	3.50	+ 43 %	5.00	+ 43 %	5.00	+ 30 %	6.50	—						
Terrassier	0.80	+ 306 %	3.25	+ 62 %	5.25	+ 29 %	4.50	+ 44 %	6.50	—						
Couvreur	0.95	+ 268 %	3.50	+ 29 %	4.50	+ 53 %	4.75	+ 30 %	6.50	—						
Peintre en bâtiment	0.85	+ 289 %	3.50	+ 289 %	4.75	+ 54 %	5.00	+ 30 %	6.50	—						
Briquettier			3.25	+ 54 %	5.00	+ 30 %	5.00	+ 30 %	6.50	—						
<i>Divers.</i>																
Carrier	7.00	de 1911 à 1926		+ 579 %	4.75	+ 37 %	4.75	+ 37 %	6.50	— 4 %	6.25	+ 37 %	6.25	+ 37 %	8.55	8.55
Tailleur de pierres	1.00	de 1911 à 1926		+ 450 %	5.50	+ 68 %	5.50	+ 68 %	9.25	0	9.25	+ 39 %	9.25	+ 39 %	12.85	12.85
Sculpteur-orfèvre	1.20	+ 233 %	4.00	+ 38 %	5.50	+ 36 %	5.50	+ 36 %	7.50	— 5 %	7.12	+ 60 %	7.12	+ 60 %	11.35	11.35
Tailleur d'habits	0.75	+ 366 %	3.50	+ 64 %	5.75	+ 13 %	5.75	+ 13 %	6.50	— 15 %	5.50	+ 54 %	5.50	+ 54 %	8.49	8.49
<i>Ensemble</i>	0.88	+ 301 %	3.53	+ 44 %	5.10	+ 30 %	5.10	+ 30 %	6.64	— 6 %	6.23	+ 69 %	6.23	+ 69 %	10.50	10.50

*Salaires comparés suivant les professions et les groupes professionnels dans les villes de Province
de plus de 10.000 habitants.*

	1911-1921		1921-1926		1926-1930		1930-1935		1935-1938		1938
	SH 1911	% hausse baïsse	SH 1921	% hausse baïsse	SH 1926	% hausse baïsse	SH 1930	% hausse baïsse	SH 1935	% hausse baïsse	
<i>Industries polygraphiques.</i>											
Imprimeur-compositeur ..	0.47	+ 385 %	2.28	+ 53 %	3.48	+ 25 %	4.36	4 %	4.19	+ 64 %	6.86
Relieur	0.50	+ 420 %	2.31	+ 52 %	3.50	+ 27 %	4.45	5 %	4.24	+ 62 %	6.87
<i>Industries textiles.</i>	0.43	+ 362 %	2.25	+ 53 %	3.45	+ 24 %	4.27	4 %	4.13	+ 66 %	6.84
<i>Industries diverses.</i>											
Tisserand	0.35	+ 429 %	1.85	+ 43 %	2.66	+ 23 %	3.27	11 %	2.90	+ 77 %	5.13
Cuits et peaux	0.40	+ 413 %	2.05	+ 41 %	2.89	+ 27 %	3.75	8 %	3.44	+ 63 %	5.60
Ouvrier-tanneur	0.40	+ 425 %	2.10	+ 44 %	2.94	+ 29 %	3.80	8 %	3.49	+ 68 %	5.86
Sellier-bourrelier	0.42	+ 393 %	2.07	+ 43 %	2.96	+ 28 %	3.80	10 %	3.42	+ 60 %	5.48
Cordonnier	0.38	+ 421 %	1.98	+ 40 %	2.78	+ 31 %	3.65	6 %	3.40	+ 60 %	5.45
<i>Industries du bois</i>	0.47	+ 405 %	2.37	+ 39 %	3.30	+ 26 %	4.17	7 %	3.87	+ 60 %	6.21
Charbon	0.43	+ 430 %	2.28	+ 39 %	3.16	+ 27 %	4.00	7 %	3.72	+ 60 %	5.96
Tourneur en bois	0.50	+ 392 %	2.46	+ 35 %	3.33	+ 26 %	4.20	6 %	3.94	+ 62 %	6.37
Tonnelet	0.44	+ 436 %	2.36	+ 36 %	3.23	+ 25 %	4.03	7 %	3.75	+ 57 %	5.90
Ebéniste	0.49	+ 402 %	2.46	+ 46 %	3.15	+ 30 %	4.50	10 %	3.97	+ 62 %	6.42
Scieur de long	0.45	+ 420 %	2.34	+ 46 %	3.46	+ 30 %	4.10	8 %	3.78	+ 60 %	6.04
Charpentier	0.51	+ 378 %	2.44	+ 42 %	3.46	+ 22 %	4.23	5 %	4.02	+ 64 %	6.44
<i>Mettier ordinaire</i>	0.49	+ 398 %	2.34	+ 42 %	3.33	+ 25 %	4.16	7 %	3.88	+ 64 %	6.35
<i>Mettier ordinaire</i>	0.49	+ 414 %	2.52	+ 31 %	3.31	+ 26 %	4.18	7 %	3.90	+ 68 %	6.36
Chaudronnier en cuivre ..	0.53	+ 392 %	2.61	+ 33 %	3.27	+ 26 %	4.37	5 %	4.16	+ 66 %	6.90
Ferblantier	0.47	+ 404 %	2.37	+ 33 %	3.27	+ 24 %	4.05	5 %	3.83	+ 64 %	6.28
Forgeron	0.50	+ 400 %	2.50	+ 33 %	3.33	+ 27 %	4.22	8 %	3.89	+ 69 %	6.59
Marchal-ferreur	0.44	+ 385 %	2.29	+ 38 %	3.24	+ 23 %	4.00	7 %	3.74	+ 66 %	6.08
Poêlier	0.50	+ 385 %	2.42	+ 32 %	3.20	+ 27 %	4.10	7 %	3.83	+ 66 %	6.35
Serrurier	0.46	+ 402 %	2.31	+ 42 %	3.28	+ 25 %	4.10	8 %	3.77	+ 72 %	6.35
Tourneur en métaux	0.53	+ 385 %	2.57	+ 32 %	3.39	+ 28 %	4.37	8 %	4.03	+ 68 %	6.92
Plombier	0.49	+ 382 %	2.36	+ 39 %	3.23	+ 28 %	4.20	6 %	3.96	+ 63 %	6.47
<i>Bâtiment</i>											
Macon	0.46	+ 404 %	2.32	+ 38 %	3.23	+ 28 %	4.13	10 %	3.70	+ 64 %	6.13
Terrassier	0.49	+ 388 %	2.39	+ 46 %	3.48	+ 27 %	4.42	12 %	3.92	+ 64 %	6.43
Couvreur	0.39	+ 426 %	2.05	+ 41 %	2.89	+ 29 %	3.75	12 %	3.31	+ 71 %	5.67
Peintre en bâtiment	0.52	+ 371 %	2.45	+ 41 %	3.46	+ 23 %	4.32	7 %	4.02	+ 61 %	6.50
Briqueleur	0.41	+ 473 %	2.35	+ 29 %	3.03	+ 22 %	4.00	14 %	3.83	+ 65 %	6.33
<i>Journalier-manœuvre</i>	0.33	+ 406 %	1.67	+ 45 %	2.42	+ 31 %	3.18	10 %	2.87	+ 71 %	5.72
<i>Ensemble</i>	0.46	+ 402 %	2.31	+ 39 %	3.22	+ 27 %	4.08	7 %	3.80	+ 63 %	6.19

dance ne va faire que s'accroître dans les années suivantes. La progression est plus rapide pour l'imprimeur, le terrassier, le briquetier, le tailleur d'habits par exemple, cependant que l'écart à la moyenne de hausse se réduit.

De 1926 à 1930, les professions qui avaient le plus bénéficié des relèvements de salaires intervenus jusqu'alors étant devenues des professions aux salaires les plus élevés, la hausse qui continue pour elles est plus faible. Le cas est typique pour le forgeron dont le salaire atteignait 6 frs en 1926 contre 5 frs 10 pour l'ensemble. La majoration n'est que de 8 % contre 30 en moyenne. Les salaires présentant d'ailleurs un certain nivellement, les augmentations se font généralement à un taux assez voisin du taux moyen, un peu plus élevé pour le plombier, le serrurier, le couvreur dont les salaires sont encore bas.

La baisse de 1930 à 1935 est générale et faible, la moyenne étant de 6 %. Il n'y a guère que l'imprimeur, l'ébéniste et le tailleur d'habits dont la résistance est médiocre, la réduction étant voisine de 15 %. Par contre le tailleur de pierres dont la rémunération est particulièrement élevée ne souffre pas de la crise et le sculpteur-ornementiste très peu. Les réductions ont d'ailleurs été sensibles surtout en 1934 et 1935.

De 1935 à 1938 la hausse moyenne atteint 69 %, mais le mouvement est variable suivant les professions, et les différences sont dans la ligne des principes que nous venons de rencontrer. Cependant dans ces années d'après luttes sociales, les ouvriers obtiennent d'autant plus facilement les augmentations de salaires qu'ils sont mieux groupés et organisés dans des associations syndicales puissantes. La plus ou moins grande possibilité de résistance des organisations ouvrières des diverses branches professionnelles en face de la coalition patronale explique dans une certaine mesure les succès différents de leurs revendications. C'est là un facteur nouveau.

Cependant les principes précédents subsistent dans une large mesure. Il est à ce point de vue remarquable que le relieur dont le salaire est très bas en 1935 bénéficie d'une majoration de 136 %, tandis que la hausse n'est que de 39 % pour le tailleur de pierres qui était fortement rémunéré.

Quoiqu'il en soit, les conclusions à tirer de l'examen statistique sont certaines : l'évolution des salaires se fait dans le sens de leur nivellement. Cette tendance à l'égalisation interprofessionnelle des salaires, M. Lucien March la remarquait déjà au

lendemain même de la guerre. Le salaire le plus bas, qui était en 1911 de 32 % inférieur à la moyenne ne l'est plus que de 19 % ; le salaire le plus élevé, qui était en 1911 supérieur de 36 % à cette même moyenne ne l'est plus que de 22 %. D'ailleurs la grande majorité des salaires sont aux environs immédiats du taux moyen. Ce sont des chiffres qui parlent.

*
* *

L'examen des données statistiques en ce qui concerne les villes de province conduit aux mêmes conclusions : revalorisation plus que proportionnelle des salaires initiaux les plus bas. Les indices sont significatifs : nous n'en donnerons qu'un exemple. Tandis que le salaire horaire du sculpteur-ornementiste, le mieux rétribué avant-guerre croît de 1097 % en 1938, celui du journalier-manœuvre, dont le salaire était le plus bas, augmente de 1391 %.

L'égalisation interprofessionnelle se remarque encore dans les écarts à la moyenne : — 28 % contre — 48 pour la rémunération inférieure, + 26 % contre + 58 % pour la rémunération supérieure. Il serait superflu d'insister davantage.

Section II. — SALAIRES COMMERCIAUX

Les renseignements qu'il est possible de recueillir sur les salaires courants dans les diverses branches commerciales sont pour le moins épars. Nous sommes loin de trouver à leur sujet les statistiques aussi abondantes et aussi sérieuses, fruits de minutieuses enquêtes, que nous avons rencontrées dans l'industrie. C'est évidemment regrettable si l'on songe au grand nombre des salariés du commerce. Au recensement de 1931 par exemple on comptait, employés, ouvriers, hommes et femmes, 750.000 salariés dans les transports, 240.000 dans les banques, assurances et agences, plus de 1.100.000 dans les commerces divers.

Nous avons cherché à réunir une certaine documentation, en ce qui concerne les transports et les banques. Il aurait été intéressant de préciser l'évolution des salaires dans les grands magasins au personnel abondant. Dans l'avenir il sera possible de le faire par l'examen des conventions collectives, qui constituent ainsi une source précieuse de renseignements.

§ 1) Les salaires dans les entreprises de transports

NAVIGATION MARITIME
CHEMINS DE FER (1)

A. Les salaires dans la navigation maritime

Dans les entreprises de transports maritimes les soldes du personnel navigant sont depuis longtemps fixées par accord entre associations syndicales patronales et ouvrières.

Le « Comité Central des Armateurs de France » nous a communiqué le barème ci-dessous des salaires depuis 1914 relativement aux principales catégories d'agents.

Il concerne les marins faisant la navigation hauturière, c'est-à-dire qui s'éloignent des côtes et sont embarqués à bord des navires armés au cabotage français, cabotage international et au long-cours. Restent en dehors des évaluations fournies les salaires des marins-pêcheurs, des marins occupés à la pêche hauturière et de ceux faisant des services de bornage le long des côtes. On peut évaluer à une trentaine de mille le nombre des travailleurs pour la rémunération desquels s'appliquent les renseignements que nous possédons.

Les chiffres indiquent le montant nominal du salaire mensuel en argent des différents agents, y compris les primes dont ils peuvent bénéficier et les indemnités de cherté de vie. Par ailleurs les équipages sont nourris pendant les périodes de navigation. A terre des indemnités de nourriture leur sont versées.

(1) Le développement considérable des transports automobiles est trop récent pour que nous songions à retracer l'évolution des salaires dans cette branche. Nous signalerons seulement que depuis 1932 l'enquête de la Statistique Générale de la France auprès des Conseils de prud'hommes et des maires porte sur le salaire du chauffeur de camion. Elle a donné les chiffres suivants du salaire journalier :

1932	1933	1934	1935	1936	1937 (a)	1938 (a)
33.95	32.91	32.91	31.43	36.28	38.53	41 fr.

(a) La S.G.F. n'ayant pas indiqué le montant du salaire journalier depuis 1937, nous l'avons calculé avec le salaire horaire en appliquant la semaine de 40 heures sur 6 jours.

Les heures supplémentaires sont payées à un taux supérieur à celui de la solde (1).

Nous avons calculé d'autre part les nombres indices des salaires sur la base de 100 en 1914 ainsi qu'une moyenne pour l'ensemble des équipages.

Salaires mensuels dans la Marine marchande (en francs)

(Navigation Océan, Manche, Mer du Nord et Méditerranée)

	Maîtres d'équi- pages 1 ^{er} chauff- eurs et assimilés	Seconds maîtres	Matelots et soutiers	Matelots légers (a)	Novices et boys	Mous- ses	Chauf- eurs	Moyenne
Avant les hostilités	140	118	90		55	40	118	100,45
15 août 1919	385	370	330	300	180	150	360	307,50
1 ^{er} août 1920	450	435	390	325	200	160	420	353,75
1 ^{er} juillet 1921	385	370	330	300	150	120	360	300,00
1 ^{er} août 1924	450	435	390	325	200	160	420	353,75
1 ^{er} décembre 1925..	510	495	450	385	240	180	480	406,25
1 ^{er} juin 1926	555	540	495	425	265	200	525	445,00
1 ^{er} novembre 1926.	610	595	540	470	285	215	580	488,15
1 ^{er} mai 1929	665	650	585	515	305	230	635	531,25
13 octobre 1934.....	maintien ou rétablissement des salaires de mai 1929							
1 ^{er} juin 1936	745	735	655	575	340	255	710	594,40
1 ^{er} octobre 1936 ..	810	795	720	640	405	320	775	659,40
1 ^{er} janvier 1937 ..	850	835	760	680	445	360	815	699,40
1 ^{er} décembre 1937..	965	950	855	770	475	385	920	785,65

Indice des salaires mensuels, base 100 en 1914

Avant les hostilités	100	100	100		100	100	100	100
15 août 1919	275	314	367		327	375	305	320
1 ^{er} août 1920	321	369	433		364	400	356	366
1 ^{er} juillet 1921	275	314	367		273	300	305	301
1 ^{er} août 1924	321	369	433		374	400	356	366
1 ^{er} décembre 1925..	364	419	500		436	450	407	420
1 ^{er} juin 1926	396	484	550		482	500	445	465
1 ^{er} novembre 1926.	436	504	600		518	537	492	503
1 ^{er} mai 1929	475	551	650		555	575	538	546
13 octobre 1934.....	maintien ou rétablissement des salaires de mai 1929							
1 ^{er} juin 1936	532	619	728		618	637	602	610
1 ^{er} octobre 1936 ...	580	674	800		736	800	657	690
1 ^{er} janvier 1937 ..	607	708	844		809	900	691	753
1 ^{er} décembre 1937..	689	784	950		864	962	780	817

(a) La catégorie des matelots légers a été instituée le 15 août 1919 ; par suite l'indice qui a pour base l'année 1914 ne peut être calculé.

(1) A titre indicatif, nous reproduisons le tarif en vigueur au 1^{er} décembre 1937.

Heures supplémentaires :

Maîtres, seconds, premiers chauffeurs et assimilés	7,10
Chauffeurs	6,50
Matelots et soutiers	6,00
Matelots légers	5,40
Novices et boys	3,60
Mousses	2,40

Indemnité de nourriture :

Personnel de maistrance	22 frs
Personnel subalterne	20 frs

L'augmentation des soldes, depuis 1914, se trouve ainsi varier de 589 à 862 % selon les agents. Dès le 15 août 1919 elle était de 175 à 275 %.

L'évolution des salaires dans la marine marchande ressemble dans ses grandes lignes à celle des salaires précédemment envisagés (1). L'ampleur des variations semble toutefois moins importante, et cela ne saurait trop nous étonner car il s'agit d'une main-d'œuvre nourrie, logée, pour laquelle les changements dans le coût de la vie jouent une influence relativement plus faible. Le rajustement de ces salaires apparaît donc, dans une certaine mesure, comme une conséquence de la revalorisation ou de la dépréciation des autres.

En 1920 les soldes présentent, par rapport à l'avant-guerre, une plus-value variable suivant les catégories des équipages de 221 à 333 %. Elles sont notablement réduites, de 14,4 à 25 %, durant la crise de 1920-1921, et ce n'est que le 1^{er} août 1924 qu'elles se retrouvent au niveau de 1920. La progression, rapide jusqu'en 1927, se ralentit et le barème élaboré au 1^{er} mai 1929 fait ressortir des relèvements de 48 à 55 % par rapport à celui de 1920.

Ensuite, nous ne possédons aucun renseignement précis jusqu'au 13 octobre 1934. Nous savons seulement qu'à cette dernière date les salaires de 1929 ont été maintenus ou rétablis. On peut en déduire que la réduction avait été légère.

A partir de juin 1936 commence la hausse massive des soldes. En 16 mois et demi, jusqu'au 1^{er} décembre 1937, l'augmentation ressort selon les agents de 42,3 à 67,4 %. Comparées à celles de 1920, les soldes actuelles accusent des relèvements de 114,7 à 140,7 %.

Les conséquences de majorations aussi brusques et aussi fortes sont économiquement très graves, car agissant dans tous les domaines de l'économie, elles se répercutent sur les prix. En dehors de tous les conflits du travail, des grèves d'inscrits maritimes, de dockers, accompagnées de l'occupation des paquebots, de la perturbation voulue du trafic, qui ont causé un préjudice matériel et moral immense à notre marine marchande, il est évident que les entreprises de navigation maritime fran-

(1) Voir le *Graphique* N° 5 sur les « Salaires dans les transports » en annexe.

gaises ont à supporter des charges de personnel plus importantes que celles de leurs concurrents étrangers, et ceci même en comparant les frais étrangers, britanniques et scandinaves et en les traduisant en francs au cours du jour, après nos dévaluations successives.

Il résulte de cette situation que certaines catégories de navires, notamment les navires de petit tonnage sont impossibles à exploiter sous pavillon français sur le marché international.

*
* *

Ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, l'évolution des salaires n'a pas été la même pour tous les agents. L'écart entre ceux qui gagnaient le plus et ceux qui gagnaient le moins a été en diminuant. Déjà, pendant la guerre les relèvements de soldes avaient profité plus largement aux seconds maîtres qu'aux maîtres, aux matelots et soutiers qu'aux seconds, aux chauffeurs qu'aux premiers chauffeurs et assimilés. Les salaires des mousses qui étaient initialement très bas ont été revalorisés dans des proportions plus grandes encore.

De 1939 à 1936 le synchronisme du mouvement des différents salaires est assez frappant, mais de nouveau les salaires inférieurs vont progresser plus que les autres et réduire la marge entre les différents salaires. Les novices, boys et mousses sont les bénéficiaires les mieux partagés des majorations nouvelles. Actuellement donc, et par rapport au barème du 1^{er} août 1920, les maîtres, premiers chauffeurs et assimilés dont les soldes étaient les plus élevées (450 fr.) ont été le moins augmentés : 114,7 %. Les seconds qui touchaient 435 fr. l'ont été de 118,4 %, les chauffeurs qui touchaient 420 fr., de 119 %, les matelots et soutiers qui touchaient 390 fr., de 119,2 %, les matelots et soutiers qui touchaient 325 fr., de 136,9 %, les novices et boys qui touchaient 200 fr., de 137,5 %, les mousses enfin qui touchaient le moins, 160 fr., l'ont été le plus, 140,7 %.

Ces pourcentages sont significatifs de la tendance à l'égalisation interprofessionnelle des salaires.

D'une façon générale, le mouvement des salaires dans les entreprises de transport maritime peut être caractérisé par les moyennes arithmétiques des index-numbers des salaires des différents agents des navires armés au long-cours, que nous avons fait figurer au tableau ci-dessus.

B. Les salaires dans les chemins de fer

Il est inutile d'insister sur l'importance que présente dans la vie économique française un service qui actuellement occupe plus de 500.000 agents et verse en une seule année près de 10 milliards de salaires.

Les renseignements statistiques sur les traitements des cheminots ne sont pas des plus abondants.

La Société Nationale des Chemins de Fer Français nous a communiqué un indice des variations depuis 1920 du salaire de début d'un homme d'équipe à Paris, ayant pour base 100 au 1^{er} janvier 1920. Or, à cette époque, le relèvement depuis 1914 atteignait pour cette catégorie un taux voisin de 280 %.

Indice du salaire de début d'un homme d'équipe à Paris (1)

A. Base 100 en 1920

B. Indice converti : Base 100 en 1914

1914	26	100	1 ^{er} janvier 1930 ..	200	769
1 ^{er} janvier 1920 ..	100	385	1 ^{er} juin 1930	208	800
1 ^{er} janvier 1924 ..	107	412	20 avril 1934	196	754
1 ^{er} janvier 1925 ..	135	519	1 ^{er} juillet 1935 ..	177	681
1 ^{er} mai 1926	151	581	1 ^{er} janvier 1936 ..	181	696
16 août 1926	160	615	20 juin 1936	208	800
1 ^{er} septemb. 1926	168	646	1 ^{er} avril 1937	233	896
1 ^{er} mars 1928	179	688	1 ^{er} octobre 1937 ..	258	992
1 ^{er} janvier 1929 ..	186	715	1 ^{er} janvier 1938 ..	263	1011
1 ^{er} juillet 1929 ..	192	738	1 ^{er} janvier 1939 ..	282	1085
	A	B		A	B

Par ailleurs nous pouvons calculer approximativement le salaire moyen du cheminot par division du total des dépenses en personnel par l'effectif. Nous obtenons les chiffres — certains un peu approximatifs — suivants :

(1) Voir le *Graphique* N° 5 sur les « Salaires dans les transports » en annexe.

	Personnel	Dépenses totales (en francs)	Dépense par personne (en francs)	Indice 100 1913
1913	356.199	698.636.079	1.962	100
1914	339.471	690.668.376	2.035	104
1915	310.503	668.546.701	2.153	110
1916	322.087	730.104.255	2.267	115
1917	344.560	785.910.583	2.281	116
1918	408.607	1.210.048.900	2.961	151
1919	480.687	2.278.786.146	4.740	241
1920				
1921	469.700			
1922	497.200			
1923	498.400			
1924	504.000			
1925	502.200			
1926	512.200			
1927	504.800			
1928	500.300			
1929	508.800	7.400.000.000	14.545	741
1930	508.900	8.500.000.000	16.702	851
1931	479.000	8.400.000.000	16.285	860
1932	459.700	8.100.000.000	17.620	899
1933	444.000	7.800.000.000	17.570	896
1934	439.600	7.300.000.000	16.610	847
1935	425.900	6.700.000.000	14.795	755
1936	425.800	6.700.000.000	14.800	755
1937	504.000	9.940.000.000	19.722	1005
1938	514.700			

Ces données globales comprennent évidemment la rémunération allouée au personnel supérieur qui a augmenté dans une proportion moindre que le salaire des agents inférieurs comparables aux ouvriers d'industrie. D'une façon générale l'évolution ne présente rien de particulier : hausse coutumière au lendemain de la guerre, qui s'est poursuivie assez régulièrement jusqu'en 1930, date à laquelle s'est effectuée une stabilisation relative jusqu'en 1934. La hausse avait été particulièrement importante au début de 1925 et en mai 1926, atteignant 26 et 20 %, qui forme deux à-coups dans les fluctuations.

A partir de cette date, le mouvement épouse de façon assez

fidèle celui des traitemens publics (1). C'est que les mesures générales prises à l'encontre ou au bénéfice des personnels civils et militaires de l'Etat, des départements, visent aussi les agents des entreprises concessionnaires ou subventionnées assurant un service public. Les traitements des cheminots avaient donc été réduits pendant la crise d'environ 15 %, les diminutions ayant commencé en avril 1934. Tout prélèvement était supprimé pour les petits traitements le 20 juin 1936 et depuis la hausse a été importante. Pour l'homme d'équipe elle ressort à 60 %. C'est que l'on se base maintenant de plus en plus sur les salaires courants dans les industries régionales pour la fixation du salaire du personnel ouvrier des chemins de fer.

§ 2) Les salaires dans les banques

Nous possédons, en ce qui concerne les traitements à la Banque de France, des renseignements assez complets sur leur évolution dans l'après-guerre. Nous les avons résumé dans les tableaux qui suivent (p. 64) pour certaines catégories d'agents.

Nous avons, pour rendre plus faciles les comparaisons entre les différents traitements, calculé leurs chiffres indices de manière à rappeler à l'esprit que la valeur des données réside dans leur usage relatif plus que dans leur emploi absolu. L'indice a été établi sur la base de 100 en 1913 (2).

Il est possible de faire sur ces statistiques des constatations très précises. L'augmentation a été variable selon les catégories d'agents. Ceux qui ont bénéficié des relèvements les plus importants sont les employés modestes qui touchaient les émoluments les plus faibles. C'est ainsi qu'en 1920 la hausse, depuis l'avant-guerre, atteint 212 % pour le commis titulaire et 79 % pour le directeur, le fléchissement relatif de la hausse se poursuivant régulièrement à mesure qu'on monte d'un échelon dans la hiérarchie. Nous retrouverons une analogie de mouvement chez les fonctionnaires.

(1) Il y a lieu de noter que le procédé n'était pas nouveau. Pendant la guerre des améliorations de traitements avaient été attribuées sous forme d'indemnités de cherté de vie par l'Etat dans les mêmes conditions que pour les fonctionnaires, ces indemnités ne s'appliquant qu'au personnel dont le traitement annuel n'excédait pas 3.600 frs par an.

(2) V. le *Graphique* N° 6 sur les « *Traitements à la Banque de France* », en annexe.

Traitements annuels à la Banque de France (succursales)

(y compris les indemnités complémentaires de résidence
et occasionnellement de cherté de vie)

RÉDACTEUR ou COMMIS TITULAIRE					RÉDACTEUR PRINCIPAL ou COMMIS PRINCIPAL			
Minimum		Maximum			Minimum		Maximum	
SN	I	SN	I		SN	I	SN	I
2.000	100	4.000	100	1914	2.500	100	4.000	100
6.220	312	9.375	234	1 ^{er} janv. 1920	7.300	292	10.465	262
6.220	312	9.920	248	1 ^{er} janv. 1923	7.300	292	11.002	275
7.200	360	10.900	273	1 ^{er} juil. 1924	8.285	331	11.900	298
8.300	415	12.000	300	1 ^{er} déc. 1925	9.375	375	13.080	327
9.200	460	13.300	333	1 ^{er} août 1926	10.400	416	14.520	363
10.200	510	15.500	388	1 ^{er} oct. 1927	11.500	460	16.800	420
12.000	600	22.000	550	1 ^{er} juil. 1928	12.000	480	26.000	450
16.000	800	38.000	950	1 ^{er} janv. 1937	25.200	1008	38.000	950

SOUS-CHEF de BUREAU					CHEF de BUREAU			
Minimum		Maximum			Minimum		Maximum	
SN	I	SN	I		SN	I	SN	I
3.500	100	5.000	100	1914	4.500	100	6.800	100
8.830	252	14.280	286	1 ^{er} janv. 1920	9.700	216	19.730	290
8.830	252	15.370	307	1 ^{er} janv. 1923	9.700	216	23.000	338
9.810	280	17.440	349	1 ^{er} juil. 1924	10.900	242	25.070	358
10.900	311	19.620	392	1 ^{er} déc. 1925	12.000	267	27.250	401
12.100	346	21.780	436	1 ^{er} août 1926	13.310	296	30.250	445
14.700	420	25.400	508	1 ^{er} oct. 1927	14.700	327	33.500	493
17.500	500	32.000	640	1 ^{er} juil. 1928	24.000	533	55.000	810
26.000	743	45.000	900	1 ^{er} janv. 1937	36.000	800	60.000	882

DIRECTEURS					PERSONNEL TITULAIRE FÉMININ DES BUREAUX	
Minimum		Maximum			Début	à 20 ans de service
SN	I	SN	I			
8.000	100	12.000	100	1914		
14.280	179	33.900	283	1 ^{er} janv. 1920	5.120	7.050
14.280	179	36.080	301	1 ^{er} janv. 1923		
15.260	191	38.150	318	1 ^{er} juil. 1924	5.560	7.500
16.350	204	41.420	345	1 ^{er} déc. 1925	6.720	8.960
18.150	227	45.980	383	1 ^{er} août 1926		
20.000	250	51.000	425	1 ^{er} oct. 1927	8.720	11.660
35.000	438	120.000	1000	1 ^{er} juil. 1928	10.200	
45.000	563	125.000	1042	1 ^{er} janv. 1937	12.000	21.500

Une stabilisation s'opère au niveau de l'échelle de 1920 jusqu'en juillet 1924, à part une retouche en janvier 1923 qui avait pour but de relever les maxima de chaque catégorie. Le mouvement de hausse reprend par la suite avec régularité jusqu'au 1^{er} juillet 1928, où le barème élaboré à cette date enregistre, depuis octobre 1927, de très sérieuses augmentations, de l'ordre de 18 à 75 %, notamment pour les postes supérieurs qui avaient participé jusque-là proportionnellement peu à la hausse. Alors que le traitement du rédacteur titulaire passe de 10.200 fr. à 12.000 fr., celui du chef de bureau passe de 14.700 à 24.000 et celui du directeur de 20.000 à 35.000, le relèvement ayant atteint respectivement 18, 63 et 75 %.

Depuis lors les échelles de traitement n'ont fait l'objet que d'une révision, au 1^{er} janvier 1937, et, durant la crise, aucun prélèvement n'est venu diminuer en quoi que ce soit les émoluments dans notre institut bancaire. C'est là un des très rares exemples de stabilité. Le dernier relèvement a été d'importance, de 30 à 50 % selon les catégories d'agents, et même 110 % pour les rédacteurs principaux.

Actuellement les traitements minima accusent, par rapport à 1913, des augmentations de 900 à 460 %, les plus fortes bénéficiant au personnel dont le traitement initial était le plus faible en valeur absolue. Par rapport à 1920 elles atteignent de 150 à 275 %, les hauts traitements étant les plus relevés parce qu'ils l'avaient été les moins pendant la guerre.

D'un autre côté — et c'est une seconde tendance que nous noterons — le maximum des traitements s'est accru plus pour le personnel supérieur que pour les postes modestes : l'écart entre le minimum et le maximum pour chaque emploi s'est accentué dans des proportions variables en devenant relativement plus grand pour les agents de direction. En effet, il résulte de la combinaison des deux tendances divergentes que nous avons indiquée : fléchissement de la hausse du traitement minimum et accentuation de la hausse du traitement maximum à mesure que l'on gravit les échelons de la hiérarchie.

Tout compte fait le personnel de la Banque de France apparaît comme quelque peu privilégié. La combinaison des deux mouvements fait que la hausse a été relativement importante pour toutes les catégories d'agents. Ils n'ont pas subi la crise par une amputation de leur salaire : Plus, ils en ont largement profité par la hausse de leur pouvoir d'achat consécutive à la baisse considérable des prix. De plus — mais c'est un point qui

sort du cadre de notre étude et que nous ferons que signaler — le personnel de notre banque d'émission jouit d'avantages divers ; la banque a la généreuse coutume d'allouer, en fin d'année, une gratification d'un mois de traitement ; une allocation mobilière spéciale est versée pour frais d'installation en cas de changement de résidence ; les allocations familiales sont particulièrement élevées, ainsi que la retraite. Voici des avantages réels — et nous en passons.

*
* *

Nous possédons encore, en ce qui concerne les traitements dans un de nos plus importants établissements de crédit, la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie, certains renseignements récents, qui nous montrent bien la hausse considérable enregistrée depuis juin 1936. Et puis, les traitements n'ont été unifiés que récemment par le système des conventions collectives. Antérieurement à ces conventions la rémunération différait entre les agences d'une même banque et même entre les employés d'un même service, suivant le travail qu'on espérait d'eux. Il serait de la sorte difficile de fournir des renseignements assez généraux pour en tirer des conclusions exactes.

Le traitement du personnel titularisé des banques varie avec l'âge. Voici, en ce qui concerne la B.N.C.I. quelques données, qui peuvent d'ailleurs valoir pour l'ensemble des établissements de crédit de cette importance, les barèmes résultant actuellement de conventions.

Traitement annuel minimum à la B. N. C. I.
(Province, Villes de 2^e classe : importance de Dijon)

	HOMMES TITULAIRES						DAMES TITULAIRES					
	SN	I	SN	I	SN	I	SN	I	SN	I	SN	I
1932	10.800	100	7.800	100	6.600	100	8.400	100	6.600	100	5.400	100
1-8-1936	16.275	151	12.600	162	9.100	138	13.435	161	10.440	158	7.830	145
1-7-1937	17.151	159	13.596	174	9.616	146	14.441	172	11.496	174	8.346	155
1-2-1938	18.000	166	14.460	185	10.140	154	15.300	182	12.360	187	8.880	164
Age	36 ans		25 ans		20 ans		35 ans		25 ans		20 ans	

Il résulte de ces chiffres que les traitements courants dans les banques — et encore s'agit-il de nos plus grands établissements — étaient en 1932 d'un niveau peu élevé, et le travail commercial comparativement moins bien rémunéré que le travail industriel.

La hausse, depuis les réformes de 1936 varie entre 54 et 85 % pour les hommes, 64 et 87 % pour les femmes, selon l'âge, les employés de 25 ans ayant bénéficié du maximum, les jeunes ayant eu l'augmentation minimum et les titulaires plus âgés un relèvement intermédiaire. La hausse a, de plus, été plus importante pour les femmes que pour les hommes, la rémunération féminine atteint 85 % de la rémunération masculine au lieu de 78-82 %.

Un véritable nivellement s'est d'ailleurs opéré par une hausse plus considérable du salaire du personnel manuel auxiliaire de gardiennage, par exemple, qui arrive maintenant à gagner autant qu'un bon employé, ce qui est regrettable.

Section III. — SALAIRES AGRICOLES

L'étude des salaires agricoles est d'autant plus intéressante que si la France est devenue un pays industriel de premier ordre, elle est, et a toujours été, un pays d'agriculture développée et prospère. Sa production pourvoit dans une large mesure à ses besoins propres et une part importante de sa population vit du travail de la terre. Le nombre des salariés agricoles est considérable, encore qu'il ne soit établi qu'avec une approximation toute relative dans nos recensements quinquennaux.

L'observation des salaires dans l'agriculture présente des difficultés particulières, non seulement en raison de la variété des modes de rémunération, à l'année, au mois, à la journée, à la tâche, avec ou sans nourriture et logement, avec ou sans boisson, mais en raison de la variété des conditions de travail suivant qu'il s'agit de la moisson ou des travaux d'hiver par exemple. Le travail agricole est un travail assez intermittent, demandant à certaines époques de très gros efforts et de longues journées de travail, à d'autres laissant des loisirs étendus.

L'étude des salaires agricoles n'a été entreprise d'une façon quelque peu systématique qu'assez récemment. En 1916 le ministre de l'Agriculture fit procéder par les directeurs des services agricoles des départements à une enquête, dont l'objet était de déterminer les augmentations de salaires dont avaient bénéficié les ouvriers agricoles depuis 1914.

Une autre catégorie de renseignements, qui ne devait pas être éphémère, comme les rapides estimations précédentes, trouve son origine dans la mise en application de la loi du 15 juillet 1914, qui a étendu aux exploitations forestières les dispositions

de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. Or aux termes de l'article 4 de la loi de 1914 les indemnités dues aux ouvriers forestiers victimes d'accidents doivent être calculées d'après le salaire courant des ouvriers agricoles de la région, toutes les fois que la victime ne reçoit pas de salaires fixes. De là la nécessité de l'estimation de ces salaires. Elle se fait par arrêtés préfectoraux.

La loi du 15 décembre 1922, qui a étendu la loi de 1898 à toutes les exploitations agricoles, a eu ce résultat heureux de perfectionner les précédentes évaluations. Tandis qu'elles ne concernaient que les ouvriers agricoles, elles se rapportent dès lors à des catégories plus abondantes de salariés (1). Il est prescrit dans les articles 8 et 9 la fixation du salaire moyen et du salaire minimum, journalier et annuel, par arrêtés préfectoraux, pris après enquête et consultation d'une commission mixte patronale et ouvrière et avis du directeur des services agricoles. Les tableaux, réunis par les soins de la Statistique Générale de la France sont publiés au « Journal Officiel », résumés dans l'Annuaire.

Les chiffres pris en eux-mêmes n'ont qu'une valeur strictement documentaire. On observe en effet entre eux des différences considérables difficilement explicables, et cela particulièrement en ce qui concerne le salaire annuel où l'on atteint parfois les limites de la fantaisie. Certains préfets jugent amplement suffisant un travail moyen de 100 jours par an, et en conséquence multiplient par 100 le chiffre du salaire journalier. D'autres vont jusqu'à 360. Il en est même qui dépassent ce chif-

(1) Les catégories de salariés étudiées sont nombreuses.

Exploitations agricoles : journalier agricole, horticole, viticole, et journalière, valet de ferme et servante, maître valet, vacher, berger, bouvier, palefrenier, bûcheron, jardinier, régisseur, charretier, ouvrier à capacités professionnelles réduites (vieillard, débile), etc...

Bureaux, Dépôts ou Magasins de vente se rattachant à des *Syndicats ou Exploitations agricoles* : gérant, comptable, employé, ouvrier.

Sociétés Coopératives Agricoles régies par la loi du 5 août 1920 : directeur, directeur-adjoint, chef de service, comptable, rédacteur, employé de bureau, caissier, dactylographe, secrétaire départemental, dépositaire, gérant, mécanicien, manœuvre.

Sociétés à caractère Coopératif dites Fruitières : fromager, ouvrier-manœuvre, gérant, etc...

Caisse Mutuelles de Crédit Agricole : directeur, chef de service, employé de bureau, dactylographe, etc...

Associations Syndicales de Propriétaires formées conformément à la loi du 21 juin 1865 : employés, manœuvres, etc...

fre ! Il n'est ainsi pas permis d'apporter grande confiance aux données individuelles. Les moyennes arithmétiques régionales que nous en avons tirées se ressentent évidemment du peu de crédit qu'il est possible d'accorder aux composantes, mais nous recherchons le mouvement d'ensemble des salaires et nous osons espérer que les préfets ont persévéré régulièrement dans la mesure de leurs erreurs, de façon à ce que les séries moyennes puissent présenter une image assez fidèle des fluctuations.

Nous utiliserons d'ailleurs les données journalières, de préférence aux données annuelles, les causes d'erreurs dans leur établissement étant moins nombreuses.

C'est sous ces réserves importantes que nous indiquons dans le tableau suivant les salaires journaliers des ouvriers agricoles, valets de ferme, charretiers, servantes de ferme et journalières (1) et (2).

SALAIRES JOURNALIERS DES OUVRIERS AGRICOLES

fixés par arrêtés préfectoraux

(y compris tous salaires en nature)

	Journalier agricole		Valet de ferme		Charretier		Journalière		Servante de ferme	
	SN	I	SN	I	SN	I	SN	I	SN	I
	(a)		(b)		(b)		(b)		(b)	
1914	3.43	100								
1915	3.66	107								
1920	10.51	307								
1924	14.80	432	13.39	100	15.73	100	9.90	100	9.28	100
1926	18.48	539	17.05	127	19.59	125	12.68	128	12.07	130
1928	20.60	601	18.91	141	21.56	137	14.20	143	13.58	146
1930	22.50	656	20.85	156	23.73	151	15.41	156	14.74	159
1932	22.35	652	20.75	155	23.10	147	15.38	155	14.72	159
1934	21.02	613	19.35	145	21.71	138	14.50	146	13.94	150
1936	20.66	602	19.92	149	21.34	136	14.74	149	14.35	155

(a) base de l'indice : 100 en 1914.

(b) base de l'indice : 100 en 1924.

(1) V. Annuaire Statistique de la France et pour les salaires en 1936, le J. O. du 12 août 1937, annexe, p. 387 à 476.

(2) V. Graphique N° 7, en annexe.

En 1920, par rapport à l'avant-guerre, les salaires agricoles ont plus que triplé. Il est en effet permis de penser que l'ensemble des travailleurs agricoles ont bénéficié au moins de la même hausse que les journaliers (1).

En dehors de l'augmentation du coût de la vie, la nécessité d'accroître la production, qui devenait déficitaire, a déterminé les exploitations à majorer les salaires des ouvriers de façon à en stimuler l'activité. Cette politique se trouvait de plus nécessitée par ce fait, que les besoins de main-d'œuvre dans les usines de guerre et le maintien dans ces usines du travail et de salaires rémunérateurs durant toute l'année, créait un appel permanent de main-d'œuvre au détriment de l'agriculture. C'est ce qui explique pourquoi les salaires agricoles ont suivi avec un parallélisme si étroit le mouvement des salaires industriels pendant la guerre.

Par la suite le relèvement de rémunération des travailleurs agricoles s'est opéré avec régularité : 40 % de 1920 à 1924, 25 % de 1924 à 1926, 10 % environ de 1926 à 1928 et de 1928 à 1930.

Au total, les salaires ont approximativement doublé en 1930 leur niveau de 1920, et ce doublement pendant ces 10 années, nous l'avons en général retrouvé ou presque dans les diverses catégories d'ouvriers d'industrie.

La crise, qui a été particulièrement grave pour l'agriculture, les prix de ses produits ayant subi une chute catastrophique, a pesé sur le niveau des salaires, mais assez faiblement, de 6 à 10 % selon les catégories, les salaires féminins étant particulièrement résistants.

Les derniers tableaux préfectoraux parus se rapportent à 1936 et ne faisaient pas ressortir de différence profonde avec ceux de 1934. Tout au plus peut-on discerner un mouvement de reprise, mouvement qui a certainement dû s'amplifier par la suite, mais dont il ne nous est pas possible de donner avec certitude la mesure exacte (2).

(1) Lucien MARCH : *Mouvement des salaires et des prix pendant la guerre*. V. p. 250 et s. pour les ouvriers de l'agriculture.

(2) Les tableaux de 1936 ont été établis pour la plupart dans le premier semestre et ne reflètent donc point la politique sociale nouvelle. La Revue d'Economie Politique a publié dans son numéro de mai-juin 1938 des données fragmentaires n'intéressant que quelques régions de grande culture (Nord, Pas-de-Calais, Aisne, Oise, Melun, Pontoise, Brie). Des résultats quoique assez variables, il semblerait résulter que les relèvements accusés seraient encore comparables à ceux des salaires industriels. Ils seraient de l'ordre de 50 à 60 % de mai 1936 à avril 1938.

Ainsi les salaires agricoles, qui présentent d'ailleurs des différences considérables selon les régions — ce dont nous aurons l'occasion de nous occuper dans un prochain chapitre consacré aux variations régionales des salaires, — paraissent avoir subi, tout compte fait, une évolution assez semblable à celle des salaires industriels.

*
* *

Il y a toutefois lieu de noter que le niveau en argent des salaires agricoles reste de beaucoup inférieur à celui constaté dans l'industrie, en province.

	Avant-guerre		1926		1930		1934	
	SN	%	SN	%	SN	%	SN	%
Journalier								
Agricole.	3.43		18.48		22.50		21.02	
Petite industrie :								
Ouvrier ...	4.61	74 %	26.93	68 %	33.66	67 %	31.60	67 %
Manœuvre	3.30	104 %	20.55	90 %	26.50	85 %	23.92	88 %
Mineur ...	5.40	64 %	28.40	65 %	36.99	61 %	32.61	64 %

L'ouvrier agricole gagne moins de 70 % du salaire de l'ouvrier d'industrie. Sa rémunération, qui était avant guère très légèrement supérieure à celle du manœuvre lui est maintenant inférieure de plus de 10 %.

La caractéristique des salaires agricoles, qui est de rester effectivement et de façon très nette en arrière des salaires industriels, tient d'abord à la contexture différente des milieux.

L'industrie concentrée et intégrée occupe une place prédominante, et les salaires payés chez elle sont plus élevés que dans la petite industrie, qui revêt encore plus ou moins l'aspect familial des ateliers de jadis. La grande culture utilisant un machinisme développé servi par un personnel abondant et spécialisé n'a pas pris en France, comme d'ailleurs dans tous les pays de vieille civilisation, un développement appréciable. Notre pays est un pays de petite et de moyenne propriété, et de ce fait l'organisation de la production ne peut bénéficier des larges progrès de la technique moderne, l'emploi généralisé de la moto-culture étant impossible dans le cadre aussi restreint de nos exploitations paysannes. Les 5/6 des personnes employées dans l'agriculture française le sont par des établissements occu-

pant moins de 6 salariés. C'est assez dire que l'ouvrier agricole se trouve seul en face du patron. Celui-ci, tout imprégné du rude esprit paysan, qui connaît le travail, puisque souvent il est aux côtés de ses ouvriers occupé à une tâche commune, est d'ailleurs loin de se laisser impressionner dans la discussion du contrat de travail.

D'un autre côté, les ouvriers agricoles, moins portés aux idées nouvelles s'affilient peu aux syndicats. Aussi la concurrence entre eux est plus âpre, et ils ne peuvent agir avec l'unité nécessaire.

Or il y a lieu de se demander si cette disparité de rémunération entre le travail agricole et le travail rural n'est pas précisément une cause de l'exode rural.

La facilité apparente de la vie urbaine, les attractions et les plaisirs citadins, la liberté plus grande, ce sont là des motifs ne concernant pas immédiatement le bien-être matériel, qui expliquent dans une certaine mesure pourquoi les campagnards quittent leurs villages. Mais en dehors de ces considérations, il est incontestable que l'attrait des gain̄s élevés de la ville est un facteur important de l'exode rural. A cet égard la politique du Front Populaire en matière de salaires a porté un coup terrible à notre agriculture. En admettant même que les salaires agricoles aient augmenté dans la même proportion que les salaires industriels — ce qui n'est pas certain, — l'écart en valeur absolue ne fait que croître, et la perspective de ces salaires attire incontestablement les ruraux. Les chemins de fer ont ainsi embauché une forte proportion de paysans qui ont déserté leurs champs. L'avantage de la ville est au surplus d'autant mieux apprécié que le travail n'est pas absorbant si on le compare avec le rude labeur de la ferme.

Quoiqu'il en soit il ne faut pas exagérer les conditions économiques défavorables des ouvriers des villages comparées à celles des ouvriers des centres industriels et commerciaux. Les premiers en effet jouissent de certains avantages. Les ouvriers agricoles nourris et logés n'ont pas les soucis de la vie. Ils touchent de l'argent qu'ils peuvent employer à autre chose qu'à leur propre subsistance, et ainsi le coût de la vie proprement dit les intéresse moins directement. Les journaliers et travailleurs mariés, qui vivent chez eux ont la ressource du lopin de terre et de la volaille qui aide beaucoup à la nourriture quotidienne.

Sous ces réserves, il n'en est pas moins vrai que si le salaire de l'ouvrier agricole a augmenté depuis la guerre d'une façon

assez semblable au salaire industriel, il reste que la différence relative entre les deux demeure grande et que la différence absolue ne fait que s'amplifier.

C'est là un problème délicat qui s'intègre à celui du dépeuplement des campagnes, délicat parce que les salaires agricoles peuvent être difficilement élevés, urgent parce que de jour en jour la terre se meurt faute de bras.

Section IV. — SALAIRES PUBLICS

Services publics industriels.

Services publics administratifs.

Sans vouloir systématiquement réduire le domaine et les procédés d'intervention de la puissance publique ni un légitime contrôle sur l'économie, il est bien permis de penser toutefois qu'à étendre sans mesure les tâches de l'Etat, pour donner le plus souvent satisfaction à des appétits désordonnés d'électeurs, on court le risque d'écraser l'individu dont on comprime les initiatives et dont on réduit les libertés, et par là même d'arrêter tout progrès. Or force est bien de constater l'emprise grandissante de notre état démocratique dans les domaines les plus divers de l'activité humaine. L'extension donnée à la notion de service public, à celle de solidarité l'a conduit à développer ses services anciens et à en créer de nouveaux. Certains s'en félicitent. Nous le déplorons.

L'Etat a donc recours à une multitude d'agents, qu'il prend à son service et rémunère dans des conditions déterminées, à peu près comme le ferait le patron d'une grosse entreprise. Le fonctionnaire a une situation qui fait de lui un salarié. Il est intéressant de voir comment a évolué son traitement au regard d'un salarié privé. La tâche est cependant difficile, car il existe bien des catégories de fonctionnaires, et il semble nécessairement délicat de dégager un mouvement d'ensemble.

Nous distinguerons donc entre les services publics industriels et les services publics administratifs.

Les premiers sont les plus contestables et les plus contestés des services d'Etat. Ce sont des services où l'Etat s'érige entrepreneur. Il fabrique et vend du tabac et des allumettes, de la poudre, des alcools, etc.

En général rien ne le désigne plus qu'un simple particulier à l'exercice de ces fonctions. C'est le bon plaisir des lois.

Nous étudierons à cet égard les salaires des ouvriers des manufactures de tabacs, et cette étude est particulièrement utile pour la comparaison des salaires publics et des salaires privés.

Les services publics administratifs au contraire correspondent à la mission de l'Etat : armée, police, justice, finances, éducation, hôpitaux, etc. Ils occupent un personnel de fonctionnaires proprement dits extrêmement varié, dont les traitements présentent des différences considérables. C'est l'évolution générale des échelles des traitements publics que nous essaierons de dégager dans un second paragraphe.

§ 1. Les salaires dans les services publics industriels

Voici, d'après la Direction Générale du Service d'Exploitation industrielle des Tabacs et Allumettes (S.E.I.T.A.) les salaires journaliers moyens payés aux ouvriers employés dans cette industrie qui fait l'objet de la part de l'Etat d'un monopole de droit.

SALAIRES JOURNALIERS MOYENS DES OUVRIERS DES MANUFACTURES DE TABACS (hommes)

SN : valeur du salaire en francs.

I : indice du salaire journalier : base 100 en 1911.

	SN	I		SN	I		SN	I
1911	6.75	100	1925	26.43	392	1933	45.24	670
1918	8.79	130	1926	30.13	446	1934	47.86	609
1919	18.79	278	1927	32.15	476	1935	46.50	689
1920	22.81	338	1928	32.50	482	1936	51.58	764
1921	25.13	372	1929	36.44	540	1937	53.79	797
1922	25.20	373	1930	42.43	629			
1923	25.10	372	1931	46.28	686			
1924	25.30	375	1932	44.86	665			

Jusqu'en 1931 les fluctuations du salaire des ouvriers des Tabacs sont constamment dirigées vers la hausse, et le rythme en est varié. Les hostilités aussitôt terminées, la courbe monte en flèche et l'augmentation du salaire en 1921 par rapport à 1911 se chiffre à 272 %, à 25 fr. 13 contre 6 fr. 75 malgré la réduction de 9 heures à 8 heures de la journée de travail. Une certaine stabilisation s'opère à ce niveau jusqu'à la fin de l'année 1924, et de nouveau reprend le mouvement de hausse, 27 % de 1924 à 1927,

l'année 1926 ayant été particulièrement marquée. Stabilisation en 1928 et hausse régulière supérieure à 42 % de 1928 à 1931.

En 1932, il y a lieu de noter un fléchissement de 3 %, mais en 1933 et 1934 des augmentations sont consenties qui portent le salaire à 47 fr. 86, alors qu'il atteignait en 1931 46 fr. 28. 1935 est marqué par une baisse inférieure à 3 % et de nouveau reprend la marche à la hausse. Elle ressort à 15,7 % de 1935 à 1937 et s'accompagne de la réduction de la durée du travail, la semaine de 40 heures ayant été appliquée dans la manufactures de tabacs dès septembre 1936.

En 1937 le relèvement des salaires dans cette industrie s'élève à près de 700 % par rapport à 1911 et un peu plus de 100 % par rapport à 1921.

Le mouvement semble avoir pris moins d'amplitude que dans les entreprises privées précédemment étudiées. La hausse relative a été moins forte par rapport à 1911, année que nous avons généralement prise comme point de départ de nos comparaisons, précisément parce que les ouvriers des tabacs jouissaient de salaires extrêmement élevés avant la guerre : 6 fr. 75 en 1911, cela représente tout simplement 46,4 % de plus que le salaire moyen des ouvriers de la petite industrie, et 13 % de plus que la rémunération de l'ouvrier du fond des charbonnages, dont le travail est autrement pénible et dangereux (1).

L'examen des chiffres fait très clairement ressortir le niveau très élevé des salaires dans une industrie monopolisée d'état, qui peut vendre à un prix bien supérieur à celui qui résulterait du jeu de la concurrence entre entreprises privées, qui peut agir dans l'insouciance de son coût de production. Les salaires ci-dessus sont ceux d'une entreprise électorale.

(1) Nous indiquons ci-dessous le pourcentage de plus-value du salaire de l'ouvrier des manufactures de tabacs relativement à ceux des mineurs et des ouvriers de la petite industrie à différentes époques.

TABACS			HOUILLÈRES			HOUILLÈRES			PETITE INDUSTRIE		
			Fond			Jour			Province		
	SN	I	SN	I	%	SN	I	%	SN	I	%
1911 (a)	6,75	100	5,96	100	13	4,02	100	68	4,61	100	46
1921	25,13	372	21,16	355	19	16,28	405	54	18,92	401	33
1926	30,13	446	30,66	514	2	22,50	560	34	26,93	584	12
1931	46,28	686	38,71	649	20	29,01	722	59	33,60	729	38
1935	46,50	689	35,47	595	31	26,81	667	66	30,72	666	51
1937	53,79	797	54,15	909	0,7	42,08	1047	27	37,33	810	44

§ 2. Les salaires et traitements dans les services publics administratifs

Aux termes d'un article 152 de la loi de finances du 8 avril 1910 il est prescrit à la Statistique Générale de la France de publier tous les 5 ans un tableau présentant pour les fonctionnaires, agents, sous-agents, employés et ouvriers de l'Etat, ainsi que pour le personnel officier et assimilé des armées de terre et de mer, les échelles ou les taux des traitements, remises et indemnités.

Ce genre de publication a été effectué en 1911, 1921, 1931 et 1936 (1). La guerre l'avait empêché en 1916, et, en 1926, la situation toute provisoire des traitements et les travaux de révision en cours avaient amené le ministre du Travail à en différer l'exécution.

Ces tableaux, que l'on s'est efforcé de présenter dans des cadres uniformes pour faciliter les comparaisons, sont excessivement détaillés, trop peut-être pour permettre de se faire une vue d'ensemble du mouvement des salaires publics.

De plus, ils sont loin d'échapper à la critique, et M. Michel Huber, lui-même, directeur de la S.G.F. en reconnaît toute l'insuffisance dans ses rapports qui les précèdent. C'est qu'ils sont établis à l'aide des seuls renseignements transmis par les différents départements ministériels au Ministre du Travail, la S.G.F. ne faisant que centraliser et coordonner. Il conviendrait, comme l'a réclamé le Conseil Supérieur de Statistique de procéder à une enquête directe à l'aide de bulletins individuels. Faute de cette méthode, il est impossible, avec les données actuelles, de suivre les variations d'effectifs ni de chiffrer la progression des dépenses publiques de personnel en distinguant la part qui peut provenir de l'augmentation des traitements. Et les tableaux annexés aux projets de budgets ne peuvent guère y suppléer !

(1) Traitements en 1911 et antérieurement : *J. O.* (Annexes administratives), 30 septembre et 11 octobre 1911.

Période 1911-1921 : *J. O.* (Annexes), 2 décembre 1921.

Période 1921-1931 : *J. O.* (Annexe), 24 novembre 1931, p. 1234 et s.

Période 1931-1936 : *J. O.* (Annexe), 20 novembre 1936, p. 1247 à 1347.

Pour la période postérieure à 1936, des indemnités spéciales temporaires ont été allouées à trois reprises différentes aux fonctionnaires de l'Etat, V. Instruction du 10 avril 1937 au *J. O.* du 11 avril 1937, p. 4141 ; les décrets du 11 décembre 1937 au *J. O.* du 12 décembre 1937, p. 13.352 ; le décret du 14 janvier 1939 au *J. O.* du 15 janvier 1939, p. 811.

En effet « le dépouillement des documents publiés à l'occasion du budget, écrit M. Michel Huber, ne permettant guère d'établir avec une certitude suffisante la statistique détaillée de l'effectif des fonctionnaires et des sommes perçues par eux ». Il ne faut donc pas songer à suivre les fluctuations de la moyenne du traitement public, comme nous avons suivi celles du salaire moyen dans les mines de houille par exemple.

Heureusement la Statistique Générale de la France cherche à rendre intelligible la centaine de pages de chiffres, dont la lecture fastidieuse au *Journal Officiel* n'éveille rien de bien précis, en synthétisant au mieux le mouvement des traitements moyens à l'aide d'indices. La tâche n'est pas facile. Il n'est pas sûr que les résultats soient d'une certitude absolue. Il est cependant heureux qu'elle ait été entreprise.

Les indices publiés en 1931 se rapportant à 1911 et ceux publiés en 1936 se rapportant à octobre 1930, les catégories de traitements moyens n'étant d'ailleurs pas absolument identiques, nous avons été amené à effectuer la combinaison des deux séries en ramenant chacun des traitements envisagés à 100 en 1911. (Voir les tableaux aux pages 78 et 79).

Sans attacher à ces chiffres, qui représentent des taux moyens d'augmentation résultant de traitements parfois fort différents, une signification trop absolue, il ressort de leur lecture que les relèvements ont été beaucoup plus importants, proportionnellement à la valeur du traitement, dans les catégories d'agents les moins rémunérés que dans les catégories à rémunération élevée. Ils ont été plus considérables en province qu'à Paris.

1°) De 1911 à 1921

La hausse des prix, pendant et après la guerre, a provoqué des ajustements des traitements, soit directement, par l'accroissement de leur échelle, soit indirectement par l'allocation d'indemnités diverses.

Le relèvement des traitements proprement dits, de 1911 à 1921 varie en raison inverse de leur importance, de 10 % seulement pour ceux supérieurs à 25.000 francs à 200 % environ pour ceux qui ne dépassaient pas 3.000 francs. Pour les catégories intermédiaires, l'augmentation semble voisine de 50 % pour les traitements de 12.000 à 25.000 frs, 90 % pour ceux de 6.000 à 12.000 et 120 % pour ceux compris entre 3.000 et 6.000 francs. Ce relèvement était en grande partie l'œuvre de la loi du 6 octobre 1919, dont l'application remontait au 1^{er} juillet précédent.

Mouvement des traitements publics

(indemnités de résidence et de vie chère comprises)

SN : Valeur absolue du traitement annuel en francs.

I : Indice du traitement : base 100 en 1911.

PARIS

1911		1921		octobre 1930		17 juillet 1935		20 juin 1936		mai 1939	
SN	I	SN	I	SN	I	SN	I	SN	I	SN	I
1.550	100	5.770	372	11.340	732	9.807	633	11.340	732	15.700	1013
2.000	100	7.440	372	14.640	732	12.360	618	14.640	732	18.700	935
2.375	100	8.840	372	17.400	732	15.000	631	17.100	719	21.500	905
3.250	100	8.225	253	22.000	677	19.200	591	21.200	652	26.200	806
4.700	100	12.100	253	32.400	677	27.615	577	30.600	639	35.500	755
8.060	100	16.300	202	52.000	645	44.020	546	47.000	583	56.600	702
12.850	100	19.800	154	78.000	607	64.500	502	66.050	514	82.850	645
16.800	100	25.875	154	102.000	607	84.020	500	84.020	500	109.100	649
34.500	100	39.330	114	153.000	444	123.160	357	126.300	366	161.600	468

VILLES DE 70.000 A 100.000 HABITANTS

1911	1921	1930	17 juillet 1935	20 juin 1936	mai 1939
1.300 100	4.900 374	10.170 778	9.100 695	9.985 764	13.835 1064
1.710 100	6.400 374	13.320 778	11.160 652	13.200 771	16.835 985
2.080 100	7.800 374	16.200 778	13.800 663	15.770 757	19.650 945
2.700 100	10.100 374	21.000 778	18.000 667	20.000 741	24.350 902
4.440 100	10.250 231	31.200 703	26.400 595	29.380 662	33.500 755
8.000 100	15.920 199	51.000 650	43.840 548	46.880 586	54.750 689
11.770 100	23.425 199	76.500 650	62.650 534	64.500 548	80.000 687
17.475 100	27.800 159	101.000 578	81.250 465	81.250 465	107.235 614
SN I	SN I	SN I	SN I	SN I	SN I

COMMUNES DE MOINS DE 5.000 HABITANTS

1911	1921	1930	17 juillet 1935	20 juin 1936	mai 1939
1.250 100	4.300 344	9.000 722	8.100 650	9.000 722	12.600 1008
1.660 100	5.720 344	12.000 722	10.320 621	12.000 722	15.600 940
2.080 100	7.150 344	15.000 622	12.900 621	14.700 708	18.408 885
2.770 100	9.530 344	20.000 722	17.200 621	19.200 693	23.108 834
4.425 100	9.650 218	30.000 678	25.500 576	28.200 637	32.760 740
7.850 100	15.050 192	50.000 638	42.000 536	45.000 574	53.500 682
SN I	SN I	SN I	SN I	SN I	SN I

Cependant, dès avant cette loi, l'Etat avait accordé à ses agents les plus touchés par la hausse croissante du coût de la vie des indemnités dont la dénomination était variée : indemnités de cherté de vie, suppléments temporaires de traitement, avec majorations pour charges de famille, indemnité exceptionnelle du temps de guerre. En bénéficiaient les fonctionnaires dont les émoluments étaient relativement peu élevés. Ces indemnités étaient nécessaires, car une révision générale de la base des traitements est une œuvre délicate et lente qui doit se faire dans un climat de stabilisation. La loi de 1919, en opérant cette révision supprimait ces à-côtés divers.

Par contre elle faisait une innovation heureuse, qui s'est depuis lors conservée : l'indemnité de résidence. En adjoignant au traitement de base un supplément variable avec l'importance de la ville où est appelé le fonctionnaire par son service, elle gradue dans une certaine mesure la rémunération d'une même tâche dans des lieux différents en fonction des prix, ceux-ci étant en général plus élevés dans les grandes villes que dans les villes de faible importance.

L'indemnité de résidence, telle qu'elle est conçue, invariable selon l'importance du traitement, constitue encore une majoration inversement proportionnelle à la rétribution des agents de l'Etat. Il est clair qu'une indemnité de 1.600 francs à Paris pour quelqu'un qui touche normalement 5.300 francs constitue pour lui une augmentation de 30 % de son salaire, tandis que la même indemnité n'accroît que de 10 % un traitement de 16.000 francs.

De plus les agents les moins rémunérés avaient bénéficié postérieurement à la loi de 1919 d'une indemnité exceptionnelle de cherté de vie.

Il s'en suit de tout cela, que si l'on tient compte de ces suppléments, et l'on doit en tenir compte, les taux d'accroissement sont notablement plus élevés, surtout pour les traitements inférieurs, que ceux que nous venons d'indiquer et qui concernent les traitements bruts. Ainsi l'augmentation véritable atteint en 1921 270 % pour les émoluments inférieurs à 3.000 francs, 140 % pour ceux compris entre 3.000 et 6.000 francs, 100 % pour ceux compris entre 6.000 et 12.000 francs, 56 % pour ceux compris entre 12.000 et 25.000 francs, et enfin 14 % seulement pour ceux supérieurs à 25.000 francs.

2°) *De 1921 à 1933*

La progression des salaires publics a continué jusqu'en 1931 (1).

Au contraire de la précédente période, l'évolution s'est faite en faveur des traitements les plus forts. En 1921 en effet les majorations dont ils avaient bénéficié étaient insignifiantes au regard de la hausse du coût de la vie. Il en résultait une très nette disproportion dans la rémunération des fonctionnaires de l'Etat suivant les capacités, le personnel dirigeant des grandes administrations touchant des émoluments ridiculement bas.

Or à la même époque, et dans toute la période de fièvre productrice de l'après-guerre, les chefs d'industrie, les commerçants, les professions libérales, voyaient croître leurs revenus dans des proportions largement supérieures. Les avantages assurément appréciables de stabilité et d'assurance pour l'avenir qu'offre le fonctionnarisme ne pouvaient compenser les immenses espoirs de gains que présentaient alors à l'élite les entreprises privées, en dépit de risques accrus. L'Etat sous peine de rendre impossible le recrutement de dirigeants compétents pour ses services administratifs, devait considérablement en augmenter la rémunération.

C'est ainsi, et pour ces raisons, que devait s'opérer la réadaptation des traitements les plus élevés en valeur absolue et les plus faibles relativement, en tenant compte de la hausse du coût de la vie, de façon à rétablir dans une certaine mesure les différences d'avant-guerre entre les catégories d'agents. De 1921 à 1931, les traitements supérieurs à 20.000 francs sont augmentés d'environ 300 %, ceux de 16.000 de 220 %, ceux de 8.000 à 12.000 approximativement de 160 à 180 % selon les localités, enfin ceux inférieurs à 8.000 francs de 100 % à peine. Ce sont là, bien évidemment, des données moyennes, qui revêtent une importante signification.

Malgré ces relèvements importants, le taux de majoration des

(1) En dehors d'une indemnité de cherté de vie qui bénéficia aux seuls petits fonctionnaires, les traitements ont fait l'objet de relèvements généraux au 1^{er} janvier 1925, le traitement minimum étant porté à 5.600 francs, au 1^{er} août 1926, ce minimum étant relevé à 6.800, au 1^{er} janvier 1928 (minimum : 8.000 frs), au 1^{er} janvier 1929, 1^{er} juillet 1929, 1^{er} avril 1930 et 1^{er} octobre 1930.

Ainsi, à partir de 1925, les traitements ont été fréquemment révisés.

traitements des fonctionnaires supérieurs, en 1931, par rapport à 1911, reste inférieur — et souvent de façon assez considérable — à celui des catégories inférieures de fonctionnaires.

Le taux des indemnités de résidence avait été majoré (1).

3°) De 1933 à 1936

Les barèmes élaborées le 1^{er} octobre 1930 sont restés en vigueur jusqu'en mars 1933, et cela, en dépit de la crise qui sévissait àprement en France depuis le début de 1932. C'est qu'en régime parlementaire les dépenses nouvelles sont choses faciles, et les économies d'une réalisation laborieuse. Or l'imposante masse des fonctionnaires constitue généralement une clientèle électorale qu'il est dangereux de mécontenter. Il faut d'ailleurs remarquer en toute justice que les agents de l'Etat n'avaient pas bénéficié de relèvements exagérés, si on les compare avec les diverses catégories de salariés.

Cependant les finances publiques devenaient mauvaises. Il était urgent de les restaurer. La loi du 28 février 1933 constitua la première tentative de redressement budgétaire, la première d'une longue série, chacune ayant échoué, étant intrinsèquement inapte ou n'ayant pas été poursuivie avec la persévérance nécessaire.

Cette loi de 1933 instituait donc un prélèvement sur les traitements, variable avec leur importance. Les petits fonctionnaires, les plus nombreux — et électoralement les plus intéressants — étaient très faiblement touchés. La main était plus lourde pour les gros. L'économie n'était pas grande. Elle était plutôt symbolique, car il était nécessaire de paraître toucher le personnel de l'Etat, que les contribuables avaient tendance à consi-

(1) Taux de l'indemnité de résidence :

	1 ^{er} Juill. 1919	1 ^{er} Janv. 1924	1 ^{er} Janv. 1925	1 ^{er} Août 1926
Paris	1.200	1.600	2.000	2.240
Seine	1.050	1.400	1.750	1.960
Villes de + 150.000 habitants	900	1.200	1.500	1.680
100.001 à 150.000	750	1.000	1.250	1.400
70.001 à 100.000	600	800	1.000	1.120
40.001 à 70.000	500	665	830	930
20.001 à 40.000	400	532	665	744
10.001 à 20.000	300	400	500	560
5.001 à 10.000	200	266	332	372

dérer comme des privilégiés, d'autant qu'ils bénéficiaient largement de la baisse des prix.

Des lois de renflouement financier se sont succédées, aggravant les précédentes mesures. Les prélèvements les plus importants étaient l'œuvre du décret-loi du 16 juillet 1935, le Parlement incapable abandonnant ses responsabilités au gouvernement de M. Laval, qui devait tenter une courageuse expérience de déflation.

Les traitements supérieurs à 10.000 frs étaient réduits de 10 %, ceux compris entre 8.000 et 10.000 frs de 5 % et ceux inférieurs à ce dernier chiffre de 3 %. Les indemnités de résidence avaient par ailleurs été réduites. Ces réductions venaient s'ajouter à celles du décret-loi du 4 avril 1934, du gouvernement présidé par M. Doumergue, dont le taux variait entre 5 et 10 %. Le décret fut assoupli en faveur des petits fonctionnaires par la loi du 31 décembre 1935. Il s'agissait de prélèvements exceptionnels et temporaires, les échelles de traitement ne subissant théoriquement aucune modification.

Ainsi les embarras du Trésor devaient conduire en fin de compte à des abaissements substantiels des traitements, allant de 10 à près de 20 % (1). C'est là un fait que semble ignorer le

(1) *La Loi du 28 février 1933* tendant au rétablissement budgétaire opéra sur les traitements publics les prélèvements suivants, à compter du 1^{er} mars :

traitements de 12.001 frs à 20.000 frs.....	2 %
20.001 frs à 35.000 frs.....	3 %
35.001 frs à 50.000 frs.....	4 %
50.001 frs à 65.000 frs.....	5 %
65.001 frs à 80.000 frs.....	6 %
80.001 frs à 100.000 frs.....	7 %
supérieurs à 100.001 frs.....	8 %

Les indemnités n'étaient pas comptés dans le traitement, et par suite n'étaient pas réduites.

Il était déduit 3.000 frs pour la femme non fonctionnaire et chaque enfant.

La loi du 23 décembre 1933 tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire aggrava, à partir du 1^{er} janvier 1934, le prélèvement précédent, en remplaçant cette échelle par la suivante, en comprenant avec le traitement les indemnités.

traitements de 12.001 frs à 15.000 frs.....	2 %
15.001 frs à 20.000 frs.....	3 %
20.001 frs à 25.000 frs.....	4 %
25.001 frs à 30.000 frs.....	5 %
30.001 frs à 50.000 frs.....	6 %
50.001 frs à 100.000 frs.....	7 %
supérieurs à 100.001 frs.....	8 %

L'abattement à la base de 3.000 frs n'était conservé qu'à partir du 3^e enfant.

Le décret-loi du 4 avril 1934, abrogeant la loi du 23 décembre 1933,

grand public, qui ne se doute pas que la crise a été aussi, sinon plus ressentie par les fonctionnaires que par les autres salariés. Ils avaient cependant la sûreté du lendemain, et cette assurance a son prix.

4°) Depuis 1936

Le coût de la vie haussant avec rapidité à la suite de la politique nouvelle voulue par la majorité du pays légal entraînait avec lui le relèvement des traitements. Le gouvernement débordé devait s'incliner devant les récriminations des syndicats extrémistes de fonctionnaires et faire un geste. Le 20 juin 1936 il supprimait le prélèvement sur les traitements inférieurs à 12.000 frs et le réduisait pour les traitements supérieurs à ce chiffre, dans une large mesure pour les moyens, très peu pour les gros. Le décret n'améliorait pas de façon considérable la situation du personnel de l'Etat. Il était moins libéral que l'accord Matignon, et l'on était pourtant à une époque où l'on se moquait des déficits budgétaires (1).

frappa tous les fonctionnaires rétroactivement au 1^{er} avril de la manière suivante :

traitements inférieurs à 20.000 frs.....	5 %
de 20.001 frs à 30.000 frs.....	6 %
30.001 frs à 50.000 frs.....	7 %
50.001 frs à 80.000 frs.....	8 %
80.001 frs à 100.000 frs.....	9 %
supérieurs à 100.000 frs.....	10 %

Le décret-loi du 16 juillet 1935 institue un prélèvement général de 10 % sur les dépenses publiques à compter du 17 juillet. Le prélèvement de 10 % vient donc se superposer à ceux du décret de 1934. Cependant pour les agents dont les émoluments totaux étaient inférieurs à 8.000 frs le prélèvement nouveau était de 3 % seulement, et pour ceux dont le traitement était compris entre 8.001 frs et 10.000 frs il était de 5 %.

C'était la mesure de déflation la plus grave.

La Loi du 31 décembre 1935 rapporta en partie les mesures qui touchaient les petits fonctionnaires. Rien n'était changé au-dessus de 12.000 frs. Mais au-dessous de ce chiffre le prélèvement était le suivant :

traitements inférieurs à 8.000 frs : pas de prélèvement.	
de 8.001 frs à 9.000 frs.....	2 %
9.001 frs à 10.000 frs.....	4 %
10.001 frs à 11.000 frs.....	6 %
11.001 frs à 12.000 frs.....	8 %

(1) Le décret du 25 juin 1936, pris en application du 20 juin 1936 introduit à cette date une échelle nouvelle, abrogeant les décrets du 4 mars 1934, 16 juillet 1935, et la loi du 31 décembre 1935 :

traitements inférieurs à 12.000 frs : pas de prélèvement.	
de 12.001 frs à 15.000 frs.....	2 %
15.001 frs à 20.000 frs.....	4 %

Les fonctionnaires ne devaient pas s'en contenter et la pression qu'ils pouvaient exercer était efficace. Une loi du 26 mars 1937 avance au 1^{er} avril les délais impartis par la loi de finances du 31 décembre 1936 pour la suppression ou la réduction du prélèvement. Les traitements inférieurs à 30.000 nets ne subissent plus la réduction et bénéficient d'une indemnité spéciale temporaire, mensuelle, les deux mesures se complétant de sorte que l'augmentation soit de l'ordre de 100 frs par mois. Le prélèvement est diminué pour les traitements supérieurs et il devait disparaître totalement au 31 décembre 1937 (1).

Depuis les traitements publics ont du être revalorisés à deux reprises encore, malgré les difficultés budgétaires et les énormes besoins du Trésor pour financer les dépenses nécessaires et urgentes de notre réarmement.

Un décret du 11 décembre 1937 modifie le taux de l'allocation mensuelle qui prend une base annuelle, variable et décroissante

20.001 frs à 30.000 frs.....	6 %
30.001 frs à 40.000 frs.....	8 %
40.001 frs à 50.000 frs.....	10 %
50.001 frs à 60.000 frs.....	12 %
60.001 frs à 70.000 frs.....	14 %
70.001 frs à 80.000 frs.....	16 %
supérieurs à 80.001 frs.....	18 %

(1) Le décret du 10 avril 1937 pris en application de la loi du 26 mars 1937 relative à l'amélioration de la situation des personnels de l'Etat supprime tout prélèvement sur les traitements nets inférieurs à 30.000 frs. Il est réduit des 2/3 pour les traitements compris entre 30.000 frs et 60.000 frs, à partir du 1^{er} avril 1937. La réduction du prélèvement des traitements supérieurs à 60.000 frs est prévue à dater du 1^{er} juillet.

On a ainsi l'échelle suivante :

	1 ^{er} avril 1936	1 ^{er} juillet 1936
moins de 30.000 frs.		
30.001 frs à 40.000 frs	2, 2/3 %	
40.001 frs à 50.000 frs	3, 1/2 %	
50.001 frs à 60.000 frs	4 %	
60.001 frs à 70.000 frs	9, 1/3 %	4, 2/3 %
70.001 frs à 80.000 frs	10, 2/3 %	5, 1/3 %
au-dessus de 80.000 frs	12 %	9 %

La suppression de tout prélèvement était prévue pour le 1^{er} janvier 1938.

De plus les traitements compris entre un brut de 9.000 frs et un net de 30.000 frs bénéficiaient d'une allocation spéciale temporaire mensuelle dont le taux était déterminé pour chaque agent en déduisant d'une somme fixe de 100 frs le montant du prélèvement qu'il aurait subi sur la base en vigueur avant le 1^{er} avril.

pour les traitements de 9.000 à 30.000 frs, uniforme à 1.000 frs pour ceux supérieurs à ce chiffre (1):

M. Paul Reynaud devait lui aussi augmenter les fonctionnaires par décret-loi du 14 janvier 1939, en majorant l'indemnité précédente de 5 % du traitement brut, sans que cette majoration puisse être inférieurs à 1.200 frs (1).

Par ailleurs l'indemnité de résidence a fait l'objet de trois changements au cours de cette courte période. D'abord au 1^{er} avril 1937 en faveur des fonctionnaires dont le traitement n'excédait pas 30.000 frs nets, ensuite par les décrets du 12 décembre 1937 et 14 janvier 1939, la mesure ayant été générale (2).

(1) *Le décret du 12 décembre 1937* remplace la précédente allocation mensuelle par une allocation annuelle majorée et de portée étendue, valable rétroactivement au 1^{er} octobre 1937.

Le décret du 14 janvier 1939 majore encore la précédente indemnité de 5 % du traitement brut, sans que la majoration puisse être inférieure à 1.200 frs, à dater du 1^{er} janvier 1939.

	Décret du 11 Déc. 1937 en vigueur à partir du 1 ^{er} Octobre 1937	Décret du 14 Janv. 1939 en vigueur à partir du 1 ^{er} Janvier 1939
Traitement brut inférieur à 9.000 frs	2.100	+ 1.200 = 3.300
brut de 9.001 frs à 12.000 frs....	2.400	3.600
net de 12.011 frs à 13.000 frs....	2.232	3.432
13.001 frs à 14.000 frs....	2.220	3.420
14.001 frs à 15.000 frs....	2.208	3.402
15.001 frs à 16.000 frs....	1.992	3.192
16.001 frs à 17.000 frs....	1.968	3.168
17.001 frs à 18.000 frs....	1.932	3.132
18.001 frs à 19.000 frs....	1.908	3.108
19.001 frs à 20.000 frs....	1.884	3.084
20.001 frs à 21.000 frs....	1.584	2.784
21.001 frs à 22.000 frs....	1.536	2.736
22.001 frs à 22.560 frs....	1.500	2.700
22.561 frs à 23.000 frs....	1.500	+ 5 % du
23.001 frs à 24.000 frs....	1.464	traitement brut
24.001 frs à 25.000 frs....	1.416	
25.001 frs à 26.000 frs....	1.380	
26.001 frs à 27.000 frs....	1.344	
27.001 frs à 28.000 frs....	1.296	
28.001 frs à 29.000 frs....	1.260	
29.001 frs à 30.000 frs....	1.224	
supérieurs à 30.001 frs....	1.000	

(2) *Taux de l'indemnité de résidence :*

	D.-L. 19 juil. 1934	D. 11 déc. 1937	D. 11 jan. 1939
Paris	2.240	2.700	3.100
Seine	1.960	2.375	2.725
Villes de plus de 150.000 habitants	1.400	1.700	1.870
100.001 à 150.000....	1.120	1.350	1.480

Ainsi, de 1935 à 1939 les traitements, indemnité de résidence comprise, ont subi des majorations variées suivant leur importance, de 52 à 60 % suivant les localités pour les traitements inférieurs, à 28 % pour les traitements supérieurs. Nous assistons donc toujours à la même politique de nivellement par une hausse plus que proportionnelle des salaires les plus bas. Les traitements moyens, ceux de l'ordre de 15.000 à 20.000 frs sont relevés d'environ 40 %.

Par rapport à 1911, dont nous avons fait l'année de base, les émoluments actuels alloués aux agents de l'Etat présentent des augmentations comprises entre 964 % et 368 %, les fonctionnaires supérieurs ayant été les moins bien traités dans le mouvement, l'ayant même été très mal.

Il serait dangereux de continuer sur la même voie de l'abaissement relatif de la rémunération des agents de direction, car, en dehors de la garantie du lendemain que présente le fonctionnarisme, l'Etat n'offre plus grand chose pour s'attirer un personnel de choix.

70.001 à 100.000....	930	1.125	1.235
40.001 à 70.000....	744	900	990
20.001 à 40.000....	560	675	740
10.001 à 20.000....	372	450	495
5.001 à 10.000....	372	450	495

Au 1^{er} avril 1937 l'indemnité de résidence fixée d'après le décret du 19 juillet 1934 avait été majorée de 10 % en faveur des fonctionnaires dont le traitement n'excédait pas 30.000 frs.

CHAPITRE II

Les variations de salaires suivant les qualités professionnelles et la personne des travailleurs

SALAIRES DES MANŒUVRES,
DES OUVRIERS QUALIFIÉS.
SALAIRES DES FEMMES.

Nous avons vu qu'il n'existe pas un taux unique du salaire. D'une industrie à l'autre, d'un commerce à l'autre, de fortes variations se manifestent. Mais il existe aussi des différences dans la rémunération des ouvriers d'une même industrie, des employés d'un même commerce. Le salaire est le prix du travail et le travail varie. Il peut impliquer des connaissances particulières, une longue pratique ou au contraire être à la portée de tous. Il peut exiger plus ou moins d'efforts, être plus ou moins dangereux et malsain, être même agréable. De là des nuances nombreuses dans le prix qui est payé à son auteur. Nous étudierons principalement les rapports existant entre le salaire des manœuvres et celui des professionnels au sens technique du mot. Il serait intéressant d'étendre la comparaison au salaire du personnel de maîtrise, mais malheureusement les renseignements sont en ce qui les concerne à peu près inexistant.

S'il y a des différences dans la valeur du travail, il y en a aussi dans celle des travailleurs. C'est ainsi qu'entre en jeu une question de rendement et ce rendement dépend pour beaucoup

de la force physique de l'ouvrier. Les jeunes et les vieux ouvriers touchent moins que les adultes pour un travail correspondant. Les vieux ouvriers notamment, même s'ils continuent à travailler dans l'industrie de leur âge mûr, sont obligés de renoncer aux travaux pour l'exécution desquels ils ont le plus d'expérience et à devenir aides ou manœuvres. Il est vrai que la dextérité acquise par de longues années d'expérience et de réflexion, l'arrangement intelligent du travail peuvent les mettre à même de compenser l'usure de leurs forces physiques.

S'ils ne sont plus capables de supporter la fatigue et que leur rendement ne correspond pas même à leur salaire inférieur, ils se verront préférer de plus jeunes.

Cependant la grande industrie moderne et le développement continu du machinisme rendent de plus en plus superflues la force physique et la dextérité professionnelle de l'ouvrier. Il s'en suit que le salaire des jeunes et des vieux devrait moins s'écarter de la rémunération moyenne de l'ouvrier adulte.

C'est là un très intéressant problème, mais, comme il n'existe pas de statistiques convenables, de tables de salaires par âges, et puisque nous cherchons avant tout à tirer nos conclusions de statistiques sûres, nous ne nous y arrêterons pas plus longtemps.

Enfin, le travail n'est pas quelque domaine réservé pour les hommes. De tous temps des femmes ont travaillé et elles sont de plus en plus nombreuses à le faire. Or quel est le taux de leur rémunération ? En particulier, quand elles accomplissent la même tâche que des hommes touchent-elles le même salaire et si elles touchent un salaire inférieur en vertu de quels principes ? C'est là une question que nous aurons à nous poser.

Nous envisagerons donc dans une première section le salaire des manœuvres et des ouvriers qualifiés, dans une deuxième section le salaire des femmes.

Section I. — SALAIRES DES MANŒUVRES ET DES OUVRIERS QUALIFIES

Il nous est possible, en nous appuyant sur des données statistiques sérieuses, d'effectuer des comparaisons entre le salaire des manœuvres et celui des ouvriers qualifiés dans les mines de houille, dans les industries métallurgiques et mécaniques et dans la petite industrie.

§ 1. Salaires des ouvriers du fond et des ouvriers du jour dans les mines de houille

Nous avons indiqué par ailleurs qu'il est permis de considérer les ouvriers du fond principalement comme qualifiés et ceux du jour principalement comme manœuvres, et nous avons dit que la rémunération des premiers était largement supérieure à celle des seconds ; le salaire du mineur de la surface est à peu près égale aux $\frac{3}{4}$ de celui de son camarade du fond.

Et même en dehors de la question qualification des travailleurs, il ne serait que justice que le mineur du fond, celui qui est occupé à l'abatage du charbon ou au percement des galeries, ait un salaire majoré. C'est la contre-partie nécessaire de la difficulté de son labeur, des efforts pénibles qui lui sont demandés, des risques réels qu'il encourt.

Mais au fond de la mine travaillent de nombreux spécialistes, dont le labeur nécessite une formation professionnelle. A la surface ce sont surtout des hommes de peine.

Les employeurs ont toujours cherché à conserver cet écart en faveur de la main-d'œuvre qualifiée, écart qui constitue le meilleur stimulant à l'éducation professionnelle, écart qui permet le recrutement normal des ouvriers spécialisés, écart indispensable si l'on veut empêcher le recrutement de cette main-d'œuvre.

Nous avons calculé le pourcentage du salaire de l'ouvrier du jour par rapport à celui de l'ouvrier du fond et nous en avons tracé la courbe (1). Ce pourcentage est d'une constance remarquable (2). De 1920 à 1938, il se situe aux environs de 75, sans jamais descendre au-dessous de 72,4 et sans monter au-dessus de 78,5. En 1913 il était de 67,4.

(1) Voir le *Graphique* N° 1. « Houillères » en annexe.

(2) Voici annuellement le :

*Pourcentage du salaire des ouvriers du jour par rapport
au salaire des ouvriers du fond*

1913	1920	1921	1922	1923	1924	1925
67,4 %	78, %	76,9 %	74,8 %	75, %	74,9 %	73,8 %
1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932
73,4 %	74,3 %	74,5 %	73,9 %	74,2 %	75, %	74,9 %
1933	1934	1935	1936	1937	1938	
75,4 %	75,4 %	75,6 %	77,7 %	77,8 %	78,1 %	

Le synchronisme du mouvement des salaires nominaux du fond et de la surface apparait d'ailleurs sur le graphique et ce n'est qu'exceptionnellement que l'une des catégories d'ouvriers obtient un avantage tandis que l'autre subit une réduction.

Le précédent tableau, aussi bien que l'examen des nombres-indices respectifs des salaires du fond et du jour dont la base remonte à 1913 (1), indiquent une tendance à une moindre différenciation dans la rémunération des deux catégories de travailleurs. La rémunération des mineurs de la surface tend à augmenter dans une proportion plus grande que celle des mineurs du sous-sol. Cette tendance, nous verrons qu'elle n'est pas particulière à cette industrie ; nous la retrouverons et nous chercherons à l'expliquer. Mais dès maintenant nous pouvons dire qu'il y aurait danger à voir s'amenuiser exagérément cette marge en faveur du travail qualifié. Il en résulterait une véritable prime à la paresse, qui engendrerait à une date plus ou moins rapprochée la disparition des professionnels sur le marché du travail.

§ 2. Les salaires des professionnels, manœuvres spécialisés et manœuvres ordinaires dans les industries métallurgiques et mécaniques

Nous avons vu que le Groupe des Industries Métallurgiques, Mécaniques et connexes de la Région Parisienne, dont nous avons déjà utilisé la documentation des plus soignées, établissait en dehors d'une moyenne générale du salaire horaire payé dans l'industrie du métal, des moyennes concernant les salaires payés aux professionnels, aux manœuvres spécialisés et aux manœuvres ordinaires, comme celles du Statistisches Amt en Allemagne.

Ce sont ces statistiques que nous nous proposons de rapprocher. Plus exactement nous nous proposons de comparer celles relatives aux deux catégories de manœuvres à celles relatives aux professionnels (2).

Il existe entre ces salaires des différences sensibles. Le ma-

(1) Voir les indices, p. 25.

(2) V. le *Graphique* N° 3. On y trouvera l'évolution du salaire des trois catégories d'ouvriers, et celle des manœuvres ordinaires et des manœuvres spécialisés comparée à celle des professionnels, dont la rémunération est considérée invariablement à 100.

manœuvre ordinaire est évidemment le moins bien rétribué. Le pourcentage de son salaire par rapport à celui du professionnel atteint maintenant 70 %. Mais il n'a pas toujours été aussi élevé. En 1914 il était légèrement inférieur à 53 %. Dans l'après-guerre il a oscillé entre un minimum de 57,6 % en 1921 et en 1923 et un maximum actuel proche de 71 % le niveau moyen qu'il a tenu avec une certaine stabilité pendant de longues années, de 1924 au début de 1936 étant aux environs de 63-64 %.

Quant au manœuvre spécialisé, sa rémunération est un peu supérieure et l'écart qui la sépare de celle du spécialiste est moins important. En 1913 son salaire était de 70,6 % de celui du professionnel. Il est à l'heure actuelle de 85-86 %. Dès 1920, bénéficiant d'une hausse plus que proportionnelle le pourcentage était porté à 80 %. La crise devait particulièrement affecter cette catégorie d'ouvriers ; puis, de 1925 à 1926 le salaire s'établissait sur la base de 80-83 % de celui du professionnel (1).

Les courbes des salaires des trois catégories de travailleurs des métaux présentent certainement une similitude d'allure indéniable. Il est possible de remarquer cependant que les salaires des manœuvres ordinaires ou spécialisés ont tendance à monter plus que celui des professionnels en période de hausse et à baisser plus aussi en période de baisse.

Cette tendance peut aisément se chiffrer :

(1) Voici le pourcentage du salaire des manœuvres ordinaires et spécialisés par rapport aux professionnels tel qu'ils ressortent de la documentation statistique du Groupe des Industries Métallurgiques et Mécaniques.

Pourcentage du salaire des manœuvres ordinaires par rapport au salaire des professionnels				Pourcentage du salaire des manœuvres spécialisés par rapport au salaire des professionnels			
1914	52,9 %			1914	70,6 %		
1920	66,6 %	1930	64,2 %	1920	78,9 %	1930	81,2 %
1921	59,1 %	1931	64,3 %	1921	73,7 %	1931	81,0 %
1922	61,8 %	1932	65,9 %	1922	73,0 %	1932	82,7 %
1923	57,6 %	1933	63,8 %	1923	71,9 %	1933	80,2 %
1924	63,3 %	1934	62,1 %	1924	78,0 %	1934	79,4 %
1925	63,5 %	1935	62,8 %	1925	83,4 %	1935	79,4 %
1926	63,3 %	1936	67,7 %	1926	83,5 %	1936	84,8 %
1927	62,9 %	1937	69,8 %	1927	82,2 %	1937	85,9 %
1928	63,2 %	1938	70,8 %	1928	83,9 %	1938	84,2 %
1929	63,8 %			1929	82,7 %		

	Pourcentage de hausse ou de baisse du salaire horaire du profes- sionnel	Pourcentage de hausse ou de baisse du salaire horaire du manœuvre spécialisé	Pourcentage de hausse ou de baisse du salaire horaire du manœuvre ordinaire
De 1914 à 1920	+ 219 %	+ 257 %	+ 302 %
De 1921 à 1926	+ 53 %	+ 73,3 %	+ 61,6 %
De 1926 à 1930	+ 39,1 %	+ 35,3 %	+ 43,2 %
De 1935 à 1938	+ 82,2 %	+ 99 %	+ 105,6 %
De 1920 à 1921	— 7,8 %	— 14 %	— 18,4 %
De 1930 à 1935	— 4,3 %	— 6,4 %	— 6,5 %

Ce tableau est des plus significatif. D'ailleurs les indices du salaire horaire, qui sont tous établis sur la base de 100 en 1914 sont au 4^e trimestre 1938 respectivement à 1.385 pour les professionnels, 1.700 pour les manœuvres spécialisés et 1.856 pour les manœuvres ordinaires. Les indices correspondant du salaire journalier sont de 922, 1.132, 1.265.

§ 3. Salaires du journalier-manœuvre et de l'ouvrier de métier dans la petite industrie

L'enquête de la Statistique Générale de la France auprès des Conseils de prud'hommes et des maires donne des renseignements sur le salaire des journaliers-manœuvres. Puisqu'on peut considérer la moyenne d'ensemble comme la représentation assez fidèle de la rémunération moyenne des ouvriers de métier dans la petite industrie, la comparaison est facile.

	Journaliers manœuvres		Ensemble des professions masculines		Pourcentage du salaire du manœuvre par rapport à celui de l'ouvrier de métier
	SNJ		SNJ	I	
1911	3.26	100	4.61	100	70,7 %
1921	14.01	430	18.92	401	74.0 %
1924	16.42	504	22.00	477	74.6 %
1925	17.60	540	23.25	504	75.7 %
1926	20.55	630	26.93	584	76.2 %
1927	21.15	649	27.34	593	77.4 %
1928	22.20	680	28.44	619	78.1 %
1929	24.79	760	31,34	695	79,1 %
1930	26.50	813	33.66	732	78,7 %
1931	26.04	811	33.60	729	77.5 %
1932	25.00	767	32.54	706	79.9 %
1933	23.81	730	31.70	688	75.1 %

1934	23.92	734	31.60	685	75.7 %
1935	23.21	712	30.72	666	75.5 %
1936	27.88	855	35.54	771	78.4 %
1937	29.60 (a)	908	37.35 (a)	810	79,3 %

SNJ : salaire nominal journalier.

I : indice du salaire journalier. 100 en 1911.

(a) application brute de la semaine de 40 heures, la S. G. F. n'ayant donné que la valeur du salaire horaire.

Là encore, la tendance que nous avons rencontrée précédemment se manifeste. Le manœuvre qui ne touchait guère que 70 % du salaire de l'ouvrier de métier en touche à présent près de 80 %. La plus-value payée au travail qualifié tend à diminuer.

Là encore nous constatons que les manœuvres offrent moins de résistance à la baisse pendant les crises, et au contraire qu'ils bénéficient d'augmentations plus importantes durant les périodes de hausse des salaires.

*
* *

Possédant des données précises sur le salaire des manœuvres et des professionnels, il nous est possible d'en dégager les caractéristiques et d'en rechercher les raisons.

Deux conclusions sont certaines : le manœuvre gagne moins que le professionnel d'une part, l'écart de rémunération tend à diminuer.

1°) Nous constatons que dans les diverses branches de l'activité économique, le travail des ouvriers de métier, que l'on qualifie encore de professionnels, de spécialistes, d'ouvriers qualifiés obtient des conditions de marché meilleures que le travail des ouvriers non qualifiés ou manœuvres.

Ce supplément en faveur du travail qualifié est généralement proportionnel à la qualification du travail. Ainsi, de même qu'il y a des variations de salaire selon le travail de l'homme de peine, tenant à ce que ce travail est plus ou moins difficile, dangereux, malsain et sale, on en trouve suivant le travail de l'ouvrier qualifié. Dans la métallurgie parisienne, pour ne citer qu'un exemple on observe une différence de près de 20 % entre la rémunération d'un ajusteur de mécanique et celle d'un rectifieur dans l'industrie automobile.

Mais nous entendons raisonner seulement sur des moyennes et nous avons remarqué, en ce qui les concerne, une certaine

stabilité dans la proportion des salaires des manœuvres et des ouvriers de métier, proportion que l'on peut formuler de deux façons : Les salaires des ouvriers non qualifiés n'atteignent que des $\frac{2}{3}$ aux $\frac{3}{4}$ de ceux que gagnent sous les mêmes conditions de travail, voire dans les mêmes entreprises, les ouvriers qualifiés. Ou bien les salaires des ouvriers de métier dépassent d'un tiers, et parfois de près de la moitié ceux des manœuvres.

Peut-on dire que l'utilité du travail, sa possibilité de satisfaire à des besoins humains différents dans leur importance et leur urgence, expliquent cette plus-value au bénéfice de l'ouvrier qualifié ? Certains affectent de penser que l'égalité de rémunération devrait découler de l'égalité de nécessité des travaux. Or la participation du manœuvre est aussi nécessaire à l'œuvre de production que celle du professionnel. C'est là chose absurde, et même en régime soviétique, où chacun sait qu'on s'y flatte de faire régner l'Egalité, les différences de salaires sont considérables, autant et peut-être plus qu'en régime capitaliste.

La productivité du travail fournit une part de l'explication, mais une part seulement. La rémunération de chaque agent producteur tend à égaler sa production en valeur. Autrement dit, le prix payé pour le service d'un agent tend à être égal à la valeur matérielle du produit qui lui est imputable. Cette valeur matérielle, qu'il est évidemment difficile de déterminer, au cas où plusieurs travailleurs ont collaboré à la même tâche à des stades divers du processus de production, varie non pas avec la nécessité du travail, mais avec l'effort physique et intellectuel, les connaissances antérieures et la pratique qui sont exigés des travailleurs pour la bonne exécution de leur tâche.

Cependant la productivité n'explique pas à elle seule la formation du prix des services producteurs. Des ouvriers doués de grandes capacités techniques mais soutenus seulement par un outillage primitif fabriquent des produits en quantité bien moindre que ne peuvent le faire des travailleurs moins habiles aidant des machines modernes et non plus aidés par elles. Or leur productivité théorique peut être supérieure. Ils ne pourront cependant soutenir la concurrence et devront diminuer leurs prétentions.

Il y a donc autre chose, et c'est plus simple, si l'on ne perd pas de vue que le travail est une marchandise qui se vend et s'achète probablement comme toute autre marchandise, et que son prix doit certainement subir l'influence des lois générales de la formation des prix.

Pour découvrir les causes pour lesquelles le prix de la marchandise travail de l'ouvrier non qualifié se trouve au bas de l'échelle des salaires des ouvriers adultes, il est nécessaire de regarder la personne des travailleurs et avant tout le nombre d'entre eux qui se présentent sur le marché. Si donc le manœuvre gagne moins que l'ouvrier spécialiste, cela tient pour une bonne part à ce que l'espèce d'habileté que possède le second est moins abondante que celle que possède le premier. La loi de l'offre et de la demande est ici encore une loi maîtresse.

Le salaire des hommes de peine est bas sous la pesée du grand nombre des ouvriers disponibles dans cette catégorie. Dans l'immense majorité des branches de production s'est formé un contingent sans cesse grandissant d'ouvriers dont le travail quoique souvent pénible et sale peut être effectué par tout homme adulte de constitution saine. Leur nombre a encore augmenté du fait de la grande industrie moderne. Le développement croissant d'un machinisme de plus en plus poussé a permis l'exécution de tâches décomposées aujourd'hui très simples. L'outillage actuel n'exige plus guère que l'endurance à la fatigue causée par la répétition de gestes identiques.

Ainsi la cause pour laquelle l'offre de bras, précisément pour ces catégories de travail, dépasse si facilement la demande effective du marché est contenue dans la définition même de ce que l'on appelle du travail « non qualifié ».

C'est du travail qui n'exige pas une éducation technique spéciale de l'ouvrier, ou pour lequel du moins l'apprentissage n'est pas long, de sorte que ces ouvriers peuvent passer facilement d'un endroit à un autre ou d'une industrie à une autre selon les exigences momentanées de la production.

La presque totalité des éléments qui constituent en période de dépression ce que Karl Marx a appelé l'armée industrielle de réserve sont capables d'exécuter des travaux de manœuvres et d'aides. Les ouvriers de métier en chômage peuvent prendre la place des manœuvres et exercer ainsi une pression sur la classe ouvrière inférieure en accroissant l'offre disponible. Or il ne se peut guère que les ouvriers non qualifiés sortent de leur classe pour concurrencer les catégories supérieures.

C'est d'ailleurs la caractéristique du chômage actuel impossible à résorber sans une rééducation professionnelle préalable. Ce qui manque en effet — et qu'on ne peut trouver sur le marché du travail — ce sont des spécialistes.

Ainsi l'explication de la différence de rémunération des pro-

fessionnels et des manœuvres tient essentiellement dans le rapport de l'offre à la demande de chaque sorte de travail. Moins directement, il convient de tenir compte de la productivité du travail, ce facteur complétant le précédent.

2° Nous avons constaté de plus que ce supplément de salaire en faveur du travail qualifié tend à diminuer. Le manœuvre bénéficie de relèvements de salaire proportionnellement plus importants que l'ouvrier de métier.

C'est là une conséquence immédiate des progrès réalisés par le régime démocratique. Le « gaufrier d'état », selon l'expression de M. Charles Maurras, doit mouler les hommes sur un même modèle, jouissant d'un égal standard de vie.

Or le manœuvre ayant primitivement la condition la plus mauvaise, devait être le premier à la relever. L'ouvrier qualifié touchait une rémunération plus que compensatrice des frais spéciaux d'apprentissage, lui donnant une situation matérielle plus avantageuse, en accord avec le développement plus grand de ses facultés intellectuelles.

Mais ce niveau de vie que l'ouvrier considère comme un minimum ne correspond pas au niveau physiologique, au-dessous duquel il serait condamné à mourir et il est vrai que le salaire ne peut descendre au-dessous. S'il était possible qu'on vienne à découvrir une nourriture moins agréable que le pain, mais qui pût soutenir le corps de l'homme pendant quarante-huit heures, ce serait le prix de cette nourriture qui fixerait le minimum physiologique. Le niveau psychologique par contre est une donnée incertaine et mouvante. Il n'y aurait peut-être rien d'extraordinaire que demain des démagogues conduisant une partie de la classe ouvrière ne viennent à considérer comme d'une nécessité vitale pour tout travailleur une automobile, une maison de campagne et des vacances à la montagne l'hiver et à la mer l'été ! Entre les deux limites il y a place pour le raisonnable, et il est juste que l'ouvrier cherche une vie plus facile. Ainsi le salaire inférieur tend à se relever plus fortement que celui des ouvriers qualifiés, ceci particulièrement dans les périodes de hausse générale des salaires, dans les périodes de prospérité.

Pendant une crise, la disparité de l'offre et de la demande prévaut tellement au détriment des manœuvres que leur salaire s'effrite avec une facilité plus grande. Les spécialistes moins nombreux sur le marché du travail résistent mieux au mouvement de baisse.

Telles sont les considérations qu'il est possible de dégager des

chiffres relativement aux variations de salaire des travailleurs en raison de leurs qualités professionnelles.

Section II. — SALAIRES DES FEMMES (1)

Le travail des femmes compte de nos jours dans tous les pays modernes comme un facteur important dans la production sociale. La femme arrive à mettre pied partout, et, qu'on le déplore ou qu'on s'en félicite, on est bien obligé de constater son immixtion sans cesse croissante dans la vie économique.

Il ne faudrait toutefois pas déduire de ce que la main-d'œuvre féminine étend chaque jour son champ d'action, que le travail féminin soit un phénomène essentiellement moderne. Sous le mode de production précapitaliste déjà, il ne se trouvait point limité aux travaux du ménage et aux soins à prodiguer aux enfants. Ainsi dans l'agriculture, de tout temps et chez des peuples aux stades de civilisation les plus divers, la main-d'œuvre féminine a été employée en abondance.

Cependant, c'est depuis une époque récente que se sont manifestés un déplacement et un accroissement de cette main-d'œuvre, qui se dirige moins exclusivement vers les occupations salariées que l'aptitude et le tempérament féminins inclinent à faire considérer comme son domaine réservé : la mode, la couture, le travail de maison, les soins aux enfants et aux malades, la vente au magasin, par exemple. La femme envahit actuellement et de plus en plus les différentes branches de l'industrie, du commerce et des professions libérales.

Sans parler des femmes médecins, des avocates, des nombreuses femmes employées dans les services publics, leur emploi dans les bureaux commerciaux, banques, assurances, agences, prend une très large extension : la dactylographie, la sténographie, le travail de secrétaire utilisent des femmes en très grand nombre. Des vagues d'ouvrières déferlent dans les usines et remplacent les hommes dans la conduite des machines. Dans toutes les industries on voit donc les femmes concurrencer les hommes et même les supplanter partout où l'adresse, le soin, la patience et la persévérance sont les facultés les plus nécessaires pour la bonne exécution du travail. Dans les filatures et les tissages, où depuis longtemps la place de la femme a été prépondérante, son importance n'a pu que croître encore

(1) Voir le *Graphique* N° 8, en annexe.

au fur et à mesure que la machine a remplacé le bras dans le processus de production.

Ainsi à l'heure actuelle, s'il existe des industries qui sont tout particulièrement des industries de femmes, industries textiles et travail des tissus et étoffes, la main-d'œuvre féminine se répand dans les industries du papier, du caoutchouc, des cuirs et peaux, du livre, dans les industries alimentaires ; il n'est pas jusqu'à la métallurgie, la chaudronnerie et la construction électrique qui n'embauche un fort contingent de femmes.

En outre du développement ininterrompu du machinisme, d'autres facteurs sociaux ont sans doute collaboré à augmenter l'influence de la main-d'œuvre féminine dans les différentes branches de la production et de la distribution ; le mouvement d'émancipation très développé dans certains milieux féminins, la tendance que l'on constate chez beaucoup de femmes à se rendre économiquement indépendantes de l'homme, le sens nouveau donné à l'éducation des jeunes filles. D'un autre côté, l'entrepreneur n'est pas fâché de trouver de la main-d'œuvre à bon compte, d'autant plus qu'elle peut présenter davantage de dispositions pour certaines activités, qu'elle est plus facile à surveiller, peut-être plus propre, plus soigneuse, plus polie, qu'elle est généralement moins portée à la grève, toutes considérations qui ont leur importance dans l'embauche.

La guerre a exercé dans ce domaine une influence profonde. Le père, qui assurait l'existence de toute la famille, mobilisé aux armées, la mère, les enfants ont dû bien souvent par nécessité aller à l'usine. La demande de main-d'œuvre difficile à absorber, la hausse des salaires, ont encouragé celles qui auraient pu ne pas travailler à s'employer et améliorer leur condition de vie. La guerre terminée, l'habitude était prise pour la femme de travailler. Alléchée par le gain, elle continua, même si elle n'y était plus obligée pour vivre et s'assurer du nécessaire, de façon à accroître le revenu familial, à acheter l'utile, voire le superflu, à développer son bien-être.

Nous examinerons, dans les pages qui vont suivre, les salaires des femmes dans certaines professions, pour lesquelles des statistiques sont établies ; nous en rechercherons l'évolution, que nous rapprocherons de celle des salaires des hommes.

*
* *

§ 1. Grande industrie métallurgique

Le Groupe des Industries Métallurgiques, Mécaniques et connexes de la Région Parisienne établit un état des salaires féminins dans les métaux. Ces renseignements, qui concernent le salaire moyen pour travaux à l'heure de la femme-manœuvre ordinaire et accessoirement de la femme manœuvre spécialisée, sont renfermés dans le tableau ci-dessous.

Le salaire horaire pour travail aux pièces présente une majoration voisine de 12 %.

Nous indiquons à la même place le pourcentage du salaire féminin par rapport au salaire des manœuvres-hommes de catégories semblables.

	FEMME-MANŒUVRE ORDINAIRE				%	FEMME-MANŒUVRE SPÉCIALISÉE		
	SH	IH	SJ	IJ		SH	%	
1914	0.25	100	2.50	100	55.6 %			
1920	1.58	632	12.65 (a)	506	70. %	1.63	61. %	1920
1921								1921
1922	1.35	540	10.80	432	67.8 %	1.50	63.8 %	1922
1923	1.39	556	11.10	445	69.2 %	1.48	59. %	1923
1924	1.48	592	11.85	474	62.7 %	1.83	62.9 %	1924
1925	1.70	680	13.60	544	68.2 %	2.01	61.5 %	1925
1926	1.93	772	15.45	618	64.8 %	2.23	55.9 %	1926
1927	2.31	924	18.50	739	72.2 %	2.68	62. %	1927
1928	2.41	964	19.30	771	70.3 %	2.72	59.6 %	1928
1929	2.83	1132	22.65	906	71,3 %	3.14	61.1 %	1929
1930	3.38	1352	27.05	1082	79. %	3.58	66.3 %	1930
1931	3.44	1376	27.50	1101	81.3 %	3.66	68.5 %	1931
1932	3.25	1300	26.00	1040	79.3 %	3.48	67.6 %	1932
1933	3.23	1388	25.85	1034	78.8 %	3.51	68.2 %	1933
1934	3.16	1264	25.30	1011	79.2 %			
1935	3.10	1240	24.80	992	77.7 %			
1936 nov.	4.25	1700	34.00	1360	81.9 %			
1937 janv.	5.10	2040	34.00 (b)	1360	74.5 %			
1938 janv.	6.55	2620	43.60 (b)	1744	81.9 %			

SH : Salaire horaire en francs.

IH : Indice du salaire horaire : 100 en 1914.

SJ : Salaire journalier en francs.

IJ : Indice du salaire journalier : 100 en 1914.

(a) Journée de 8 heures.

(b) Semaine de 40 heures.

La guerre, provoquant une demande considérable d'ouvrières dans la grande industrie afin de remplacer les mobilisés aux armées, a conduit à un relèvement d'une extrême importance des salaires. En 1920, le salaire horaire a augmenté de 532 % et le salaire journalier de 406 %, ceci en raison de la limitation à huit heures de la journée de travail. Le mouvement de hausse se continue, très fort de 1924 jusqu'en 1931. Il atteint 133 %, chaque année marquant une progression notable, sauf en 1928 et 1931 où le mouvement se ralentit.

De 1932 à 1935, la baisse est de 10 %. Depuis, nous assistons à un relèvement sans pareil qui ressort au 1^{er} janvier 1938 à plus de 111 % pour le salaire horaire et à près de 76 % pour le salaire journalier en raison de l'introduction, en décembre 1936, de la semaine de 40 heures.

Au total le mouvement de hausse apparaît comme exceptionnellement important : 2.520 % depuis 1914, 315 % depuis 1920 pour le salaire horaire et respectivement 1.644 % et 245 % pour le salaire journalier. Ceci provient évidemment de la faible rémunération originaire.

*
* *

Comparé au manœuvre ordinaire, la femme de même catégorie a bénéficié d'augmentations plus fortes. C'est ainsi qu'elle touche actuellement 80 % du salaire masculin, contre 55,6 % seulement en 1914. Le pourcentage, pour la femme-manœuvre spécialisée approche 70 % et l'évolution s'identifie avec la précédente.

Le marché du travail industriel a donc été très favorable à l'ouvrière.

§ 2. Les salaires des femmes dans les sucreries

Les salaires dans les fabriques de sucre, industries contrôlées par l'Etat, font l'objet de publication au *Bulletin de Statistique et de Législation Comparée* du Ministère des Finances.

Les renseignements que nous possédons relativement à la rémunération journalière des femmes sont les suivants :

Salaires journaliers moyens des ouvrières des sucreries

SN : valeur absolue du salaire journalier en francs.

I : indice du salaire journalier, base 100 pour la campagne 1911-1912

Campagnes	SN	I	Campagnes	SN	I
1911-1912	2.45	100	1927-1928	16.64	679
			1928-1929	17.51	715
1918-1919	6.40	261	1929-1930	18.29	747
1919-1920	8.13	332	1930-1931	18.94	773
1920-1921	10.60	433	1931-1932	18.93	773
1921-1922	10.91	445	1932-1933	19.01	776
1922-1923	11.03	450	1933-1934	19.64	802
1923-1924	11.50	469	1934-1935	18.95	773
1924-1925	14.02	572	1935-1936	20.24	834
1925-1926	15.95	651			
1926-1927	16.34	667			

N.-B. — Les campagnes se comptent du 1^{er} septembre au 31 août de l'année suivante.

Le salaire journalier des ouvrières, lors de la campagne sucrière de 1911-1912, atteignait 2 fr. 45, c'est-à-dire un niveau très voisin du taux moyen du salaire d'après l'enquête des prud'hommes. L'écart est supérieur d'un peu moins de 10 %.

En 1920-1921, l'augmentation ressort à 333 %, la rémunération moyenne dépassant le cap des 10 francs. Elle continue légèrement pendant les trois années qui suivent ; la progression n'est en effet que de 8,5 %. La campagne 1924-25 est marquée par une élévation des salaires de l'ordre de 22 %, et celle de 1930-1931, qui donne le coup d'arrêt dans le mouvement de hausse, de 35 % par rapport à la campagne 1924-25.

Le salaire se stabilise à ce niveau de 1930, aux environs immédiats de 19 fr., et atteint même, en 1933-34, 19 fr. 64, en hausse de plus de 3 % sur le taux de 1930, ce qui est très curieux, les salaires ayant, dans toutes les branches de l'activité économique, subi des réductions plus ou moins fortes.

La moyenne de la campagne qui se termine le 31 août 1936 accuse un relèvement de 6 %, mais il est bien évident qu'à cette époque les conséquences des nouvelles lois sociales ne jouent pas pleinement.

Le taux nominal du salaire et les fluctuations enregistrées

restent très voisins du taux et des fluctuations correspondants des salaires moyens journaliers féminins dans les professions qui font l'objet de l'enquête de la Statistique Générale de la France.

*
* *

Comparé au salaire des hommes, nous constatons que le salaire des femmes employées dans les sucreries est en étroite corrélation avec lui, s'établissant à un taux voisin de 57 % de ce dernier. Le pourcentage du premier par rapport au second témoigne d'une faible tendance à l'augmentation, la progression du salaire féminin étant légèrement plus rapide que celle du salaire masculin ainsi qu'en font foi les nombres suivants :

IM : indice du salaire masculin

IF : indice du salaire féminin

% du salaire féminin par rapport au salaire masculin

1911-1912	100	100	54.6 %	1929-1930	709	747	57.5 %
				1930-1931	737	773	57.3 %
1920-1921	442	433	53.4 %	1931-1932	733	773	57.5 %
1921-1922	430	445	55.5 %	1932-1933	750	776	56.5 %
1922-1923	465	450	52.8 %	1933-1934	736	802	59.6 %
1923-1924	502	469	51.1 %	1934-1935	728	773	58.0 %
1924-1925	540	572	57.8 %	1935-1936	755	834	59.7 %
1925-1926	585	651	60.8 %	1936-1937			
1926-1927	605	667	60.1 %	1937-1938			.
1927-1928	658	679	56.3 %				
1928-1929	662	715	58.9 %				

§ 3. Les salaires des femmes dans la petite industrie du vêtement

La Statistique Générale de la France joint à son enquête sur les salaires masculins auprès des Conseils de prud'hommes et des maires dans les villes de plus de 10.000 habitants une enquête sur les salaires dans certaines professions féminines courantes. Une moyenne est établie pour sept de ces professions : repasseuse, couturière, lingère, giletière, dentelière, brodeuse et modiste.

Sur la valeur de ces évaluations, les mêmes réserves que nous

avons formulées à propos des salaires masculins sont à renouveler.

Quant à la teneur de ces statistiques, elle est la suivante :

Salaires horaires et journaliers moyens de l'ensemble de sept professions féminines dans les villes de province

SN : valeur absolue du salaire en francs

I : indice du salaire sur la base de 100 en 1911

Salaire Horaire SN	I	Date des enquêtes	Salaire Journalier SN	I
0.23	100	1911	2.29	100
1.17	509	1921	9.44	412
1.38	600	1924	11.36	496
1.51	657	1925	12.24	535
1.86	809	1926	15.29	668
1.81	787	1927	14.84	648
1.97	857	1928	16.06	701
2.26	983	1929	18.30	800
2.42	1053	1930	19.80	866
2.42	1053	1931	19.73	862
2.35	1022	1932	19.07	831
2.26	983	1933	18.18	794
2.28	991	1934	18.38	803
2.26	983	1935	18.13	792
2.62	1139	1936	21.01	917
3.08	1339	1937	21.01	917
3.42	1487	1938	22.80	996

En 1921, la moyenne du salaire horaire pour l'ensemble des professions féminines envisagées est de 1 fr. 17 contre 0 fr. 23 en 1911, en augmentation de 409 %. De 1921 à 1924 la hausse ressort à près de 20 % et se poursuit avec plus ou moins d'ampleur jusqu'en 1930 (sauf une baisse légère en 1927) de 10 % de 1924 à 1925, 23 % de 1925 à 1926, de 9 % de 1927 à 1928, de 15 % de 1928 à 1929, de 7 % encore de 1929 à 1930. La baisse de 1927 atteignait seulement 2,7 %. Le salaire se stabilise alors au niveau de 1930, c'est-à-dire à 2 fr. 42, en augmentation de 950 % par rapport à l'avant-guerre et 107 % par rapport à 1921.

De 1931 à 1935 la réduction de salaire est progressive et lente : 2,9 % de 1931 à 1932, 3,8 % de 1932 à 1933. En 1934, reprise mi-

nime de moins de 1 % qui est reperdue l'année suivante, de sorte que le fond de la baisse se trouve à 6,6 % du taux maximum.

En octobre 1936 le relèvement atteint 16 % par rapport à octobre 1935, et cette hausse se poursuit de 1936 à 1937, à peine 18 %, et 11 % de 1937 à 1938.

Ainsi, à la dernière enquête le taux du salaire horaire s'établit à 3 fr. 42, en augmentation de 1387 % par rapport à 1911 et de 192 % par rapport à 1921.

*
* *

Quant au salaire journalier, son relèvement n'atteint que 312 % en 1921, si on le compare à sa valeur en 1911, alors que la hausse du salaire horaire est de 409 % ainsi que nous l'avons indiqué. C'est la conséquence chiffrée de la réduction de la durée du travail par la loi du 23 avril 1919. La durée du travail dans les professions féminines qui font l'objet de l'enquête auprès des prud'hommes, était de 10 heures avant la guerre.

Il faut d'ailleurs noter que la mesure du temps de travail dans les métiers féminins est particulièrement délicate, car de nombreuses femmes travaillant à domicile et non à l'atelier sont par suite payées aux pièces et non selon la durée du travail. Il est vrai que le prix du travail de la pièce est en étroit rapport avec le prix de l'heure de travail de l'ouvrière moyennement habile.

Quoi qu'il en soit, le mouvement du salaire journalier est à peu de chose près identique à celui du salaire horaire à partir de 1921, la journée de travail restant voisine de huit heures (1).

(1) Comme nous l'avons fait pour les salaires masculins, nous indiquons en un tableau les pourcentages de hausse ou de baisse du salaire horaire et du salaire journalier d'enquête à enquête en faisant figurer au regard la durée du travail.

Salaire Horaire % de hausse ou de baisse	Dates des enquêtes	Horaire Journalier	Salaire Journalier % de hausse ou de baisse
	1911	10 h.	
+ 409 %	1921	8 h. 4 m.	+ 312 %
+ 20 %	1924	8 h. 12 m.	+ 20,3 %
+ 9,4 %	1925	8 h. 6 m.	+ 8,2 %
+ 23,2 %	1926	8 h. 13 m.	+ 25 %
— 2,7 %	1927	8 h. 12 m.	— 3 %
+ 8,9 %	1928	8 h. 9 m.	+ 8 %
+ 15 %	1929	8 h. 6 m.	+ 14 %

Il n'est pas possible de connaître avec exactitude comment a été appliquée la loi de quarante heures dans cette industrie, la S.G.F. ne publiant plus les données du salaire journalier. Et il serait sans doute aventureux de faire le calcul selon l'application intégrale de la loi. De toute façon l'augmentation a dû être très faible.

*
* *

Suivant les professions, l'évolution s'est faite dans le sens de l'égalisation des différents salaires. Les femmes salariées dont la rémunération est à l'origine la plus faible bénéficient du relèvement le plus grand. La différence entre les salaires extrêmes qui était de 19 % en 1911 et de 21,5 % en 1921 se trouve réduite par la suite à 14,4 % en 1926, 7,7 % en 1930, 8,3 % en 1935 et 8,7 en 1938. Lors de la dernière enquête les lingères gagnaient 3 fr. 30 à l'heure et les giletières 3 fr. 59.

*
* *

La revalorisation des salaires a été plus importante pour les femmes que pour les hommes, bien que l'infériorité des premiers par rapport aux seconds reste grande. Il est vrai que la comparaison des statistiques peut s'avérer faussée par le fait que les travaux envisagés sont de nature différente : pour les femmes il s'agit des professions des petites industries du vêtement, industries proprement féminines, pour les hommes il s'agit de professions très diverses rentrant toutes, il est vrai, dans le cadre de la petite industrie. Cependant les conclusions que nous venons de dégager relativement à un équilibre meilleur de la rémunération des ouvriers des deux sexes n'en restent pas moins valables car le but qui nous a guidé dans l'examen des statistiques est d'ordre comparatif.

+	7,1 %	1930	8 h. 10 m.	+	8 %
	0	1931	8 h. 9 m.	—	0,3 %
—	2,9 %	1932	8 h. 6 m.	—	3,5 %
—	3,8 %	1933	8 h. 3 m.	—	4,5 %
+	0,9 %	1934	8 h. 1 m.	+	1,1 %
—	0,9 %	1935	8 h. 1 m.	—	1,4 %
+	16 %	1936	8 h. 1 m.	+	16 %
+	17,6 %	1937			
+	11 %	1938			

*Pourcentage des salaires horaires féminins par rapport
aux salaires masculins*

(résultant des évaluations des Conseils de prud'hommes)

1911	50	%	100	100	1929	59	%	833	983
					1930	59.3	%	883	1053
1921	50.7	%	502	509	1931	59.3	%	883	1053
					1932	59	%	868	1022
1924	53.3	%	563	600	1933	58.1	%	846	983
1925	54.1	%	607	657	1934	58,6	%	846	991
1926	57.8	%	700	809	1935	59.5	%	826	983
1927	54.7	%	720	787	1936	59.3	%	961	1139
1928	57.1	%	750	857	1937	55.	%	1217	1339
					1938	55.3	%	1346	1487
	%		IM	IF		%		IM	IF

IM : Indice du salaire masculin, 100 en 1911.

IF : Indice du salaire féminin, 100 en 1911.

§ 4. Les salaires des femmes dans les industries d'Etat

Salaires des femmes dans les Manufactures de tabacs

Les comptes rendus du Ministère des Finances sur l'exploitation des monopoles contiennent des renseignements sur les salaires payés aux ouvrières des manufactures de tabacs communiqués par la Direction Générale du service d'exploitation industrielle des tabacs.

SALAIRE JOURNALIER MOYEN DES OUVRIÈRES
DES MANUFACTURES DE TABACS

SN : Valeur absolue du salaire journalier en francs.

I : Indice du salaire journalier, base 100 en 1911.

1911	4.51	100	1924	19.24	427	1932	32.45	720
			1925	19.32	428	1933	32.36	718
1918	5.50	122	1926	23.34	518	1934	30.83	684
1919	15.33	340	1927	23.72	526	1935	32.46	720
1920	17.86	396	1928	26.72	592	1936	35.82	794
1921	19.49	432	1929	28.98	643	1937	39.61	878
1922	18.56	412	1930	31.42	697			
1923	18.85	418	1931	32.76	726			

De 4 fr. 51 en 1911, 5 fr. 50 en 1918, le salaire journalier passe brusquement à 15 fr. 33 en 1919, tandis que la journée de travail est réduite de 9 heures à 8 heures. En 1921 le relèvement de la rémunération atteint 332 % du taux de 1911, le salaire se fixant à 19 fr. 49.

Jusqu'en 1925 les variations sont légères, dans un sens ou dans l'autre, et cela contrairement aux constatations que nous avons été amenés à faire partout ailleurs. Mais n'est-ce pas une conséquence de l'uniformisation interprofessionnelle des salaires. Ils sont particulièrement élevés dans cette branche d'industrie ? Le taux de 1911 était très supérieur au taux ordinaire de la rémunération moyenne féminine établi par les prud'hommes : 4 fr. 51 contre 2 fr. 23, soit une plus-value de 102,7 %. Cet écart considérable se trouve ainsi réduit en 1925 à 58 %.

En 1936 se produit le relèvement notable observé dans toutes les professions, relèvement nécessité, comme nous le verrons, par la hausse des prix consécutive au fléchissement de la monnaie. Il ressort à 21 %, continue faiblement en 1927 (1,6 %), alors que les salaires avaient légèrement fléchi dans l'ensemble des professions féminines envisagées dans l'enquête de la Statistique Générale de la France. Le mouvement de hausse reprend par la suite : 13,6 % de 1927 à 1928, 8,1 % de 1928 à 1929, 8,4 % de 1929 à 1930, 4,3 % enfin de 1930 à 1931. La réduction de salaire qui accompagne la crise est très légère : 1 % en 1932, 0,3 en 1933, 5 % en 1934. Mais dès 1935 les salaires se relèvent de 5,3 %, et cette hausse ne fait évidemment que croître en 1936 et 1937, respectivement de 7 et de 10,6 %.

On s'étonnera peut-être que le relèvement de salaire depuis 1936 ait été aussi modéré. Encore faut-il remarquer que la hausse du salaire journalier en 1937 s'accompagne de la réduction de la durée hebdomadaire du travail de 48 à 40 heures, par application de la loi du 21 juin 1936 dès le mois de septembre, de sorte que le taux du salaire horaire, qui importe seul dans le coût de production, se trouve en réalité subir une augmentation de 20 % supplémentaire. Mais dès 1935, les salaires dans les tabacs étaient revenus à leur niveau de 1931, alors que cette année 1935 marque partout le fond de la baisse. Ils dépassent encore de près de 80 % la rémunération moyenne des professions féminines. Une ouvrière des tabacs, en 1937 touche presque autant qu'un ouvrier du jour dans les mines de houille, et plus que le salaire moyen des hommes des professions enquêtées par les prud'hommes ! Ces salaires sont tellement supé-

rieurs à ceux payés dans les entreprises privées qu'un nivellement par une moindre hausse de ces salaires payés dans les manufactures d'Etat serait loin d'être un mal. Ces salaires comparativement très hauts, qui ne sont possibles que dans les services monopolisés d'Etat, où il est permis de vendre à un prix très supérieur à celui qui résulterait du jeu de la concurrence entre entreprises privées, ces très hauts salaires ne peuvent que créer une animosité regrettable de la classe ouvrière qui n'en bénéficie pas contre le patronat qui mesure les salaires à ses disponibilités.

*
* *

Par rapport aux salaires masculins dans la même industrie, la rétribution des femmes semble assez élevée, si on compare l'écart qui les sépare avec celui que l'on a coutume de rencontrer entre les salaires des deux sexes.

Les pourcentages du salaire féminin par rapport au salaire masculin sont en effet les suivants :

1913	66.8 %	1923	75.1 %	1930	74.1 %
		1924	76 %	1931	70.8 %
1918	62.6 %	1925	73.1 %	1932	72.3 %
1919	81.6 %	1926	77.5 %	1933	71.5 %
1920	78.3 %	1927	74 %	1934	64.4 %
1921	77.6 %	1928	82 %	1935	70.2 %
1922	73.7 %	1929	79.5 %	1936	69.4 %
				1937	73.6 %

§ 5. Les gages de domestiques et gens de maison (1).

La Statistique Générale de la France procède, à des intervalles plus ou moins réguliers, à des enquêtes dont l'objet est de déterminer les gages des domestiques et gens de maison. Les renseignements sont demandés aux maires des villes de plus de 10.000 habitants.

Ces enquêtes gagneraient à être opérées à des dates plus rap-

(1) La très grosse majorité de la main-d'œuvre féminine sur la main-d'œuvre masculine dans les services domestiques nous incite à faire à cette place une étude d'ensemble de la question.

Au recensement de la population effectuée le 8 mars 1931 sur un ensemble de 794.016 domestiques, il y avait en effet 685.010 femmes contre 109.006 hommes, c'est-à-dire dans une proportion voisine de 7 contre 1.

prochées. C'est ainsi que depuis 1913, elles n'ont été répétées que 4 fois, en 1921, 1926, 1930, et 1935, de sorte que le mouvement de ces salaires est seulement connu dans ces grandes lignes.

Il serait souhaitable que cette enquête générale soit renouvelée tous les deux ans, comme celles des salaires agricoles.

Ces évaluations ne peuvent être qu'assez grossières, car le salaire du personnel domestique est essentiellement variable suivant l'importance d'avantages en nature de toutes sortes, de pourboires, de gratifications, qui viennent s'ajouter à la rémunération fixe en argent et qu'il est impossible d'estimer. Quant aux gages eux-mêmes, n'est-il pas difficile d'en apprécier la valeur courante, surtout dans une grande ville, et les écarts ne sont-ils pas tout particulièrement nombreux dans ce domaine ?

Mais nous cherchons surtout à déterminer la marche relative des salaires. Les enquêtes étant toujours établies de la même façon, présentant donc les mêmes défauts, les mêmes erreurs, il est permis de considérer comme utiles les statistiques que nous possédons.

Les renseignements portent sur les salaires annuels des cuisiniers, aides-cuisiniers, valets de chambre, cochers, chauffeurs, domestiques, cuisinières, aides-cuisinières, bonnes à tout faire, femmes de ménage. La Statistique Générale de la France rassemble les résultats en cinq groupes régionaux : Nord, Est et Alsace-Lorraine, Sud-Est, Midi et Ouest, et nous étudierons les variations régionales dans la section que nous consacrons aux différences des salaires dans l'espace.

Une moyenne générale pour la France entière est enfin calculée, qui figure au tableau ci-après. L'indice est établi sur la base de 100 en 1913.

Au regard du montant des salaires et des nombres indices nous faisons figurer les pourcentages d'augmentation ou de réduction de ces salaires d'enquête à enquête.

Gages annuels comparés des gens de maison nourris et logés
(Moyenne des évaluations fournies par les maires des villes
de plus de 10.000 habitants. France entière)

SN : valeur absolue du salaire annuel en francs.

I : indice du salaire annuel, base 100 en 1913.

% : pourcentage de hausse ou de baisse du salaire d'enquête à enquête.

Hommes				Dates des enquêtes	Femmes			
SN	I	%			SN	I	%	
Cuisiniers					Cuisinières			
1.475	100			1913	607	100		
3.802	258	+	158 %	1921	1.607	265	+	165 %
7.452	506	+	96 %	1926	3.296	543	+	105 %
10.088	685	+	35 %	1930	4.849	799	+	47 %
8.168	585	—	15 %	1935	4.473	737	—	8 %
Aides-cuisiniers					Aides-Cuisinières			
672	100			1913	382	100		
1.962	292	+	192 %	1921	1.076	282	+	182 %
3.910	582	+	99 %	1926	2.209	578	+	105 %
5.183	771	+	32.5 %	1930	3.309	866	+	50 %
4.272	636	—	17.4 %	1935	2.948	772	—	11 %
Valets de chambre					Femmes de chambre			
690	100			1913	482	100		
1.760	255	+	155 %	1921	1.136	236	+	136 %
3.567	517	+	103 %	1926	2.413	501	+	112 %
5.512	799	+	54.5 %	1930	3.683	764	+	52.7 %
4.648	674	—	15.6 %	1935	3.511	728	—	4.7 %
Domestiques					Bonnes à tout faire			
575	100			1913	378	100		
1.621	282	+	182 %	1913	1.042	276	+	176 %
3.198	556	+	97.1 %	1926	2.134	564	+	104,3 %
4.564	794	+	42.8 %	1930	3.141	831	+	47.3 %
3.823	665	—	16.2 %	1935	2.965	784	—	5.7 %
Cochers								
868	100			1913				
2.624	245	+	145 %	1921				
4.024	464	+	53.4 %	1926				
5.657	652	+	40.6 %	1930				
4.661	537	—	17.6 %	1935				
Chauffeurs								
1.337	100			1913				
3.255	243	+	143 %	1921				
5.278	394	+	62.1 %	1926				
7.128	533	+	35.3 %	1930				
6.209	464	—	12.9 %	1935				

Nous avons calculé d'autre part une moyenne du salaire annuel en argent pour l'ensemble du personnel domestique masculin et pour l'ensemble du personnel domestique féminin, qui constitue en quelque sorte les repères du mouvement des salaires dans la branche qui nous intéresse (1).

<i>Ensemble du personnel Domestique masculin</i>				<i>Ensemble du personnel Domestique féminin</i>			
SN	I	%		SN	I	%	
936	100			1913	462	100	
2.506	268	+	168 %	1921	1.215	263	+ 163 %
4.571	488	+	82 %	1926	2.513	544	+ 107 %
6.355	679	+	39 %	1930	3.745	811	+ 49 %
5.370	574	—	15.5 %	1935	3.474	752	— 7.3 %

<i>Petite industrie masculine</i>				<i>Petite industrie féminine</i>			
Indice du salaire journalier				Indice du salaire journalier			
	100			1911		100	
	410	+	310 %	1921		412	+ 312 %
	584	+	105.9 %	1926		668	+ 62.1 %
	732	+	25.3 %	1930		866	+ 29.6 %
	666	—	9 %	1935		792	— 8.5 %

Il résulte de ces chiffres que de 1911 à 1921 le salaire des hommes et des femmes a bénéficié d'une majoration sensiblement du même ordre, 168 et 163 %. Et c'est très peu, si on la compare à celle des salaires des hommes et des femmes de la petite industrie qui lui est de plus de 87 % supérieure.

Cette différence s'explique aisément. Les gens de maison sont nourris et logés. Leur rémunération peut présenter une certaine rigidité par rapport au coût de la vie, qui ne les touche que par l'habillement, et ce que l'on a coutume d'appeler dans le budget familial, les dépenses diverses ; elle peut jusqu'à un certain point se détacher de lui. En ce qui concerne ces personnes il est difficile de parler de salaire vital puisqu'elles sont assurées à tout le moins de la nourriture et du logement.

(1) V. Graphique N° 9, en annexe.

La loi de l'offre et de la demande constitue ainsi le facteur principal qui régit les variations de salaire du personnel domestique. On pourrait même concevoir, si la concurrence était très grande du côté des candidats et candidates à ces emplois, que le salaire en argent soit réduit à un chiffre très voisin de zéro. On se trouverait en présence de l'emploi « au pair ».

En fait, la concurrence s'exerce plutôt du côté des employeurs, et la pénurie du personnel domestique a souvent constitué une des caractéristiques du marché de ce travail.

La rareté de la demande par rapport à l'offre d'emploi a, par conséquent, amené la hausse de la rémunération en argent des gens de maison dans les années qui ont suivi la guerre.

Le salaire masculin est successivement majoré de 82 % de 1921 à 1926 et 39 % de 1926 à 1930, contre 42,4 et 25 % dans la petite industrie. Du côté féminin, la hausse se chiffre respectivement à 107 et 49 % contre 62 et 29,6 %.

La baisse a été vivement ressentie chez les domestiques hommes. Les employeurs, devant la diminution de leurs traitements, profits et revenus, sont enclins à se défaire de leur personnel ou à en réduire le nombre si ce personnel ne veut consentir une réduction de salaire. Or cette réduction, il la consent d'autant plus facilement que sa rémunération ne présente point ou que très peu le caractère vital. Ceci explique l'importance de la baisse survenue de 1930 à 1935 pour les hommes, domestiques de luxe, domestiques chers. Elle est en moyenne de 15,5 % contre 7,3 % pour l'ensemble du personnel féminin.

*
* *

Suivant les spécialités, on observe que les salaires qui ont le moins augmenté sont ceux dont le taux était le plus élevé avant la guerre : chauffeurs, cuisiniers, cochers. Le mouvement des indices est, à cet égard, très significatif.

Il en est exactement de même dans les catégories féminines. Les bonnes à tout faire et les aides-cuisinières, les moins rétribuées avant la guerre et dans les premières années de l'après-guerre, ont par la suite le mieux profité du mouvement de hausse.

Cette tendance à l'égalisation interprofessionnelle des salaires ressort clairement des chiffres. L'écart entre le maximum et minimum des gages, par rapport à ce minimum a en effet assez régulièrement décréu :

<i>Personnel domestique masculin</i>		<i>Personnel domestique féminin</i>	
156.5 %	1911	59 %	
134.5 %	1921	53.5 %	
133 %	1926	54.4 %	
121.4 %	1930	54.5 %	
125.4 %	1935	51.7 %	

L'écart reste malgré tout assez important entre les diverses spécialités des domestiques hommes.

*
* *

D'un autre côté, les femmes ont bénéficié de relèvements de salaires plus importants que leurs collègues hommes, ce qui est normal étant donné, d'une part le niveau plus bas de leurs salaires initiaux, d'autre part la pénurie du personnel domestique féminin sur le marché du travail. C'est ainsi que le pourcentage de la rémunération en argent des femmes par rapport à celle des hommes pour des catégories correspondantes a été le suivant :

	Cuisinières par rapport Cuisiniers	Aides-Cuisinières par rapport Aides-Cuisiniers	Femmes de chambre par rapport Valets de chambre	Bonnes à tout faire par rapport domestiques	Personnel domestique féminin par rapport pers. mas.
1913	41.2 %	56.8 %	70 %	65.7 %	49.3 %
1921	42.3 %	54.8 %	64.5 %	64.3 %	48.5 %
1926	44.2 %	56.5 %	67.6 %	66.7 %	55 %
1930	48 %	63.8 %	66.8 %	68.8 %	59 %
1935	54.8 %	69 %	75.5 %	77.6 %	64.7 %

L'évolution est très nette. Il ressort cependant que les cuisiniers et aides cuisiniers apparaissent comme des domestiques de luxe, par conséquent chers, leur salaire étant très élevé par rapport à celui des cuisinières et aides cuisinières.

Nous regrettons enfin de ne posséder aucun renseignement récent, de sorte que nous ignorons les répercussions exactes des mesures générales prises depuis 1936. Il est à présumer que ces salaires, comme les autres, ont augmenté. Dans quelle mesure ? Nous ne pouvons rien affirmer. Cependant comme la rémunération des domestiques et gens de maison ne présente par le ca-

ractère vital, il est permis de penser que la hausse a été moins forte ici qu'ailleurs.

*
* *

Il ressort avec netteté des chiffres que nous avons avancé que le prix du travail féminin est presque toujours inférieur à celui des hommes, souvent très inférieur, encore que l'évolution générale de la rémunération féminine marque une progression plus que proportionnelle par rapport à celle des hommes.

Quels sont donc les caractéristiques du marché du travail féminin ? D'où vient la disparité de la rétribution de cette main-d'œuvre ?

Plusieurs raisons concourent à cela.

D'abord le rapport de l'offre à la demande fournit une partie de la solution. La main-d'œuvre féminine s'offre, dans les différentes branches où elle peut se présenter — et nous avons vu qu'elles sont de plus en plus nombreuses — en quantité surabondante, ou tout au moins plus grande qu'elle n'est demandée sur le marché. Or, comme tout prix, celui du travail baisse nécessairement sous l'influence d'une offre de bras trop considérable pour qu'elle soit absorbée par la demande.

C'est le cas de la couture et de l'industrie à domicile, les femmes étant particulièrement nombreuses à rechercher un gain sans quitter leur foyer, quitte à faire de gros sacrifices sur le montant du salaire. L'abondance de l'offre est en partie l'effet de l'éducation uniforme des femmes qui fait que les capacités particulières exigées d'elles sont trop répandues. Les femmes se font ainsi une concurrence que les hommes ne rencontrent par généralement dans les branches de production qui leur sont propres. Les caprices de la mode leur sont aussi plus sensibles, l'esprit « mouton de Panurge » plus développé, de sorte que déferlent à certaines époques des vagues de mininettes, à d'autres des vagues de dactylos ou d'infirmières.

Cependant le bas prix de la main-d'œuvre féminine réagit sur la demande elle-même en accentuant, conséquence de l'adaptation sans cesse changeante des capacités productives de chaque sexe au développement de la technique.

La situation inférieure de la main-d'œuvre féminine et les facilités qu'elle offre à l'exploitation patronale exercent sur les salaires des hommes une pression réelle dans le sens de la baisse, partout où la substitution de la main-d'œuvre féminine à la main-d'œuvre masculine est possible, c'est-à-dire partout

où la rudesse du travail et les forces physiques qu'il exige n'excluent pas ou ne limitent pas la concurrence de la femme.

Ce fait crée chez les ouvriers une hostilité souvent violente contre les ouvrières de l'industrie, et ils auraient tort de ne pas encourager un relèvement des salaires féminins qui les amènerait à un niveau proche de la parité. Car précisément, dans maintes industries, l'entrepreneur préfère la main-d'œuvre féminine à cause de son moindre prix, et l'ouvrier qui ne regarde que son intérêt immédiat et ne voit pas plus loin que l'étroit horizon de sa fabrique en arrive à considérer la femme comme une rivale, une intrigante qui le supprime et lui nuit dans ses tentatives pour améliorer ses conditions de vie. A un taux de salaire sensiblement égal, l'entrepreneur embaucherait de préférence des hommes.

Une seconde raison de la dépréciation des salaires féminins réside dans ce fait que bien souvent ils sont les salaires d'appoint, destinés à compléter le salaire des hommes. Ce caractère s'est trouvé accentué pendant la guerre, ainsi que nous l'avons fait remarquer par ailleurs. La femme travaille si les gains du chef de famille ne répondent pas suffisamment à la norme de vie ordinaire de la famille ouvrière, ou ne permettent pas d'accéder au niveau plus élevé qu'elle désire atteindre.

Elle le fait plus par utilité que par nécessité. Et cette notion de salaire d'appoint explique les abus indéniables de certains patrons ou sous-entrepreneurs de l'industrie à domicile, abus qui ont motivé très justement la loi du 10 juillet 1915.

Elle contribue pour beaucoup à abaisser le salaire de l'ouvrière réduite à ses propres forces pour son entretien. C'est regrettable. M. Cornelissen peut écrire : « Ce n'est pas seulement le salaire de la femme mariée qui abaisse celui de la femme non mariée, ouvrière indépendante, mais de même le salaire de la fille abaisse celui de la mère de famille, les salaires des vieilles ouvrières et des enfants, ceux de la génération dans la force de l'âge » (1).

Un troisième facteur de l'infériorité dans laquelle la femme se trouve sur le marché du travail par rapport à l'homme tient au manque d'entente, à l'absence d'organisation, qui la laisse en position défavorable vis-à-vis de la force patronale.

(1) Christian CORNELISSEN : *Théorie du salaire et du travail salarié*, 1908, p. 254.

Plus traditionnalistes que les hommes, elles semblent moins portées vers le progrès social, ou elles croient moins à la valeur du mot. Elles répugnent à former des associations syndicales professionnelles, à se grouper pour la défense de leurs intérêts communs. La femme préfère l'isolement. Elle a tort.

Enfin l'étalon habituel du salaire des ouvrières n'est-il pas maintenant enraciné dans les mœurs, de sorte qu'on en arriverait à trouver anormal la parité de salaire entre hommes et femmes, l'application, en ce qui les concerne, du principe « à travail égal, salaire égal ».

Nous avons ainsi énuméré les principales caractéristiques du marché du travail féminin, caractéristiques qui se complètent pour abaisser le plus possible la rémunération du travail de la femme.

CHAPITRE III

Les variations régionales des salaires

Le travail ou plus exactement la force de travail présente, avons-nous dit, les caractères d'une marchandise quelconque, réserve faite de certains aspects spéciaux. Il se vend et s'achète et son prix se fixe selon les règles générales qui président à la détermination de celui d'une marchandise ordinaire. Et pour la simple raison qu'il n'existe pas une seule sorte de travail, qu'il en existe de multiples, exigeant les unes de la force, les autres de l'adresse, au total plus ou moins d'aptitudes physiques et intellectuelles, nous avons vu que des prix divers se formaient, correspondant chacun à un genre de travail déterminé.

C'est la transposition de ce que l'on observe pour les marchandises, qui sont, elles aussi extrêmement nombreuses, variées dans leur nature, leurs propriétés et leur usage. Or nous savons que pour une marchandise donnée, dont les caractères sont nettement arrêtés, il n'existe pas un prix uniforme, et que ce que l'on paye tant ici, on le paiera plus ou moins cher ailleurs parce que cette chose y sera plus ou moins rare, plus ou moins recherchée et pour bien d'autres motifs encore. En d'autres termes, il n'existe pas un marché unique pour telle marchandise donnée. Il n'en existe pas davantage pour un genre de travail déterminé, et d'une région à l'autre, d'une ville à l'autre on note des différences — et des différences importantes. Une région peut être fertile et riche, inculte et pauvre, fortement industrialisée, agricole, peuplée ou dépeuplée, il y a une infinité de nuances qui agissent notamment sur l'offre et la demande de travail et en entraînent l'équilibre à des niveaux échelonnés.

C'est de ces variations régionales de salaires dont nous voulons maintenant parler. Nous étudierons d'abord les conditions de travail à Paris et dans sa banlieue, ensuite le marché du travail en province.

Section 1. — LES SALAIRES A PARIS

Il est un fait que nous avons déjà rencontré : c'est la grosse supériorité des salaires à Paris sur ceux de province. Nous n'en avons pas cependant jusqu'alors effectué méthodiquement la comparaison.

Pour tirer des conclusions sûres, il nous est indispensable d'étudier des données exactement comparables du point de vue statistique. C'est la raison pour laquelle nous ne retiendrons que les salaires horaires des professions de la petite industrie, évalués par les Conseils de prud'hommes. Comme la moyenne parisienne porte seulement sur 22 professions, nous avons calculé la moyenne du salaire pour ces mêmes professions en province. De la sorte, il y a identité scrupuleuse des renseignements, et nous avons pu établir exactement la plus-value de salaire constatée dans la région parisienne.

Salaires horaires moyens dans 22 professions de la petite industrie

(d'après les résultats de l'enquête de la S. G. F. auprès
des Conseils de prud'hommes).

SN : montant nominal du salaire horaire en francs.

I : indice du salaire horaire : base 100 en 1911.

	Région Parisienne		Villes de Province de plus de 10.000 hab.		Plus-value du salaire à Paris sur le salaire en province	Pourcentage du salaire en province par rapport au salaire à Paris
	SN	I	SN	I		
1911	0.88	100	0.49	100	79.6 %	55.6 %
1921	3.53	401	2.41	492	46.5 %	68.3 %
1924	3.87	440	2.76	563	40.2 %	72.4 %
1925	4.15	472	2.92	596	42.0 %	70.4 %
1926	5.10	580	3.37	688	51.3 %	66.1 %
1927	5.12	582	3.46	706	48.0 %	67.6 %
1928	5.25	597	3.61	737	45.4 %	68.8 %
1929	6.10	693	3.96	808	54.0 %	64.9 %
1930	6.64	755	4.28	873	55.1 %	64.5 %

1931	6.61	751	4.28	873	54.4 %	64.8 %
1932	6.34	725	4.14	845	53.1 %	65.3 %
1933	6.34	725	4.05	827	56.5 %	63.9 %
1934	6.34	725	4.05	827	56.5 %	63.9 %
1935	6.23	711	3.94	804	58.1 %	62.9 %
1936	7.06	807	4.57	933	54.5 %	64.9 %
1937	10.06	1150	5.79	1182	73.7 %	57.6 %
1938	10.50	1193	6.43	1312	63.3 %	61.2 %

Il ressort avec évidence de ces rapports de salaires absolument comparables, que les salaires pratiqués dans la Région Parisienne sont très supérieurs à ceux couramment payés dans les villes de province. Cette supériorité qui se chiffrait avant la guerre à près de 80 %, ce qui est considérable, reste encore actuellement de plus de 60 %. Il est vrai qu'elle a été plus faible, immédiatement après la guerre, où elle était descendue aux environs de 40 %.

Quoi qu'il en soit, malgré les fluctuations, une claire tendance au nivellement interrégional des salaires apparaît. Le mouvement était particulièrement accentué au lendemain des hostilités.

*
* *

La supériorité des salaires parisiens s'explique par divers ordres de considérations.

Tout d'abord le coût de l'entretien de l'ouvrier y est plus élevé. Si l'évolution des prix a été sensiblement la même à Paris qu'en province, le niveau y est généralement supérieur dans la capitale et il en est ainsi du loyer tout particulièrement. Cependant la différence du coût de la vie ne saurait à elle seule expliquer la supériorité écrasante des salaires parisiens.

Il y a à cela des considérations de milieu. La capitale et sa banlieue forment l'une des régions françaises par excellence où fleurit la grande industrie. Or, le gros entrepreneur a des possibilités supérieures qui le mettent à même de mieux payer ses ouvriers, s'il ne l'était d'ailleurs obligé en une certaine mesure pour des considérations techniques. La petite industrie, qui malgré tout subsiste encore, subit bien entendu l'influence du milieu où elle se développe et la réaction des hauts salaires. Les taux élevés des salaires dans les petites entreprises de la Région parisienne sont ainsi dûs pour une bonne part à l'attraction des salaires de la grande industrie.

De plus le développement intellectuel et l'organisation de la population ouvrière y sont davantage poussés. Le département de la Seine constitue pour l'action syndicale un terrain particulièrement propice à son développement. Les ouvriers y sont nombreux, encadrés. Dans leur masse se mêlent tous les sans-patrie évadés des révolutions d'Europe, qui constituent les troupes de choc des mouvements de revendications, forment les piquets de grève. Consciente de sa force, la classe ouvrière peut user de violence, et même la simple menace de grève agitée à bon escient peut amener à fléchir les patrons souvent divisés par des rivalités commerciales.

Mais la supériorité des salaires dans la Région Parisienne, due à des facteurs divers — et la liste n'est pas limitative — a tendance, avons-nous dit, à diminuer. C'est que le marché du travail perd cette rigidité qui en était le caractère principal. De plus en plus s'établit une certaine uniformisation dans le prix de la main-d'œuvre, et cette évolution ne fera que s'accroître par la pratique des contrats collectifs. La facilité et le relatif bon marché des communications modernes permet beaucoup plus qu'autrefois au travailleur de se déplacer, lui et sa famille — laquelle d'ailleurs devient de moins en moins nombreuse — et d'aller chercher le travail, dont il est capable, là où il est le mieux rémunéré. Même, la seule possibilité de ce déplacement de main-d'œuvre agit dans le sens d'une moindre différenciation des salaires. C'est là en somme une conséquence de l'interpénétration des milieux économiques.

La plus ou moins grande difficulté de l'action ouvrière sur le plan syndical explique les fluctuations que l'on observe dans la tendance générale. C'est ainsi que le mouvement de hausse qui a déferlé en France à partir de mai 1936 a été plus vif à Paris qu'en province, pour cette raison que l'organisation de la grève y était plus perfectionnée, les moyens des associations étant plus importants du fait de la masse importante des syndiqués.

Section II. — LES SALAIRES EN PROVINCE

Les variations des salaires suivant les régions sont souvent considérables. Si l'on a bien calculé un taux moyen, il est fait de bien des données très différentes.

Nous établirons ces variations pour les salaires dans la petite industrie, d'après les données des Conseils de prud'hommes

transmises à la S.G.F., pour les salaires des ouvriers mineurs, pour les gages des ouvriers agricoles et du personnel de maison.

*
* *

1° Il est calculé dans chaque département la moyenne des estimations des salaires journaliers courants dans une quarantaine de professions de la petite industrie, qui font l'objet d'une enquête de la Statistique Générale de la France auprès des Conseils de prud'hommes. Il ne peut évidemment être question d'un examen détaillé des différences importantes rencontrées. Aussi avons-nous calculé des moyennes régionales, par répartition des départements en cinq régions : Nord, Est, Sud-Est, Midi et Ouest, que nous indiquons ci-dessous.

	Nord		Est		Sud-Est		Midi		Ouest		France entière
1911	5.42	100	5.22	100	4.77	100	4.21	100	4.57	100	4.77 100
1921	23.49	433	20.00	383	18.52	388	17.27	410	17.51	383	18.79 394
1924	26.23	484	22.38	429	22.52	492	20.22	480	20.07	439	21.65 454
1925	26.60	491	23.73	455	24.37	511	21.52	511	21.59	472	23.25 487
1926	29.46	544	27.05	518	28.75	603	24.51	582	25.30	554	26.95 565
1927	30.39	561	27.47	526	29.74	623	25.00	594	25.88	566	27.60 578
1928	30.39	561	28.87	553	31.42	659	26.68	634	26.77	586	28.85 605
1929	35.23	650	33.57	643	34.95	733	29.72	706	29.56	647	32.42 670
1930	38.28	706	35.17	674	36.21	759	32.76	778	32.74	716	34.61 726
1931	37.89	699	35.11	673	36.00	755	31.84	756	32.70	716	34.53 724
1932	35.03	646	33.72	646	34.35	720	31.75	754	32.10	700	33.43 701
1933	35.24	650	32.73	627	34.24	718	30.34	721	31.59	691	32.70 685
1934	34.76	641	33.14	635	34.18	717	30.85	733	30.61	670	32.63 684
1935	33.39	616	32.36	620	33.65	705	29.76	707	29.97	656	31.75 666

Il ressort de ce tableau que les salaires sont tout particulièrement élevés dans le Nord de la France, le Sud-Est et l'Est, où la grande industrie occupe une place importante. Ils sont plus bas dans le Midi et l'Ouest où domine l'agriculture. Or nous avons vu que les salaires industriels sont plus élevés que les salaires agricoles. L'influence du milieu apparaît donc. Cependant l'écart à la moyenne n'est pas excessif et les salaires tendent, faiblement d'ailleurs, à croître relativement moins dans les régions où ils étaient et où ils restent encore les plus forts et au contraire à augmenter un peu plus dans celles où ils étaient initialement les moins importants. C'est ainsi que de 1911 à 1935 l'augmentation atteint 516 % dans le Nord et 607 % dans

le Midi, qui étaient les régions où le montant de la rémunération des ouvriers de la petite industrie était le plus haut et le plus bas.

Voici d'ailleurs l'écart à la moyenne constaté dans les diverses régions en 1911, 1921, 1926, 1930 et 1935. Il est regrettable que la S.G.F. n'ait pas publié les moyennes pour chaque département depuis cette dernière date, qui nous auraient donné quelques indications sur les variations dans l'espace des récentes hausses des salaires.

	1911	1921	1926	1930	1935
Nord	+ 5 %	+ 25 %	+ 9 %	+ 11 %	+ 5 %
Est	+ 9 %	— 1 %	0	+ 2 %	+ 2 %
Sud-Est	0	+ 6 %	+ 7 %	+ 5 %	+ 6 %
Midi	— 12 %	— 8 %	— 9 %	— 5 %	— 6 %
Ouest	— 4 %	— 7 %	— 6 %	— 5 %	— 5 %

La tendance à l'égalisation interrégionale des salaires est modérée. Les écarts restent importants entre les divers départements, beaucoup plus que pourraient d'ailleurs le laisser penser les moyennes régionales. La différence entre le salaire départemental maximum, le salaire départemental minimum et la moyenne pour la France entière ne faiblit pas. Le salaire varie du simple au double.

	1911	1921	1926	1930	1935
Minimum	3.50 —27 %	12.50 —33 %	17.20 —36 %	27.00 —22 %	23.20 —27 %
Moyenne	4.77	18.79	26.95	34.61	31.75
Maximum	6.87 +44 %	27.13 +44 %	38.80 +44 %	49.85 +44 %	45.85 +44 %

*
* *

Le Comité Central des Houillères de France fournit, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut des renseignements statistiques détaillés sur les salaires payés aux ouvriers mineurs dans treize bassins (1). Les différences sont importantes.

(1) Arras (bassin du Pas-de-Calais), Douai (Nord), Strasbourg (Moselle), Saint-Etienne (Loire), Châlons-sur-Saône (Blanzay, La Mure), Grenoble, Alès (Alès, Graissessac), Toulouse (Carmaux, Aubin), Clermont-Ferrand (Saint-Eloi, Brassac), Marseille (Puvaux), Nancy (Ronchamp), Bordeaux (Ahun) et Nantes (Vouvant, Le Maine).

Les conclusions sont identiques à celles que nous venons de tirer pour les salaires dans la petite industrie. Dans les charbonnages les salaires des mineurs (fond et jour) de Strasbourg, de Douai et d'Arras sont les plus élevés. Si ceux du Centre et du Sud-Est se maintiennent à un niveau moyen, par contre ceux de Toulouse et surtout de Nantes sont largement inférieurs. Le mouvement d'égalisation interrégionale des salaires est encore bien faible. A Nantes par exemple, où le salaire était le moins élevé en 1913, l'augmentation est de 1013 % contre 926 % à Arras où l'on notait le maximum du salaire, de sorte que le premier est de 43 fr. 15 et le second de 58 fr. 67. Il atteint même tout près de 65 fr. à Strasbourg. Cependant on constate une tendance au nivellement pour les bassins de St-Etienne, Nancy, Grenoble et surtout Marseille, l'augmentation atteignant dans cette dernière ville 1170 % contre 973 pour la France entière.

*
* *

Dans l'Agriculture l'examen des chiffres conduit encore une fois aux mêmes constatations. De département à département les salaires agricoles présentent des différences considérables, et cela, même dans le cadre d'une seule région. Aussi avons-nous calculé des moyennes pour les cinq régions déjà envisagées.

Voici celles concernant le journalier agricole.

	1915	1920	1924	1926	1928	1930	1932	1934	1936
Nord	3.90	11.83	16.34	19.23	21.88	21.45	21.76	22.46	23.81
Est	4.02	11.36	16.34	18.33	22.19	23.81	23.53	22.20	21.55
Sud-Est .	3.80	10.97	14.81	18.53	20.66	23.70	23.68	22.57	22.21
Midi	3.63	10.13	13.14	16.63	21.58	22.49	22.31	19.81	19.06
Ouest ...	3.34	9.62	14.33	17.93	19.31	21.02	21.17	20.17	20.24
Ensemble	3.66	10.51	14.67	18.48	20.60	22.50	22.35	21.02	20.66

Le Nord, l'Est, et le Sud-Est tiennent la tête dans l'échelle des salaires agricoles, les deux premiers ayant tour à tour la prééminence. Les salaires sont plus faibles dans le Midi et dans l'Ouest, conformément aux remarques que nous avons déjà présentées sur la répartition régionale des salaires.

Les différences qui ne paraissent pas considérables dans ces moyennes conservent à peu près leur valeur primitive.

Les écarts, de département à département, sont par contre

beaucoup moins nuancés. Cela provient dans une grande mesure de l'établissement des tableaux sur la valeur desquels nous nous sommes déjà expliqué. Nous avons dit qu'il convenait de ne pas attacher trop de confiance aux données individuelles, encore que les données relatives au salaire journalier en soient plus dignes que celles relatives au salaire annuel. Nous donnons cependant ci-dessous les valeurs maxima et minima du salaire des journaliers agricoles et leur écart à la moyenne. Il est important.

	Moyenne	Minimum	Ecart	Maximum	Ecart
1915	3.66	2.25	— 39 %	5.25	+ 43 %
1924	14.67	10.00	— 32 %	24.66	+ 68 %
1926	18.48	11.00	— 40 %	33.21	+ 80 %
1928	20.60	14.00	— 33 %	28.50	+ 38 %
1930	22.50	14.95	— 34 %	34.00	+ 51 %
1932	22.35	14.25	— 36 %	30.00	+ 34 %
1934	21.02	14.00	— 33 %	30.00	+ 43 %
1936	20.66	13.50	— 35 %	30.00	+ 45 %

*
* *

Même tendance encore à propos des variations régionales des gages des domestiques et gens de maison, d'après les moyennes fournies par les maires des villes de plus de 10.000 habitants. Cependant le nivellement interrégional des salaires paraît plus accentué ici. Le mouvement des indices est à cet égard très significatif. La progression des gages initialement et relativement les plus élevés a été plus lente et inversement (1).

(1) Voici les statistiques régionales des gages annuels de certaines catégories d'employés de maison.

	1913		1921		1926		1930		1935	
	S	I	S	I	S	I	S	I	S	I
<i>Cuisiniers</i>										
Nord	1.568	100	3.787	242	7.294	466	10.143	647	8.939	570
Est	1.599	100	3.961	248	8.585	539	10.412	653	9.262	581
Sud-Est ..	1.472	100	4.038	274	7.448	506	10.035	682	8.895	604
Midi	1.278	100	4.057	317	6.420	502	9.872	772	8.382	656
Ouest	1.433	100	3.350	234	7.352	513	9.908	691	7.685	536
France	1.475	100	3.802	258	7.452	506	10.088	685	8.618	585
<i>Cuisinières</i>										
Nord	702	100	1.804	257	3.698	527	5.372	765	4.852	691
Est	632	100	1.662	262	3.243	513	4.653	736	4.606	729

*
* *

Ainsi toutes les données que nous avons pu recueillir sur la valeur des salaires dans les diverses régions françaises sont concordantes. La rémunération des services producteurs est supérieure dans le Nord, l'Est et le Sud-Est à ce qu'elle est dans le Midi et l'Ouest, donc, en général plus forte dans les régions principalement industrielles que dans les régions principalement agricoles.

Les salaires distribués par la grande industrie moderne étant particulièrement élevés exercent une attraction très nette sur les salaires de la petite industrie, sur les gages des domestiques et gens de maison, et même sur les salaires des ouvriers agricoles des entreprises de ces régions où est grande la concentration industrielle.

Sud-Est ...	617	100	1.560	253	3.168	513	5.078	823	4.480	726
Midi	495	100	1.619	327	2.846	575	4.314	871	3.840	776
Ouest	536	100	1.386	259	3.190	595	4.485	837	4.401	765
France	607	100	1.607	265	3.296	543	4.849	799	4.473	737

Valets de chambre

Nord	862	100	2.286	265	4.250	493	6.242	724	5.532	642
Est	667	100	1.580	237	3.382	507	5.628	844	4.537	680
Sud-Est ..	611	100	1.602	262	3.174	519	5.602	917	4.267	698
Midi	603	100	1.592	264	3.228	535	4.695	779	4.313	715
Ouest	624	100	1.488	238	3.416	547	5.063	811	4.272	685
France	690	100	1.760	255	3.567	517	5.512	799	4.648	674

Femmes de chambre

Nord	712	100	1.373	193	2.792	392	4.346	610	4.143	582
Est	489	100	1.009	206	2.270	464	3.557	727	3.211	657
Sud-Est ..	438	100	1.065	243	2.203	503	3.810	870	3.332	761
Midi	402	100	1.060	264	2.224	553	3.207	798	3.048	758
Ouest	412	100	1.033	251	2.271	551	3.159	767	3.161	767
France	482	100	1.136	236	2.413	501	3.683	764	3.511	728

Domestiques

Nord	707	100	1.968	274	3.590	501	5.453	761	4.533	632
Est	529	100	1.440	272	2.980	563	4.025	761	3.267	618
Sud-Est ..	535	100	1.470	275	3.054	571	4.510	843	3.643	681
Midi	502	100	1.556	310	3.053	608	4.317	860	3.670	731
Ouest	533	100	1.512	284	3.073	577	4.327	812	3.571	670
France ...	575	100	1.621	282	3.198	556	4.564	794	3.823	665

Bonnes à tout faire

Nord	436	100	1.206	277	2.469	556	3.686	845	3.329	764
Est	390	100	1.114	260	1.996	512	2.831	726	2.638	676
Sud-Est ...	374	100	9.950	254	2.062	551	3.323	888	2.968	794
Midi	334	100	1.061	318	1.837	550	2.873	860	2.619	784
Ouest	333	100	9.923	277	1.988	597	2.670	802	2.756	828
France ...	378	100	1.042	276	2.134	564	3.141	831	2.965	784

C'est là un phénomène général qui se manifeste aux alentours des grandes villes et des grands centres de production. Ainsi les salaires sont très élevés dans le Nord, dans les départements industriels limitrophes de la Seine, par l'attraction de Paris, dans les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes, par celles de Marseille et de Nice, dans le Rhône, par celle de Lyon et dans le département du Bas-Rhin par celle de Strasbourg.

Il semble d'ailleurs que l'influence de l'industrialisation d'une région sur le taux des salaires soit plus profonde que celle résultant de la densité de la population, encore que bien souvent ce soit l'industrie qui soit la cause de cette forte densité. S'il y a une relation entre le niveau des salaires et la concentration industrielle, cette relation n'est pas simple.

De la même façon que les grandes villes, centres de production industrielle intense, constituent des foyers de hauts-salaires, les régions agricoles exercent une attraction vers le bas de tous les salaires qui tendent à un nivellement inférieur dans le cadre régional. Ainsi les salaires courants dans la petite industrie et même dans la grande industrie subissent une pression qui les met bien au-dessous de ceux payés dans les mêmes branches de production dans les régions industrielles. La Lozère, les Landes, l'Ariège, le Gers et, d'une façon générale, les départements agricoles dépeuplés du Sud-Ouest et des plateaux du Centre en sont une illustration remarquable.

Cependant il ne faudrait pas en conclure que le seul fait de l'existence de la grande ville industrielle ou de la région presque exclusivement agricole suffit à expliquer toutes les différences des salaires dans l'espace. La nature spéciale de l'industrie, les modes et la technique de la production, le développement intellectuel, l'organisation de la population sont autant de facteurs qui interviennent en ces matières.

En tout ceci l'action et la réaction s'entremêlent. En fait il est bien difficile de dire jusqu'à quel point c'est la nature d'une industrie qui a favorisé dans un pays l'accroissement des salaires et en même temps le progrès matériel et intellectuel de la population, et jusqu'à quel point c'est au contraire le développement de la population et l'organisation des classes ouvrières qui a donné son cachet à l'industrie du pays en influant à sa façon sur le taux des salaires.

Il ne convient pas toutefois d'attacher au taux respectif des salaires dans les régions industrielles et dans les régions agricoles une signification trop absolue. C'est en effet que le coût.

de la vie n'est pas le même : il est plus élevé dans les premières, moins élevé dans les secondes, de sorte que la différence du salaire réel n'est pas aussi élevée que pourrait le faire croire la différence des salaires nominaux. En outre, en dehors du coût de l'entretien proprement dit, l'ouvrier des petites localités jouit de certains avantages : il cultive un jardin, élève de la volaille tandis que son camarade des grandes cités industrielles est bien souvent contraint à des frais particuliers, des frais de transport notamment, pour gagner le lieu de son travail. De tout cela il résulte que des compensations s'opèrent, qui rétrécissent l'écart apparent des conditions des ouvriers dans les villes et dans les champs.

D'ailleurs il ne saurait en être autrement. S'il existait une différence par trop considérable du pouvoir d'achat des uns et des autres, des mouvements importants de main-d'œuvre seraient fatalement engendrés par elle un jour prochain et ramèneraient un certain équilibre. Nous ne voulons pas dire cependant qu'il n'existe pas en fait de différences régionales du salaire réel.

En résumé, il se développe relativement au salaire nominal beaucoup plus qu'au salaire réel une double tendance : les conditions de travail des campagnes exercent une attraction vers le bas de tous les salaires dans les régions agricoles ; les conditions de travail de la grande industrie exercent une attraction vers le haut de tous les salaires dans les centres industriels.

*
* *

Nous avons aussi conclu des données statistiques étudiées à un certain nivellement interrégional des salaires dans chaque groupe professionnel. Mais nous avons dit aussi que cette tendance était modérée, et elle est précisément modérée pour cette raison que les différences des salaires nominaux sont corrigées par celles du coût de la vie, tout au moins pour partie. Lorsque la compensation ne s'opère pas, on remarque un accroissement plus que proportionnel des salaires nominaux les plus bas, les salaires des régions agricoles augmentant un peu plus que ceux des régions industrielles.

Mais, de toute façon, ce nivellement interrégional des salaires est beaucoup moins accentué que le nivellement interprofessionnel dans le cadre régional, ainsi que nous l'avons par ailleurs noté.

DEUXIÈME PARTIE

L'évolution du niveau de vie du salarié et de la classe ouvrière en France depuis la guerre

DEUXIÈME PARTIE

L'évolution du niveau de vie du salarié et de la classe ouvrière en France depuis la guerre

Nous avons, dans les pages qui précèdent, cherché à déterminer l'évolution de la valeur nominale du salaire pour un grand nombre de catégories de travailleurs. C'est uniquement à la quantité de monnaie que l'ouvrier, l'employé ou le fonctionnaire reçoit comme prix de ses services que nous nous sommes référé.

Cette étude est insuffisante. Nous ne pouvons en effet supposer un seul instant que les prix de toutes choses soient restés stables pendant cette longue période. Or l'étude à laquelle nous venons de nous livrer ne nous fait précisément pas connaître si le travailleur a bénéficié ou au contraire a été victime des fluctuations des prix, et dans quelle mesure il en a bénéficié ou en a été victime. L'ouvrier peut bien gagner à une époque déterminée plus de francs qu'auparavant, mais si avec cette masse accrue de monnaie il ne peut plus acheter autant d'articles parce que le prix de ces articles a augmenté dans une proportion plus grande, il est en réalité moins heureux : son niveau de vie a baissé.

Nous ne pouvons à cet égard manquer de rappeler la période d'inflation fantastique qu'a connue la République allemande de Weimar dans les premières années de l'après-guerre. A cette époque les prix montaient avec une rapidité si vertigineuse que

le salaire payé une semaine et correspondant à un coût de vie déterminé n'y était plus adapté la semaine suivante. C'était l'époque où le mark intérieur était allé jusqu'à perdre 1033/1034 de sa valeur or ; la Reichbank, les banques privées et les municipalités avaient porté la circulation fiduciaire allemande à 160 trillions de marks. Les timbres-postes recevaient des surcharges d'affranchissement de milliers, de millions et de milliards de marks !

Si, par contre, malgré une baisse de son salaire l'ouvrier peut acheter plus d'articles parce que leur prix a diminué dans une plus grande proportion, son niveau de vie augmente, et sans doute l'ouvrier devrait préférer cette réduction au relèvement précédent.

La courbe du salaire nominal n'est donc pas celle du bien-être de l'ouvrier.

*
* *

Par ailleurs, il conviendrait de rechercher comment a évolué la masse des salaires distribués à la classe ouvrière toute entière, et son pouvoir d'achat global. Il y a malheureusement un nombre plus ou moins important de chômeurs totaux ou partiels et leur misère jette une ombre sur la situation générale de la classe salariée.

Or, du point de vue social comme du point de vue national, le problème du niveau de vie des ouvriers est d'un intérêt cardinal.

Gagner sa vie est non pas le but de l'existence mais le moyen d'y parvenir. Faire en sorte que l'ouvrier puisse faire face à la somme de ses besoins propres et de ceux de sa famille, c'est poser exactement le problème social. L'ouvrier ne doit pas être considéré comme un accessoire nécessaire, mais comme un accessoire tout de même, de la société capitaliste. Rejetant la lutte de classes, au sens où Karl Marx et ses disciples la comprennent, nous considérons l'ouvrier comme un collaborateur dans l'œuvre commune de production, qui a droit à une vie honorable. Le progrès social consiste à améliorer son niveau de vie dans le développement harmonieux de l'activité économique et non dans l'atmosphère de haine des grèves sur le tas. Et le patron doit se convaincre qu'il est de son intérêt comme de celui de l'économie nationale d'accorder des augmentations économiquement justifiées, comme les salariés de leur côté doivent s'efforcer de comprendre que des relèvements peuvent être absolument inconciliables avec les nécessités du marché, et

qu'ils doivent s'écarter de démagogues qui les conduisent à la ruine

Il ne suffit pour cela que d'un peu de bonne volonté et de confiance de part et d'autre et l'abandon de faux préjugés.

Un ouvrier heureux, c'est aussi pour la nation un élément de force. La misère le rejette vers les doctrines de révolution sociale engendrant la décadence du pays qui devient alors une proie facile pour des voisins belliqueux. La santé morale est pour la nation un facteur de sécurité qui constitue le complément nécessaire de ses armements matériels.

C'est par conséquent à l'étude de ces problèmes essentiels du pouvoir d'achat de l'ouvrier et du niveau de vie de la classe ouvrière que nous allons consacrer les deux chapitres qui vont suivre.

CHAPITRE PREMIER

L'évolution du pouvoir d'achat du travailleur salaarié

Salaire et coût de la vie

Nous avons rapidement montré pourquoi, par l'introduction du facteur-prix, le pouvoir d'achat du salaire est une chose différente du montant du salaire. Ce que nous voulons étudier maintenant, c'est ce pouvoir d'achat du salaire, c'est-à-dire le salaire sous l'angle de son aptitude à procurer à celui qui le touche les choses nécessaires ou utiles à son existence.

Le bien-être de l'ouvrier dépend de son salaire réel. L'expression est aujourd'hui courante : c'est la quantité de biens et de services de toutes sortes que le travailleur peut acheter, à un moment et en un lieu déterminé, au moyen de son salaire en monnaie. On dit encore pouvoir ou puissance d'achat du salaire. Ce sont là des synonymes que nous emploierons indistinctement.

Le mode de calcul en est bien connu. Il a été utilisé par MM. Jacques Rueff et Jean Lhomme dans leurs études. Il suffit d'établir le quotient entre la valeur du salaire nominal et celle du coût de la vie et de multiplier le résultat par 100, selon la formule :

$$SR = \frac{SN}{CV} \times 100$$

Le bien-être du travailleur se mesure à ce rapport. Il augmente avec lui lorsque le salaire nominal s'élève plus que le coût de la vie ou s'abaisse moins que lui. A l'inverse toute dimi-

nution du salaire nominal plus importante que celle du coût de la vie ou toute augmentation du coût de la vie plus forte que celle du salaire en argent provoque la baisse du salaire réel, diminue le bien-être.

Or nous connaissons le montant du salaire en argent pour de nombreuses catégories d'ouvriers, et même pour certains salariés qui occupent une place supérieure dans l'échelle sociale. La question qui se pose dès lors, question préjudicielle à l'étude du pouvoir d'achat, est de savoir s'il nous est possible de suivre avec une certitude suffisante les fluctuations des prix des consommations ouvrières.

Evidemment il a été dressé des indices divers des prix. Il n'est pas sûr cependant que l'on soit arrivé à une solution satisfaisante. Leur examen rapide est nécessaire, car si nous ne motivions pas notre décision, notre choix pourrait paraître arbitraire.

Nous recherchons donc dans une première section l'étalon, qui nous transmettra avec le plus de fidélité les variations du prix de la vie. Dans une seconde section nous pourrons alors aborder l'examen du mouvement du salaire réel en France depuis la guerre pour un certain nombre de travailleurs.

Section I. — LA MESURE DU COÛT DE LA VIE

Il ne peut, bien entendu, s'agir que de dépenses moyennes. Ce qu'il nous faut, c'est trouver un indice suffisamment représentatif des variations de prix des consommations ouvrières.

A première vue, nous pouvons hésiter entre trois indices : les prix de gros, les prix de détail et le coût de la vie proprement dit.

C'est à ces trois alternatives possibles que nous nous arrêteront dans trois paragraphes successifs. Dans un quatrième, nous indiquerons les raisons de notre choix. Enfin dans un cinquième nous étudierons l'évolution de l'indice retenu.

§ 1) Prix de gros

Les indices des prix de gros présentent l'avantage d'être établis sur des bases extrêmement solides.

Résultat d'un marchandage entre vendeurs spécialistes et acheteurs spécialistes, opérant sur des quantités relativement

fectué sur cette base, la S. G. F. pour répondre au désir souvent considérables d'un produit, les prix de gros sont pour beaucoup officiellement cotés sur certains marchés publics (Bourses de Commerce, Halles Centrales de Paris, marché de la Villette à Paris pour la viande). Les prix de gros des marchandises importées sont ou déclarées aux bureaux des douanes ou arbitrés par la Commission officielle des Valeurs en Douane. D'autres peuvent encore résulter d'accords de cartels, d'ententes industrielles, ou de fixation par l'Etat, qui contrôle le marché de certains produits (fixation actuelle du prix du blé par l'Office du Blé). La constatation est donc simple. Les cours font d'ailleurs l'objet de publication dans les journaux économiques.

Les variations des prix de gros sont enregistrées au moyen de nombres-indices. Ce sont, de tous les indices de prix, les plus sérieux. La seule critique que l'on puisse leur adresser provient de l'application qui leur est faite de la méthode indicielle. Elle dépasse le cadre de cette étude.

La Statistique Générale de la France établit actuellement deux indices des prix de gros, un indice simple de 45 marchandises, un indice pondéré de 126 marchandises.

*
* *

L'indice général des prix de gros de 45 marchandises remonte à l'avant-guerre (1). Il est calculé par moyenne arithmétique simple des 45 indices partiels (2). La période de base est la période décennale 1901-1910, conformément à la recommandation formulée par l'Institut International de Statistique dans sa session de 1911. Mais si le calcul de l'indice est toujours ef-

(1) L'origine de la liste des indices simples de 45 marchandises a été reportée à 1820. V. B.S.G.F., avril 1928, p. 309.

(2) La liste des 45 articles se décompose comme suit :

20 produits agricoles ou denrées alimentaires :

Aliments végétaux : blé, farine de froment, seigle, orge, avoine, maïs, pommes de terre, riz.

Aliments animaux : viandes de boucherie, bœuf (2 qualités), mouton (2 qualités), porc, salaisons, beurre, fromages.

Sucre brut, sucre raffiné, café, cacao.

25 matières industrielles :

Minéraux et métaux : charbon de terre, fonte de moulage, fers marchands, cuivre, étain, plomb, zinc.

Textiles : coton, laine, soie grège, chanvre, lin, jute.

Divers : cuirs salés, peaux de chevreaux, suif, huile de colza, huile de lin, alcool dénaturé, pétrole raffiné, carbonate de soude, nitrate de soude, indigo, caoutchouc, bois de construction (sapin et chêne).

exprimé d'avoir des indices se rapportant à une période plus voisine de l'ouverture des hostilités, ramène les chiffres établis sur cette dernière base à 100 en juillet 1914 par simple réduction proportionnelle.

Le choix des articles incorporés dans l'indice est déterminé en partie par des considérations d'ordre pratique. Le mouvement des prix d'une marchandise n'a par lui-même de valeur que si les cotes successives enregistrées s'appliquent bien toujours exactement au même type, c'est-à-dire si la nature et la qualité de la marchandise n'a pas varié. Or cette condition essentielle se trouve rarement réalisée pour les produits fabriqués. C'est la raison pour laquelle en dehors des produits agricoles la liste des marchandises comprend surtout des matières premières ou des produits semi-ouvrés. Si l'on peut suivre assez approximativement les prix du charbon, de la fonte de moulage ou du coton, il n'en est certes point de même pour des articles manufacturés, vêtements, chaussures ou moteurs électriques.

*
* *

L'indice général des prix de gros de 126 marchandises remonte à 1928 seulement, avec 1913 pour période de base (1). Cet indice comprend des produits alimentaires et des produits industriels de toutes sortes, ceux-ci plus nombreux que ceux-là. Il est pondéré, le prix de chaque marchandise étant multiplié par un coefficient proportionnel à la valeur de la quantité de cette marchandise qui a été mise sur le marché français en 1913. Seulement faute de renseignements précis sur la production et la consommation en France d'un grand nombre d'articles, les coefficients de pondération n'ont pu être déterminés que par des évaluations assez grossières.

Le fait que cet indice ne remonte qu'en 1928, le fait qu'il se trouve pour une bonne part composé d'articles totalement étrangers à la consommation courante de l'ouvrier nous le font écarter sans qu'il soit nécessaire d'en faire un examen plus profond.

(1) Sur le choix des 126 marchandises et des coefficients qui leur sont affectés, V. B.S.G.F., janvier-mars 1928, p. 201.

§ 2) Prix de détail

Les prix de détail s'appliquent aux produits achetés par petites quantités par les consommateurs chez les marchands au détail ou les petits producteurs. Ce sont évidemment ceux qui intéressent le plus les ouvriers.

Leurs différences avec les prix de gros sont importantes (1).

Du point de vue statique, quand on les compare à une date déterminée, on trouve les prix de détail supérieurs au prix de gros des mêmes marchandises. Cet écart se justifie ou s'explique par la nécessité des commerçants de détail, par la multiplicité des intermédiaires, par les monopoles locaux et temporaires de certains d'entre eux.

Mais cette différence ne serait rien s'il y avait synchronisme entre les mouvements des prix de détail et les mouvements des prix de gros. Il s'agit en effet d'indices et non de valeurs absolues.

Or du point de vue dynamique, lorsqu'on observe la marche des prix dans le temps, on constate qu'une hausse des prix de gros est généralement suivie par une hausse des prix de détail, hausse qui dépasse souvent la première, et que d'un autre côté la réciproque n'est pas vraie : quand les prix de gros diminuent, les prix de détail, par suite de l'inertie des consommateurs, de leur insouciance des prix de gros, ne suivent qu'à la longue et à regret les prix de gros dans la baisse, et cette baisse n'atteint généralement pas l'ampleur des premiers.

C'est là une remarque sérieuse dans le choix que nous avons à effectuer.

L'inconvénient des indices de prix de détail réside dans le fait qu'ils sont moins bien établis que ceux des prix de gros. Et ils sont moins bien établis parce que la tâche est autrement délicate.

La multiplicité des produits, les changements fréquents de qualité, les écarts de prix selon les régions, les villes d'une même région, les quartiers d'une même ville, les magasins d'un même quartier rendent l'établissement d'un indice des prix de détail presque impossible pour les produits manufacturés. Et que vaudra un indice ne tenant guère compte que des

(1) V. Jean MARCHAL : « Prix de gros et prix de détail », *Revue d'Economie Politique*, juillet-août 1931, p. 1219 à 1250.

denrées alimentaires, négligeant des prix comme ceux du vêtement dont l'importance est grande dans un budget ouvrier ?

Même pour les produits agricoles d'ailleurs, encore qu'ils soient moins nombreux et qu'il soit possible de définir assez facilement une qualité type, l'établissement d'un indice de leur prix n'est pas sans difficulté.

Malgré tout, plusieurs tentatives ont été faites : en 1911 le calcul d'un indice de 13 articles, en 1928, le calcul d'un indice de 34 articles.

*
* *

L'indice pondéré des prix de détail de 13 articles de ménage est une moyenne concrète résultant du calcul d'une certaine dépense basée sur des consommations invariables, qui correspondent à un régime acceptable pour une famille ouvrière de 4 personnes. On applique aux quantités choisies de chacune des 13 denrées de première nécessité retenues les prix unitaires relevés et l'on fait la somme des produits partiels (1). L'indice est obtenu en rapportant la somme au total correspondant établi en 1914 et ramené à 100.

A Paris, l'indice est calculé mensuellement, au moyen des cours relevés chaque semaine dans un certain nombre de magasins par des agents de la S. G. F. Pour le reste de la France des questionnaires sont remplis chaque trimestre par les maires des villes de plus de 10.000 habitants, permettant le calcul des indices relatifs aux villes et des moyennes régionales et nationale.

*
* *

L'indice pondéré des prix de détail de 34 articles de ménage a été établi en 1930 par la Statistique Générale de la France sur

(1) Eléments composants de l'indice de 13 articles et coefficients de pondération :

pain	700 kg.	œufs	20 douz.	légumes secs	230 kg.
viande	200 kg.	lait	300 lit.	sucré	20 kg.
lard	20 kg.	fromages	20 kg.	huile comestible	10 kg.
beurre	20 kg.	pommes de terre	250 k.	pétrole	30 lit.
				alcool à brûler	10 lit.

Indice généraux du mouvement économique en France, de 1901 à 1931,
page 43.

le vœu de la Commission Centrale d'études relatives au coût de la vie. Les principes qui le régissent sont identiques à ceux qui régissent l'indice des prix de détail de 13 articles. La seule différence consiste dans l'élargissement de ses bases (1). D'après les évaluations de la Commission centrale la dépense annuelle pour les 34 articles représenterait à peu près les 2/3 de la dépense totale du budget familial type.

Se rapportant à un nombre d'articles raisonnable, cet indice est très intéressant. Il est regrettable que son calcul n'ait pas été entrepris plus tôt. Il ne remonte en effet qu'à l'année 1928.

§ 3) Coût de la vie

Pour l'ouvrier, le coût de l'existence est égal à la dépense faite pour subvenir à ses propres besoins — et à ceux de sa famille s'il est marié — pendant un temps donné, tandis que le revenu est constitué par la recette durant le même temps, c'est-à-dire par son salaire et accessoirement par celui des membres de sa famille.

Si l'on connaissait la répartition des dépenses familiales ou ménagères à toutes les époques et pour toutes les familles, on pourrait déterminer directement un budget moyen à chaque époque et voir comment varie ce budget, ainsi que le genre de vie.

Cette étude, qui requerrait des monographies de budgets ouvriers nombreux, selon la méthode préconisée par Frédéric Le Play, a le gros inconvénient de la complexité.

Mais il y a une seconde manière d'étudier les changements du coût de la vie. Au lieu de supposer que le genre de vie se

(1) Eléments composants de l'indice de 34 articles et coefficients de pondération :

pain	9.0	mouton poitrine	3.4	pois secs	0.6
farine	0.3	— gigot		sucré	1.5
pâtes alimentaires	1.2	porc, échine	3.4	café	1.8
riz	0.5	— lard gras	3.4	chicorée	0.2
pommes de terre	2.5	poisson	1.0	chocolat	1.2
haricots	0.9	lait	3.0	sel	0.3
lentilles	0.8	fromage	2.5	vin	7.5
bœuf à bouillir	6.8	œufs	2.0	charbon	2.5
— à rôtir		saindoux	2.0	pétrole	0.5
veau, poitrine	3.4	beurre	2.0	gaz	1.2
— quasi		huile	2.0	électricité	0.8
				savon	2.0

modifie peu à peu ce qui est d'ailleurs une hypothèse conforme à la réalité, on peut calculer précisément ce que serait la dépense aux différentes époques, si le genre de vie ou les consommations annuelles demeuraient invariables. Cela revient à étudier le mouvement des prix au détail.

On se sert donc de tableaux types où figurent des quantités consommées par une famille ouvrière de 4 personnes résultant soit de l'examen de budgets réels, soit de budgets théoriques déterminés par la considération du nombre des calories fournies par divers aliments et du nombre des calories nécessaires à un travailleur ordinaire. On applique à ces quantités les prix de détail observés aux différentes époques. Les produits obtenus sont les valeurs successives de l'indice de la dépense qu'eussent nécessité, à ces mêmes époques, des consommations invariables.

C'est selon ces données que des Commissions d'études relatives au coût de la vie ont été chargées d'établir des indices en vertu d'un décret en date du 1^{er} février 1920. Elles fonctionnent sous le contrôle d'une Commission centrale siégeant au Ministère du Travail, en liaison avec les services de la Statistique générale de la France. Le budget se trouve décomposé en cinq parts : alimentation, chauffage et éclairage, logement, habillement, dépenses diverses.

Pour chaque catégorie de dépenses un indice est établi. Il est également publié un indice général. La base est de 100 en 1914.

A Paris, les résultats ont été satisfaisants. Les résultats, pour les dépenses d'alimentation diffèrent peu des chiffres de la S.G.F. L'indice mensuel calculé pour 67 prix communiqués par le Comité technique de l'alimentation est très proche en ses variations de celui des prix de détail. C'est dire que l'un et l'autre sont proches de la réalité. Par contre pour l'habillement l'indice partiel établi par la Commission du coût de la vie diffère grandement de celui fourni par les prix de 17 articles d'habillement communiqué à la S.G.F. par une Commission instituée au Ministère du Commerce.

En province les résultats ont été très défectueux. Les indices trimestriels accusaient souvent d'une région à l'autre des écarts difficilement justifiables. Leur échec a été reconnu et de nouvelles directives ont été données en 1931 par la Commission centrale. Le budget type des Commissions a été dans une large mesure uniformisé et la base ramenée à 1930.

§ 4) **Choix de l'indice**

Cet examen rapide des indices existant actuellement en France nous fait apparaître leurs avantages et leurs défauts — et surtout leurs défauts — pour l'usage particulier que nous voulons en faire.

Ils nous faut tout d'abord rejeter ceux établis au beau milieu des limites de temps que nous avons assignées comme cadre à notre travail, lorsqu'il n'est pas possible de faire un raccord satisfaisant avec une autre série.

Malgré son incontestable valeur relative, nous écarterons l'indice des prix de gros de 45 marchandises. Encore qu'il soit déjà irrationnel de traiter sur pied d'égalité des produits qui tiennent des places très inégales dans la valeur des échanges et des consommations annuels, et d'admettre par exemple qu'une hausse du prix du blé soit compensée par une baisse du prix de l'indigo dans la même proportion, son emploi en la matière présente des inconvénients certains. Les ouvriers dont il faut examiner le pouvoir d'achat ne font pas d'acquisitions en gros : ils achètent au détail. Or nous avons vu qu'il n'y a pas synchronisme entre le mouvement des prix de gros et celui des prix de détail. Cette remarque est capitale.

De plus l'indice des prix de gros comporte des prix de matières premières ou de produits semis-ouvrés, qui sous cette forme intéressent peu la classe ouvrière, qui n'achète que des produits manufacturés. Peu lui importe donc le prix de la fonte de moulage ou des fers marchands, dont elle ne fait pas consommation ou tout au plus très indirectement.

Notre choix se trouve dès lors restreint entre l'indice pondéré des prix de détail de 13 articles de ménage et l'indice du coût de la vie.

Si les indices du coût de la vie étaient établis avec autant de rigueur que ceux des prix de gros, la question ne se poserait même pas car c'est le coût de la vie qui fixe avec le salaire nominal le pouvoir d'achat des ouvriers.

D'un autre côté, si l'indice des 13 articles nous satisfait quant aux conditions qui président à son établissement, il est très limité dans sa base. Il ne comporte en effet aucun article d'habillement, à peu près rien en ce qui concerne le chauffage et l'éclairage, ni les dépenses diverses qui occupent une certaine place dans un budget ouvrier. Ensuite la très intéressante incidence du loyer n'apparaît pas. Or cet indice du prix des den-

rées ménagères courantes, principalement agricoles, subit en fait des fluctuations plus importantes dans un sens ou dans l'autre que le coût de la vie. Le loyer est un élément modérateur ; par sa rigidité très nette il joue le rôle de frein.

L'hésitation est donc permise. L'indice du coût de la vie à Paris présente malgré tout des garanties assez sérieuses dès le début de son établissement pour nous le faire préférer.

Quant à la mesure du prix des consommations ouvrières en province, nous utiliserons un indice combiné : indice des 13 articles jusqu'en 1930, indice du coût de la vie depuis cette date. La révision de 1930 en effet semble avoir donné des résultats satisfaisants, et puisque le calcul n'est plus maintenant entaché des graves erreurs qui nous le font condamner pour la période précédente, nous le préférons, car il donne une image plus fidèle de la réalité. Nous opérons la jonction en 1930, en ramenant l'indice du coût de la vie à la base de 100 en 1914 au lieu de 1930 (1).

§ 5) L'évolution des indices retenus comme représentatifs du coût de la vie ouvrier

Voici, dans le tableau ci-après, les données des deux indices retenus (2).

(1) La valeur relative des statistiques explique les choix différents de certains auteurs qui ont évalué le pouvoir d'achat des salariés dans divers pays.

M. Jacques Rueff, étudiant la Grande-Bretagne, choisit les prix de gros.

M. Denuc, dans son étude sur les fluctuations comparées du chômage et des salaires dans quelques pays de 1919 à 1929, retient le coût de la vie. (*B.S.G.F.*, avril-juin 1930, p. 328-373).

M. Jean Lhomme préfère le coût de la vie dans son étude des salaires en Allemagne.

M. Lucien March utilise l'indice des 13 articles en France.

(2) V. Graphique N° 10 : « *Prix de détail — Coût de la vie* », en annexe.

**Indice pondéré des prix de détail
de 13 articles de ménage en
province et du coût de la vie
à partir de 1931**

Indice du coût de la vie à Paris

Base 100 en Juillet 1914						Base 100 en Juillet 1914					
1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Moyenne		1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Moyenne	
				100	1914					100	
					1919	278	294	289	302	291	
295	341	363	370	342	1920	321	380	390	452	386	
338	307	295	297	309	1921	430	364	352	350	374	
291	302	289	300	295	1922	324	316	313	315	317	
324	334	331	345	333	1923	332	339	351	375	349	
365	366	367	377	369	1924	401	395	401	428	406	
386	390	401	421	399	1925	442	435	451	471	450	
451	485	539	545	505	1926	503	523	610	647	571	
524	525	507	498	513	1927	586	572	553	526	559	
507	519	519	531	519	1928	522	530	536	562	537	
547	556	555	565	556	1929	576	583	582	593	583	
565	572	592	597	581	1930	583	569	624	650	607	
590	589	565	531	569	1931		612		564	588	
534	535	517	516	526	1932		554		545	550	
523	516	516	526	520	1933		526		531	529	
526	522	511	504	516	1934		512		500	506	
494	490	469	478	483	1935		477		472	475	
486	497	504	540	507	1936		487		553	520	
581	606	630	658	619	1937	586	603	630	668	622	
688	692	689	722	698	1938	687	700	711	730	707	

*
* *

Les fluctuations de l'indice du coût de la vie à Paris

L'indice qui était de 100 en 1914 s'est grandement relevé au cours de la guerre et après la cessation des hostilités. Fin 1920 la hausse ressort à 270 %. Nous n'entrerons pas dans le détail, mais nous ferons seulement remarquer que les prix de détail avaient en réalité plus monté que le coût de la vie, lequel bénéficiait de la stabilité des loyers depuis 1914.

L'indice fléchit de 22 % pendant la crise de 1921-1922 et il faudra attendre la fin de l'année 1924 pour que le coût de la vie ait remonté à son niveau le plus haut de 1920.

La hausse continue ensuite jusqu'au dernier trimestre 1926 et assez fortement. Elle ressort en effet à plus de 88 % depuis le fond de la crise, dont près de 30 % pour la seule année 1926.

En 1927, l'indice fléchit de 545 à 498, soit de 8,5 %. Et puis, de 1928 à fin 1930 le mouvement de hausse reprend avec assez de

régularité et sans excès l'augmentation étant légèrement inférieure à 20 % pendant ces trois années.

Nous touchons alors à un maximum, l'indice est à 597, accusant un relèvement proche de 500 % par rapport à 1914 et de 75 % par rapport à 1920.

La crise est marquée par une chute des prix assez profonde en trois temps : 11 % en 1931, stabilité relative jusqu'en 1934 et nouvelle chute de 11 % de 1934 à fin 35. Le minimum se situe au 3^e trimestre 1935 avec 469, faisant ressortir une diminution de 21,5 % du coût de la vie depuis 1930.

Sur la fin de l'année 1935, année de crise par excellence, l'indice se relève légèrement, conséquence de la politique de revalorisation des produits agricoles de M. Pierre-Etienne Flandin. Mais malgré une revalorisation très importante, l'indice, d'août 1935 à mai 1936 ne se relève que de 6 %.

C'est à partir de septembre 1936 que l'incidence de la politique nouvelle se manifeste dans les chiffres. De la prise de pouvoir par le Front populaire à la fin de l'année 1936, la hausse atteint 9 % ; elle est portée à 32,4 % fin 1937. En décembre 1938, l'indice est à 722, accusant un relèvement supérieur à 45 %. Et encore l'indice bénéficie de l'action puissante de freinage que procure le loyer, dont la hausse n'atteint pendant la même période que 12 %. La hausse des 13 articles est d'ailleurs de 62 %. Il s'avère donc difficile d'endiguer le flot montant du coût de la vie.

*
* *

L'évolution du coût de la vie en province

Les fluctuations suivent fidèlement la courbe du coût de la vie à Paris. Cependant il apparaît que les prix ont tendance à monter plus en province qu'à Paris en période de hausse générale et inversement à baisser dans une proportion plus grande pendant la dépression.

La hausse de l'indice des 13 articles en 1920 atteint 286 % depuis 1914. Puis la crise est marquée par un fléchissement de l'indice voisin de 20 %. A partir du dernier trimestre 1922, la hausse reprend jusqu'à la fin de l'année 1926, et ressort à près de 100 %, le mouvement ayant été particulièrement accentué en 1925 et 1926. Le relèvement, qui est interrompu en 1927 se développe, mais plus légèrement, jusque sur la fin de 1930. La hausse à cette date atteint plus de 500 % par rapport à 1914.

De 1930 à novembre 1935, la chute de l'indice du coût de la vie atteint 23 %, les prix revenant à leur niveau de 1924-1925. De novembre 1935 à mai 1936, l'indice se redresse faiblement, à peine 4 %, comme suite de la revalorisation des produits du sol.

Depuis mai 1936, qui a marqué l'arrêt de la politique d'économies et de déflation, la hausse du coût de la vie dépasse 45 %. Celle des 13 articles, c'est-à-dire des denrées alimentaires en général, est proche de 70 %.

Telle est la marche, très rapidement tracée, du coût de la vie en province. Le parallélisme étroit avec le mouvement du coût de la vie à Paris apparaît clairement. Nous n'insisterons pas davantage.

Section II. — L'EVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT DU TRAVAILLEUR SALARIE

Nous connaissons le mouvement du salaire nominal pour de nombreuses catégories de travailleurs. Nous connaissons aussi l'évolution du coût de la vie à Paris et en province. Nous pouvons maintenant confronter ces données et par là nous rendre compte des fluctuations du pouvoir d'achat du salaire en monnaie depuis la guerre. Cette étude est d'autant plus intéressante qu'en raison des variations considérables des prix et des salaires au cours de cette période, il est permis de se demander si en définitive l'ouvrier en a bénéficié ou non et dans quelle mesure.

Nous indiquons donc dans les tableaux qui suivent l'indice du salaire réel, que nous avons calculé selon la formule précédemment indiquée, pour les différentes catégories de salariés de l'industrie, du commerce, de l'agriculture et pour les divers agents des services publics, dont nous avons chiffré le montant du salaire nominal.

INDICES DU SALAIRE RÉEL

$$SR = \frac{SN}{CV} \times 100$$

Base 100, avant-guerre



Si l'on s'attache à l'ensemble du mouvement, le salaire réel a manifesté une nette tendance à la hausse. Depuis la période qui a précédé immédiatement la guerre, le pouvoir d'achat a progressé pour toutes les catégories de salariés, hormis cependant les fonctionnaires des cadres supérieurs et les agents dirigeants de la Banque de France, qui sont d'ailleurs des salariés quelque peu spéciaux.

Cette progression a été variable selon les groupes de travailleurs, comme variables avaient été les fluctuations de leur propre salaire et monnaie. Nous nous trouvons en effet, lorsque nous envisageons le salaire réel de différents ouvriers, en présence d'un rapport dont l'un des termes est le même pour tous : le facteur prix. Il en résulte donc que les conclusions que nous avons tirées relativement au salaire nominal conservent leur valeur dans l'hypothèse du salaire réel — dans la mesure où l'on peut admettre que les indices représentent fidèlement les mouvements généraux du coût de la vie pour chaque catégorie particulière. C'est ainsi que la puissance d'achat du manœuvre s'est relevée depuis la guerre plus que celle du professionnel, celle de l'ouvrière plus que celle de l'ouvrier. L'accroissement du salaire réel a été plus important dans la grande industrie que dans la petite, dans la petite que dans le commerce et l'agriculture.

Mais ce sont là des constatations bien faciles. Plus intéressant est de suivre l'évolution du salaire réel au cours de ces vingt cinq dernières années.

Au sortir des hostilités, en 1920, le salaire réel est généralement inférieur à son niveau de 1911-1914. Il avait d'ailleurs été plus bas encore vers 1918, 1919, à une époque où la hausse des salaires était loin d'atteindre celle de 1920. Les prix ont monté plus que les salaires et l'ouvrier en souffre.

Par contre la crise de 1921-1922 profite largement au travailleur — si paradoxal que cela puisse paraître. La baisse des salaires, ainsi que nous l'avons vu, a été généralement sensible, mais celle du coût de la vie a été plus considérable, de sorte que grâce à cette crise, la puissance d'achat du salaire de l'ouvrier revient à ce qu'elle était avant la tourmente, à une période où les prix et les salaires avaient un mouvement très nuancé, à une époque où notre monnaie était stable depuis un siècle.

1924 et 1925 sont marqués par une hausse rapide des salaires,

mais aussi par une hausse plus rapide des prix. Le salaire réel retombe à un niveau inférieur à celui de 1914 ou très voisin pour ceux qui avaient bénéficié de majorations proportionnellement plus importantes, les manœuvres et les femmes.

En 1927 et 1928 les prix baissent ou se relèvent très modérément. Quant aux salaires, ils restent d'une façon générale stationnaires ou même se relèvent quelque peu. Il s'en suit une hausse appréciable du pouvoir d'achat. Ce pouvoir d'achat continue sa marche ascendante pendant les deux dernières années de prospérité, la hausse des deux facteurs étant régulière et assez faible, à l'avantage des salaires.

Les constatations que nous avons faites pour les années de crise 1921-1922, nous devons les renouveler et les amplifier de 1931 à 1935. La crise mondiale durement ressentie en France, quoique avec un certain retard est marquée par un fléchissement généralisé des salaires de 6 à 15 %, donc malgré tout assez modéré. Or, les prix, à la même époque, ont accusé une chute beaucoup plus brutale : 25 % en moyenne.

Le pouvoir d'achat du salaire s'est ainsi considérablement accru. Alors qu'il était en 1930 aux environs de 115 contre 100 avant la guerre, il se trouve porté, alors que les salaires ont subi l'amputation la plus forte, que l'on se trouve au plus profond de la dépression économique, en 1935, à un chiffre voisin de 135-140 — et nous ne parlons que de moyenne.

La hausse massive des salaires en 1936 a porté généralement un peu plus avant la valeur du pouvoir d'achat des masses salariées. Les prix ont bien subi une hausse importante, mais un certain temps est nécessaire pour que se manifeste l'incidence des majorations de salaires sur le prix de vente. Cependant, tout compte fait, l'accroissement du pouvoir d'achat a été incomparablement moins important que pendant la crise.

Et puis, en 1938, même dès 1937 pour certains, la hausse des salaires s'est trouvée plus que compensée par celle des prix. Cette dernière en effet, si elle s'était déclanchée avec un certain retard, se poursuivait avec vigueur. Une course dangereuse s'est ouverte entre les salaires et les prix. Les salaires sont partis très forts. Mais les prix maintenant les gagnent. Il en résulte que le niveau du salaire réel de 1936-1937 diminue, et diminue rapidement. Déjà, pour certains le pouvoir d'achat est assez inférieur à ce qu'il était en 1935. C'est l'échec incontestable de la politique des hauts salaires, qui dans l'esprit de ses protagonistes devait amener une amélioration du pouvoir d'achat des

masses laborieuses. Elle a réussi à l'accroître un jour ; elle n'a pu le maintenir.

Mais justement parce que les salariés ont joui à un certain moment de 1936 ou de 1937 d'un bien-être plus grand, ce qui était inévitable, pendant les quelques mois nécessaires à l'ajustement des prix, ils peuvent se croire fondés à réclamer des majorations nouvelles absolument impossibles dans l'état actuel de l'économie nationale. Il est ainsi à craindre qu'un état d'esprit défavorable anime la classe ouvrière qui n'en vienne à considérer la situation présente comme une revanche indirecte contre ceux qui à un moment donné avaient pris le pouvoir en son nom. Heureusement l'échec sans précédent de la grève du 30 novembre 1938 a fait perdre beaucoup de sa combativité à cette classe abusée. La hausse des prix était une chose fatale, et nous le verrons dans quelques pages consacrées à un tour d'horizon rapide sur l'aspect économique du salaire.

*
**

Nous pouvons tirer de l'évolution du salaire réel, que nous venons rapidement de tracer, à l'appui des données statistiques, quelques conclusions certaines.

1° Le salaire réel a une tendance naturelle à augmenter, ce qui prouve que les légitimes aspirations des ouvriers et employés pour l'amélioration de leur bien-être et de leur sécurité se réalisent progressivement avec le temps.

La courbe qui le représente n'est pas une droite qui ferait avec l'horizontale un angle qui mesurerait un coefficient invariable d'amélioration du pouvoir d'achat. Le salaire réel subit des fluctuations, dans un sens ou dans l'autre, mais les minima et maxima successifs ont tendance à croître si l'on envisage le mouvement sur une longue période. L'évolution depuis 1914 n'est que la continuation, plus rapide cependant, de l'évolution antérieure qui avait marqué un net accroissement du salaire réel depuis le début du XIX^e siècle.

2° Le salaire réel augmente rapidement en période de dépression économique parce que les prix ont tendance à diminuer plus que la rémunération des services producteurs. C'est une constatation que nous avons été amené à faire nettement lors des crises de 1921-1922 et 1931-1935.

3° Le salaire réel baisse lorsque la hausse des salaires nominaux est très forte, dès que l'incidence des charges nouvelles sur

la production se fait sentir. L'expérience de 1926 et celle de 1936-1938 nous en fournissent la preuve.

4° Le salaire réel croît régulièrement lorsque la hausse des salaires en monnaie est modérée, les prix augmentant plus faiblement en raison d'une assimilation moins brutale des hausses de salaires.

De ces conclusions il ressort que le meilleur pour l'ouvrier est la déflation, pour cette raison que la déflation de son salaire est accompagnée d'une déflation beaucoup plus considérable des prix, de sorte que tout compte fait son bien-être est accru. Il s'agit bien évidemment de l'ouvrier qui travaille. Mais les périodes de dépression économique présentent un envers dangereux à la médaille, c'est le chômage qui sévit dans la classe ouvrière.

L'expérience française des hauts salaires n'est définitivement pas défavorable à l'ouvrier, dont elle a accru un court instant seulement le salaire réel, et il est plus dur assurément de voir diminuer son bien-être que de ne l'avoir jamais vu augmenter.

*
* *

Pour nous résumer, en considérant le mouvement du salaire réel dans son ensemble, nous voyons qu'il a augmenté, de 1914 à 1938, d'environ 45 %, plus et beaucoup plus pour les uns, moins pour d'autres. En effet si les prix ont augmenté de 600 % les salaires ont plus que décuplé.

C'est une hausse appréciable, et puisque l'ouvrier de 1914 vivait, qu'il vivait déjà mieux que celui du milieu du siècle dernier, qui lui-même vivait déjà, c'est donc que son standard de vie a augmenté dans une mesure importante et que l'épargne serait possible pour une partie de la classe ouvrière, tout au moins, celle qui n'a pas de charges de famille. Mais s'il est difficilement contestable que pour beaucoup les moyens d'épargne existent, ce qui manque à l'ouvrier c'est l'esprit d'épargne. L'ouvrier s'accommode peu, par tempérament, des économies.

Le salaire s'éloigne donc de plus en plus du minimum biologique nécessaire à l'existence. C'est une limite qui n'existe plus et qu'on a remplacée par le minimum psychologiquement indispensable qui est une notion très élastique. Ce minimum est ainsi en perpétuelle variation. Le maximum de bien-être qu'obtient un jour l'ouvrier devient ce minimum au-dessous duquel il ne peut plus moralement et socialement s'abaisser le lende-

main. Le corps et l'esprit s'habituent vite à un genre de vie plus confortable et s'il ne peut être maintenu, ils en souffrent grandement.

Faut-il conclure encore, comme le font un peu rapidement certains auteurs, que le sort de la classe ouvrière toute entière soit allé en s'améliorant ? Cette conclusion est certaine dans son esprit. Il resterait à la nuancer dans sa mesure. La France n'a pas été paralysée pendant ces crises et spécialement pendant la dernière, par un chômage considérable. Elle n'a pas eu comme les Etats-Unis, l'Allemagne ou l'Angleterre, toutes proportions gardées, ses millions de chômeurs, encore qu'il soit difficile de donner des précisions bien exactes en raison de la défectuosité réelle des statistiques françaises du chômage.

Nous essayerons cependant dans les pages qui vont suivre de donner quelques éclaircissements sur cette question du salaire de la classe ouvrière.

CHAPITRE II

Le salaire de la classe ouvrière

Salaire de masse.

Les relations du salaire nominal et de l'emploi.

Salaire global.

Les relations du salaire nominal, de l'emploi, et du coût de la vie.

Pour être complet sur l'étude statistique du salaire au point de vue social, il nous resterait à établir le bilan des versements de salaires faits à la classe ouvrière toute entière.

Quelle est l'évolution de la masse des salaires annuellement versés aux travailleurs de France ?

Quelle est la puissance d'achat de cette masse ?

Ainsi introduirions-nous un troisième facteur, après le salaire nominal et le coût de la vie : le chômage ou son inverse l'emploi.

La précédente étude en effet ne nous renseigne nullement sur le bien-être de la classe ouvrière. Elle porte sur le salaire de l'ouvrier qui travaille. Or, il peut se faire, et il se fait malheureusement qu'une partie plus ou moins importante des ouvriers se trouve réduite à un chômage partiel ou total. Laisser de côté le chômage, c'est ne renseigner qu'à moitié, c'est peut-être renseigner fausement, en faisant croire à un mieux-être, à une amélioration sensible du niveau de vie ouvrier, par une géné-

ralisation trop hâtive. Il n'y a peut-être là qu'une apparence, et l'esprit est vite porté à la prendre pour une réalité tangible.

M. Jean Lhomme montre adroitement l'intérêt d'une telle recherche en poussant le raisonnement jusqu'à l'absurde. Ainsi imagine-t-il que tous les ouvriers soient congédiés sauf un, et que l'on verse à cet ouvrier un salaire énorme de plusieurs millions de francs ou de reichmarks par jour. Il est hors de doute que le sort de cet ouvrier sera meilleur et une statistique établissant le salaire réel suivant les méthodes classiques arriverait à révéler une élévation prodigieuse du niveau de vie de la classe ouvrière. Seulement la classe ouvrière serait représentée par un seul individu, et à côté de celui-ci des millions d'autres mourraient de faim (1).

Hypothèse absurde, bien entendu. Cependant, sans arriver jusque là le nombre des ouvriers allemands ayant un emploi n'est-il pas tombé à la moitié du nombre des syndiqués vers la fin de 1932 ? Il y aurait quelque arbitraire à ne se préoccuper que des salaires touchés par cette moitié qui travaille, l'autre ne touchant que des secours et indemnités de chômage.

Déclarer simplement qu'une augmentation du salaire réel de l'ouvrier est un bien pour l'ouvrier c'est négliger un des éléments essentiels du problème et oublier que le nombre des personnes touchants un salaire nominal est loin de rester invariable. Il est certainement bon qu'un ouvrier dispose d'un pouvoir d'achat plus étendu qu'auparavant, mais il n'y a certainement pas lieu de se féliciter au même degré de ce résultat si par ailleurs l'ensemble des salaires versés aux ouvriers diminue et représente ainsi pour eux tous un moindre pouvoir d'achat.

M. Jean Lhomme a très justement mis en lumière ce côté de la question dans son étude des salaires en Allemagne de 1925 à 1932. Le minutieux examen auquel il s'est livré revêtait une importance d'autant plus grande que le nombre des chômeurs d'outre-Rhin atteignait plusieurs millions, plongeant ainsi dans la misère une notable partie de la classe ouvrière. La situation de l'ouvrier qui travaillait ne pouvait ainsi donner qu'une vue très inexacte de celle, lamentable, de la population ouvrière allemande.

M. Jean Lhomme distingue deux expressions du salaire envi-

(1) Jean LHOMME : *L'évolution des salaires dans l'Allemagne contemporaine*, (*Revue Politique et Parlementaire*, 10 août 1933, p. 233 à 273).

sagé dans ses rapports avec la classe ouvrière : le salaire de masse et le salaire global.

Le salaire de masse correspond au salaire nominal affecté de l'indice de variation de l'emploi. Cette expression implique assez bien l'idée d'une somme brute versée à l'ensemble des travailleurs sans tenir compte du pouvoir d'achat que représente cette somme brute. Une semblable terminologie a bien l'inconvénient de ne pas établir une différence verbale entre le salaire de masse et le salaire global. Mais en l'absence d'une expression toute faite on peut se contenter de celle-là en prenant soin d'en préciser le sens exact.

Empruntant la méthode de la statistique des salaires définie par le Bureau International du Travail, en la simplifiant par l'introduction de l'emploi au lieu du chômage, M. Lhomme donne du salaire de masse la formule suivante :

$$SM = SN \times \frac{E}{100}$$

L'indice est calculé facilement :

$$\text{indice de SM} = SN \times \frac{E}{\text{base}}$$

E représente l'emploi qui, n'est pas autre chose que l'inverse du chômage, c'est-à-dire le pourcentage des ouvriers employés.

Le salaire global est plus complexe, car il tient compte, non pas seulement du coût de la vie ou de l'emploi, mais des deux éléments à la fois.

La formule est un simple développement de celle du salaire de masse, par introduction du facteur coût de la vie :

$$SG = \frac{SN}{CV} \times \frac{E}{100} = SR \times \frac{E}{100}$$

où SR désigne le salaire réel.

L'indice s'obtient en ramenant la valeur du salaire global à la base choisie :

$$\text{indice de SG} = SR \times \frac{E}{\text{base}}$$

M. Jean Lhomme pouvait entreprendre ces calculs dans le cas de l'Allemagne, parce qu'il disposait des données remarquables du *Statistisches Amt*. Il est en effet établi, de l'autre côté du

Rhin, un indice du mouvement général des salaires par la pondération des indices des salaires couramment payés dans les diverses branches de l'activité économique allemande, toutes les statistiques provenant de la même source. Il est également publié un indice très intéressant du chômage donnant la proportion du nombre des chômeurs pour celui des ouvriers. Il n'est besoin que de l'inverser pour avoir l'indice de l'emploi. Les matériaux étaient ainsi de premier choix.

En France, il n'est pas calculé d'indice unique cherchant à représenter le mouvement général des salaires, et c'est le premier défaut. Il serait sans doute chimérique de chercher à le faire nous-même en affectant les indices des salaires des catégories d'ouvriers que nous avons envisagées de coefficients, qui tiendraient compte des effectifs des personnels. Les données statistiques émanent de multiples sources, ne correspondant d'ailleurs pas exactement dans leurs bases. Ensuite les effectifs nous sont approximativement connus par les recensements de la population et la répartition en est souvent considérablement changée dans l'intervalle assez long qui les sépare.

En outre les statistiques du chômage sont nettement défectueuses. Il est publié le nombre des chômeurs secourus par les fonds de chômage. Mais l'inscription à ces fonds demande certaines formalités de sorte que le nombre des chômeurs inscrits est sensiblement inférieur au total des travailleurs sans emploi. Un certain nombre d'ailleurs ne demandent pas de secours. Il est vrai que le chiffre des chômeurs secourus semble suivre assez fidèlement les fluctuations de l'activité économique. Cependant ce qu'il nous faut, ce ne sont pas des possibilités, ce sont des certitudes.

De toute façon, et même si la statistique du chômage était exacte, nous ne pouvons aucunement connaître le pourcentage des chômeurs par rapport aux travailleurs effectifs.

Dans ces conditions il nous est bien impossible de traiter à fond cette question comme l'a fait M. Jean Lhomme. C'est regrettable. Espérons que dans l'avenir, les statistiques françaises pourront permettre une telle étude, dont l'intérêt scientifique et pratique est aussi évident.

Cependant nous possédons, en ce qui concerne les mines, des renseignements très précis sur le montant des salaires distribués, qui rendent possible à leur endroit l'étude de l'évolution du salaire de masse et du salaire global. Sans vouloir attribuer à l'industrie française l'honneur de représenter l'économie fran-

gaïse toute entière et à ses mineurs celui d'incarner la classe ouvrière dans son ensemble, cet examen rapide pourra peut-être nous permettre certaines vues plus générales par une interprétation prudente des constatations que nous serons amené à faire.

De plus, nous ferons un sort aux évaluations assurément approximatives de M. Léopold Dugé de Bernonville du montant des salaires annuellement versés en France.

*
* *

§ 1) Salaire de masse et salaire global dans les houillères

Le Bureau de Documentation Minière au Ministère des Travaux Publics et le Comité Central des Houillères de France publient chaque année le montant des sommes versées par les Compagnies à leurs ouvriers, le nombre moyen des mineurs embauchés ainsi que celui des journées de travail effectuées. Ce sont là des données rigoureusement exactes du plus haut intérêt qui permettent de déterminer avec précision l'influence des deux facteurs, taux du salaire et emploi, dans les variations du montant général des salaires. La comparaison du coût de la vie en province et du salaire de masse ainsi connu permet de mesurer le pouvoir d'achat de l'ensemble des ouvriers mineurs.

Les données que nous indiquons ci-après concernent donc le salaire de masse (en milliers de francs et son indice), le nombre des ouvriers (et l'indice), le nombre des postes effectués (en milliers et son indice), l'indice du coût de la vie en province, d'après les renseignements que nous avons relevé en leur temps, et l'indice du salaire global (1). Nous avons calculé tous ces indices sur la base de 100 en 1913 (2).

(1) L'indice du salaire global se calcule ici très simplement :

$$I \text{ SG} = \frac{I \text{ SM}}{I \text{ CV}}$$

(2) V. Graphique N° 2 : *Houillères (B)*, en Annexe, où toutes ces données sont traduites par des courbes.

	Salaire de masse (1.000 fr.)		Nombre d'ouvriers		Nombre de journées de travail (1.000 j.)		Coût de la vie	Salaire global
	SM	ISM	M	I	I	ICV	ISG	
1913	305.977	100	202.265	100	58.907	100	100	
1920	1.016.879	332	207.107	102	53.237	90	86	
1921	1.203.921	393	219.748	109	62.206	105	105	
1922	1.116.956	365	229.800	144	65.043	110	116	
1923	1.411.764	461	263.995	135	70.408	109	132	
1924	1.907.036	623	286.562	142	82.059	139	153	
1925	2.054.649	671	298.118	147	85.369	145	149	
1926	2.527.633	826	306.898	152	88.158	149	145	
1927	2.799.292	915	313.194	155	89.101	150	164	
1928	2.544.179	831	292.102	145	81.644	138	155	
1929	2.715.653	887	287.540	142	79.225	134	152	
1930	2.945.800	963	292.570	145	79.713	135	159	
1931	2.533.619	828	276.540	137	70.789	120	141	
1932	2.005.674	655	254.200	126	60.576	103	119	
1933	1.896.067	620	240.860	119	57.851	98	117	
1934	1.862.626	609	230.340	114	57.029	96	120	
1935	1.767.469	578	219.610	109	54.386	92	122	
1936	1.956.099	639	215.340	106	54.015	92	123	
1937	2.746.395	898	227.340	112	54.665	93	144	

Le montant des salaires versés aux ouvriers mineurs a progressé constamment et très rapidement jusqu'en 1927, et, après une certaine baisse en 1928, jusqu'en 1930, date à laquelle est atteint un maximum en hausse de 863 % par rapport à 1913. Cette hausse considérable du total des salaires payés provient bien évidemment du relèvement important des salaires, mais elle a été plus importante que celui-ci. De 1922 à 1930 l'activité de notre industrie minière s'est intensément développée. L'embauche y a été plus importante et le nombre des journées de travail a largement augmenté. En 1930, les mines occupent 45 % de main d'œuvre de plus qu'en 1913, et le nombre des postes effectués est supérieur de 35 % à ce qu'il était à la date de base. Le travail avait même été plus important et la main d'œuvre plus nombreuse en 1927, mais le développement du machinisme avait permis d'accroître la production, malgré une réduction du personnel.

Les années de crise 1931 et 1932 ont été marquées par une chute considérable du montant des salaires. L'indice, qui passe de 963 à 655, accuse une baisse de 32 %. Or, comme les salaires avaient diminué de 11 % seulement, on mesure les ravages du chômage dans cette industrie de consommation et de matières premières.

Le montant des salaires a encore baissé jusqu'en 1935, mais légèrement. Le relèvement est modéré en 1936, mais il est très accusé en 1937. En 1937 la masse des salaires s'est relevée de 55 % par rapport à 1935 et de 41 % par rapport à 1936. Mais cette hausse est due uniquement aux majorations des salaires intervenues depuis juin 1936. Le nombre de journées de travail, qui est pour les mines un baromètre de l'activité industrielle, a diminué en 1936, par rapport à l'année précédente, qui marquait le niveau le plus bas depuis 1920 et en 1937, il dépasse d'infinitement peu le chiffre de 1935. La production a d'ailleurs baissé en 1936 et en 1937. Pour cette dernière année, elle atteint 45.333.744 tonnes, contre 47.106.827 en 1935 et 55.056.800 en 1930.

Pour les neuf premiers mois de 1938, le montant des salaires payés atteint 2.358.685.000 francs. Il y a tout lieu de supposer qu'en 1938 le total général approche 3 milliards 200 millions. Les constatations quant à l'activité dans les houillères et la production ne sont pas plus encourageantes qu'en 1936 et 1937. L'indice du nombre des ouvriers s'est relevé à 112 en 1937 en raison d'un supplément d'embauche nécessité par l'application des 40 heures dans les mines. Mais il était, en 1935, à 109 et, en 1930, à 145.

Quant au pouvoir d'achat que représente la masse des salaires, inférieur de 14 % en 1920 à ce qu'il était en 1913, il s'est relevé constamment, atteignant son maximum en 1927 avec 164. Il est encore, en 1930, de 159 et s'effrite notablement pendant la crise, se maintenant aux environs de 120. En 1937, l'indice s'est relevé à 144.

En résumé, le niveau de vie de l'ensemble des ouvriers mineurs marque une tendance très nette à l'amélioration. Le pouvoir d'achat s'était accru, avant la crise, de 60 %, donc sensiblement plus que le pouvoir d'achat de l'ouvrier pris isolément.

La crise, par contre, a été durement ressentie par cette classe, puisque le salaire global a diminué de 25 %. La baisse des prix, pourtant largement supérieure à la diminution du salaire journalier n'a pas réussi à limiter l'effondrement du pouvoir d'achat global de l'ensemble des travailleurs du sous-sol.

Il se confirme donc que la variable-emploi-exerce une influence très importante sur le niveau du bien-être ouvrier en général.

**§ 2) Les estimations de l'ensemble des salaires
versés annuellement en France
de M. Léopold Dugé de Bernonville**

Il serait évidemment souhaitable de faire état de données analogues à celles des mines de charbon pour les autres branches de l'activité industrielle et commerciale, mais on doit se contenter d'évaluations approximatives, permettant de fixer plutôt un ordre de grandeur.

Chaque année, M. Léopold Dugé de Bernonville donne une estimation sur la valeur absolue de laquelle il ne nourrit d'ailleurs qu'une confiance limitée (1).

Pour les services publics, seules les rémunérations des fonctionnaires de l'Etat peuvent être évaluées avec quelque chance de vérité à l'aide des documents du budget. Celles des agents qui dépendent des autres collectivités le sont beaucoup plus grossièrement.

Et ce qui prouve que les plus expresses réserves sont de rigueur, c'est que M. de Bernonville a estimé utile, en 1938, de relever ses estimations des salaires publics depuis 1930, qui lui sont apparues trop faibles.

Les Chemins de fer font connaître le montant annuel de leurs dépenses de personnel.

Quant aux autres branches de l'activité économique, les évaluations sont en partie conjecturales. Les éléments de base en sont fournis par les recensements de la population, les enquêtes sur les variations du taux des salaires, les statistiques du chômage partiel et total, le mouvement des effectifs et des heures de travail dans les établissements industriels et commerciaux occupant plus de 100 personnes.

L'application de la législation sur les accidents du travail fournit des indications utiles, par la connaissance des contributions au fond de garantie, lesquelles sont basés sur le montant des salaires (1).

(1) Les lois sur les accidents du travail s'étendent en principe à l'agriculture et aux services domestiques, comme à l'industrie et au commerce. Il n'est pas certain que la proportionnalité des salaires aux contributions au fond de garantie soit rigoureusement exacte. Les bases de la contribution sont différentes pour les entreprises assurées et pour celles non assurées. Pour les premières, il s'agit d'un pourcentage des salaires déclarés dans les primes d'assurance ; pour les secondes il

La taxe d'apprentissage, due en principe par tous les établissements industriels et commerciaux qui ont payé en espèces au moins 10.000 francs de salaires dans l'année permet des confrontations intéressantes avec les autres renseignements recueillis (1).

On peut aussi chercher des éléments d'information dans les résultats de la législation des assurances sociales, d'après le montant des cotisations encaissées (2).

Tenant compte de tous ces renseignements plus ou moins sûrs, M. de Bernonville arrive à évaluer le montant total des sa-

s'agit d'un pourcentage des capitaux constitutifs des rentes mises à la charges des employeurs pour les employés non assurés.

De plus les salaires mentionnés sur les contrats d'assurance peuvent ne pas suivre exactement les fluctuations des salaires effectivement payés. Ces données sont publiés avec un retard considérable par le Ministère du Travail, ce qui enlève une grande part de leur intérêt.

Les évaluations des salaires faites sur ces bases sont les suivantes : *(en milliards de francs)* :

1930	1931	1932	1933	1934	1935 (a)
85.9	84.6	73.7	73.8	71.3	68.3

(a) Pour 1935, chiffre provisoire.

(1) Un grand nombre d'entreprises sont exonérées de cette taxe, mais les publications des contributions directes font connaître le montant des salaires et traitements aussi bien pour les entreprises exonérées que pour les autres. Là encore des réserves sont à faire quant à l'utilisation de ces données. Les salaires déclarés pour cette taxe sont les suivants : *(en milliards de francs)* :

1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
68	63.7	54.8	50.9	42.8	45	49.4

(2) Jusqu'en 1936, en raison de la variabilité du taux de la cotisation suivant la classe des salaires et des changements qui se produisent d'une année à l'autre dans la répartition des assurés par classes, il était difficile de déterminer le montant des salaires auxquels correspondent ces cotisations. Au surplus, on sait que le nombre des cotisants est nettement inférieur à celui des assujettis et les variations du produit des cotisations peuvent tenir aussi bien à une application plus ou moins large de la loi qu'à des changements réels dans les salaires payés.

La baisse des salaires pendant les années de crise tendait à accroître le nombre des assujettis de tous les travailleurs dont la rémunération tombait au-dessous des limites fixées pour l'obligation.

Pour toutes ces raisons, on ne peut considérer le montant des cotisations encaissées comme un indice fidèle des mouvements survenus dans les revenus globaux des salariés.

Depuis le début de 1936, les cotisations versées au titre des assurances sociales sont calculées sur le salaire effectif, la cotisation totale ayant été fixée à 7 % du salaire en 1936 et relevée à 8 % en 1937. Le procédé nouveau présente une grande utilité pour le calcul du montant général des salaires.

lares annuellement distribués en France. Ses évaluations sont des plus aléatoires. Ce sont des approximations forcément grossières destinées à fournir des indications plutôt sur les variations relatives de la masse des salaires que sur son montant nominal en valeur absolue. Il n'en reste pas moins qu'à ce titre elles sont intéressantes, étant les seules qui soient établies.

D'après ces données nous avons calculé l'indice du salaire de masse, sur la base de 100 en 1914 et l'indice du salaire global par comparaison du premier à l'indice du coût de la vie en province.

	Montant des salaires et traitements (milliards de fra)	Indice du salaire de masse	Indice du coût de la vie	Indice du salaire global
1913	15,7	100	100	100
1920	57,4	366	386	95
1921	58,7	374	374	100
1922	58	369	317	115
1923	62,9	401	349	115
1924	74	471	406	116
1925	79,5	506	450	112
1926	92,7	590	571	103
1927	95,1	606	559	108
1928	103	656	537	122
1929	115,6	736	583	126
1930	123,7	788	607	130
1931	118,4	754	588	128
1932	107,4	684	550	124
1933	102,5	653	529	123
1934	98,3	597	506	118
1935	87	554	475	117
1936	97,3	620	520	119
1937	119,5	761	622	122

Le salaire de masse a régulièrement progressé jusqu'en 1930. De 100 en 1913, il atteint 366 en 1920 et 788 en 1930 (1). Il suffit de regarder l'allure de la courbe qui le représente. C'est une ligne presque droite, très ascendante.

La crise a été marquée par une baisse profonde et très régulière encore de la masse des salaires payés. L'indice n'atteint plus en 1935 que 554, faisant ainsi ressortir une chute de 30 % de l'ensemble des salaires et traitements.

.1) Voir le *Graphique* N° 10 : *Salaire de masse, salaire global*.

En 1937, et malgré la hausse très importante des salaires nominaux le salaire de masse reste inférieur à son niveau de 1930. C'est dire que depuis 1935 l'activité économique n'a marqué aucune reprise sérieuse et que l'emploi reste très amoindri.

Le pouvoir d'achat de la classe salariée qui était descendu légèrement au-dessous de son niveau d'avant-guerre en 1920 par suite de la hausse plus considérable du coût de la vie s'est relevé ensuite malgré la crise et maintenu aux alentours de 115 de 1922 à 1925. En 1926, la classe ouvrière a souffert de la hausse des prix et la masse accrue de son salaire ne lui a plus permis de se procurer autant de biens. En 1927, en dépit du chômage accentué, le salaire global a remonté, profitant de la diminution du coût de la vie, et a continué à progresser jusqu'en 1930. A cette date, il est de 30 % supérieur à ce qu'il était en 1913.

Pendant la crise, nous avons vu que la masse des salaires et traitements avait baissé de 30 %. Cependant, comme les prix avaient de leur côté diminué de 25 % environ, la diminution de la puissance d'achat des salariés ne s'est que faiblement effritée : 10 %. La résistance des salaires nominaux payés aux ouvriers qui ont conservé leur emploi a donc permis d'atténuer considérablement la chute du pouvoir d'achat de cette classe qui aurait inévitablement résulté de l'accroissement du chômage total et partiel. Il est vrai qu'on peut se demander si une baisse plus profonde des salaires nominaux, qui aurait entraîné d'ailleurs une diminution plus sensible encore du coût de la vie, en d'autres termes une déflation plus poussée, n'aurait pas permis de maintenir et peut-être même d'augmenter le salaire global en rendant possible le maintien de l'emploi.

La politique des hauts salaires poursuivie en France depuis juin 1936 n'a pas donné les résultats escomptés. La hausse des prix a été si forte et la reprise de l'activité économique si nulle que le pouvoir d'achat des classes populaires ne s'est pas relevé depuis 1935.

Or les ouvriers, dont les salaires ont bénéficié de majorations énormes ont été des privilégiés, parce qu'ils n'ont pas vu leur situation empirer. Ils ont été des privilégiés parce qu'ils n'ont pas été des victimes ! Car à côté d'eux, il y a dans la nation d'autres personnes qui tirent leurs revenus de sources diverses, et ces revenus ne se sont pas amplifiés magiquement. Comme ils ont dû subir la hausse du coût de la vie, leur puissance d'achat a diminué. Voici des chiffres.

	Coût de la vie	Salaires et traitements			Autres sources de revenus			Total : Revenu national		
		milliards de frs	SM	SG	milliards de frs	SM	SG	milliards de frs	SM	SG
1913	100	15,7	100	100	20,3	100	100	36	100	100
1935	475	87	554	117	85,5	421	89	172,5	479	99
1937	622	129,5	761	122	99,4	490	79	218,9	608	98

*
* *

Ainsi se trouve confirmée l'opinion qu'exprimait M. Albert Aftalion au sujet des oscillations périodiques subies par les revenus ouvriers (1). Tandis que le salaire réel de l'ouvrier pleinement occupé croît légèrement dans la prospérité et dans la dépression, le bien-être global de la classe ouvrière progresse plus dans les périodes de prospérité et fléchit au contraire visiblement dans les périodes de dépression. C'est pour beaucoup à raison des oscillations du chômage que la prospérité est vraiment une période favorable et la crise le début d'une ère de souffrance. Le manque involontaire de travail provoque une réduction certaine et souvent importante du bien-être pour la classe ouvrière considérée dans son ensemble.

(1) Albert AFTALION : *Crises périodiques de surproduction*, p. 165-166.

LES ENSEIGNEMENTS

**A la recherche
d'une politique des salaires
et de
l'équilibre économique et social**

I. — LES SALAIRES ET L'ÉCONOMIE

Le salaire, qui est la rémunération de la force de travail de l'ouvrier, constitue pour lui le revenu à peu près exclusif. C'est dire tout l'intérêt de son étude au point de vue social, c'est-à-dire au regard du travailleur.

Le salaire donne-t-il à celui qu'il touche un pouvoir d'achat suffisant pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille ? Comment a-t-il évolué au cours des flux et des reflux récents de l'activité économique ? Quel est le niveau de vie de la classe ouvrière toute entière ? A ces questions importantes nous avons tenté de donner des réponses.

Mais à ne considérer le salaire que sous cet angle, c'est faire preuve d'étroitesse d'esprit, c'est oublier que le salarié, avant d'être consommateur est un outil dont il importe de mesurer le prix de revient. Le problème économique et le problème social sont intimement liés et aucune harmonie n'est possible en ignorant l'un ou l'autre. On doit souhaiter l'amélioration de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. Mais peut-on réaliser ce but, sans se soucier des réalités économiques, et même au besoin en allant contre elles ? Ce serait s'exposer à une faillite retentissante. Et il serait aussi ridicule de forger un système d'économie sans se soucier de l'homme.

Les libéraux ont enseigné la recherche de la plus grande production possible, sans se soucier des conséquences sociales. Les optimistes ont pensé que le libre jeu des lois économiques assurait le parfait bonheur des hommes et que la misère ouvrière ne pouvait être que passagère. Les pessimistes ont bien pensé que la situation malheureuse des travailleurs était un fait et qu'elle subsisterait, mais convaincus que les lois économiques sont inéluctables, ils s'y sont résignés et ont refusé d'intervenir en faveur de l'ouvrier.

Les socialistes au contraire veulent faire de l'Economie Politique une science des hommes et non une science des choses.

A la recherche de la richesse, ils opposent la recherche du bonheur, accusent le régime capitaliste d'exploiter la misère du peuple et en appellent à l'insurrection de la classe ouvrière contre ses oppresseurs. Ils veulent plus de justice dans la répartition, mais ils négligent la production et oublient qu'avant de répartir, il faut d'abord produire et qu'on ne répartit que ce que l'on produit.

Mais l'Ecole de l'Economie nationale a compris que si le but de la politique économique est l'accroissement des forces productives nationales, le but de la politique sociale est de mettre cette puissance de production au service de la population nationale. Ils ont hautement proclamé la solidarité de la politique économique et de la politique sociale, comme sont solidaires dans la nation producteurs et consommateurs. Toute politique qui ignore l'un ou l'autre des facteurs aboutit au malaise social ou réduit le bien-être de la population en diminuant la production.

Or il existe entre les salaires et les prix une dépendance étroite par des réactions réciproques, la hausse des premiers entraînant celle des seconds, qui à son tour provoque le relèvement des salaires, et de même pour le phénomène de baisse.

C'est ainsi que depuis 1914, le mouvement des salaires est calqué sur les fluctuations des affaires. A cet égard il est permis de distinguer plusieurs phases : 1914-1920, la crise de 1921-1922, la reprise et l'essor, jusqu'en 1930 ; la crise de 1931 à 1936, et la période anormale qui s'est déroulée depuis sous l'égide du Front populaire.

1914-1920 : hausse des salaires

La période de guerre, à bien des égards, a ressemblé à une période de prospérité industrielle. Une activité fiévreuse se manifeste dans tous les domaines de l'économie. Cependant tandis que normalement un essor est caractérisé par un développement rapide de la production, les années d'hostilités sont marquées en France, comme dans les pays belligérants d'Europe en général, par un fléchissement de la production dû à la mobilisation aux armées d'un nombre considérable de travailleurs.

La hausse très importante des prix est ainsi due autant à la restriction de l'offre qu'à l'intensité de la demande, que la guerre a accru en transformant la majorité des marchandises

en produits de première nécessité. L'acheteur principal, l'Etat, ne discute pas les prix et paye en papier-monnaie. La France cesse d'exporter et importe à outrance, achetant à crédit. Elle emprunte au dedans, elle emprunte au dehors. Le crédit fausse et exagère les caractères normaux de la hausse des prix. Il crée l'illusion de la richesse en créant une demande illimitée.

Mais la fin de la guerre ne nous ramène pas de suite à la réalité et M. Lescure indique que la prospérité et la hausse tirent une dernière fusée après une vie artificielle de quatre ans (1). L'armistice n'est pas la démobilisation : l'offre des marchandises reste inférieure à la demande. Les usines de guerre sont en veilleuse. La production exige, avant de repartir, la reconstitution des moyens de production, des stocks de matières premières. La France vit encore des crédits que lui consentent les pays producteurs épargnés par les désastres de la guerre, pays intacts et riches, pour lesquels un arrêt brutal de la production aurait engendré une crise très grave.

La dépréciation du change, qu'avait reculée une économie de guerre rigoureuse, accroît d'une façon vertigineuse la hausse des prix. D'ailleurs la fin de la guerre est le signal d'une consommation excessive, encouragée par le gaspillage des gouvernements, et la restauration des forces productives nationales est entravée par une vague de paresse qui se déchaîne sur un peuple surmené par l'immense effort que lui a coûté quatre années de lutte. La spéculation s'exerce ; on thésaurise les marchandises pour accroître plus encore la hausse en raréfiant l'offre.

La hausse des prix de gros entraîne bien évidemment celle des prix de détail. L'indice provincial des prix de détail de 13 articles de ménage qui est de 278 en février 1919, contre 100 en juillet 1914, atteint 452 en novembre 1920. A Paris, où les prix ont moins monté d'une façon générale, l'indice du coût de la vie, malgré son frein particulier que constitue le loyer, passe de 238 au deuxième trimestre 1919 à 370 au dernier trimestre 1920.

Devant cette hausse massive des prix, due pour une large part au dérèglement du crédit, les salaires devaient s'ajuster aux conditions nouvelles de vie par une importante revalori-

(1) Jean LESCURE : *Des crises générales et périodiques de surproduction*, 4^e éd., 1932, p. 264 et s.

sation. Mais ce qui est caractéristique dans cette période, c'est le fait que la hausse des prix forme le moteur des relèvements de salaires. Ces relèvements, dont nous avons donné la mesure pour de nombreuses catégories de travailleurs, interviennent postérieurement à la montée des prix, à titre de conséquence. L'ajustement a même été assez lent, dans les premières années de guerre, jusqu'en 1918 notamment, comme en font foi les intéressantes recherches de M. Lucien March (1). Ainsi au début de la guerre surtout, la situation matérielle de l'ouvrier n'a pas été brillante et son salaire réel s'est trouvé considérablement amoindri.

En 1920, et bien que l'ouvrier ait bénéficié d'augmentations importantes depuis 1919, son salaire réel reste encore inférieur à ce qu'il était avant la guerre. Il est vrai que cette conclusion doit être en une certaine mesure atténuée, si l'on tient compte du fait qu'à cette date les femmes travaillant plus qu'auparavant — nécessité du temps de guerre devenue habitude — apportent au budget du ménage une contribution appréciable. De plus la pratique des allocations familiales commence à prendre une certaine extension et soulage les ouvriers pères de famille. Ensuite la guerre avait apporté aux travailleurs une récompense aux sacrifices endurés : la journée de 8 heures, qui était considérée à l'époque comme la plus grande conquête des classes dites prolétariennes. Certains en ont discuté l'opportunité économique. Elle constituait cependant, à n'en pas douter, un bienfait immense pour la classe ouvrière et à ce seul point de vue méritait l'approbation.

L'absence de chômage était pour l'ensemble des travailleurs un indice favorable.

1921-1922 : baisse des salaires

Le retour à la vie normale, bien que retardé, devait être marqué par une crise violente chez les pays exportateurs, Etats-Unis, Japon, Angleterre, et c'est par contre-coup que la France subit elle aussi cette crise.

A dater de 1920 les crédits nous sont refusés. Il nous faut produire pour vendre et pour acheter, et revenir à l'échange pro-

(1) Lucien MARCH : *Mouvement des salaires et des prix pendant la guerre.*

duits contre produits. C'était là chose nécessaire, la France, et l'Europe, apparaissant à ses créanciers comme un prodigue décidé à emprunter jusqu'à la ruine. Il fallait que nos prêteurs nous rappellent qu'un peuple ne vit que par son travail. Le consommateur refusant de payer des prix trop élevés, on enregistre en 1921-1922 une chute profonde des prix. L'indice des 13 articles baisse de 30 % en province et 32 % à Paris ; l'indice parisien du coût de la vie diminue de 22 %.

La diminution de la cherté de la vie a entraîné celle des salaires. Cependant la baisse des salaires a été loin d'atteindre celle des prix, ainsi que nous l'avons vu, de sorte que l'ouvrier qui travaillait à bénéficié de la crise et que son salaire réel s'est relevé, pour atteindre le niveau antérieur à la guerre et le dépasser. Compte tenu des avantages nouveaux signalés, la situation de l'ouvrier considéré isolément s'était nettement améliorée.

Quant à celle de la classe ouvrière toute entière, elle n'était pas moins mauvaise que celle de l'ouvrier. C'est que le chômage ne paraît pas avoir pris une extension considérable. Le nombre des chômeurs secourus s'établit, en 1921 à 47.144 (minimum : 10.032 en décembre, maximum : 91.225 en mars) et à 5.528 en 1922 (10.071 en janvier et 2.628 en novembre). Il ne faut toutefois pas se faire trop d'illusions sur la valeur de ces chiffres !

1923-fin 1930 : période d'activité économique et de hausse des salaires

La dépression consécutive à la crise de 1920 est intense. Il faut attendre 1924 en effet pour que les prix, en dépit de la hausse des changes, reviennent à leur niveau le plus haut de 1920. Il en est de même des salaires qui progressent sur le même rythme que les prix. Si individuellement l'ouvrier ne voit pas s'améliorer sa situation, la disparition à peu près totale du chômage n'est pas à négliger si l'on s'attache au niveau de vie de la classe ouvrière dans son ensemble. L'activité économique reprend lentement mais se développe avec sûreté. Il s'agit de reconstruire économiquement un pays que la guerre a dévasté, et cette reconstruction fera renaître la prospérité générale en permettant un renouveau du courant des échanges.

La dépréciation de notre monnaie en 1925 et surtout en 1926 provoque une rapide hausse des prix à laquelle vient s'ajuster

bien péniblement celle des salaires, de sorte que le salaire réel baisse.

Mais nos forces productives sont reconstituées, quand s'achève le dérèglement de notre monnaie. La compression des dépenses publiques, la nécessité de protéger le franc, et la stabilisation de fait entraînent en 1927 et 1928 une baisse du prix de la vie et un ralentissement du mouvement des affaires. Cependant les salaires en général résistent assez bien, se maintiennent à leur niveau de 1926, et certains même progressent. Au total une hausse du salaire réel plus ou moins importante.

Les années 1929 et 1930 sont des années de large prospérité et notre capacité de production développée donne à plein rendement. La hausse des prix présente alors le caractère normal des périodes de prospérité, le franc étant stabilisé. La hausse des prix et celle des salaires réagissent mutuellement l'une sur l'autre, et la première ne constitue plus le seul élément moteur. Le chômage est inexistant. Ce sont là deux années de prospérité pour la classe ouvrière.

La crise économique de 1931 à mai 1936 : la baisse des salaires

Notre production a été portée à son plus haut rendement. Il en est de même dans tous les pays du monde et la production mondiale dépasse de 50 % celle de 1914. De là une surproduction générale et l'engorgement des marchés.

Cependant les prix de gros baissent sans que baissent dans la même mesure les prix de détail. Les producteurs étant contraints à n'acheter qu'une quantité réduite de produits au détail naîtra une sous-consommation, cause elle-même de chômage par la combinaison réciproque de la cause et de l'effet.

La baisse des salaires consécutive à la baisse des profits devait entraîner une chute profonde des prix. De la sorte on pouvait espérer maintenir une production encore importante qui pourrait être absorbée par la demande, et éviter ainsi un chômage trop important.

Les profits ont d'abord été réduits. M. Daladier le déclarait à la tribune de la Chambre des Députés, le 26 mars 1931 : « Rendons justice à nos adversaires lorsqu'ils le méritent. Je constate que dans cette période de 1930 à 1931 les Maîtres de Forges, contre lesquels si souvent nous avons protesté, ont abaissé le prix de la fonte d'environ 30 %, celui de l'acier de

25 %, puis de 30, puis de 35 %. Ils ont eu recours à leur réserves, ils ont réduit leurs bénéfices, ils les ont comprimés presque jusqu'à zéro ».

Ainsi a été retardée jusqu'en 1931 la baisse des salaires, facteur essentiel de la baisse des prix pendant la crise. La baisse des salaires a d'ailleurs été faible, si bien que c'est au cours de ces quatre années de crise que l'ouvrier travaillant normalement a bénéficié d'une majoration considérable de son salaire réel. En 1935, alors que les salaires sont à leur niveau le plus bas, jamais l'ouvrier n'a eu un pouvoir d'achat aussi fort. Les syndicats ont, bien entendu, organisé la résistance à la baisse. Peut-être eut-il mieux valu que ne montât pas le salaire réel de l'ouvrier, par une baisse des salaires du même ordre que celle des prix, et que le chômage ait été moins important. En effet, en dehors du chômage partiel, très variable selon les branches d'industries, le nombre des chômeurs secourus, qui était de 909 en 1930 passe à 273.810 en 1932 à 434.627 en 1935, dépassant à un certain moment le demi-million.

Cette crise d'une exceptionnelle durée, qui a frappé un monde en convalescence, selon l'expression de M. Jean Lescure, apparaît comme favorable à l'ouvrier qui travaille. Mais c'est une passe difficile pour la classe ouvrière, peut-être bien de la faute de ses dirigeants, qui n'ont pas voulu comprendre qu'il était préférable que tous travaillent pour un salaire nominal moindre, qui n'aurait cependant pas marqué de diminution du salaire réel, plutôt que certains se rouillent dans la misère tandis que s'enrichissent ceux que n'a pas frappé le chômage.

**L'économie du Front Populaire : les hausses massives
de salaires consécutives aux lois sociales,
aux conventions collectives et arbitrages imposés par la force
de la classe ouvrière**

La courageuse tentative de déflation inaugurée au début de l'été 1935 par M. Pierre Laval est abandonnée pour une politique diamétralement opposée, s'inspirant de l'idée originale qu'il suffit d'accroître toutes les dépenses de la nation pour provoquer un relèvement général.

La base de la politique nouvelle est l'augmentation du pouvoir d'achat ouvrier par le relèvement général et massif des salaires.

Logiquement, c'est une politique qui se défend. L'équipement industriel des nations européennes, des états d'Amérique et du Japon a fait depuis le début du siècle des progrès plus grands que ceux accomplis au cours du XIX^e siècle entier. Ces progrès ont été rendus des plus rapides grâce à la multiplication des utilisations de l'énergie électrique et du pétrole. La mécanisation et l'organisation rationnelle du travail ont progressé. Ainsi la conquête de débouchés nouveaux s'est avérée difficile en raison d'une concurrence accrue, et même le maintien des positions acquises sur les marchés mondiaux, puisque les nations qui requéraient autrefois l'aide des pays les plus anciennement industrialisés ont commencé à s'équiper elles-mêmes, soit de manière à subvenir à leurs propres besoins, soit même pour concurrencer leurs anciens fournisseurs.

Ainsi les nations industrielles ne devraient-elles pas chercher sur leur propre marché intérieur un débouché qui leur fait désormais défaut à l'étranger ? Et c'est alors la question du développement de la capacité d'achat des masses salariées qui se trouve portée en avant. En effet l'immense progrès technique accompli s'est développé sous le signe de la production en série. L'équipement des grandes entreprises concentrées est coûteux et leurs frais généraux élevés, nécessitant une marche continue et à plein rendement des entreprises. Mais l'organisation permet de vendre cependant à bon compte, à condition de vendre en masse. Sur chaque objet le profit est petit, mais le nombre d'objets vendus est considérable. Aussi, sous peine de mort, ces industries doivent s'adresser à une clientèle de masse, et celle des salariés en constitue une.

Le Front Populaire a donc voulu accroître la puissance d'achat des salariés. Il a échoué. Les 40 heures sont cause de l'échec, parce qu'elles ont contribué à relever les prix dans une proportion plus grande que les gains ouvriers. En effet, le salaire horaire, élément du coût de production, augmentait proportionnellement de 20 % de plus que le salaire journalier, gain de l'ouvrier, par suite de la réduction de la durée du travail.

Lorsqu'en juin 1936 est appelé au pouvoir le gouvernement à direction socialiste de M. Blum, la « terreur rose » a déjà commencé (1). Des grèves éclatent partout. Par centaines de

(1) BARDOUX Jacques : *Les Soviets contre la France*, E. Flammarion, 1936. — LAUBREAUX Alain : *La Terreur rose*, Paris, Denoël, 1939.

milliers, les grévistes occupent les usines. Des patrons sont molestés, séquestrés. Des non-grévistes sont pouruivis, brutalisés ; certains sont morts sous les coups de leurs camarades de chantier.

C'est dans cette atmosphère de haine, de désordre, d'ivresse d'une classe déchainée contre ceux que ses meneurs lui ont trop souvent désigné comme des exploiters, que sont réunis à l'Hôtel Matignon sous l'égide d'un gouvernement dépassé par les événements, les représentants « les plus qualifiés » des ouvriers et des patrons, les représentants de la Confédération Générale du Travail et ceux de la Confédération Générale de la Production Française. Les premiers représentent une organisation, importante certes, mais qui ne groupait à l'époque que le 1/10 des salariés. Quant aux seconds, ils reflètent la pensée du seul grand patronat. Le chef du gouvernement utilisant des moyens de pression inadmissibles contraint les patrons à abdiquer devant les revendications ouvrières. Ils signent sous la menace, et prétextent faire œuvre d'apaisement. Les patrons de la grosse industrie affiliés à la C.G.P.F. ont d'ailleurs comme principal client l'Etat lui-même qui ne regarde pas à la hausse des prix, ce qui facilitait l'accord.

Cet accord consacrait les premières hausses de salaires, hausses moyennes de 12 %, mais en fait bien supérieures en raison d'une clause prévoyant le réajustement plus important des salaires anormalement bas de sorte que la plupart des salaires furent considérés comme rentrant sous la dénomination.

Et coup sur coup sont votées sans examen, au petit matin, des lois capitales pour notre économie, les conventions collectives de travail, les 40 heures, les congés payés, etc...

Ensuite est opérée la dévaluation de notre monnaie par MM. Blum et Auriol, qui vient accroître le prix des matières premières. Mais comme de ce fait va suivre une hausse des prix, il est prévu de nouvelles majorations des salaires dans la loi même, par voie d'accord entre intéressés, et, à défaut, par voie d'arbitrage et de surarbitrage. La course est alors engagée entre salaires et coût de la vie, mais ce sont les salaires qui en constituent le moteur premier. Puis l'un entraîne l'autre (1).

(1) Ainsi la Loi du 4 mars 1938 sur les procédés de conciliation et d'arbitrage lie dans une certaine mesure les salaires et le coût de la vie. Les salaires peuvent en effet être révisés au cas où l'indice officiel du coût de la vie subit une fluctuation d'au moins 5 % dans l'un ou l'autre sens.

Cependant les appels à la paresse portent leurs fruits. Le rendement horaire diminue dans les usines, causant par là-même une nouvelle cause à la hausse des prix de revient. Les prix français étant trop élevés, notre économie est paralysée, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur ; le chômage, que prétendaient résorber les 40 heures, s'accroît. Le pouvoir d'achat des masses qui avait bénéficié de l'écart dans le temps entre la hausse des salaires et celle des prix diminue, si bien que fin 1937 l'ouvrier peut dépenser une part de son salaire le lundi dans les débits, tandis que la femme achètera moins de pain parce qu'il est cher !

Mais deux ans de folies extérieures nous ont aussi conduit au seuil de la guerre, et d'un seul élan, les énergies se resaisissent. Le 30 novembre 1938, l'agitation ouvrière est brisée net. Le coup a porté et les ouvriers qui avaient adhéré en masse à la C.G.T. dans les beaux jours de 1936 et 1937, alors qu'elle imposait partout sa volonté et arrachait des hausses massives des salaires, commencent à la désert. D'ailleurs en face d'elle, et de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, dont la politique n'est en fait pas très différente, se dresse la Confédération des Syndicats Professionnels Français, dont l'importance du mouvement a été nettement marquée par M. Roger Picard (1). Or le but de la C.S.P.F. réside dans une meilleure compréhension entre les ouvriers et les patrons sous le signe national.

Le disque est maintenant changé. Il ne s'agit plus de loisirs. Dans les sphères officielles, on ne parle plus que de remettre la France au travail. Des atteintes ont été portées aux sacrosaintes 40 heures par la politique de redressement de MM. Edouard Daladier et Paul Reynaud.

Le mot travail a été entendu dans son sens véritable et non plus dans celui de présence. Les heures supplémentaires, qui n'étaient jusqu'alors possibles que sur le papier en raison de leur tarif excessif et des formalités nécessitées, ont été facilitées. Et c'est avec raison que M. Paul Reynaud, ministre des Finances, pouvait déclarer dans son discours radiodiffusé du 28 janvier 1939 : « La masse des salaires a été accrue depuis trois mois, grâce à la réforme du régime du travail, si mal comprise à ses débuts. Les heures supplémentaires se sont mul-

(1) Roger PICARD : *Revue d'Economie Politique*, 1938, mai-juin.

tipliées et l'ouvrier a touché en fin de semaine une somme plus élevée qui est une véritable augmentation parce qu'elle correspondait à de la richesse produite par lui. Le pouvoir d'achat est donc réellement accru ».

*
* *

En définitive les hausses et les baisses du salaire nominal suivent à peu près les fluctuations des prix, donc les périodes de prospérité et de dépression, si tant est que pendant les premières les prix haussent et qu'ils baissent pendant les secondes, ces dernières années ayant bien compliqué les phénomènes économiques.

Les mouvements du salaire pendant la guerre et jusqu'en 1926 ont été déterminés par l'élévation du coût de la vie, incomparablement plus que par les idées de productivité du travail, les mouvements des prix étant eux-mêmes déterminés pour une large part par la dépréciation de notre monnaie.

Après la stabilisation de fait du franc, on en revient aux variations traditionnelles des salaires et des prix, déterminées par l'offre et la demande des services et des marchandises, la productivité du travail, la répartition des forces patronales et ouvrières.

Pendant la crise de 1931 à 1935, la baisse des profits et des salaires a provoqué une baisse plus importante des prix, car à ce facteur s'ajouta la diminution de la demande de marchandise par suite de la restriction des marchés extérieurs et du marché intérieur anémié par le chômage, et la forte diminution des revenus des classes non salariées.

La hausse des salaires constatée depuis juin 1936 n'est pas le signe d'une prospérité retrouvée, mais l'effet de lois dites sociales qui l'ont provoquée délibérément. La production un instant revivifiée est de nouveau retombée dans le marasme. La hausse des salaires a été la cause primitive de celle des prix.

Enfin, la politique nouvelle de redressement entreprise en novembre 1938 semble porter déjà quelque fruit, la production s'accroissant, si l'on en juge par le rapport officiel de M. Paul Reynaud au Président de la République du 16 mai 1939 (1).

(1) V. *Journal Officiel*, 17 mai 1939 ; Bilan des 5 premiers mois du plan de 3 ans (12 novembre 1938-31 mars 1939). Annexes administratives, p. 671 à 680, notamment p. 676.

*
* *

Nous rappellerons des conclusions que nous avons été amenés à faire au cours de nos développements, et qui sont communes à toutes les sous-périodes de l'évolution des salaires au cours de ces vingt-cinq dernières années.

1° Les salaires nominaux ont une tendance naturelle à augmenter et les minima et maxima successifs sont toujours plus élevés, cela en accord avec les mouvements généraux de longue durée des prix, mis en avant par M. Jean Lescure.

2° On assiste à un nivellement interprofessionnel des salaires, dans le cadre régional, très caractérisé. Ainsi, le salaire des manœuvres, le salaire des femmes, tend à augmenter proportionnellement plus que celui des ouvriers qualifiés, et la différence de rémunération entre travailleurs spécialisés tend à diminuer.

Le nivellement interrégional des salaires, s'il existe est encore très mesuré. C'est que les différences du salaire nominal ne sont pas aussi importantes que celles du salaire réel, parce que le coût de la vie est moins élevé dans les régions agricoles que dans les régions fortement industrialisées. Sans cela, les mouvements de la main-d'œuvre ouvrière reprendraient le dessus et seraient cause de plus d'uniformité dans la rémunération des services producteurs. Il est vrai que le marché du travail possède une mobilité moins grande que celui des capitaux ou encore des marchandises, ce qui laisse malgré tout une certaine possibilité d'écart entre les salaires régionaux.

3° Le salaire réel de l'ouvrier, malgré quelques vicissitudes, a augmenté assez considérablement depuis la guerre. Il est permis, de penser que la hausse du salaire réel atteint 45 %. Il faut cependant accepter ce chiffre avec discernement et se défier de généralisations trop hâtives : c'est une moyenne.

Il s'agit bien évidemment de l'ouvrier qui travaille normalement, selon la durée légale du travail, qui ne chôme pas, ni ne fait des heures supplémentaires.

4° Le salaire de masse et le salaire global sont grandement influencé par le niveau de l'emploi. Le niveau de vie de la classe ouvrière prise dans son ensemble s'améliore. C'est là une constatation rassurante. Les crises sont plus ou moins durement ressenties, mais elles se passent et les travailleurs poursuivent leur route vers le bien-être plus complet.

5° Les traitements proprement dits subissent des fluctua-

tions plus variées que les salaires. Les petits traitements épousent sensiblement le mouvement de la rémunération des services dans l'industrie. Par contre à mesure qu'on s'élève dans l'échelle des traitements ils augmentent relativement moins que ceux du personnel subalterne. C'est l'indice d'une tendance à une égalisation générale des revenus.

II. — HAUSSES DES SALAIRES ET COUT DE PRODUCTION

Avant d'indiquer, sans prétention, quelques vues sur les lignes que pourrait emprunter aujourd'hui une politique des salaires efficace du point de vue national, c'est-à-dire qui réalise l'équilibre entre le point de vue économique et le point de vue social, nous voulons déterminer la répercussion des hausses de salaires sur les prix de revient (1). C'est en effet un problème essentiel que n'ont pas voulu voir les dirigeants du Front Populaire. Ils ont crié au public que les patrons avaient créé la hausse par l'accroissement inconsidéré de leurs profits et ont interprété ridiculement les bilans de nos grandes sociétés. C'est inexact.

*
* *

La répercussion réelle de la hausse des salaires sur les prix de revient est considérablement supérieure au taux nominal de ladite hausse. Le mécanisme de cette répercussion échappe à ceux qui ne sont pas familiarisés avec l'établissement des prix de revient et qui dès lors s'étonnent des conséquences qu'ont eues, sur les prix de vente, les charges imposées à l'industrie.

Pour une fabrication déterminée, une hausse donnée des salaires payés aux employés et ouvriers se répercute sur le prix de revient sous quatre formes :

- par son incidence directe,
- par son incidence indirecte sur l'ensemble des frais de main-d'œuvre.
- par ses répercussions sur le fonctionnement de la trésorerie des établissements,
- par son incidence sur les frais de matières premières et sur les frais généraux.

(1) Voir le journal « *L'Usine* », N° du 10 juin 1937 qui donne certains renseignements sur l'établissement des prix de revient.

1° Influence de la hausse des salaires directs

Il convient tout d'abord de rappeler, contrairement à une opinion trop répandue, que les pourcentages de hausse ne s'additionnent pas, mais, dans une certaine mesure se multiplient.

Ainsi une hausse de 20 % sur 100 francs donne 120 frs. Une nouvelle hausse de 20 % donne 144 frs, soit une augmentation totale de 44 % et non de 40 %.

Or l'introduction des 40 heures fait que les industries payent à l'ouvrier, pour 40 heures de travail, la même somme qu'elles payaient pour 48, de sorte que l'heure de travail coûte 20 % de plus.

La loi du 20 juin 1936 institue pour tous les travailleurs un congé payé de 15 jours. Si nous ne voulons pas contester le bien fondé d'une réforme que divers industriels d'ailleurs avaient déjà individuellement appliquée chez eux, nous pouvons mesurer le surcroît de charges qu'elle représente. Deux semaines de loisirs payés sur 52, cela représente mathématiquement un supplément de salaires de 2 pour 50 soit 4 % (1).

La hausse du salaire horaire résultant de ces deux lois ressort donc à 25 %.

Une hausse de 20 du salaire horaire consentie à l'ouvrier par une convention collective ou un arbitrage entraînera donc une hausse réelle de 50 % du salaire horaire.

Or, depuis 1936, il n'est pas rare de voir des ouvriers qui ont bénéficié de hausses de salaire de 40 et 50 % qui consacrent des surcharges de 75 et 88 % du prix de l'heure.

Par conséquent, si un industriel dépensait 100.000 frs. de salaires directs avant juin 1936, il en dépense actuellement 188.000, en admettant une hausse de 50 % du salaire de base en faveur de l'ouvrier. Une hausse de 60 % entraîneraient une dépense de 200.000 frs.

(1) Remarquons que nous voulons rester encore sans contestation possible en deça de la vérité et qu'il est tenu compte très justement des répercussions que la hausse des salaires entraîne sur les prix de revient.

Ainsi le chiffre de 4 % n'est qu'un minimum, puisqu'il faudrait y ajouter, si l'on ferme l'usine ou le bureau pendant les 15 jours, l'augmentation des frais généraux qui continuent de courir pendant que l'usine ne produit rien.

2° Calcul des incidences indirectes de la hausse des salaires

La somme qui revient à l'ouvrier, en rémunération de son travail, est loin de constituer le total de la charge « salaire » de la production. Les frais incidents de main-d'œuvre constituent un total élevé, qui se trouve lui aussi influencé par toute augmentation du salaire de base.

Avant 1936, les frais accessoires s'établissaient en moyenne comme suit :

Assurances sociales	3,5	%
Allocations familiales	2	%
Assurances accidents	2	%
Taxe d'apprentissage	0,2	%
	7,7	%

soit 7.700 frs, pour 100.000 frs de salaires.

L'incidence de ces frais a augmenté depuis 1936 à deux points de vue :

D'une part la charge des assurances sociales a été portée de 3,5 à 4 % et celle des allocations familiales de 2 à 3,5 % faisant passer le total des frais accessoires de 7,7 à 9,7 %.

D'autre part cette majoration s'applique au nouveau salaire de base. De sorte le surplus de salaire ressort à 18.236 frs ou 19.400 frs selon que la hausse consentie à l'ouvrier est de 50 ou 60 %.

Au total donc, la dépense patronale passe, suivant les cas, de 100.000 frs à 206.236 frs ou 219.400 frs.

3° Incidences du jeu de trésorerie

Il faut encore considérer — fait particulièrement insoupçonné du public, — que l'industriel, ne reçoit les paiements de ses clients que 3 ou 4 mois après la paye faite aux ouvriers.

Il doit donc, dans les exemples considérés, déboursier tous les mois, pendant 4 mois 106.236 frs ou 119.400 frs, et sa trésorerie, épuisée par une longue crise, n'a pu être établie en prévision de ce boom subit. L'industriel empruntera. S'il a bon crédit, sa banque lui fera l'avance à un taux voisin de 6 %. Il est donc nécessaire de faire entrer ces intérêts dans le compte des majorations des prix de revient consécutives aux hausses de salaires.

Il en résulte une charge mensuelle d'intérêt de 2.125 francs

ou de 2.388 francs qui porte sa dépense à 208.361 francs ou 221.788 francs. Et le calcul suppose que l'industrie se résigne à rester débiteur vis-à-vis de sa banque indéfiniment, jusqu'à la liquidation de son affaire. En fait, il cherchera à amortir sa dette et la charge sera encore plus considérable.

4° Analyse des postes « Matières Premières » et Frais généraux

On peut pratiquement considérer que le poste « Matières premières » subit à plus ou moins longue échéance les fluctuations du taux des salaires. Toute fabrication s'analyse en effet en incorporation de travail et par conséquent en frais de main-d'œuvre. La spécialisation a seulement créé un fractionnement, dont le résultat est que, à chaque stade l'incidence du taux des salaires sur les différents éléments du prix de revient ne se fait pas sentir au même moment.

Le prix des approvisionnements étrangers, s'il ne s'est trouvé majoré de ce fait, l'a été par l'incidence de la dévaluation.

L'augmentation de ce poste a donc été considérable, assez voisine de l'augmentation de salaire consentie aux ouvriers.

Quant aux frais généraux, qui incluent pour une large part des dépenses de personnel, leur augmentation a été aussi très importante. Les impôts ont augmenté, de même que les timbres-poste, les tarifs téléphoniques. Il a fallu renouveler les contrats d'assurance sur des bases nouvelles, plus élevées, etc...

Et nous ne parlons pas de la diminution du rendement horaire qui a été des plus importantes. Ainsi dans les mines de houille, la baisse du rendement atteint 8,9 % pour l'ensemble des mines entre le premier trimestre 1936 et le dernier trimestre 1937, et même 14,4 % dans le bassin du Pas-de-Calais.

Les charges des institutions sociales des grandes industries se sont elles aussi relevées. Or n'atteignent-elles pas 18,2 % du montant des salaires dans les houillères de France par exemple ?

*
* *

Ces quelques indications, trop sommaires peut-être, indiquent clairement que la hausse des prix était inévitable, et qu'elle devait être considérable. Est ainsi renversée l'argu-

mentation simpliste de certains théoriciens du Front populaire, raisonnant de la sorte : « Sans doute les charges de main-d'œuvre ont augmenté de 75 ou 80 %. Mais à supposer que les charges de salaires entrent pour 50 % du prix de revient, l'augmentation de celui-ci, du fait du relèvement de la rémunération du travail, sera limitée à 37,5 % ou 40 %. Les prophètes de mauvais augure ont donc tort d'annoncer les pires catastrophes, puisque pour une augmentation des charges de salaires des $\frac{3}{4}$, le prix de revient ne grossira que d'un peu plus d'un tiers. Dès lors les prix de vente doivent s'enfler beaucoup moins que ne grossissent les salaires. L'ouvrier et l'employé jouissant d'un pouvoir d'achat augmenté pourront consommer davantage. La production en recevra un stimulant nouveau et l'économie française connaîtra la prospérité ».

C'est là malheureusement un raisonnement optimiste à courte vue, qui relève plus de l'imagination et de vues préconçues que d'une saine appréciation des faits. Les chiffres sont plus éloquentes !

Evidemment on comprend les considérations politiques et sociales qui ont inspiré la lutte gouvernementale contre la hausse des prix et nous ne voulons pas contester qu'il ait pu se produire certains abus. Mais, hélas, l'économie ignore ces considérations sentimentales, et les mathématiques ne s'embarrassent point de psychologie.

Certains, bien sûr, par manque de clairvoyance ou par crainte des foudres du gouvernement ont continué de vendre leurs stocks au prix de mai 1936 retardant ainsi le mouvement de hausse plus que ne l'exigeait l'assimilation immédiate des charges nouvelles. Ils ne se sont pas soucié du prix des marchandises de remplacement. C'est un fait mathématique que celui qui n'incorpore pas toutes les hausses dans ses prix de vente ne peut sortir de l'épreuve qu'appauvri. Qu'il se souvienne de l'histoire du malheureux marchand de clous de Nuremberg qui avait gagné par ses ventes des millions, des milliards, des billions de marks. Mais ses comptes fantastiques, à chaque étape nouvelle, ne lui permettaient pas de reconstituer ses stocks de matières premières. Et à la fin il en arriva à ne plus pouvoir fabriquer qu'un seul et dernier clou, auquel il se pendit avec sa dernière ficelle d'emballage.

III. — UNE POLITIQUE :

L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Les faits sont là. La politique du pouvoir d'achat a échoué.

Elle a échoué à cause des 40 heures ; elle a échoué parce que la production a baissé.

Les 40 heures ont eu pour résultat d'augmenter le salaire horaire de 20 % tandis que le gain de l'ouvrier restait stationnaire. C'est là le drame des 40 heures. Or nous avons vu la part du salaire dans le prix de revient, dans tous les postes, par suite de son incidence sur les matières premières, la trésorerie, etc...

Evidemment certains esprits pensaient que la hausse des prix se ferait aux dépens des profits patronaux. Ils oubliaient seulement que les patrons ne faisaient plus guère de profits, et que leur prendre ce qu'il leur restait c'était tuer l'esprit d'entreprise.

Ils pensaient aussi que la production allait s'accroître, et que l'introduction de la semaine de 40 heures aurait pour effet de résorber le chômage. La hausse des prix a fait fuir la demande intérieure et extérieure. Les chômeurs de plus sont des manœuvres, des ouvriers non qualifiés, qu'il était impossible d'embaucher si on ne pouvait leur adjoindre des professionnels. Or il n'y avait pas de professionnels en disponibilité.

Ils pensaient que le rendement serait augmenté, que les loisirs plus étendus donneraient à chacun du cœur à l'ouvrage. Mais il a couru depuis quelques années tant de lieux communs sur l'âge de l'abondance, sur le café qu'on brûle dans les locomotives et les poissons qu'on rejette à la mer, qu'un préjugé nouveau s'est créé et qu'on doit faire œuvre sociale en évitant de surproduire. Et puis ce n'est jamais impunément qu'on fait luire à l'homme une époque de facilité, qu'on l'invite à relâcher ses efforts. Déjà, du temps du repos hebdomadaire, la rentrée du lundi était insupportable à plusieurs, et le rendement du lundi n'était certes pas le meilleur de la semaine. Il ne fallait pas s'étonner de rencontrer plus de mauvaise humeur encore après deux jours de bicyclette ou de pêche à la ligne. Si l'on détend les ressorts de l'homme, ils se détendent tous à la fois, et alors il n'est pas facile de restituer son plein rendement à la machine humaine.

Il n'aurait pas fallu que le ministre socialiste du Commerce fasse l'apologie de la dépense et qu'à côté du Ministère du Tra-

vail on créât un Sous-Secrétariat aux Loisirs ! Autrefois, le labeur disoit à ses enfants : Travaillez, prenez de la peine. Il n'aurait pas fallu dire : Travaillez peu, songez à vous distraire !

Et pourtant le seul moyen de remédier à la diminution de la durée de travail étoit d'augmenter à force la production et le rendement dans les délais plus courts qui étoient assignés au travail humain. Il eût fallu qu'une activité redoublée pendant les 40 heures, un zèle de tous les instants parvinssent à compenser la lacune des 8 heures de loisirs — partout où la chose étoit techniquement possible.

Cette politique est morte. La leçon à en tirer est qu'il faut l'enterrer.

Tout près de nous, il y a des peuples jeunes et laborieux auxquels on dit : Le travail, c'est la santé ; l'argent ne fait pas le bonheur. Ils se sont privés de beurre, et ils ont des canons. Maintenant on commence à manger du beurre. Mais ce sont aussi des nations pauvres et surpeuplées qui réclament des espaces vitaux, qui convoitent les biens des nations « repues ».

Si la France veut tenir sa parole, de ne céder ni un pouce de son territoire, ni un seul de ses droits, il lui faut être forte, et une économie forte constitue un morceau de son armure, une part de sa sécurité.

Pour atteindre ce but il lui faut travailler, développer sa production, sans pour autant faire du travailleur un esclave. Des mesures ont été prises. Elles sont à louer, mais elles ne sont pas assez fortes.

L'augmentation de la demande, qui agirait comme une infusion de sang jeune dans un organisme anémié, qui surexciterait l'activité des entreprises, qui leur permettrait de démarrer et de sortir de l'ornière où elles sont encore enlisées, ne peut être causée que par une baisse des prix. La production française est trop chère. Moins elle sera chère et meilleure sera notre position sur le marché.

Or une mesure peut permettre de diminuer les prix de revient, et par suite les prix de vente, sans diminuer le salaire des ouvriers, au contraire en augmentant leur salaire réel puisqu'ils bénéficieront d'une diminution sensible du coût de la vie : c'est l'abolition intégrale de la semaine de 40 heures et le retour pur et simple à la semaine de 48 heures, sans augmentation des salaires. Et pourquoi pas ? On a conservé à l'ouvrier le salaire antérieur lorsqu'il n'a plus travaillé que 40 heures, — et c'étoit

normal — Pourquoi le retour ne se ferait-il point sur les mêmes bases ?

Le système des heures supplémentaires payées ne permet pas une baisse des prix. Le retour au régime de travail normal se traduira pour l'ouvrier par une hausse de son pouvoir d'achat de sorte qu'il ne sera en aucune façon lésé. L'expérience ne nous a-t-elle pas suffisamment démontré que l'ouvrier a tout à gagner d'une baisse des prix, même quand baissait son salaire ?

C'est, nous n'en disconvenons pas, une mesure qui politiquement exigera un certain courage de celui qui la prendrait. Il devra affronter non pas la masse ouvrière désabusée depuis le 30 novembre 1938, mais quelques meneurs puissants. Ils ont subi à cette date mémorable pour l'histoire sociale française un échec cuisant, qui pourrait à la rigueur se renouveler ! Mais économiquement et même socialement c'est une mesure nécessaire et ne pas la prendre, ce serait endosser une lourde responsabilité.

Ensuite, la production étant relancée, la marche des salaires pourra reprendre son cours des périodes stables, fondé sur l'offre et la demande, sur la productivité du travail.

Et c'est justement par le développement intensif de la productivité, dû à une meilleure utilisation des forces de production, à un emploi plus rationnel de l'outillage de plus en plus perfectionné et du personnel qui le sert, que les salaires pourront s'élever (1).

(1) De hauts salaires en effet ne sont pas nécessairement la cause d'un prix de revient élevé. Tout dépend de l'adaptation de la production. Ainsi en témoignent les statistiques du Comité des Houillères de France, qui font très clairement ressortir que les frais de main-d'œuvre par tonne de houille ne sont pas plus élevés dans les bassins où la rémunération des mineurs est la plus forte. Voici des chiffres, pour quelques bassins :

	ARRAS		STRASBOURG		CHALON		ALÈS	
	SJ	MO	SJ	MO	SJ	MO	SJ	MO
1913	5.72	8.34			5.27	7.46	4.98	
1926	29.39	61.49	29.43	55.65	28.23	46.53	25.19	68.21
1930	37.52	59.98	39.21	57.80	36.28	53.96	34.13	82.55
1935	33.17	43.78	34.65	29.68	31.45	33.23	30.04	52.51
(a) 1938	58.67	82.89	64.98	60.69	55.85	58.97	52.31	96.81

	CLERMONT-FERRAND		NANCY		NANTES		FRANCE ENTIÈRE	
	SJ	MO	SJ	MO	SJ	MO	SJ	MO
1913	4.61		5.04	15.94	3.88		5.40	8.77
1926	25.06	57.42	23.14	69.44	22.57	42.45	28.40	53.06

La rationalisation de la production est d'ailleurs l'idée directrice de la politique des hauts salaires de l'industriel américain Ford. L'accroissement du rendement du travail est la condition sine qua non de l'abaissement des prix de revient malgré la hausse des salaires, ce qui permet d'accroître le pouvoir d'achat des salariés. Un salaire élevé pour un faible travail accroît le prix des produits nécessaires à la vie et en interdit l'achat au travailleur.

Il est nécessaire cependant de ne pas perdre de vue les dangers d'une rationalisation trop poussée et surtout trop brutale du travail par une mécanisation encore plus grande qui en jetant d'innombrables ouvriers sur le pavé apporte la grande misère du chômage.

Mais il faut avant tout rechercher l'équilibre perdu entre la production et les salaires. Ainsi l'ouvrier et la classe ouvrière française toute entière feront des pas nouveaux sur le chemin du bien-être qu'ils gravissent depuis plus d'un siècle.

Il faut aujourd'hui, demain, travailler sans relâche, produire, dans la concorde et la paix sociale retrouvée par un effort mutuel de compréhension de la part des patrons et des ouvriers, solidaires dans la prospérité et dans la crise, et ainsi vivront la France et son Empire.

Vu :

Le Président de la thèse,
André MARCHAL.

Vu :

Le Doyen de la Faculté de Droit,
Pierre-Louis LUCAS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 2 juin 1939.

Le Recteur de l'Académie,

E. SPENLÉ.

	1930	32.57	68.40	29.36	71.39	30.23	44.07	36.99	60.38
	1935	27.90	47.54	29.00	57.61	24.89	24.98	32.47	41.74
(a)	1938	48.32	86.95	53.73	127.27	43.15	52.88	57.98	80.06

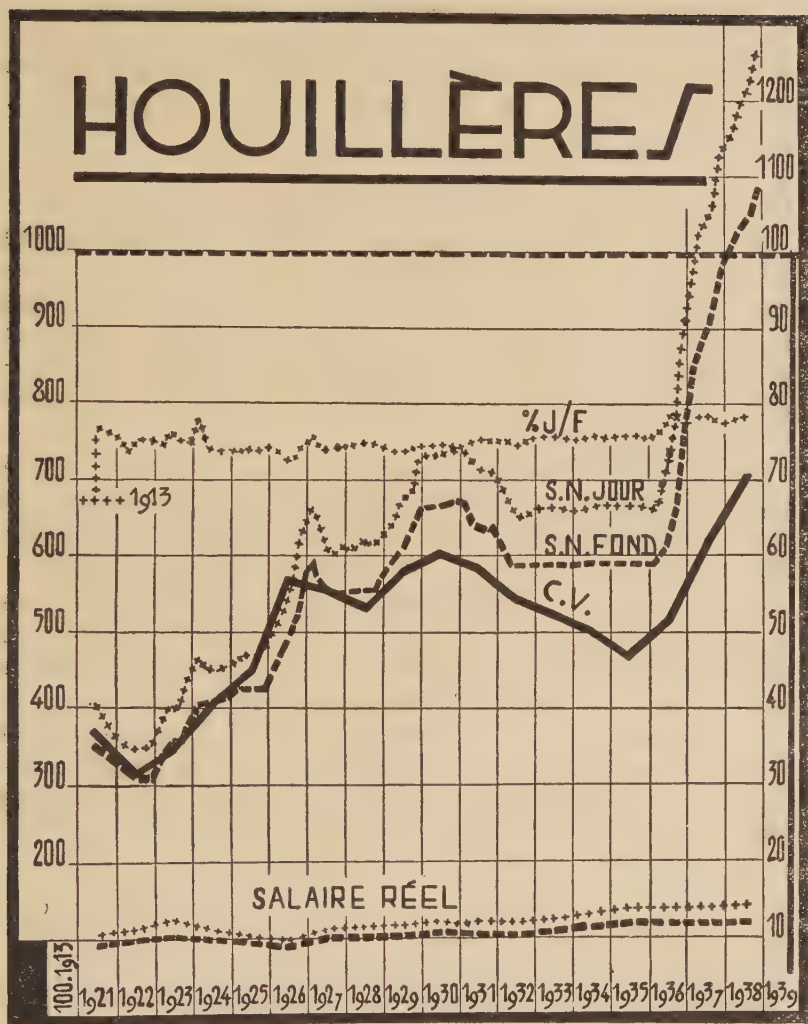
SJ : salaire journalier pour l'ensemble des ouvriers.

MO : frais de main-d'œuvre par tonne marchande.

(a) : chiffres pour le 3^e trim. 1938.

ANNEXE

Graphique N° 1



Ce graphique représente :

1° Le salaire nominal des mineurs de fond : S. N. Fond, petits traits épais.

Le salaire nominal des mineurs du jour : S. N. Jour, croix.

- 2° *Le coût de la vie en province* (indice des prix de détail de 13 articles de ménage jusqu'en 1930 et indice du coût de la vie nouveau ajusté au précédent à partir de 1930). C. V. Trait épais.
- 3° *Le salaire réel des ouvriers du fond* : petits traits épais.
Le salaire réel des ouvriers du jour : croix.
- 4° *Le pourcentage du salaire des ouvriers du jour par rapport à celui des ouvriers du fond*, (Echelle de 0 à 100 à droite, croix : % J/F.

REMARQUE IMPORTANTE :

Il s'agit du salaire nominal journalier. Or, depuis octobre 1936, par suite de l'application de la semaine de 40 heures, l'ouvrier ne travaille plus que 5 jours au lieu de 6. Il s'ensuit que le gain effectif de l'ouvrier n'a pas augmenté dans une aussi grande proportion. Voir au *Graphique B des Houillères*, la représentation du salaire hebdomadaire moyen de l'ensemble des ouvriers des mines.

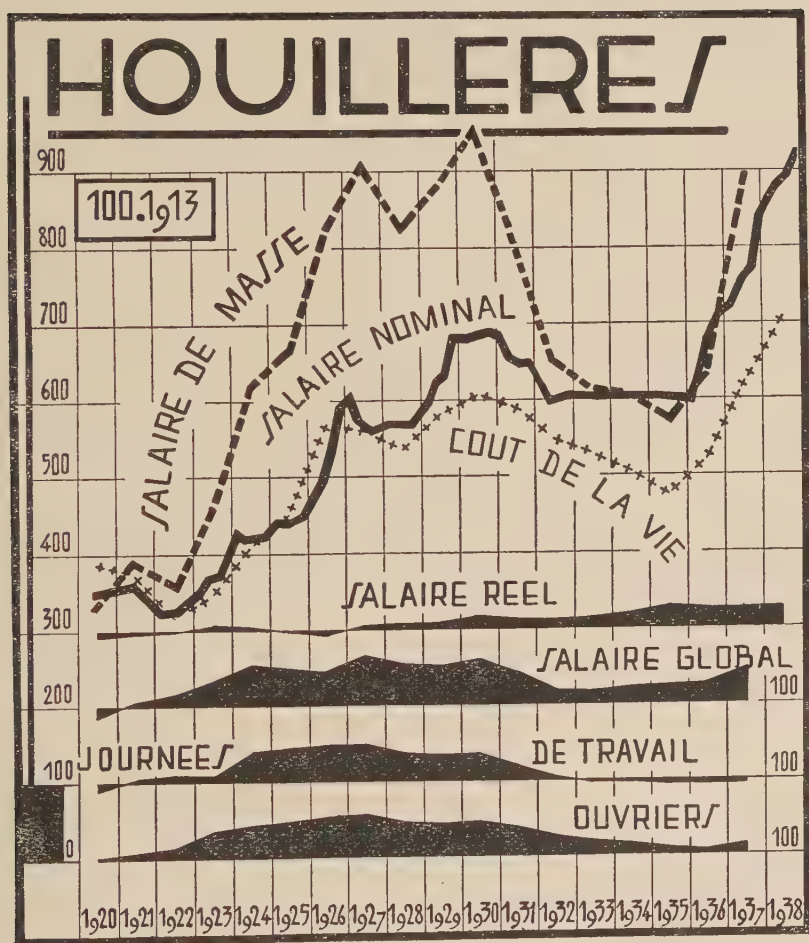
Par contre le salaire réel a été calculé en tenant compte de ce que l'ouvrier reçoit effectivement dans la semaine, ou dans une journée, en admettant dans ce dernier cas le travail sur 6 jours et en diminuant la rémunération calculée avec 5 jours de 16,6 %.

On remarquera que le salaire nominal et par suite le salaire réel des mineurs du jour a plus augmenté que celui des mineurs du fond, les premiers devant être considérés plutôt comme manœuvres, les seconds plutôt comme ouvriers qualifiés.

Le pourcentage du salaire de l'ouvrier du fond par rapport à celui du jour s'est un peu relevé au cours des dernières années, la hausse la plus sensible s'étant produite pendant la guerre. Il reste au niveau de 75-78 %.

ANNEXE

Graphique N° 2



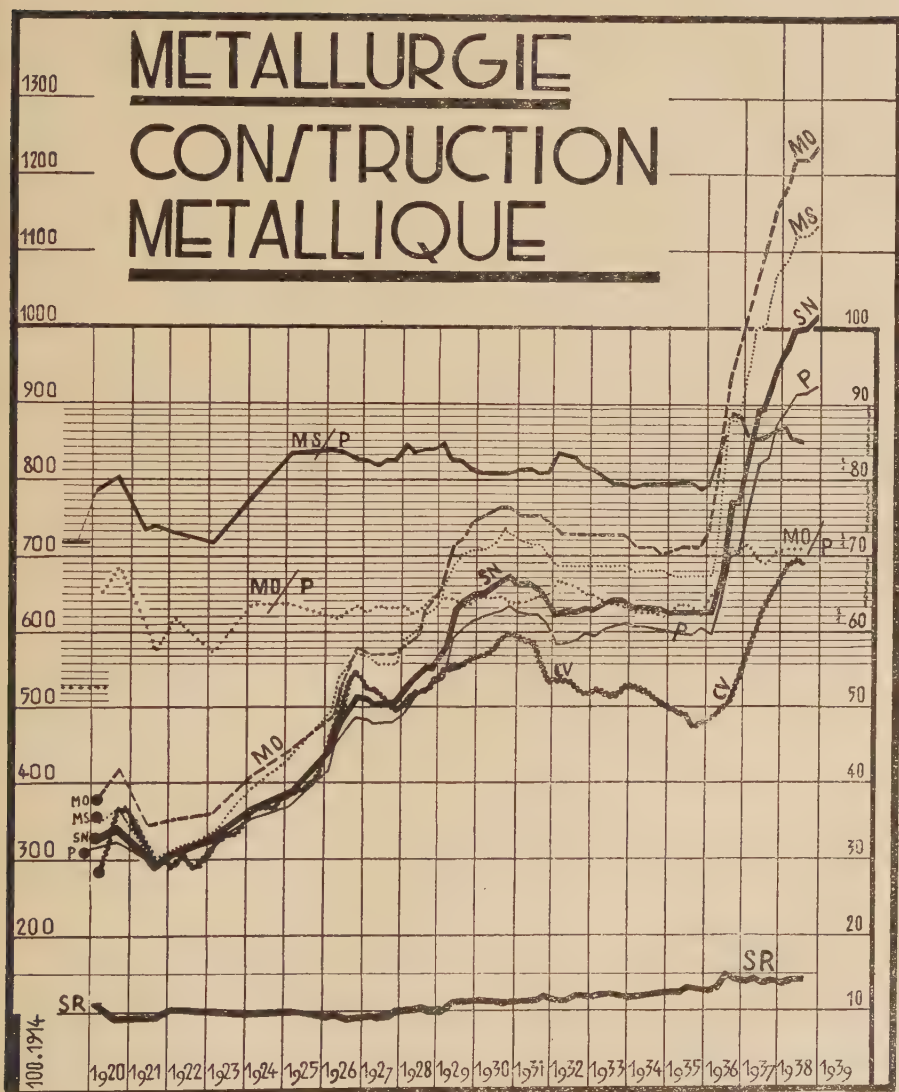
Ce graphique représente :

- 1° Le salaire nominal moyen hebdomadaire pour l'ensemble des ouvriers mineurs. (Trait plein épais).
- 2° Le salaire de masse : montant total des salaires payés par les Compagnies houillères françaises à l'ensemble des ouvriers mineurs. (Petits traits épais).

- 3° *Le coût de la vie en province* : (indice des prix de détail de 13 articles jusqu'en 1930 et indice du coût de la vie nouveau ajusté au précédent depuis 1930). (Croix).
- 4° *Le salaire réel de l'ensemble des ouvriers mineurs.*
- 5° *Le salaire global de la classe des mineurs.*
- 6° *Le nombre de journées de travail.*
- 7° *Le nombre des ouvriers*

ANNEXE

Graphique N° 3



Ce graphique représente :

- 1° Le salaire nominal de l'ensemble des ouvriers du métal.
(Trait plein épais : S.N.).

Le salaire nominal des professionnels. (Trait plein fin : P.).
rapport au salaire des professionnels. Voir l'échelle de droite de 0 à 100. (Croix. MO/P).

Le salaire nominal des manœuvres ordinaires. (Petits traits : M.O.).

2° *L'indice trimestriel du coût de la vie à Paris.* (Ligne sinueuse . C.V.).

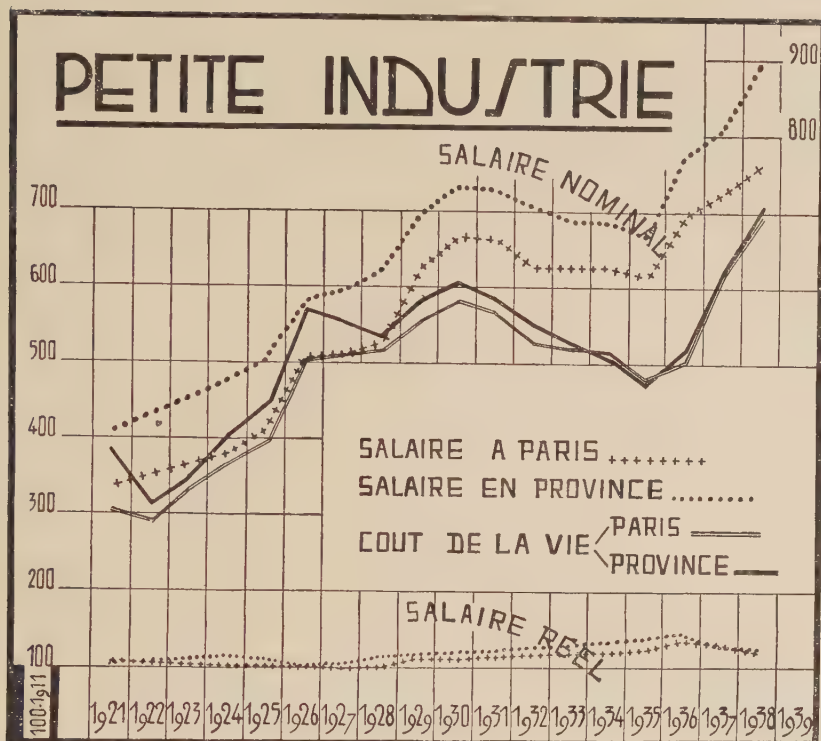
3° *Le salaire réel pour l'ensemble des ouvriers métallurgistes.* (Trait plein épais : S.R.).

4° *Le pourcentage du salaire des manœuvres ordinaires par rapport au salaire des professionnels.* Voir l'échelle de droite de 0 à 100. (Croix. MO/P).

Le pourcentage du salaire des manœuvres spécialisés par rapport au salaire des professionnels. Voir l'échelle de droite de 0 à 100. (Trait plein. MS/P).

ANNEXE

Graphique N° 4



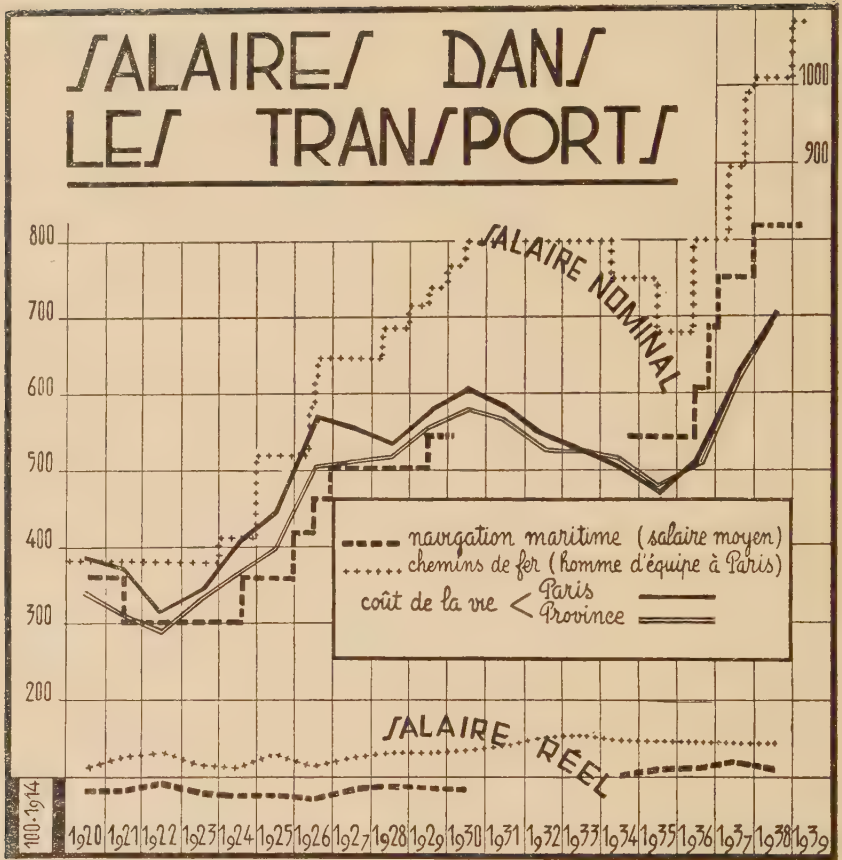
Ce graphique représente :

- 1° Le salaire nominal de l'ensemble des ouvriers de la petite industrie de la Région Parisienne. (Petites croix).
- Le salaire nominal de l'ensemble des ouvriers de la petite industrie dans les villes de province de plus de 10.000 habitants. (Pointillé).
- 2° Le coût de la vie à Paris. (Trait double).
- 3° Le coût de la vie en Province (indice des prix de détail de 13 articles de ménage jusqu'en 1930 et indice du coût de la vie nouveau ajusté au précédent à partir de 1930). (Trait plein).
- 4° Le salaire réel des ouvriers de la petite industrie dans la région parisienne et en province. (Petites croix et pointillé, comme pour le salaire nominal).

On remarquera la hausse des salaires proportionnellement plus importante en province que dans la Région Parisienne, ce qui a ainsi pour effet de réduire la supériorité absolue des salaires parisiens.

ANNEXE

Graphique N° 5



Ce graphique représente :

- 1° Le salaire nominal moyen des employés dans la navigation maritime. (Petits traits).
- 2° Le salaire nominal d'un homme d'équipe des chemins de fer à Paris, que l'on peut considérer comme assez significatif du mouvement général des salaires des cheminots. (Petites croix).
- 3° Le coût de la vie en Province, auquel doit être comparé le

salaire des employés de la navigation maritime. (Trait plein épais).

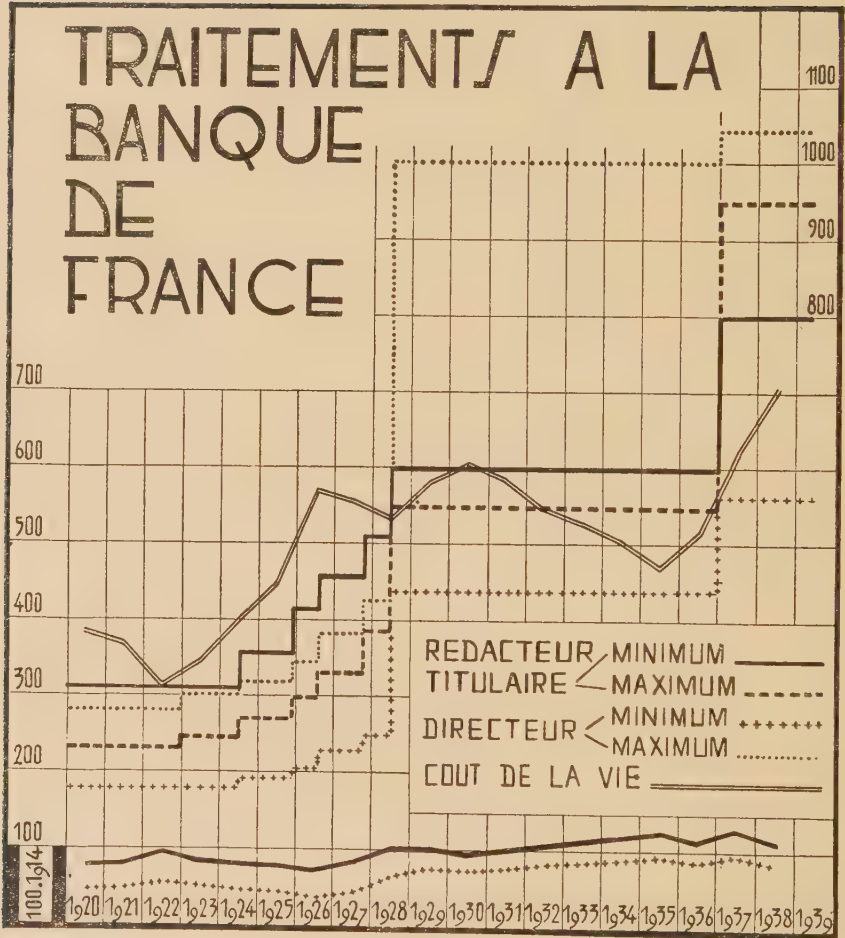
4° *Le coût de la vie à Paris auquel doit être comparé le salaire retenu dans les chemins de fer.* (Trait double).

5° *Le salaire réel dans la navigation maritime.* (Petits traits).

6° *Le salaire réel de l'homme d'équipe dans les chemins de fer.* (Petites croix).

ANNEXE

Graphique N° 6



Ce graphique représente :

- 1° *Le traitement minimum de rédacteur titulaire.* (Trait plein épais).
- 2° *Le traitement maximum de rédacteur titulaire.* (Petits traits épais).
- 3° *Le traitement minimum de directeur.* (Petites croix).

- 4° *Le traitement maximum de directeur.* (Pointillé).
- 5° *Le coût de la vie en province.* (Indice des prix de détail des 13 articles jusqu'en 1930 et indice du coût de la vie nouveau ajusté au précédent à partir de cette date).
- 6° *Le salaire réel du rédacteur titulaire.* (Traitement minimum).
- 7° *Le salaire réel du directeur.* (Traitement minimum).

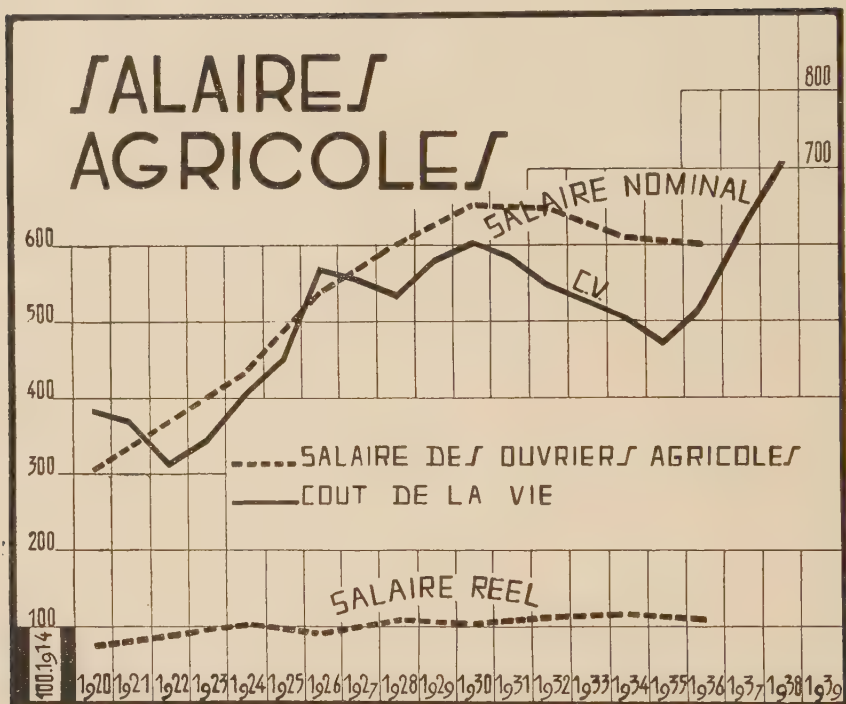
Il s'agit des traitements moyens dans les succursales.

On remarquera spécialement que le traitement minimum du rédacteur a augmenté proportionnellement plus que le traitement minimum du directeur, et par contre que le traitement maximum du directeur a plus augmenté que le traitement maximum du rédacteur.

Le pouvoir d'achat conféré par les traitements minima, s'il dépasse légèrement le niveau antérieur à la guerre pour le rédacteur, lui est encore inférieur pour le directeur.

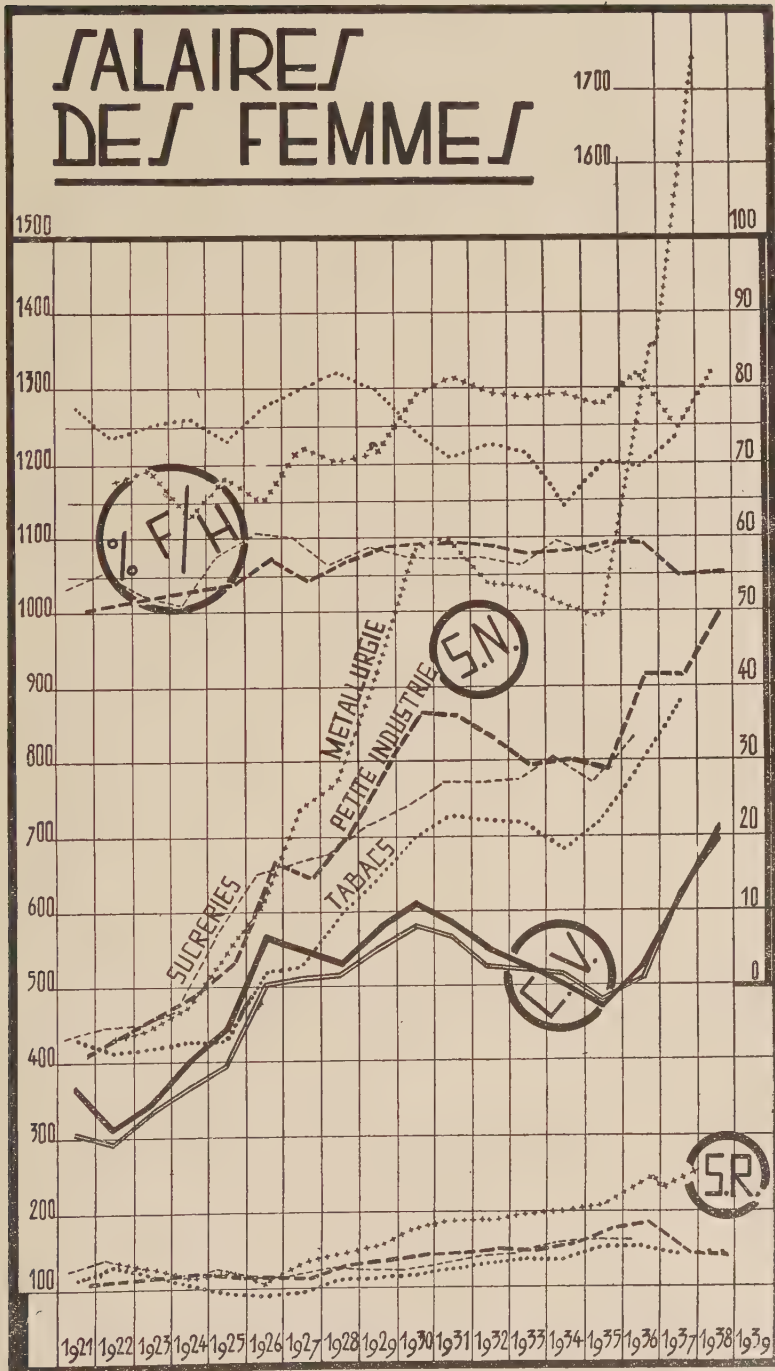
ANNEXE

Graphique N° 7



Ce graphique représente :

- 1° *Le salaire nominal de l'ouvrier agricole, moyenne générale pour la France entière dégagee des estimations fournies par les préfets pour l'application de la loi sur les accidents du travail. (Petits traits épais).*
- 2° *Le coût de la vie en province (indice des prix de détail de 13 articles de ménage jusqu'en 1930 et indice du coût de la vie nouveau ajusté à ce dernier à partir de cette date). (Trait plein épais).*
- 3° *Le salaire réel de l'ouvrier agricole. (Petits traits épais).*



Ce graphique comprend :

1°) *Groupe : S. N.*

Le salaire nominal des femmes manœuvres dans la métallurgie.
(Petites croix).

Le Salaire nominal des femmes dans la petite industrie du vêtement (enquête de la Statistique Générale de la France auprès des Conseils de Prud'hommes et des maires des villes de plus de 10.000 habitants). (Petits traits épais).

Le salaire nominal des ouvrières des manufactures de tabacs. (Pointillé).

Le salaire nominal des ouvrières des sucreries. (Petits traits fins).

2°) *Groupe : C. V.*

Le coût de la vie à Paris, auquel doit être comparé le salaire de la femme-manœuvre de la métallurgie. (Trait double).

Le coût de la vie en province (indice des prix de détail de 13 articles de ménage jusqu'en 1930 et indice du coût de la vie nouveau ajusté au précédent à partir de cette date). (Trait plein épais).

3°) *Groupe : S. R.*

3° *Le salaire réel des femmes-manœuvres de la métallurgie, des ouvrières de la petite industrie, des ouvrières des manufactures de tabacs et des ouvrières des sucreries.* (Traits correspondants à ceux utilisés pour les salaires nominaux).

4°) *Groupe : % F/H*

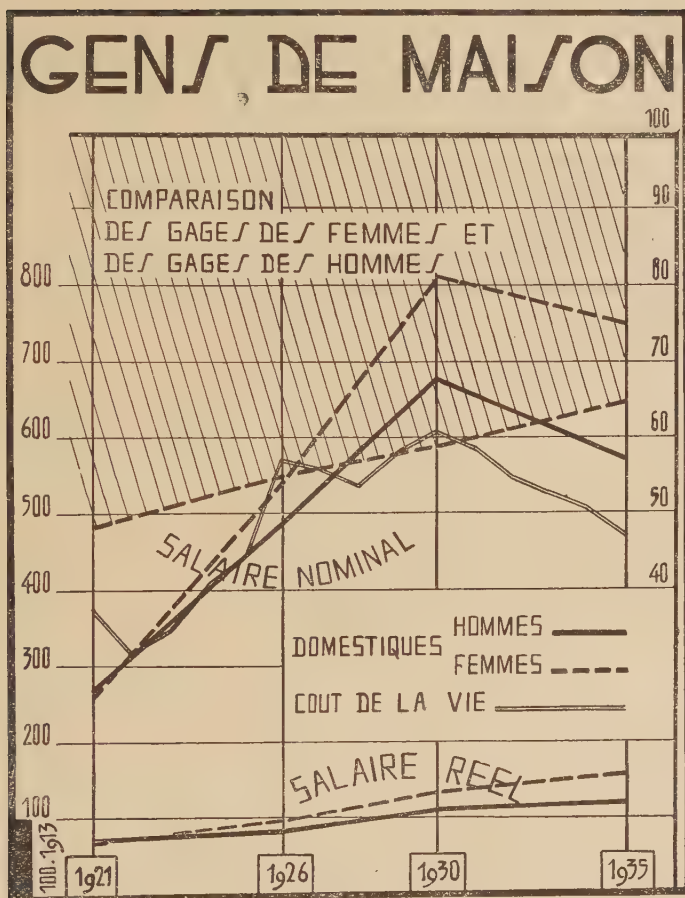
4° *Le pourcentage du salaire des ouvrières par rapport à celui des ouvriers :* (échelle de 0 à 100).

- salaire de la femme-manœuvre métallurgiste par rapport au salaire du manœuvre ordinaire.
- salaire de l'ouvrière de la petite industrie par rapport à celui de l'ouvrier de la petite industrie (enquêtes S.G.F.).
- salaire de l'ouvrière des manufactures de tabacs par rapport à celui de l'ouvrier.
- salaire de l'ouvrière des sucreries par rapport à celui de l'ouvrier.

(Traits correspondants à ceux utilisés pour les salaires nominaux).

ANNEXE

Graphique N° 9



Ce graphique représente :

1° Le salaire nominal moyen pour la France entière des domestiques hommes. (Trait plein épais).
Le salaire nominal moyen pour la France entière des domestiques femmes. (Petits traits épais).

2° Le coût de la vie en province (indice des prix de détail de 13 articles de ménage jusqu'en 1930 et indice du coût de la

vie nouveau ajusté au précédent depuis cette date). (Trait double).

3° *Le salaire réel des domestiques hommes.* (Trait plein épais).

Le salaire réel des domestiques femmes. (Petits traits épais).

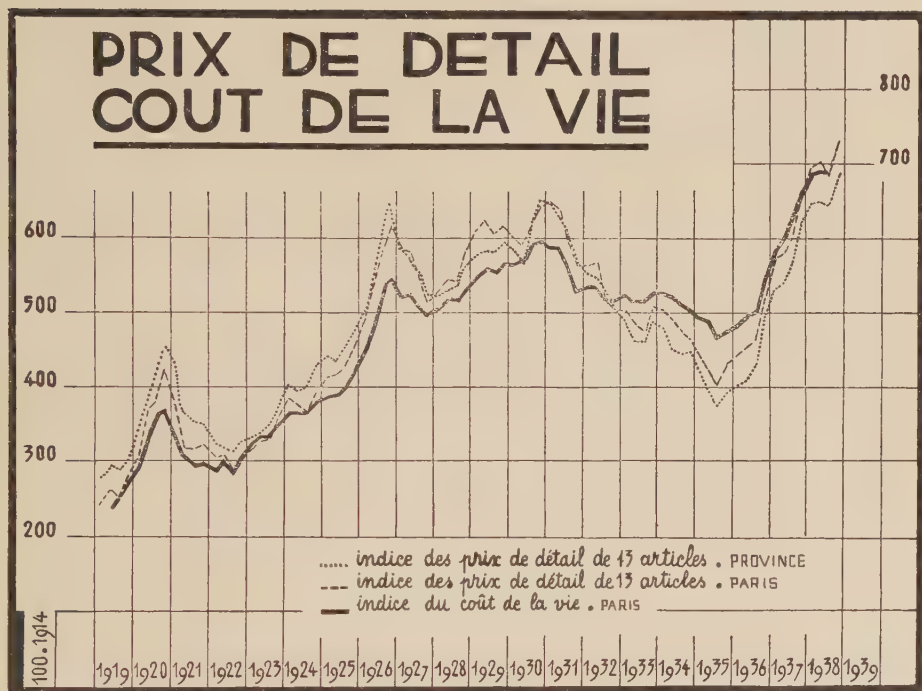
4° *Le pourcentage du salaire féminin par rapport au salaire masculin :* échelle de droite de 0 à 100. Le salaire féminin est représenté par une courbe nettement ascendante formée de petits traits épais, limitée à la ligne 100 qui représente le salaire masculin par des hachures.

On remarquera que le salaire féminin a proportionnellement plus augmenté que le salaire masculin depuis 1921 et moins baissé depuis 1930.

Le salaire réel s'est nettement relevé depuis 1921, date à laquelle il était sensiblement au-dessous de son niveau de 1913, égal à 100.

ANNEXE

Graphique N° 10



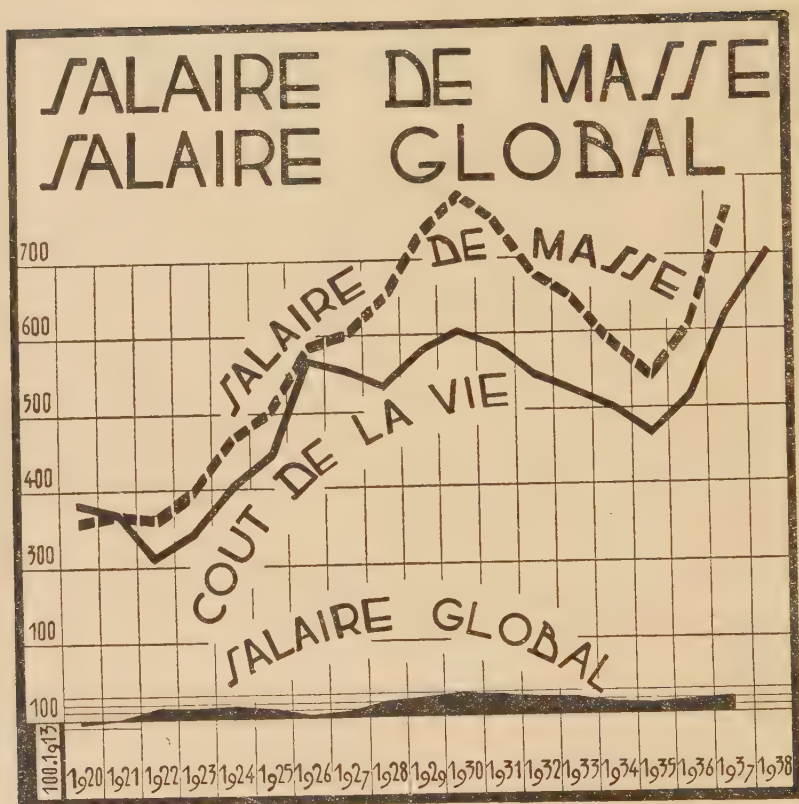
Ce graphique représente :

- 1° *L'indice des prix de détail de 13 articles de ménage à Paris.*
(Petits traits fins). Base 100 en 1914.
- 2° *L'indice des prix de détail de 13 articles de ménage dans les villes de province de plus de 10.000 habitants.* (Pointillé).
Base 100 en 1914.
- 3° *L'indice du coût de la vie à Paris, d'après les Commissions d'enquête sur le coût de la vie.* (Trait plein). Base 100 en 1914.

On remarquera que l'indice des 13 articles à Paris croît plus que celui du coût de la vie, en période de hausse, et inversement diminue plus aussi en période de baisse. C'est que le loyer constitue pour le coût de la vie un élément modérateur.

ANNEXE

Graphique N° 11



Ce graphique représente :

- 1° *Le salaire de masse* (d'après les évaluations de M. Léopold Dugé de Bernonville). (Petits traits épais).
- 2° *Le coût de la vie en province* (indice des prix de détail de 13 articles de ménage jusqu'en 1930 et indice du coût de la vie nouveau ajusté au précédent à partir de cette date). (Trait plein épais).
- 3° *Le salaire global*, résultat de la comparaison du salaire de masse au coût de la vie, comparé à son niveau de 1913.

On remarque que si la masse des salaire a augmenté constamment jusqu'en 1930, la baisse de 1930 à 1935 a été très sen-

sible, conséquence de la baisse du salaire nominal et surtout de la baisse de l'emploi.

La hausse enregistrée depuis 1936 est la suite des augmentations considérables du salaire nominal. Elle est néanmoins très faible parce que le chômage n'a pas diminué. En effet, en 1937, malgré une majoration des salaires très importante par rapport à 1930, la masse de ceux-ci reste inférieure à ce qu'elle était en 1930.

Le salaire global, ou pouvoir d'achat de la classe ouvrière, se serait maintenu constamment, depuis 1921, à un niveau supérieur à celui de 1913, atteignant son maximum, 130 en 1930. Il a baissé pendant la crise d'environ 10 %, ce qui est relativement peu, et a remonté légèrement en 1936 et 1937.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

- AFTALION Albert. — *Les crises périodiques de surproduction*. Paris, M. Rivière, 1913, 2 vol. in-8°. (Bibliothèque Générale d'Economie Politique).
- CORNELISSEN Christian. — *Théorie du salaire et du travail salarié*. Paris, V. Giard et E. Brière, 1908, in-8°. (Bibliothèque Internationale d'Economie Politique, publié sous la direction d'Alfred Bonnet).
- GEMAHLING Paul. — *Les grands économistes : textes et commentaires*. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 2^e éd. 1933, in-8°.
- LESCUDIER Jean. — *De la notion juridique de salarié*. Paris, Libr. Dalloz, 1931, in-8°, Th. Paris.
- LESCURE Jean. — *Des crises générales et périodiques de surproduction*. Paris, Les Editions Domat-Monchrestien, 4^e édit. 1932, in-8°.
- PIROU Gaëtan. — *Doctrines sociales et science économique*. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1929, in-8°.
- REBOUD P. — *Précis d'Economie Politique*. Paris, Librairie Dalloz, 1939. Tome I, 8^e édition ; Tome II, 6^e édition.
- SIMIAND François. — *Cours d'Economie Politique professé au Conservatoire National des Arts et Métiers*. Paris, Les Editions Domat-Monchrestien, 1932.
- SIMIAND François. — *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*. Paris, Alcan, 1932.
- TRUCHY Henry. — *Cours d'Economie Politique*. (Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences Morales et Politiques). Paris, Librairie du Recueil Sirey. Tome I, 4^e édit. 1936 ; Tome II, 3^e édit. 1934, in-8°.
- WALRAS Léon. — *Etudes d'Economie Sociale. Théorie de la répartition de la richesse sociale*. Lausanne, F. Rouge. — Paris, Pichon, 1936, in-8°.

OUVRAGES SPECIAUX

- ABELIN. — *Essai sur la comparaison internationale des niveaux de vie ouvriers*. Lyon, Bosc et Riou, 1936, in-8°, Th. Paris.
- AUGER Madeleine. — *Condition juridique et économique du personnel domestique féminin*. Paris, Les Presses Modernes, 1935, in-8°, Th. Paris.
- BITSCH. — *La hausse des salaires et la cherté de vie en France*. Paris, 1920, in-8°, 69 p. Th. Paris.
- BOUZOU Gaston. — *La semaine de 40 heures et les prix de revient industriels*. Paris, Librairie Technique et Economique, 1935, in-8°, Th. Paris.
- CASACOF Christa. — *La rémunération et le contrôle du travail dans l'industrie*. Paris, Dunod, 1936, in-8°, Th. Lettres, Paris.
- DELPECH Henry. — *Recherches sur le niveau de vie et les habitudes des consommateurs*. 1938.

- DODY. — *De l'influence de la variation des prix sur la consommation*. Langres, Imprimerie Moderne, 1928, in-8°, Th. Dijon.
- DREXFUS Pierre. — *Le Pouvoir d'achat des classes ouvrières*. Paris, Paul Kaan, 1935, in-8°, Th. Paris.
- DUBIJEON Guy. — *Du salaire ouvrier dans la métallurgie nantaise de 1914 à 1927*, Savanay, Roumegoux, 1928, in-8°, Th. Rennes.
- ESPINASSE Renée. — *La loi du 10 juillet 1915 sur le salaire minimum des femmes dans l'industrie du vêtement à domicile et ses résultats*. Lyon, 1925, Th. Droit.
- ETTORI François. — *Salaires et traitements en période d'instabilité monétaire*. Paris, 1924, in-8°, Th.
- FOURDRINIER Roger. — *La crise économique et les droits du travailleur salarié*. Paris, Librairie Technique et Economique, 1935, in-8°, Th. Paris.
- HALBWACHS Maurice. — *La classe ouvrière et les niveaux de vie : Recherche sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines*. Paris, Alcan, 1912, in-8°, Th. Lettres, Paris.
- HALBWACHS Maurice. — *L'évolution des besoins dans la classe ouvrière*. Paris, F. Alcan, 1933, in-8°.
- HIRSCH Pierre-Léon. — *Les récentes échelles mobiles de salaires : système d'ajustement automatique du salaire au coût de la vie*. Paris, Presses Modernes, 1929, in-8°, Th. Paris.
- HUBER Michel. — *La guerre et la vie sociale*. (Histoire économique et sociale de la guerre mondiale, série française. Publication de la Dotation Carnegie). Paris, Les Presses Universitaires de France, 1927.
- JEANNENEY Jean-Marcel. — *Essai sur les mouvements des prix en France depuis la stabilisation monétaire (1927-1935)*. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1936, Th. Paris.
- LAPORTE H.-André. — *Mouvement des salaires depuis 1914*. Th. Bordeaux, 1926.
- MABLOTTE. — *La condition des ouvriers d'un monopole d'Etat*. Paris, Jouve, 1935, in-8°, Th. Paris.
- MANGEZ Maurice. — *De l'évolution des salaires des mineurs dans les houillères du Nord de la France et des avantages complémentaires accordés*. Lille, 1925, in-8°, Th. Paris.
- MAINGUY Maurice. — *Contribution à l'étude des salaires en Allemagne depuis la guerre*. Th. Paris, 1924.
- MARCH Lucien. — *Mouvement des prix et des salaires pendant la guerre*. (Histoire économique et sociale de la guerre mondiale, série française. Publication de la Dotation Carnegie). Paris, Les Presses Universitaires de France, 1926, gr. in-8°.
- MARTINACHE A.-M. — « *A travail égal, genre de vie égal* » : *Les tendances modernes de la rémunération du travail : salaire vital, salaire familial*. Genfilly, Imprimerie Nouvelle, 1926, in-8°, Th. Paris.
- MONTARNAL Henry. — *Les salaires, l'inflation et les changes*. (Bibliothèque générale d'Economie Politique). Paris, M. Rivière, 1925, in-8°.
- NAJJAR. — *Etude sur l'évolution des salaires dans ces dix dernières années*. Th. Montpellier, 1925.
- OUALID et PIQUEMARD. — *La guerre et le travail : salaires et tarifs — conventions collectives et grèves — la politique du Ministère de l'Armement et du Ministère du Travail*. (Histoire économique et sociale de la guerre mondiale, série française. Publication de la Dotation Carnegie). Paris, Les Presses Universitaires de France, 1928, gr. in-8°.

- PALTHEY Jean. — *La politique des hauts salaires aux Etats-Unis*. Paris, Plichon et Durand-Auzias, 1934, in-8°, Th. Paris.
- PERROUX François. — *Les traitements des fonctionnaires en France*. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1934.
- PICARD Roger. — *La crise économique et la baisse des salaires*. Paris, M. Rivière, éditeur, 1921.
- PIQUEMARD. — V. Oualid et Piquemard.
- PRIEURET Jean. — *Le salaire à primes*. Paris, Les Editions Domat-Monchrestien, 1933, in-8°, Th. Paris.
- PRUNIÈRES Jacques. — *Les formes modernes de la rémunération du travail*. Paris, Presses Modernes, 1933, in-8°, Th. Paris.
- SIMIAND François. — *Les salaires des ouvriers des mines en France*. Paris, L. Cornély C^o éditeurs, 1907, Th. Paris.
- VAYSSIÉ Adolphe. — *Du minimum légal des salaires*. Paris, Th. Bordeaux, 1923.

REVUES

- Bulletin de la Statistique Générale de la France et du Service d'observation des prix*. Paris, Librairie Félix Alcan.
- V. notamment dans le fascicule II de chaque année la chronique du mouvement des salaires pendant l'année précédente.
- Léopold DUCE DE BERNONVILLE : *Mouvement des salaires dans quelques pays depuis 1914*. B.S.G.F. 1922-23 (octobre-décembre 1922, fascicule I), p. 59.
- Revue d'Economie Politique*. Paris, Librairie du Recueil Sirey.
- V. notamment le N^o de la « *France Economique* » de mai-juin, où paraît une chronique sur l'évolution des salaires pendant l'année écoulée.
- V. MARCHAL Jean. — *Prix de gros et prix de détail*. R.E.P. juillet-août 1931, p. 1219 à 1250.
- V. Robert MOSSE. — *Salaires, durée du travail et revenu psychologique*. R.E.P., janv.-fév. 1936.
- Revue Internationale du Travail*. — Publiée par le Bureau International du Travail.
- RICHARDSON. — *Quelques aspects des fluctuations et des tendances de salaires dans divers pays au cours de ces dernières années*. R.I.T., 1928, N 2, p. 190.
- RICHARDSON. — *Les variations du niveau général des salaires*. R.I.T. 1932, N^o 2.
- WALTER Ronald. — *La politique des salaires et des cycles économiques*. R.I.T., déc. 1938, p. 826-872.
- LEDERER Emil. — *La théorie du cycle économique et la politique des salaires*. R.I.T., janv. 1939.
- DOUGLAS Paul-H. — *La théorie et la politique des salaires*. R.I.T., mars 1939.
- Revue Politique et Parlementaire*.
- V. LHOMME Jean. — *L'évolution du salaire dans l'Allemagne contemporaine*. R.P.P., 10 août 1933, p. 233.
- Publications du B. I. T.* — *Etudes et Documents : Les conditions de vie des ouvriers dans les pays à change déprécié*. Série D, N^o 15, Genève, 1925.

DOCUMENTATION STATISTIQUE

Méthode Statistique

- ARTALION Albert. — *Cours de Statistique professé en 1927-1928 à la Faculté de Droit*. Paris, Les Presses Universitaires de France, 1928, gr. in-8°.

- BOWLEY Arthur-L. — *Eléments de statistique*. (Traduction sur la 5^e éd. anglaise par L. Suret et G. Luftalla). Paris, M. Giard, 1929, in-8°.
- GEMAHLING Paul. — *Statistiques choisies et annotées. Population, production, prix, salaires, monnaie, crédit, etc...* 1928, Librairie du Recueil Sirey, Paris.
- JULIN Armand. — *Principes de statistique théorique et appliquée*. Tome II, Fascicule 2, Statistique des prix et méthode des index-numbers. Bruxelles, Albert Dewit, Paris, Marcel Rivière, édit., 1928.
- MARCH Lucien. — *Les principes de la méthode statistique avec quelques applications aux sciences naturelles et à la science des affaires*. Paris, F. Alcan, 1930.
- OLIVIER Maurice. — *Les nombres indices de la variation des prix*. Paris, M. Giard, 1927, in-8°. (Bibliothèque Internationale d'Economie Politique), Th. Paris, 1926.
- Publications du Bureau International du Travail.*
- RICCI Umberto. — *Considération sur les méthodes de la statistique des salaires*. (Revue Internationale du Travail, avril 1926, p. 530-547. V. aussi : *Etudes et Documents*, Série N. N° 2, Genève, 1923.
- RICCI Umberto. — *La Conférence des statisticiens du Travail*. R.I.T., janv. 1924, p. 3-32 et V. *Etudes et Documents*, série N, N° 4, Genève, 1924.
- RICCI Umberto. — *La 2^e Conférence des statisticiens du Travail*. R.I.T., juillet 1925 et V. *Etudes et Documents*, série N., N° 8, 1925.

Recueils

- Activité Economique (L')*. — Publié par l'Institut de Statistique de l'Université de Paris et l'Institut Scientifique de Recherches Sociales. (Suite des « Tableaux de l'Economie Française »). Paris, Librairie du Recueil Sirey.
- Année Sociale (L')*. — Publication du Bureau International du Travail. Genève.
- Annuaire Statistique*. — (Direction de la Statistique Générale de la France) Paris, Imprimerie Nationale.
- Annuaire des Statistiques du Travail*. — (Publication du Bureau International du Travail), Genève.
- Bulletin de la Statistique Générale de la France et du Service d'Observation des Prix*. — Paris, F. Alcan.
- Indices Généraux du Mouvement Economique en France de 1901 à 1931*. — Paris, Imprimerie Nationale, 1932.
- Indices du mouvement des affaires en France et en divers pays*. — Recueil de courbes et de statistiques publié sous la direction de M. Lucien March et de l'Institut de Statistique de l'Université de Paris. Paris, Revue Politique et Parlementaire.
- Journal Officiel*.
- Mouvement des Prix depuis la stabilisation du franc*. — Paris, Imprimerie Nationale, 1934.
- Revue d'Economie Politique*. — Paris, Librairie du Recueil Sirey.
- Revue Internationale du Travail*. — (Publication du Bureau International du Travail), Genève.
- Tableaux de l'Economie Française*, publiés sous la direction de M. Charles Rist (1910-1934), Paris, Librairie du Recueil Sirey.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
PREMIERE PARTIE. — <i>Etude statistique du mouvement des salaires en France depuis la guerre</i>	13
CHAPITRE PREMIER. — Les salaires dans les principales branches de l'activité économique	19
Section I. Salaires industriels	19
§ 1. Les salaires dans la grande industrie.....	20
A. Les salaires dans l'industrie minérale.....	20
B. Les salaires dans les industries des métaux....	31
C. Les salaires dans la construction électrique....	37
D. Les salaires dans les textiles.....	41
§ 2. Les salaires dans la petite industrie.....	44
Section 2. Salaires commerciaux	56
§ 1. Les salaires dans les entreprises de transports.....	57
A. Les salaires dans la navigation maritime.....	57
B. Les salaires dans les Chemins de Fer.....	61
§ 2. Les salaires dans les banques.....	63
Section 3. Salaires agricoles	67
Section 4. Salaires publics	73
§ 1. Les salaires dans les services publics industriels..	74
§ 2. Les salaires dans les services publics administratifs	76
CHAPITRE II. — Les variations du salaire suivant la personne et les qualités professionnelles des travailleurs	88
Section 1. Salaires des manœuvres et des ouvriers qualifiés	89
Section 2. Salaires des femmes	98
§ 1. Grande industrie métallurgique	100
§ 2. Les salaires des femmes dans les sucreries	101
§ 3. Les salaires des femmes dans la petite industrie du vêtement	103
§ 4. Les salaires des femmes dans les industries d'Etat	107
§ 5. Les gages des domestiques et gens de maison	109
CHAPITRE III. — Les variations régionales des salaires.....	118
Section 1. Les salaires à Paris.....	119

Section 2. Les salaires en Province.....	121
DEUXIEME PARTIE. — <i>L'évolution du niveau de vie du salarié et de la classe ouvrière en France depuis la guerre</i>	131
CHAPITRE PREMIER. — L'évolution du pouvoir d'achat du travailleur salarié : Salaire et coût de la vie.....	135
Section 1. La mesure du coût de la vie	136
§ 1. Prix de gros	136
§ 2. Prix de détail	139
§ 3. Coût de la vie	141
§ 4. Choix de l'indice	143
§ 5. L'évolution du prix des subsistances.....	144
Section 2. L'évolution du pouvoir d'achat du travailleur salarié	147
CHAPITRE II. — Le salaire de la classe ouvrière : Salaire de masse (les relations du salaire nominal et de l'emploi). Salaire global (les relations du salaire nominal, de l'emploi et du coût de la vie)	154
§ 1. Salaire de masse et salaire global dans les houillères	158
§ 2. Les estimations de l'ensemble des salaires versés annuellement en France de M. Léopold Dugé de Bernonville	161
LES ENSEIGNEMENTS. — A LA RECHERCHE D'UNE POLITIQUE DES SALAIRES ET DE L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL	167
I. Les salaires et l'Economie Nationale	168
1911/14-1920 : la guerre, hausse des salaires	169
La crise de 1921-1922 : baisse des salaires	171
1923-fin 1930 : période d'activité économique et de hausse des salaires	172
La crise économique de 1931 à mai 1936 : la baisse des salaires	173
L'Economie du Front Populaire : hausse massive des salaires consécutives aux lois sociales, aux conventions collectives et arbitrages imposés par la force de la classe ouvrière	174
Conclusions	178
II. Hausse des salaires et coût de production.....	180
III. Une politique : l'équilibre économique et social	185
ANNEXES. — 11 Graphiques (voir Table spéciale)	189
BIBLIOGRAPHIE	209
TABLE DES MATIÈRES	213

TABLE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE N° 1. — Houillères	189
GRAPHIQUE N° 2. — Houillères	191
GRAPHIQUE N° 3. — Métallurgie et construction mécanique de la région parisienne	193

GRAPHIQUE N° 4. — Petite industrie	195
GRAPHIQUE N° 5. — Salaires dans les transports	196
GRAPHIQUE N° 6. — Traitements à la Banque de France (succur- sales)	198
GRAPHIQUE N° 7. — Salaires agricoles	200
GRAPHIQUE N° 8. — Salaires des femmes	201
GRAPHIQUE N° 9. — Gens de maison	203
GRAPHIQUE N° 10. — Prix de détail et coût de la vie	205
GRAPHIQUE N° 11. — Salaire de masse et salaire global	206

